

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Projet de notes politiques préparatoires au 39 ^e Congrès de la section française de la IV ^e Internationale La situation politique en France et les tâches de la IV ^e Internationale	p. 7
Troisième Convention nationale de Socialist Organizer Les trotskystes américains débatent du Labor Party	p. 19
1990-1995 : la guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie	p. 61 (par Lucien Gauthier)
A propos des ONG	p. 91 (par Miguel Cristobal)
Le capitalisme pourrissant, ou l'importance de ne pas être un magnétophone digital	p. 97 (par A. Manuel)
Engels, le <i>Manifeste communiste</i> et la Ligue des communistes	p. 111 (par Frank Arnold)
Nouvelles de l'Entente internationale	p. 127
Marxisme et chaos	p. 141 (par Jean-Paul Krivine et Bernard Rougé)
<i>La Morale et la Médecine</i> , de Xavier Emmanuelli, ou comment trahir Hippocrate	p. 151 (par Pierre Rivière)
Courrier des lecteurs	p. 155

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- Présentation** p. 3
- Projet de notes politiques préparatoires au 39^e Congrès
de la section française de la IV^e Internationale
La situation politique en France
et les tâches de la IV^e Internationale** p. 7
- Troisième Convention nationale de Socialist Organizer
Les trotskystes américains
débattent du Labor Party** p. 19
- 1990-1995 : la guerre des grandes puissances
contre les peuples de Yougoslavie** p. 61
(par Lucien Gauthier)
- A propos des ONG** p. 91
(par Miguel Cristobal)
- Le capitalisme pourrissant, ou l'importance
de ne pas être un magnétophone digital** p. 97
(par A. Manuel)
- Engels, le *Manifeste communiste*
et la Ligue des communistes** p. 111
(par Frank Arnold)
- Nouvelles de l'Entente internationale** p. 127
- Marxisme et chaos** p. 141
(par Jean-Paul Krivine et Bernard Rougé)
- La Morale et la Médecine*, de Xavier Emmanuelli,
ou comment trahir Hippocrate
au nom d'Hippocrate** p. 151
(par Pierre Rivière)
- Courrier des lecteurs** p. 155

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Présentation	p. 3
Projets de notes politiques déposés au 38 ^e Congrès de la section française de la IV ^e internationale et les tâches de la IV ^e internationale	p. 7
Troisième Convention nationale de Socialist Organizer Les trotskystes américains débatent du Labor Party	p. 19
1980-1995 : la guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie (par Luann Carlin)	p. 61
A propos des ONG (par Miguel Cristofal)	p. 81
Le capitalisme poursuit-il son importance de ne pas être un mégaphone digital (par A. Tarnet)	p. 97
Enfants, le Manifeste communiste et la ligne des communistes (par Frank Arnold)	p. 111
Nouvelles de l'Entente internationale	p. 127
Marxisme et chaos (par Jean-Louis Kervin et Bernard Houge)	p. 141
La Morale et la Médecine de Xavier Emmanuelli ou comment faire Hippocrate au nom d'Hippocrate (par Pierre Rivière)	p. 151
Courrier des lecteurs	p. 155

Présentation

Ce numéro de *La Vérité* sera édité quelques semaines avant la fin de l'année 1995. S'il fallait tirer un bilan de l'année qui s'achève, vers quelle partie de la planète faudrait-il tourner les yeux ? Faudrait-il, en Amérique du Nord, regarder vers la crise de décomposition des institutions de l'Etat canadien ou vers le vide politique qui se creuse chaque jour davantage aux Etats-Unis ? Ou faudrait-il, d'abord, porter le regard sur les conséquences effroyables des plans de privatisation et de destruction des services sociaux, tels qu'ils s'imposent au Mexique, en conséquence du krach financier, ou aux Etats-Unis mêmes ? Ou bien faudrait-il mettre en évidence la résistance des organisations syndicales mexicaines aux mêmes plans de privatisation, ou bien les luttes de classe grandissantes dont les répercussions ont marqué le congrès de l'AFL-CIO sur le territoire des Etats-Unis ?

Faudrait-il souligner la signification, en Extrême-Orient, de l'effondrement de la banque japonaise Daiwa, préfigurant un krach financier géant des grandes banques japonaises, dont tous les observateurs s'accordent à dire qu'il entraînera en chaîne les grandes banques américaines ? Faudrait-il porter davantage le regard sur l'entreprise qui va s'accélérant de démantèlement de la propriété sociale en Chine, favorisant l'enrichissement de nomenclaturistes corrupteurs et corrompus, s'engraissant sur la base de la misère de centaines de millions d'ouvriers et de paysans ? Ou faudrait-il, de préférence, mettre en évidence la résistance du mouvement syndical indépendant dans des pays comme le Bangladesh, ou encore la multiplication des grèves ouvrières les plus dures et le plus souvent victorieuses en Chine même ?

Faudrait-il, regardant l'Afrique, souligner la manière dont la pression de l'impérialisme pousse à la dislocation des Etats et à la généralisation des guerres ? Ou mettre l'accent, au contraire, sur la tendance, qui se poursuit dans des conditions effroyablement difficiles, à la constitution et au renforcement de centrales syndicales indépendantes ?

Faudrait-il, regardant l'Europe, ne retenir que les statistiques de développement du chômage, ou les résultats de cinq ans de guerre contre les peuples de l'ex-Yougoslavie, ou encore l'effondrement social en ex-URSS ? Ou devrait-on davantage s'attacher à mesurer et à analyser toutes les formes de la résistance de la classe ouvrière aux plans de privatisation et d'intégration, de France en Roumanie, d'Allemagne en Lituanie ?

Il faudrait, en réalité, pour tirer un bilan de l'année qui s'achève, prendre en compte tous ces éléments, et bien d'autres. Il faudrait saisir tous ces processus dans leur mouvement apparemment contradictoire : à la fois la poursuite et l'aggravation de la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production ; et aussi la recherche par les masses ouvrières et paysannes des voies et des moyens de l'unité sur la base de leurs revendications réelles ; et aussi l'obstacle que constitue la politique de ceux qui, dirigeants des organisations ouvrières, organisent leur intégration à l'appareil d'Etat ; mais également le renforcement de tous les processus conduisant à la constitution de partis ouvriers indépendants, d'organisations ouvrières indépendantes, processus dont la prochaine conférence mondiale ouverte (octobre 1996), d'ores et déjà préparée dans 94 pays, permettra de prendre la pleine mesure.

La IV^e Internationale ne sépare pas ses objectifs d'élaboration théorique et politique de ses objectifs pratiques : aider dans chaque pays et dans tous les pays les opprimés et les exploités à construire et à renforcer leurs institutions indépendantes, leurs organisations indépendantes, sur le terrain de la lutte de classe. Pas davantage, la IV^e Internationale ne sépare ses discussions internes des débats qui concernent l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi ce numéro de *La Vérité* s'ouvre sur la publication du "**Projet de notes politiques préparatoires au 39^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale**" sur la situation politique en France et les tâches de la IV^e Internationale. Ces notes concernent les militants ouvriers du monde entier, tant il est vrai que la situation française aujourd'hui, qui combine les phénomènes de décomposition d'un impérialisme en recul et la résistance de la classe ouvrière aux conséquences de cette décomposition, constitue un concentré de la situation mondiale.

De même sur la situation aux Etats-Unis : quand "**les trotskystes américains débattent du Labor Party**", le compte rendu de leur congrès est dans *La Vérité*. Le débat vivant entre les militants trotskystes américains sur la possibilité de construire un parti ouvrier, de faire faire un pas en avant sur la voie de l'indépendance de classe à la classe ouvrière du pays capitaliste le plus puissant du monde : ces débats intéressent les travailleurs du monde entier.

1995 s'achève sur de prétendues négociations sous l'égide direct de l'impérialisme américain entre les différentes factions en lutte en ex-Yougoslavie. Lucien Gauthier revient sur cette véritable "**guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie**", sur ses racines sociales et économiques et sur la manière dont s'y sont exprimés et s'y expriment, sur le dos des peuples, les conflits entre différentes puissances impérialistes.

La Vérité a, à de nombreuses reprises, analysé les tendances fondamentales de l'impérialisme décadent en cette fin de XX^e siècle. Elle y revient à nouveau dans ce numéro. Dans une **contribution consacrée aux ONG**, Miguel Cristobal éclaire un aspect de l'offensive corporatiste internationale contre l'indépendance des organisations et montre comment elle vise à une véritable "ONGéisation", sous l'égide du FMI, des organisations indépendantes. De son côté, Adrien Manuel, dans son article, "**Le capitalisme pourrissant, ou l'importance de ne pas être un magnétophone digital**", livre un éclairage saisissant sur quelques aspects plus ou moins méconnus de la survie de l'impérialisme sénile dans le domaine de la consommation et de la production de biens de consommation.

Le précédent numéro de *La Vérité*, consacré à la commémoration du centenaire de la mort d'Engels, a suscité un très grand intérêt dans tous les pays. L'entreprise était nécessairement incomplète, inachevée, et nous savons gré à Franck Arnold de nous avoir fait parvenir son "*Engels, le Manifeste communiste et la Ligue des communistes*", qui apporte un éclairage utile et complémentaire concernant la période "allemande" de l'activité d'Engels dans le mouvement ouvrier.

Après la rubrique consacrée aux "*Nouvelles de l'Entente internationale*", *La Vérité* publie deux articles polémiques, au sens où la polémique — qui n'a rien à voir avec la pratique des anathèmes excommuniateurs chère au stalinisme — constitue un instrument de la discussion politique et de l'élaboration théorique. Dans "*Marxisme et chaos*", Jean-Paul Krivine et Bernard Rougé démontent la prétention de certains "idéologues" à détourner des concepts scientifiques (telle la théorie du chaos) pour en faire la "justification scientifique" de leurs propres reniements, capitulations et trahisons politiques. Dans une note de lecture consacrée à un ouvrage du docteur Emmanuelli, Pierre Rivière s'en prend, lui, à ces curieux médecins qui prétendent "*trahir Hippocrate au nom d'Hippocrate*".

Enfin, le précédent numéro de *La Vérité* ayant suscité plusieurs lettres de lecteurs, nous en publions deux à la fin de ce numéro. En espérant que c'est là le début d'une rubrique régulière. Si l'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors, l'élaboration théorique et politique ne peut être l'œuvre d'une poignée de "spécialistes" ou de "théoriciens" autoproclamés. Elle est, d'abord et avant tout, dialogue dans l'Internationale, dialogue des militants entre eux, dialogue avec la classe ouvrière, dialogue avec les masses qui, dans le monde entier, cherchent par leur action pratique à s'ouvrir la voie d'un monde sans oppression ni exploitation.

La Vérité

Le précédent numéro de *La Vérité* consacré à la commémoration de centenaire de la mort d'Engels a suscité un très grand intérêt dans tous les pays. L'attention était nécessairement attirée par les articles de nos auteurs, mais aussi par les articles de nos amis, qui ont apporté un éclairage très intéressant sur la vie et l'œuvre d'Engels dans le mouvement ouvrier et socialiste de son époque. Les articles de nos auteurs ont été traduits dans de nombreuses langues. Après la rubrique consacrée aux "Nouvelles de l'Internationale communiste", nous publions deux articles complémentaires au sein de la rubrique "Vie et œuvre d'Engels". Le premier des articles est consacré à la discussion théorique et de l'évaluation théorique de certains "idéologues" à dénoncer des concepts scientifiques (telle la théorie du chaos) pour en faire la justification scientifique de leurs propres raisonnements idéologiques. Dans une note de lecture, nous avons créé un ouvrage de doctrine humaniste. Pierre Kervadec en a écrit un autre intitulé "L'Humanisme et le socialisme". Enfin, le précédent numéro de *La Vérité* avait suscité plusieurs lettres de lecteurs, nous en publions deux à la fin de ce numéro. En espérant que ces deux lettres susciteront de nouvelles lettres de lecteurs, nous nous engageons à poursuivre nos efforts de publication de lettres de lecteurs. Enfin, nous nous engageons à poursuivre nos efforts de publication de lettres de lecteurs.

Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire.

Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire.

Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire. Le débat vivant entre les deux camps se poursuit. Les deux camps se disputent la victoire.

**Projet de notes politiques
préparatoires au 39^e Congrès
de la section française de la IV^e Internationale**

**La situation politique en France
et les tâches
de la IV^e Internationale**

Au début de l'année 1996, se tiendra la conférence nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, c'est-à-dire le 39^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale. La discussion préparatoire à ce congrès a été ouverte par un compte rendu des travaux de la direction nationale du CCI, diffusé en bulletin intérieur auprès des militants. Les notes politiques que l'on va lire ici ont été soumises à la direction nationale comme contribution à la préparation du 39^e Congrès.

La IV^e Internationale n'a rien à cacher de ses discussions politiques. Celles-ci s'inscrivent dans un cadre plus vaste : celui de l'indispensable discussion libre entre militants, courants, organisations, recherchant les voies et les moyens de l'indépendance de classe et de l'émancipation des travailleurs. C'est la raison pour laquelle la décision a été prise de publier ces notes politiques dans *La Vérité* et de poursuivre la discussion sur leur contenu à tous les niveaux de la section française, y compris au sein de sa direction nationale. Le prochain numéro de *La Vérité* continuera à informer sur ce 39^e Congrès de la section française.

Précisons que ces notes ont été rédigées durant les derniers jours du mois de septembre. Depuis, les événements politiques n'ont cessé de s'accélérer en France, incluant la grève de millions et de millions de travailleurs de la fonction publique s'exprimant comme porte-parole du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière cherchant les voies de la grève générale interprofessionnelle pour bloquer les plans meurtriers du gouvernement. La crise de dislocation politique et institutionnelle s'est, elle aussi, accélérée. Nous publions, cependant, ces notes telles qu'elles ont été rédigées à l'époque, car les développements ultérieurs de la situation ne font, à nos yeux, qu'en confirmer la pertinence.

• NOTE 1

La situation politique française est, d'abord et avant tout, marquée par le contexte international dans lequel elle s'inscrit. Dans le cadre des conflits entre les différents impérialismes et les différents groupes de capitalistes, l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, a engagé une épreuve de force contre l'impérialisme français. Cette épreuve de force joue un rôle déterminant sur les formes et les développements de la crise politique, institutionnelle, sociale et économique.

• NOTE 2

Les conditions générales de ce conflit entre différents impérialismes sont celles déterminées dans les articles publiés par *La Vérité* sur l'impérialisme sénile, à savoir que la prolongation de la période de décomposition de l'impérialisme aboutit à une situation où des masses de plus en plus considérables de capitaux gonflent la sphère de la spéculation et, de ce fait, pèsent en retour sur les conditions de mise en valeur du capital dans la production des marchandises. Or la base économique de tout le système reste l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier, laquelle ne peut se réaliser que dans le procès de production des marchandises.

Il en découle que les conditions de la mise en valeur du capital sont de plus en plus parasitées par les processus de la spéculation, des capitaux fictifs. Il découle de cela pour chaque bourgeoisie, pour chaque groupe de capitalistes, pour chaque capitaliste isolé, une lutte à mort contre ses concurrents pour s'ouvrir les marchés, en même temps qu'une lutte à mort contre sa propre classe ouvrière et toutes les classes ouvrières du monde entier. L'objectif de cette lutte est de pouvoir arracher davantage de plus-value par l'augmentation du taux d'exploitation, comme cela a été analysé dans les articles cités.

Les méthodes par lesquelles l'impérialisme décadent combat la baisse tendancielle du taux de profit, loin de pouvoir la contrecarrer durablement, ne font qu'accroître ces contradictions, précipiter sa crise, aiguïser l'ensemble des conflits entre les classes sociales.

• NOTE 3

La crise mexicaine de 1994 a marqué pour l'impérialisme américain le signal d'une réorientation nécessaire de sa stratégie. Désormais, il subordonne toutes les composantes — militaires, diplomatiques et économiques — de son orientation internationale à un besoin : s'ouvrir les marchés. Lorsque le sous-secrétaire d'Etat américain pour le commerce international, Jeffrey Garten, déclare :

“Les Etats-Unis ne sont pas prêts à attendre des années jusqu'à ce que l'Organisation mondiale du commerce impose l'ouverture des marchés en résolvant les différends commerciaux par la seule négociation”,

il ne fait que donner la ligne générale de l'impérialisme américain. Règle n° 1 : s'ouvrir les marchés ; règle n° 2 : lorsque c'est possible, utiliser les institutions internationales existantes pour s'ouvrir les marchés ; règle n° 3 : lorsque ces institutions ne permettent pas de s'ouvrir les marchés, ne pas hésiter à les contourner. Telle est la règle du talon de fer que l'impérialisme américain entend faire peser à l'échelle mondiale.

Cela est rendu d'autant plus nécessaire que les conditions mêmes de la crise mexicaine ne donnent qu'un avant-goût de ce qui menace l'ensemble du système monétaire international. D'une part, on retiendra l'ampleur du déficit budgétaire américain : 270 milliards de dollars que l'impérialisme américain prétend, par des coupes d'une rare brutalité, récupérer sur le dos de sa propre classe ouvrière en six ans, puisque c'est le délai fixé par l'administration Clinton pour résorber le déficit budgétaire. D'autre part, on retiendra le chiffre de 800 à 1 000 milliards de dollars que représentent les seules créances dou-

teuses entre les mains des banques japonaises. L'ensemble du système monétaire mondial est sous l'épée de Damoclès d'un gigantesque effondrement, dont la crise mexicaine de 1994 ne fait que donner un avant-goût. C'est l'ampleur de ces enjeux monétaires, financiers, économiques, qui explique la brutalité inouïe, la violence sans précédent qui marque les relations entre les différents impérialismes officiellement "amis".

• NOTE 4

Cette violence, cette brutalité des rapports interimpérialistes, n'est pas dissociable de la violence avec laquelle la bourgeoisie à l'échelle internationale, et la bourgeoisie dans chaque pays, s'en prend à la classe ouvrière. Et, pour commencer, la bourgeoisie américaine. Ce serait méconnaître les rapports réels que de ne retenir de l'offensive de l'impérialisme américain que les seuls coups portés aux impérialismes concurrents ou aux classes ouvrières des autres pays. C'est d'abord contre sa propre classe ouvrière que la bourgeoisie américaine s'en prend. Un professeur d'économie exerçant dans le prestigieux Massachusetts Institute of Technology n'hésite pas à écrire :

"Aucun pays — sauf ceux qui ont été confrontés à une révolution ou à une défaite militaire suivie d'une occupation — n'a connu une modification aussi brutale dans la distribution des revenus que l'Amérique durant la génération passée. A aucune autre époque, on n'a vu les salaires moyens des salariés américains chuter plus de deux décennies durant. Jamais auparavant on n'avait vu une majorité de travailleurs américains subir des réductions de salaires réels, alors même que le produit intérieur brut progressait" (Lester Thurow, *New York Times*, 3 septembre).

• NOTE 5

L'élément majeur de l'offensive de l'impérialisme américain s'est manifesté, jusqu'à présent, dans les rapports Etats-

Unis-Japon. On se rappelle qu'il y a peu encore, quelques "théoriciens" pseudo-marxistes, staliniens reconvertis et pablistes décomposés, cherchaient à présenter le Japon comme le nouvel impérialisme dominant. Les faits, aujourd'hui, ramènent à la réalité. L'impérialisme américain a engagé, durant les derniers mois, une guerre sans merci visant à s'ouvrir le marché japonais, à continger les importations de ce pays, à faire reporter sur les seules banques japonaises le poids de leurs créances douteuses, à faire financer le déficit américain par les dollars en dépôt au Japon. Cette guerre sans merci a permis au capital financier américain de marquer des points importants et d'imposer sa volonté dans de nombreux domaines stratégiques : transport maritime, transport aérien, construction automobile, industrie cinématographique, etc.

Mais cette offensive a rencontré aussi sa propre limite : le risque de krach imminent des banques japonaises comprend en lui-même le risque d'effondrement en chaîne du système financier américain. D'où l'accord signé, courant octobre, entre le Federal Reserve Board et les autorités financières japonaises stipulant qu'au moindre signe de krach financier au Japon, la banque centrale américaine "livrera des milliards de dollars dans l'instant" en échange des obligations et bons du Trésor américain détenus par les banques japonaises.

• NOTE 6

Une conséquence de la limite ainsi rencontrée, pour l'instant, dans la confrontation Japon-Etats-Unis, c'est d'approfondir et d'aiguiser le conflit dans les relations entre l'Europe et l'Amérique. Double conflit en réalité. Le conflit est bien sûr un conflit "classique" entre impérialismes concurrents. L'impérialisme américain n'a nullement l'intention de voir se constituer l'Union européenne comme une force économique et politique intégrée, susceptible de le concurrencer. L'Union européenne est d'abord et avant tout un instrument entre les mains de

l'impérialisme américain afin d'œuvrer à la déréglementation des marchés et à la déréglementation de toutes les institutions qui constituent la classe ouvrière comme classe en Europe.

L'Union européenne et, singulièrement, l'impérialisme allemand sont regardés par l'impérialisme américain, jusqu'à un certain point, comme leur principaux relais dans la nécessaire politique du maintien de l'ordre en Europe. Mais jusqu'à un certain point seulement. Car il ne saurait être question de laisser l'impérialisme allemand occuper plus de place qu'il n'est possible à l'impérialisme américain de le supporter. En ce sens, il est prévisible qu'à la suite du conflit Etats-Unis-Japon se préparent les conditions d'un conflit Etats-Unis-Allemagne : d'une certaine manière, les convulsions en cours à propos de l'union économique et monétaire en constituent les prémices.

• NOTE 7

Les rapports Europe-Amérique sont chargés également d'un autre conflit d'une importance décisive pour les rapports entre les classes à l'échelle mondiale. Le Vieux Continent reste, aujourd'hui, le plus grand marché mondial. C'est aussi le continent où, pour des raisons à la fois économiques, sociales, politiques, historiques, le prolétariat est le plus concentré, le plus organisé, le plus porteur de la résistance à la décomposition. Le Vieux Continent reste aussi celui où, apparemment plus qu'ailleurs, dans les conditions mêmes de la marche à la barbarie et à la décomposition, sont mis à l'ordre du jour le mouvement vers la révolution sociale contre le capitalisme expropriateur et le mouvement vers la révolution politique de préservation des segments de propriété sociale et de conquêtes sociales qui, à l'est de l'Europe, n'ont toujours pas été détruits.

Le centre de l'Europe, c'est l'Allemagne, la classe ouvrière la plus concentrée du monde cherchant à réaliser son unité sociale et politique en intégrant, en les faisant coexister, des processus

relevant de la révolution sociale et de la révolution politique. L'Europe, c'est le continent où la conjonction de ces processus apparaît tout à la fois comme la plus difficile et la plus indispensable.

L'Europe pose donc à l'impérialisme américain une question majeure : raisonnant comme classe sociale, il sait que pour le maintien de sa domination à l'échelle américaine et mondiale, il ne peut que se heurter à la volonté de résistance de la classe sociale antagonique, la classe ouvrière. Il sait que sa politique de privatisation, de déréglementation, de destruction des forces productives, exige d'aller plus loin qu'il n'est jamais allé jusqu'à présent dans la destruction des "digues" que la classe ouvrière a édifiées pour résister.

Il sait et il mesure que le terrain majeur de confrontation avec la classe ouvrière, c'est le terrain européen. Le choc est inévitable, donc, avec la classe ouvrière allemande. Mais avant que de l'affronter directement, il importe de commencer la déstabilisation du front politique et social européen par la France. La France représente le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste mondiale, en ce sens que, impérialisme autrefois majeur, elle est aujourd'hui sur le déclin, et il est aisé à l'impérialisme américain d'expulser l'impérialisme français de ses anciennes positions dominantes, notamment en Afrique, en Afrique du Nord et ailleurs. Mais, d'autre part, la France, c'est aussi le pays d'une classe ouvrière qui, parce qu'elle reste arc-boutée à ses institutions et ses conquêtes, fait obstacle — et cela en dépit de la constante politique de trahison des appareils — à l'offensive de démantèlement et de déréglementation à l'échelle mondiale. Il n'y a donc aucun hasard à ce que l'impérialisme américain concentre son offensive, à l'heure actuelle, sur le terrain français.

• NOTE 8

Car l'affrontement avec la classe ouvrière reste l'enjeu majeur de cette offensive. La bourgeoisie française,

considérée par ses concurrents comme débile, faible, déstabilisée ; les institutions françaises analysées par les impérialismes concurrents comme inefficaces, inadaptées ; l'ensemble de ces processus renvoie à une appréciation : l'accusation principale qui est portée par l'impérialisme américain contre l'impérialisme français et ses différentes composantes, c'est sa timidité, sa veulerie, son hésitation à entreprendre le démantèlement nécessaire de ce qui constitue la classe ouvrière comme classe.

Ce n'est pas une affaire de conjoncture, ce sont les questions fondamentales qui sont en cause. L'un des organes de la presse anglo-saxonne s'en explique en ces termes :

« La France a le taux de syndicalisation le plus bas en Europe. Moins de 10 % des travailleurs sont syndiqués, à rapprocher d'un tiers en Grande-Bretagne. Et pourtant, les syndicats français disposent d'un poids qui va bien au-delà de leurs effectifs. D'abord, parce qu'ils sont concentrés dans le secteur public, ensuite parce qu'ils sont les cogestionnaires à parité avec les employeurs du système de protection sociale français, aussi coûteux qu'inefficace. M. Juppé a promis un bouleversement fondamental de ce système combiné avec une réforme radicale du complexe Code fiscal français. Pour cela, il a besoin, à tout le moins, sinon du soutien, du moins de la neutralité des syndicats. Cela ne sera pas facile. Une proposition de réforme vise à donner au gouvernement de plus en plus de responsabilités dans le système de protection sociale qui serait désormais financé par l'impôt plutôt que, comme c'est le cas jusqu'à présent, par le salaire différé. Cela aboutirait à casser le pouvoir syndical. La plupart des réformes aboutiraient également à infliger des souffrances importantes à tel ou tel secteur de la population, et les travailleurs de la fonction publique, par exemple, avec leurs nombreux privilèges, comme de meilleures retraites où des primes salariales ou la sécurité de l'emploi, seront les premiers sur la ligne de combat. M. Juppé a annoncé "un grand débat" sur la protection sociale et la réforme fiscale qui débute par une série de réunions avec les syndicats et les employeurs le mois prochain, cela avant de soumettre une loi au Parlement en janvier. Il ne s'est pas

donné à lui-même beaucoup de temps. Son avenir dépendra du succès de cette réforme complexe et délicate. Pourrait en dépendre également la position de la France en Europe » (The Economist, 23 septembre 1995).

Ce qui est frappant dans cette citation, c'est la claire conscience de la bourgeoisie que ce dont il s'agit n'est pas un prétendu déficit de la protection sociale qui ne trompe personne, pas plus que l'état des finances publiques ou les critères de convergence de Maastricht. Non, ce dont il s'agit, c'est la puissance sociale du prolétariat français. Un faible taux de syndicalisation, certes, mais une puissance sociale qui tient au fait qu'elle est le produit différé et cristallisé de la vague révolutionnaire de 1944-1945. D'une certaine manière, le niveau des conquêtes sociales, le régime de protection sociale fondé sur le salaire différé concentrent les rapports réels entre les classes sociales. Il constitue autant de "luttons de classe cristallisées" qui, tant que ces institutions sociales n'ont pas été démantelées, subsiste comme l'obstacle majeur aux plans de démantèlement de l'impérialisme.

Dès lors, l'objectif de la "réforme" en cours est clair : casser ce qui constitue la classe comme classe en cassant ses régimes de protection sociale qui sont à la base de l'existence même d'organisations syndicales indépendantes.

• NOTE 9

Cette appréciation d'une rare lucidité, d'une grande franchise et d'une grande clarté, recoupe ce qu'est, aujourd'hui, l'orientation mondiale de l'impérialisme. Trotsky a écrit dans les années 1930 que, de même que la démocratie parlementaire correspondait au régime politique "normal" de la bourgeoisie ascendante confrontée à la lutte de classe au XIX^e siècle, de même, la tendance au bonapartisme constituait dans les années 1930 la tendance "normale" des régimes politiques de la bourgeoisie confrontée au capitalisme entré dans la voie de sa putréfaction impérialiste (et encore, lorsqu'il ne s'agissait pas des versions front-popu-

listes ou fascistes qui constituaient les formes extrêmes du maintien de la domination bourgeoise). C'est dans ces conditions que, confrontée à l'offensive du bonapartisme de la V^e République visant à détruire les organisations ouvrières, la section française de la IV^e Internationale a été amenée à considérer que les revendications de la démocratie (y compris des formes de la démocratie) étaient appelées à occuper une place centrale dans le combat politique pour l'émancipation de la classe, non pas comme revendications démocratiques en soi, mais comme revendications transitoires essentielles pour l'indépendance de classe.

Nous pourrions ajouter à cela qu'aujourd'hui, dans les conditions historiques particulières et partiellement imprévisibles de la survie de l'impérialisme arrivé à son stade sénile, les formes "normales" du maintien de la domination de la bourgeoisie passent par les tendances suivantes :

— d'une part, la nécessité à l'échelle mondiale de mettre en œuvre le corporatisme, l'intégration des organisations syndicales sous la forme des tables rondes, du tripartisme, reliée à des combinaisons de gouvernement d'union sacrée "officielle ou de fait", et cela dans le cadre de la généralisation du tripartisme et de l'intégration corporatiste à l'échelle mondiale mises en œuvre par les institutions internationales telle que l'ONU, le FMI, la Banque mondiale ;

— d'autre part, lorsque ces dispositifs n'y suffisent pas ou pour les accélérer, le recours à toutes les formes possibles et nécessaires de dislocation de la classe ouvrière comme classe, y compris à travers la dislocation des institutions qui expriment l'existence de l'unité nationale et du marché national.

Les processus "à la yougoslave", "à l'algérienne", "à la rwandaise" et, de manière embryonnaire, "à l'italienne", ne font qu'indiquer une tendance générale imposée par l'impérialisme sénile.

Dans cette offensive générale visant à l'intégration, l'impérialisme ne cache pas le lien qui existe entre sa politique de

pillage et de spéculation et le corporatisme.

"La voie vers le profit passe trop souvent aujourd'hui, non plus par la création d'emplois humains, mais au contraire par leur destruction (...). La réduction des coûts et non plus la croissance est devenue la voie la plus facile vers la richesse. En Amérique, chefs d'entreprise, financiers et salariés sont partie prenante d'un transfert massif de ressources allant du travail (les salariés qui sont licenciés ou qui voient leur salaire diminué) vers le capital (les actionnaires et les chefs d'entreprise qui tirent profit des restructurations et des fermetures d'entreprises). Mais la richesse qui est ainsi créée par les chiffres records du marché boursier n'est pas faite de l'air du temps. Elle provient de la suppression du travail devenue trop chère pour être maintenue."

De cette description des mécanismes de destruction-pillage des forces productives, l'*International Herald Tribune* tire cette conclusion :

"Tout cela constitue une toile de fond socialement explosive, pour de nouvelles et massives pertes d'emplois que ne manqueront pas de provoquer les prochaines réductions d'effectifs dans les pays développés. (...) En Amérique, l'heure est venue pour le gouvernement de réunir le monde de la finance, celui des affaires et le mouvement ouvrier pour discuter des mesures compensatoires permettant d'éviter que les travailleurs supportent la totalité des conséquences des fermetures d'entreprises, tandis que les porteurs d'actions en tireraient tous les profits."

On aura reconnu là le langage qui, dans le monde entier, sert à justifier les "tables rondes" et autres "débats nationaux", toutes ces combinaisons qui, sous le prétexte de "répartir les sacrifices", visent à enchaîner les travailleurs et leurs organisations aux plans qui les frappent.

L'ensemble de la situation mondiale est ainsi marquée par les processus que le "sommet social" de Copenhague a cherché à hisser au niveau le plus élevé, à savoir celui d'une ONGisation des organisations ouvrières indépendantes. La transformation du PC en ONG, la trans-

formation graduelle d'un certain nombre d'organisations syndicales dans le cadre de la CES, de la CISL, en organes purs et simples d'accompagnement des politiques gouvernementales et internationales, en simples co-organisateur de prétendues "clauses sociales", a comme véritable contenu de s'intégrer aux plans sociaux. Une statistique récente de la Banque mondiale annonce officiellement que 50 % des plans d'ajustement structurel mis au point par le Fonds monétaire international et ouvrant droit à des prêts de la Banque mondiale intègrent comme composantes de leur mise en œuvre la participation des ONG. L'ONGisation de l'ensemble des organisations est l'une des formes de leur destruction comme organisations ouvrières indépendantes.

• NOTE 10

La classe ouvrière française représente une particularité. A la différence de la classe ouvrière d'autres grands pays impérialistes, elle n'a pas été écrasée, du moins depuis la Commune de Paris. Certes, elle n'est pas la seule dans ce cas et on pourrait citer, par exemple, les classes ouvrières anglaise ou belge. Mais à cette caractéristique commune, la classe ouvrière française en ajoute une seconde, à savoir : à deux reprises au moins en France (1936 et 1944-1945), la lutte de classe s'est hissée au niveau de la prise du pouvoir.

Cette expérience singulière s'inscrit, aujourd'hui encore, dans la conscience et dans l'expérience de la classe ouvrière française. En ce sens, elle est celle qui, dans de nombreux domaines, représente à la fois le plus haut niveau de lutte de classe cristallisée et qui, pour des raisons qui tiennent à la déstabilisation de l'impérialisme français, doit être, sans aucun doute, frappée au plus vite. Il s'agit de démanteler la classe ouvrière française, de casser l'indépendance de ses organisations et de ses conquêtes comme point d'appui pour l'entreprise de démantèlement et de dislocation de la classe ouvrière de tous les pays impérialistes.

• NOTE 11

La crise de l'impérialisme français va s'accroissant. Crise politique, institutionnelle, sociale, économique, elle trouve précisément son origine dans la double pression à laquelle est confronté le capital financier français : pression de l'impérialisme mondial, pression de sa propre classe ouvrière qui résiste. La bourgeoisie française n'a pas de marge de manœuvre en dehors de chercher à frapper sa propre classe ouvrière, avons-nous affirmé dès le lendemain de l'élection présidentielle. Les événements des dernières semaines confirment en tous points cette appréciation. Lorsque Barre et Madelin prennent la parole, c'est au nom des besoins bien compris de l'impérialisme dans son ensemble, comme porte-parole et relais de l'impérialisme américain. Lorsque le gouverneur de la Banque de France prend la parole, il manifeste par là même que "l'indépendance des banques centrales" n'a d'autre signification que la soumission aux "marchés", les marchés étant eux-mêmes dominés par l'impérialisme américain. De ce point de vue, c'est le porte-parole des besoins américains.

Tous disent : il faut frapper la classe ouvrière, tous accusent le gouvernement Chirac-Juppé de ne pas aller assez loin, assez vite et avec assez de détermination. Juppé ne répond d'ailleurs pas sur un autre terrain. Il veut donner des gages, il se fait poser par le journal *Les Echos* (25 septembre) la "question" suivante :

"A chaque fois qu'ils ont eu velléité d'instituer des fonds de pension, les précédents gouvernements ont reculé par crainte des syndicats."

Et, à cette fausse question, préfabriquée et sollicitée, il répond avec une mâle assurance :

"C'est vrai que les précédents gouvernements ont beaucoup reculé sur beaucoup de ces sujets-là. Il nous faut maintenant avancer."

Certes, il ne s'agit là que de "paroles verbales", comme l'on dit. Mais il s'agit pour Chirac-Juppé, dans ce domaine

comme dans d'autres, de dire : vous vous trompez, nous sommes à même de mener une telle offensive destructrice contre la classe ouvrière, nous avons la volonté de la mener et les moyens d'y parvenir.

La réforme annoncée pour novembre concentre cette offensive de destruction contre la classe ouvrière, à savoir : chantage pour faire passer la fiscalisation de la Sécurité sociale, chantage pour faire passer les fonds de pension. "Nous détruirons, disent Chirac-Juppé, nous en avons les moyens" : mais les ont-ils réellement ?

• NOTE 12

Toute la question pour nous est celle-ci : la classe ouvrière a-t-elle la capacité de résister ? Cette offensive d'une brutalité inouïe, sans précédent "*hormis les périodes de guerres et de révolutions*", pour reprendre la formule du chercheur américain, est-elle vouée à s'imposer ? Ou, à l'inverse, la classe ouvrière, malgré les difficultés, a-t-elle, non seulement la volonté, mais la capacité de résister, de faire reculer cette offensive destructrice ?

• NOTE 13

La volonté s'exprime d'une manière indiscutable dans le rejet qui frappe toute la politique mise en œuvre par le gouvernement actuel dans la continuité des gouvernements précédents. L'abstentionnisme massif dans toutes les élections partielles en est une expression. Il ne fait aucun doute qu'existe dans tous les secteurs de la population laborieuse un rejet des mesures de démantèlement. Aucun travailleur ne peut être favorable au démantèlement du régime de protection sociale fondé sur le salaire différé, à la destruction des conventions collectives, des statuts, à un prétendu aménagement du temps de travail qui n'est autre que l'imposition de la flexibilité et de la déréglementation. Aucun travailleur ne peut être favorable, mais l'interrogation surgit : comment faire, comment est-il possible de faire pour les arrêter ? Et cette

question est source également d'hésitations et d'interrogations parmi les travailleurs eux-mêmes, car la réponse n'est pas simple.

• NOTE 14

Le plus grand danger qui menace la classe ouvrière française serait un processus à l'italienne, à savoir un processus d'unicité syndicale. La volonté de la classe ouvrière italienne de résister aux plans de liquidation des retraites et des conventions collectives, aux plans de démantèlement du caractère national des institutions ouvrières, cette volonté ne peut être mise en doute. Par millions et par millions, les travailleurs italiens du Nord et du Sud, de toutes les régions et de toutes les corporations, du public et du privé, ont à plusieurs reprises fait grève et participé à des manifestations nationales. Par millions et par millions, mais, dans le même temps, les dirigeants syndicaux réalisant leur unicité sur des plates-formes floues, ambiguës, lourdes d'équivoques, combinaient l'unicité dans les appels à la grève et à la manifestation et l'unicité dans la co-élaboration avec les représentants du gouvernement et du FMI de la réforme de démantèlement du régime des retraites.

Cette forme d'unicité, destinée à "enca-misoler" un mouvement de la classe qu'on ne peut empêcher de s'exprimer pour finalement le détourner, l'enfermer dans une impasse, a abouti, par le truchement du référendum en Italie, à faire passer la réforme qui, précisément, avait soulevé contre elle l'unité de la classe ouvrière.

L'unicité n'exclut pas les différences et les oppositions. On l'a vu en Italie. Certes, il y avait entre les différentes organisations syndicales des notes discordantes, mais toutes appelaient ensemble sur des plates-formes équivoques. Certes, lorsque la réforme des retraites a été finalement élaborée, avec la participation au premier rang du PDS et des organisations syndicales qui lui sont affiliées, Refondation communiste et les COBAS ont fait entendre leur note discordante : elles ont critiqué la réforme des retraites et elles

ont affirmé leur opposition ; et même, elles ont appelé à voter "non" au référendum et fait connaître les assemblées d'usines qui, les unes après les autres, ont condamné le référendum. Mais, à aucun moment, alors que la majorité absolue des centres ouvriers a rejeté le référendum, alors que tous les ouvriers étaient unis quels que soient leurs syndicats pour rejeter cette réforme, à aucun moment ni Refondation communiste ni les COBAS n'ont pris la seule initiative qui aurait ouvert une voie : celle d'aider à constituer les assemblées de délégués d'usines se centralisant sur le "non" à la réforme des retraites, puis se centralisant dans l'assemblée nationale des délégués élus et mandatés dans l'unité avec les organisations pour le rejet de ce référendum.

Une telle initiative aurait bloqué le processus. Ils ne l'ont pas fait, malgré l'existence d'une majorité avérée contre la réforme des retraites, parce que leur fonction n'était pas d'ouvrir une voie indépendante. Malgré ses 100 000 membres, Refondation communiste, malgré les centaines de milliers d'ouvriers qui, peu ou prou, s'y reconnaissent, les COBAS n'ont d'autre fonction que d'être la composante "gauche" de l'unicité à l'italienne. Une composante indispensable comme une soupape de sûreté, dont la seule fonction est de permettre à la contre-réforme destructrice des retraites de passer.

• NOTE 15

A l'heure où le gouvernement Juppé s'engage sur la voie du "grand débat national" sur la Sécurité sociale, dans le prolongement de toutes les tentatives de tables rondes, de référendums, d'états généraux, nous devons clairement apprécier qu'après l'Italie, c'est au tour de la France. Sous des formes naturellement différentes, il s'agit, là aussi, d'œuvrer de manière concomitante, d'une part, à la déstabilisation de l'Etat, à travers les affaires de corruption, l'affaiblissement des représentations politiques au pouvoir, et, d'autre part, à une forme d'union sacrée où le PC jouerait un rôle pivot dans le soutien au gouvernement impérialiste.

Et tout cela avec un accompagnement qui, sur le plan de l'unicité syndicale, ferait que l'ensemble des organisations appelleraient sur des plates-formes floues, sans mot d'ordre, de manière à canaliser le rejet grandissant dans la classe ouvrière, tout en participant à l'élaboration du démantèlement des conquêtes qui constituent la classe ouvrière comme classe.

Répetons-le, ce scénario est connu : c'est le scénario à l'italienne.

• NOTE 16

Il faut sur ce point faire une distinction entre les appareils.

— L'appareil ex-stalinien du PCF est le mieux préparé à jouer un rôle central dans cette situation. Ses cadres, son appareil central ont été sélectionnés des décennies durant sur la base de leur capacité à tromper la classe ouvrière pour pouvoir lui faire prendre en charge une politique contraire à ses intérêts fondamentaux, tout en l'habillant du langage et des formes qui puisaient directement dans la tradition de la défense des conquêtes d'Octobre. Aujourd'hui, l'appareil stalinien, comme appareil centralisé autour de la défense internationale des besoins de la bureaucratie du Kremlin, n'existe plus. Les différentes fractions de l'appareil ne peuvent assurer leur propre subsistance qu'en vendant leurs services au nouveau maître de l'heure : celui qui règne à Washington. Et les différentes fractions de l'appareil ont pour cela un capital précieux à vendre : celui d'un appareil entraîné aux pires besognes et qui conserve dans la situation actuelle une certaine efficacité.

— Ce n'est pas une des moindres faiblesses de l'appareil réformiste que de croire que, dans ce processus, il peut rivaliser avec l'appareil stalinien. La place particulière de l'appareil réformiste, en particulier de Force ouvrière en France, tient précisément au fait que les circonstances historiques de la constitution de la V^e République l'ont amené à occuper une place particulière, en relation même, d'ailleurs, avec cette "lutte de classe cris-

tallisée" qui marque à un aussi haut niveau la société française. Cette place particulière de l'appareil réformiste a, jusqu'à un certain point, contrevenu aux plans corporatistes. On l'a vu en particulier en 1958 et, surtout, en 1969, et plus tard également en différentes circonstances. Il est clair qu'aujourd'hui, au sein de l'appareil réformiste, des courants s'affirment qui cherchent à s'engager sur la voie de l'unicité et du corporatisme. Si de tels courants l'emportaient, ils entraîneraient l'organisation syndicale sur la voie de sa destruction. L'Italie montre comment l'UIL et les dirigeants réformistes locaux n'ont été qu'une force d'appoint pour l'appareil stalinien. Il n'en irait pas autrement en France dans des circonstances comparables.

• NOTE 17

La pression sur le terrain de l'unicité est considérable. On le voit dans l'enseignement avec le rôle pernicieux joué par la FSU, qui a littéralement organisé le licenciement de 14 000 maîtres auxiliaires en signant le protocole d'accord avec Bayrou. On le voit dans les prétendus débats en cours sur l'aménagement du temps de travail, ou encore dans la signature de l'accord de l'UNEDIC qui, au-delà même de son contenu, mais en relation avec lui, marque un pas sur la voie de l'unicité.

La pression dans le sens de l'unicité est considérable. Mais la volonté de résistance et de combat des travailleurs, cadres et militants, l'est plus encore. Pour que la volonté des masses l'emporte sur celle des appareils, encore faut-il — et c'est toute la différence entre la France et l'Italie — qu'elle puisse disposer du point d'appui que constitue une section de la IV^e Internationale, combattant à égalité avec les autres courants qui constituent le Parti des travailleurs.

Combat politique qui se concentre aujourd'hui dans l'action contre l'unicité qui ouvre la voie au corporatisme, expression particulière du combat politique d'ensemble contre les institutions antidé-

mocratiques et corporatistes de la V^e République.

• NOTE 18

Le 39^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale se prépare à la veille d'un tournant dans la situation politique. Les conditions de ce tournant sont marquées par des tendances contradictoires :

a) Volonté de l'impérialisme d'aller jusqu'au bout d'une politique de démantèlement et de dislocation telle qu'elle s'exprime avec cynisme dans l'ex-Yougoslavie ou dans d'autres régions du monde. Mais, en même temps, contradictions de la crise au sein de l'impérialisme américain et aussi contradictions et crises entre les différents impérialismes à l'échelle mondiale.

b) Conflits en cours entre les Etats-Unis et le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne, conflits au sein même de la bourgeoisie allemande entre ceux qui, comme Kohl, privilégient le maintien d'une certaine forme de stabilité en Europe et ceux qui, comme Waigel, épousent plus directement les desseins de l'impérialisme américain. Et aussi conflits au sein de la bourgeoisie française. Et aussi, au sein des appareils, contradictions à différents niveaux.

c) Recherche par les masses, par des millions d'hommes et de femmes, travailleurs des villes et des campagnes, et de jeunes, des solutions à apporter aux questions qui les assaillent. Recherche par les masses, qui ne veulent pas être écrasées par l'impérialisme décomposé, des voies et des moyens de la préservation de leur existence, de leurs conquêtes, de leurs garanties collectives.

• NOTE 19

C'est là que se trouve posée la question de notre responsabilité. L'offensive anti-

trotskyiste qui se développe aujourd'hui par tous les moyens et sous des formes, parfois, apparemment incongrues à un sens. Une des particularités de la situation française et de la classe ouvrière française, c'est l'existence d'une section française de la IV^e Internationale, forte de milliers de militants et qui a toujours œuvré pour aider à construire et à consolider un pôle indépendant dans la lutte de classe. Afin d'œuvrer à l'intégration-destruction des organisations, il y a, aujourd'hui, nécessité pour l'impérialisme et tous ceux qui veulent aller à l'intégration, de procéder à une offensive destructrice contre la section française parce que celle-ci constitue, à leurs yeux, un pôle indépendant et politiquement incorruptible, relié au sein du mouvement ouvrier mondial à toutes les tendances et courants, aussi divers qu'ils soient au plan idéologique, qui cherchent à s'orienter sur la voie de la résistance à l'intégration et au corporatisme.

Il nous revient de comprendre la signification de cette offensive pour en dégager la pleine mesure de notre responsabilité politique.

• NOTE 20

Il en découle que, en aucune manière, notre orientation ne saurait consister dans le fait de parasiter les organisations syndicales ou de chercher à gauchir leur orientation politique. "*Les problèmes sont politiques*", avons-nous affirmé dans *Informations ouvrières*. L'axe du combat organisé des militants de la section française de la IV^e Internationale, c'est la construction et le renforcement, à égalité avec d'autres tendances et courants du mouvement ouvrier, d'un parti ouvrier indépendant, le Parti des travailleurs, autour d'un journal ouvrier indépendant, *Informations ouvrières*.

La décision de publier régulièrement et de diffuser *La Vérité*, comme la décision de publier *La Lettre de La Vérité* visent à permettre une expression pleine, entière, libre, de la IV^e Internationale, c'est-à-dire ne se subordonnant pas aux formes nécessaires de l'expression du parti ouvrier

indépendant dans le cadre des quatre points de la charte et de la plate-forme d'action politique du Parti des travailleurs. Positions du parti ouvrier indépendant qui ne sont pas contradictoires avec le programme de la IV^e Internationale, mais qui ne recourent que partiellement ce programme. L'édition de *La Lettre de La Vérité* vise à éviter toute tendance qui amènerait le Parti des travailleurs ou *Informations ouvrières* à prendre à leur compte la politique de la IV^e Internationale.

Il y a, sinon indépendance réciproque, du moins autonomie réciproque entre le Parti des travailleurs comme parti ouvrier indépendant, qui comprend en son sein un courant affilié à la IV^e Internationale, et la IV^e Internationale elle-même, dont une des sections est partie prenante du Parti des travailleurs, mais qui ne se limite pas au Parti des travailleurs lui-même (à une autre échelle, c'est le même rapport qui est établi entre la IV^e Internationale proclamée et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples).

L'édition de *La Lettre de La Vérité* et l'expression politique indépendante et jusqu'au bout de la IV^e Internationale vont de pair et vertèbrent le travail engagé de rétablissement à tous les niveaux de toutes les normes du centralisme démocratique, c'est-à-dire, pour nous, la liberté totale dans la discussion combinée à la discipline dans l'action. Centralisme démocratique dont le point de départ est la réunion des unités de base du CCI, la participation régulière de l'ensemble des militants aux réunions, à l'accomplissement des tâches, et qui s'exprime dans le paiement régulier, en temps et en heure, des cotisations du CCI, dans la levée des contrats financiers, dans la diffusion de *La Vérité*, sa discussion, et le recrutement à la IV^e Internationale.

Nous organisons et renforçons la centralisation du travail politique de la section française de la IV^e Internationale à tous les niveaux, à travers ses fractions, à travers ses pyramides nationales de fraction, à travers la centralisation et l'élaboration politique des unités de base vers la direction nationale. Nous menons l'ensemble de cette activité de centralisa-

tion du travail de la section française de la IV^e Internationale en l'orientant sur l'aide à l'accomplissement de cette tâche majeure : la reconstruction d'une représentation politique de la classe ouvrière sur le terrain de la démocratie ouvrière, le centralisme démocratique de la section française de la IV^e Internationale n'étant nullement contradictoire avec le respect du fédéralisme au sein du Parti des travailleurs.

• NOTE 21

Diffuser le journal *Informations ouvrières*, renforcer le Parti des travailleurs, pour quoi faire, sur quelle orientation ? Ces questions sont au cœur de la préparation du congrès du Parti des travailleurs. Nous ne ferons que les évoquer ici :

a) Renforcer le Parti des travailleurs autour de la diffusion du journal *Informations ouvrières* pour l'aide concrète à la réalisation de l'unité dans la lutte de classe. Cette aide concrète passe, aujourd'hui, par l'aide à la qualification des revendications. La base de l'unité, ce sont les revendications. Seule la qualification des revendications dans le cadre de la démocratie ouvrière permet d'opposer les véritables besoins des travailleurs aux formulations frelatées, truquées, par lesquelles les appareils cherchent à entraîner la classe sur la voie de l'unicité et du corporatisme. Les initiatives politiques prises par le Parti des travailleurs expriment la place du parti dans l'aide politique au front unique.

b) Combat politique pour aider la classe ouvrière à préserver ses conquêtes et aussi à préserver ses organisations. Le *Manifeste des 500* a été au cœur de nombreux débats politiques dans la période passée. L'élargissement du *Manifeste des 500* et la signature de 5 000 militants ouvriers syndicaux de toutes tendances est l'étape suivante de ce combat.

c) "Celui qui ne sait pas défendre de vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles", disait Trotsky, pour qui "les conquêtes d'Octobre vivaient dans la

conscience des masses". De même, aujourd'hui en France, la laïcité vit au cœur de la conscience de millions d'hommes et de femmes. L'aide à la reconstruction d'un mouvement laïque illustre l'enjeu de la construction du parti ouvrier indépendant. Il y a place dans ce pays pour un véritable mouvement laïque regroupant très largement, et bien au-delà du Parti des travailleurs, laïques, démocrates, républicains de toutes tendances qui, du fait de la trahison des appareils, en particulier du CNAL, ne trouvent plus leur place aujourd'hui. C'est sous cet angle que nous appuyons la manifestation du 9 décembre, laquelle ne peut être construite que dans un rapport où le Parti des travailleurs ne se substitue pas à la reconstitution d'un mouvement laïque, mais, au contraire, y contribue dans l'organisation effective de la manifestation.

d) Le capital politique constitué dans les associations pour la défense de la démocratie communale illustre un autre aspect de la place et des rapports que le parti ouvrier indépendant peut et doit occuper. Des milliers et des milliers de membres des associations, des milliers et des milliers de candidats ont constitué des associations s'administrant elles-mêmes. Elles ont décidé de se rencontrer pour assurer une continuité politique, le 18 novembre à Montreuil. Il s'agit d'établir les liens d'une collaboration, d'échange, de confrontation qui aideront les associations à poursuivre et à renforcer la discussion engagée, en particulier en direction des élus et entre organisations indépendantes.

e) L'ensemble de ces activités s'effectue dans le cadre d'une campagne de l'Entente internationale, du combat mondial contre les privatisations-pillages. Le comité d'organisation de la conférence mondiale se réunit au mois de décembre. La conférence mondiale aura lieu au cours de 1996, et dans ce cadre, s'inscrivent les initiatives prises, en particulier le Tribunal de Mexico contre le travail des enfants.

f) Et, dans ce cadre-là, l'accomplissement des tâches dans la jeunesse à partir des acquis de la rencontre internationale.

Troisième Convention nationale de Socialist Organizer

Les trotskystes américains débattent du Labor Party

Présentation

Les 7, 8 et 9 octobre 1995, s'est réunie la III^e Convention nationale de Socialist Organizer, l'organisation qui, aux Etats-Unis, combat sur le programme de la IV^e Internationale. Ce congrès était placé à un moment décisif de l'histoire du mouvement ouvrier américain. Pour la première fois depuis des décennies, en effet, la possibilité se dégage que se constitue un parti ouvrier indépendant, comme résultat de la rupture de secteurs importants du mouvement ouvrier et syndical américain avec le Parti démocrate.

Comment apprécier cette perspective, quel rapport existe-t-il entre cette possibilité et l'analyse des conditions objectives ? Quelle place les trotskystes américains peuvent-ils occuper dans ce processus ? Ces questions ont été au cœur de trois jours de discussions passionnées. Nous avons choisi de publier dans ce numéro de *La Vérité* de larges extraits du rapport et des interventions consacrés au premier point de l'ordre du jour, la lutte pour le Labor Party. Bien évidemment, il a fallu faire des choix, et la rédaction de *La Vérité* assume la responsabilité des sélections qui ont été ici opérées.

Notre critère a été le suivant : donner à tous les lecteurs de *La Vérité* la possibilité de "comprendre de l'intérieur" les débats de l'organisation trotskyste américaine. Ceux-ci sont directement en rapport avec les problèmes que la classe ouvrière américaine doit résoudre. Pas plus aux Etats-Unis que dans d'autres pays, les militants de la IV^e Internationale ne prétendent posséder la science infuse, la réponse toute faite à toutes les questions. C'est par la libre confrontation des points de vue, la libre discussion, que, dans le cadre de la démocratie ouvrière, une organisation ouvrière vivante digne de ce nom est à même de répondre à la question : que faire, comme faire pour aider les opprimés et les exploités à s'ouvrir la voie de l'émancipation ?

La IV^e Internationale n'a rien à cacher de ses discussions internes. Prenant connaissance des débats de l'organisation trotskyste américaine, les lecteurs de *La Vérité* seront à même de se forger leur propre opinion et de mieux comprendre les questions auxquelles la classe ouvrière de ce pays est confrontée.

Il importe à ce sujet de revenir sur une question essentielle, celle des rapports entre une orientation stratégique internationale et les formes pratiques de son application dans chaque pays. La lutte de classe **est internationale dans son contenu**, car elle procède de l'existence d'un marché mondial et de la confrontation sur la scène internationale entre les classes sociales fondamentales. Cette compréhension est à la base de l'existence de la IV^e Internationale en elle-même et de notre incessant combat contre tous ceux qui, sous couvert de la théorie fallacieuse "du socialisme dans un seul pays", voudraient en réalité justifier l'enchaînement de chaque classe ouvrière aux exigences et à la politique de son propre impérialisme.

Mais si elle est internationale dans son contenu, la lutte de classe n'en est pas moins appelée à **revêtir des formes qui portent l'empreinte de chaque situation nationale**. L'histoire, les traditions, les conditions concrètes du développement historique du capitalisme, les conditions concrètes du développement historique et de la consolidation du mouvement ouvrier confèrent à la lutte de classe, dans chaque pays, ses caractères distincts exprimant un même contenu sous des formes différentes.

Partout dans le monde et quel que soit le pays, les militants de la IV^e Internationale combattent pour l'indépendance du classe du prolétariat. Cela signifie, dans tous les pays, le combat pour l'édification d'organisations ouvrières indépendantes, qu'il s'agisse d'organisations syndicales ou d'organisations politiques. Cela passe par le combat pour la préservation de l'indépendance de ces organisations contre toute tentative de les intégrer aux appareils d'Etat ou aux institutions internationales. L'intégration des organisations ouvrières, c'est leur destruction. La lutte de classe exige des organisations ouvrières indépendantes, donc le combat à tous les niveaux contre l'intégration. En ce sens, l'indépendance des organisations ouvrières par rapport à tout Etat, toute Eglise, tout gouvernement, toute institution internationale du capital est un élément constant du combat de la IV^e Internationale et de ses militants dans tous les pays, sous toutes les latitudes, sur tous les continents.

En ce qui concerne le rapport entre partis ouvriers et organisations syndicales, force est de constater que l'histoire, les traditions nationales sont de ce point de vue fort différentes d'un pays à l'autre. Sans nul doute, certains de nos lecteurs, français par exemple, seront surpris de voir qu'aux Etats-Unis la question du Labor Party est posée comme un Labor Party émanant de la rupture des organisations syndicales avec le Parti démocrate.

Dans un pays comme la France, la tradition, celle établie avec la Charte d'Amiens, celle qui est profondément ancrée dans la lutte de classe, c'est la tradition d'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Dans d'autres pays, l'histoire du mouvement ouvrier a constitué d'autres traditions liant organiquement partis et syndicats.

La question, à vrai dire, n'est pas nouvelle. Il importe pour des marxistes d'apprendre à prendre en compte ces éléments de l'histoire du mouvement ouvrier que les générations passées nous ont légués.

Evoquant cette différence de situation nationale dans une discussion avec les militants trotskystes américains, discussion dont le thème était précisément la question de la construction d'un Labor Party, Léon Trotsky expliquait en 1938 :

“Je crois que nous devons nous souvenir des faits les plus élémentaires de l'histoire du mouvement ouvrier en général, et des syndicats en particulier. Les formes de développement ont été très différentes selon les pays ; en fait, chaque pays a connu un développement particulier, mais cela n'empêche pas de faire une classification générale. En Autriche et en Russie particulièrement, le mouvement ouvrier a commencé comme mouvement politique structuré autour d'un parti. Ce fut le premier pas. La social-démocratie naissante voyait dans un futur proche la reconstruction socialiste de la société, mais il advint que le capitalisme trouva les forces de se survivre. Les sociaux-démocrates furent contraints, pendant cette longue période de prospérité relative, à axer leurs efforts sur la construction des syndicats. Dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, et particulièrement la Russie, où l'on n'avait jamais entendu parler de syndicats auparavant, ceux-ci furent mis sur pied, construits et guidés par un parti politique, la social-démocratie. On rencontre un type de développement bien différent dans les pays latins, en France et en Espagne particulièrement. Ici le parti politique et le mouvement syndical sont presque étrangers l'un à l'autre, et par certains aspects, antagoniques.

Le parti est une machine parlementaire. Les syndicats sont jusqu'à un certain point en France — dans une large mesure en Espagne — sous la direction des anarchistes.

Ce sont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et, à des degrés divers, les dominions qui nous fournissent les meilleurs exemples pour parler du troisième type de développement. L'Angleterre est le pays des syndicats. Les syndicats y ont fait leur apparition au XVIII^e siècle, avant la Révolution française et durant ce qu'on appelle la révolution industrielle. (Aux Etats-Unis, cela s'est fait avec l'extension du machinisme.) En Angleterre, la classe ouvrière n'avait pas de parti indépendant, les syndicats étaient la seule organisation de la classe ouvrière, dans les faits les organisations de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures. En Angleterre, on avait affaire à un prolétariat aristocratique, au moins dans ses hautes couches, parce que la bourgeoisie britannique, jouissant du quasi-monopole du marché mondial, pouvait redistribuer des miettes de sa fortune à la classe ouvrière, et utiliser ainsi une part du revenu national. Les syndicats étaient capables d'obtenir cela de la bourgeoisie. Ce n'est qu'après un siècle d'existence que les syndicats commencèrent à construire un parti politique. C'est exactement l'inverse de ce qui s'est passé en Allemagne ou en Autriche, où c'est le parti qui a réveillé la classe ouvrière et construit les syndicats. En Angleterre, ce furent les syndicats qui, après des siècles d'existence et de lutte, furent contraints à construire un parti politique.

Quelles furent les raisons de ce changement ? Cela s'explique par le déclin complet du capitalisme anglais, qui se fit de manière brutale. Le parti anglais n'a que vingt ans ; on n'a commencé à en parler vraiment qu'après la guerre mondiale.

Quelle a été la cause de sa création ? Il est bien connu que cette situation s'explique par l'abolition du monopole de l'Angleterre sur le marché mondial. Cela commença dans les années 1880 avec la concurrence qui opposait le Royaume-Uni à l'Allemagne et aux Etats-Unis. La bourgeoisie devint incapable de garantir les positions privilégiées des couches supérieures du prolétariat. Les syndicats perdirent leur capacité d'améliorer la condition des travailleurs et ils furent poussés sur le chemin de l'action politique, parce que l'action politique n'est que la généralisation de l'action économique. L'action politique donne une forme générale aux besoins des travailleurs, et adresse ces revendications non à telle ou telle fraction particulière de la bourgeoisie, mais à la bourgeoisie dans son ensemble, telle qu'elle est organisée dans l'Etat.

On peut dire que l'on retrouve aujourd'hui aux Etats-Unis les traits caractéristiques du développement anglais, sous une forme encore plus concentrée, parce que l'histoire des Etats-Unis est en elle-même un raccourci.

En fait, le développement syndical, aux Etats-Unis, commence dès après la guerre civile, mais ces syndicats étaient considérablement attardés sur le plan politique, même si on les compare aux syndicats anglais. C'étaient souvent des syndicats mixtes, groupant patrons et ouvriers, et non pas des syndicats actifs et militants. Ils étaient très sectoriels et limités. Ils étaient axés sur le système artisanal, sur le refus de la grande industrie. C'est seulement dans les deux ou trois dernières années que des vrais syndicats ont vu le jour aux Etats-Unis. Ce nouveau mouvement est le CIO.

Quelle est la raison de l'apparition du CIO ? C'est le déclin du capitalisme américain. En Grande-Bretagne, le début de ce déclin produisit seulement les grands syndicats d'industrie. Mais ces syndicats n'apparurent sur la scène que juste à temps pour assister à la nouvelle phase du déclin du capitalisme, ou, plus exactement, nous pouvons dire que la première crise de 29-33 donne la poussée initiale, et aboutit à la création du CIO, mais qu'à peine organisé, le CIO dut affronter la seconde crise, celle de 37-38, qui continue à se creuser.

Qu'est-ce que cela signifie ? Les syndicats ont mis très longtemps à s'organiser aux Etats-Unis, mais maintenant qu'ils existent ils suivront la même évolution que les syndicats anglais. Cela veut dire que, dans les conditions actuelles, le déclin du capitalisme, ils sont contraints de se tourner vers l'action politique. Je crois que c'est la chose la plus importante (1)."

Ce n'est pas le lieu ici d'examiner les raisons historiques et politiques qui, finalement, n'ont pas permis, à l'époque où Trotsky écrivait ces lignes, de déboucher sur la constitution effective du Labor Party (2). Enregistrons, en revanche, que les "conditions actuelles" évoquées par Trotsky en 1938 sont précisément celles qui se concentrent aujourd'hui, de manière accentuée, et qui constituent la toile de fond du mouvement en cours vers la constitution d'un Labor Party. A plusieurs reprises, Trotsky reviendra sur cet examen comparatif du développement du mouvement ouvrier dans différents pays. En juillet 1938 (3), il écrit :

"Le fait le plus important que nous devons souligner est la différence totale en Amérique comparée avec la classe ouvrière européenne. En Europe, disons en Allemagne avant Hitler, en Autriche, en France maintenant, en Grande-Bretagne, la question d'un parti pour les travailleurs est considérée comme une nécessité ; c'était un lieu commun pour l'avant-garde de la classe ouvrière et pour une large couche des masses elles-mêmes. Aux Etats-Unis, la situation est absolument différente (...). Aux Etats-Unis, la situation est que la classe ouvrière a besoin d'un parti, son propre parti. C'est le premier pas dans l'éducation politique."

Envisageant les différents types de partis ouvriers qui pouvaient se constituer aux Etats-Unis dans la prochaine période, "partis larges et confusément opportunistes", ou encore "partis opportunistes mais suffisamment centralisés dirigés

(1) "Comparaison entre les mouvements ouvriers américain et européen", 31 mai 1938.

(2) Lire l'article "Forces et faiblesses du cannonisme", Frank Wainwright, *La Vérité*, nouvelle série, n° 6, avril 1993.

(3) "Trois possibilités avec un parti ouvrier", 23 juillet 1938.

par des faussaires et des carriéristes”, ou encore, troisième possibilité, un “parti révolutionnaire centralisé où les militants de la IV^e Internationale détiendraient la direction”, Trotsky précisait :

“Nous ne nous attendons pas à voir un type pur et clair. Il y aura des étapes différentes, des combinaisons différentes, des parties différentes, des genres différents de partis ouvriers, etc.”

Mais, précisait-il :

“Si le parti est assez large pour nous accepter, ce serait stupide de ne pas y entrer.”

Dans tous les cas, Trotsky s’opposait à ceux de ses camarades qui, arguant du risque qu’un Labor Party se constitue sur des positions opportunistes, se refusaient à combattre pour la formation d’un tel parti. Trotsky expliquait :

“Bien entendu, si nous avons un choix véritable entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, nous indiquerions tout de suite notre adresse dans ce dernier. Mais il faut absolument un parti. C’est pour nous l’unique voie dans cette situation. Dire que nous allons combattre l’opportunisme (...) en brisant un pas progressiste qui peut engendrer l’opportunisme est une politique tout à fait réactionnaire et le sectarisme est souvent réactionnaire parce qu’il s’oppose à la nécessaire action de la classe ouvrière.”

Précisément, aux Etats-Unis, la nécessaire action de la classe ouvrière, c’était, à l’époque de Trotsky, et c’est toujours le cas aujourd’hui, la rupture des organisations syndicales avec le Parti démocrate, parti bourgeois auquel les unit un lien de subordination depuis des décennies et des décennies. Débattant avec un responsable syndical, Trotsky écrivait à l’époque :

“Le premier pas est clair. Tous les syndicats doivent s’unir pour créer leur Labor Party. Pas un parti sous contrôle de Roosevelt ou de La Guardia qui n’aurait de Labor que le nom, mais une organisation politique de la classe ouvrière vraiment indépendante (4).”

On comprendra, dans ces conditions, que les débats de l’organisation trotskyste américaine aujourd’hui renouent un fil de continuité avec toute l’histoire du mouvement ouvrier américain et aussi avec toute l’histoire de la IV^e Internationale. Constituée voilà seulement cinq ans, Socialist Organizer a inscrit son combat dans l’action pour l’Internationale ouvrière et pour le Labor Party. Elle s’est constituée en prenant appui sur tous les débats et l’apport théorique de la IV^e Internationale, mais également sur sa propre évaluation des faiblesses et des manquements — qui conduisirent à la dégénérescence et à la faillite — de la principale organisation trotskyste américaine, le SWP, faiblesses et manquements précisément sur ces deux questions essentielles étroitement reliées entre elles : le combat pour l’Internationale, le combat pour le Labor Party aux Etats-Unis.

(4) “Les syndicats et la crise sociale aux Etats-Unis”, 29 septembre 1938.

De la même manière, pour qui veut comprendre la discussion spécifique sur la question du parti noir et de son lien avec le Labor Party, il importe de prendre en compte les conditions historiques et politiques tout à fait particulières de la question noire aux Etats-Unis. Dans un article récemment publié par l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, le rédacteur note :

“Les Noirs américains se considèrent-ils comme partie prenante, ou non, de la nation américaine ? Partie prenante, ils le sont, sans aucun doute, au sens où, sans l'épouvantable exploitation esclavagiste, l'accumulation primitive qui a fait des Etats-Unis la première puissance mondiale n'aurait jamais eu lieu. Sans l'exploitation du prolétariat noir dans le siècle qui a suivi, l'économie de ce pays ne se serait jamais imposée comme la plus performante et la plus productive du monde. Sans l'engagement des troupes noires dans la guerre de Sécession (engagement que les dirigeants nordistes excluaient au départ), il n'est pas certain que le Nord l'eût emporté si facilement. Sans compter que, dans toutes les grandes guerres où les Etats-Unis se sont impliqués, en particulier la Deuxième Guerre mondiale, les guerres de Corée, du Vietnam et celle du Golfe, l'armée a toujours envoyé les troupes noires en première ligne.

Bref, ils ont payé, et au prix fort, celui du sang, de la sueur et des larmes, leur place sur le territoire américain. Mais en même temps, comment les Noirs ne se sentiraient-ils pas rejetés de la société américaine, lorsqu'ils se voient constamment dénier la moindre égalité réelle sur le plan économique, social, dans le domaine du droit, de la justice, de la représentation politique (5) ?”

La question noire et de leur organisation a, elle aussi, fait l'objet de nombreux débats, en particulier entre les trotskystes américains et Trotsky lui-même. Certains dirigeants de l'organisation trotskyste américaine s'opposant au mot d'ordre de *“Droit à l'autodétermination pour les Noirs américains”*, Trotsky fut amené à leur répondre en ces termes :

« Sur cette question, un critère abstrait n'a rien de décisif. Beaucoup plus décisifs sont la conscience historique et les sentiments des Noirs américains (...). Les Noirs ne sont pour l'instant pas unis aux travailleurs blancs, la plupart des travailleurs américains sont des chauvins sur la question des Noirs, ils se comportent comme des lyncheurs et ils le font également à l'égard des Chinois. Il est nécessaire de les éduquer. Il est nécessaire de leur faire comprendre que l'Etat américain n'est pas leur Etat et qu'ils n'ont pas à s'en faire les défenseurs. Seuls sont révolutionnaires les travailleurs américains qui disent : “Les Noirs doivent avoir le droit de se séparer si telle est leur volonté et nous les défendrons contre l'appareil d'Etat et de police des Etats-Unis.” Seuls ceux qui tiennent ce langage sont des révolutionnaires et ils ont ma confiance. L'argument selon lequel le mot d'ordre d'autodétermination éloigne des critères de classe n'est qu'une adaptation à l'idéologie dominante (6). »

A la fin des années 1930, Trotsky engage une discussion avec ses camarades américains sur la possibilité de construire une organisation spécifique pour les Noirs. Le cas de figure était sans précédent, Trotsky devait lui-même le souligner :

(5) *Informations ouvrières*, nouvelle série, n° 202, 18 octobre 1995.

(6) Léon Trotsky, “La Question noire aux Etats-Unis”, 28 février 1933.

“Notre mouvement a l’habitude de formes d’organisations telles que les partis politiques, les syndicats, des organisations éducatives, des coopératives, mais ici il s’agit d’un nouveau type d’organisation qui ne coïncide pas avec les formes traditionnelles. Nous devons pourtant considérer cette question de tous les points de vue et voir s’il est possible ou non de construire une telle organisation, et quelle forme de participation dans une telle organisation nous pourrions y prendre (7).”

Aux yeux de Trotsky, qu’est-ce qui justifie l’existence d’une organisation noire spécifique ? Entre autres, ceci :

“Les Noirs ont été réduits à l’esclavage par les Blancs, puis ils ont été libérés par les Blancs (la prétendue libération). Ils ont été dirigés et trahis par les Blancs et ils n’ont pas leur propre indépendance politique... Sur le plan théorique, il me semble absolument clair qu’une organisation spécifique devrait être constituée pour répondre à cette situation spécifique (8).”

Et Trotsky de s’en expliquer ainsi :

“Vous projetez de créer quelque chose comme une école pré-politique, qu’est-ce qui en détermine la nécessité ? Deux faits fondamentaux : d’une part, le fait que les larges masses de Noirs sont arriérées et opprimées et que cette oppression est si forte qu’ils sont amenés à la ressentir à chaque moment, et d’autre part, le fait qu’ils la ressentent comme Noirs. Nous devons trouver le moyen de donner à ce sentiment une expression politique organisée. Vous pourriez objecter qu’en Allemagne ou en Angleterre nous n’organisons pas de telles organisations semi politiques, semi syndicales, semi culturelles ? Nous répondrons que nous avons à nous adapter à la situation réelle des masses noires, ici, aux Etats-Unis.”

Pour Trotsky, la discussion sur l’organisation des Noirs n’était pas une discussion limitée à la question des Noirs. Il dénonçait comme “un mauvais signe” la faiblesse de l’élaboration des trotskystes américains sur cette question :

“Un élément caractéristique à propos des partis ouvriers américains ou des organisations ouvrières a toujours été leur caractère aristocratique, celui-ci a pour base l’opportunisme. Les travailleurs qualifiés qui se sont installés dans la société capitaliste aident d’une certaine manière la classe bourgeoise à maintenir les Noirs et les travailleurs peu qualifiés au bas de l’échelle. Notre parti n’est pas à l’abri d’une telle dégénérescence... Nous devons avoir en permanence devant les yeux l’existence d’un grand danger... Les vieilles organisations, à commencer par l’AFL, sont des organisations de l’aristocratie ouvrière, notre parti provient du même milieu et non des masses exploitées à la base parmi lesquelles les Noirs constituent le secteur le plus exploité. Le fait que jusqu’à présent notre parti ne soit pas tourné vers la question noire est un symptôme extrêmement inquiétant. Si l’aristocratie ouvrière est à la base de l’opportunisme, si elle est l’une des sources de l’adaptation à la société capitaliste, alors les secteurs les plus opprimés et ceux qui subissent le plus les discriminations doivent constituer le milieu le plus dynamique de la classe ouvrière. Nous devons dire aux éléments conscients parmi les Noirs qu’ils sont convoqués par le développement historique pour se mettre à l’avant-garde de la

(7) “Une organisation noire”, 5 avril 1939.

(8) *Ibidem*.

classe ouvrière. Qu'est-ce qui freine aujourd'hui dans les couches supérieures de la classe ? Ce sont les privilèges, les comforts qui les empêchent de devenir révolutionnaires, mais cela n'existe pas pour les Noirs. Qu'est-ce qui peut permettre de transformer une certaine couche, de la rendre plus capable de courage, d'esprit de sacrifice ? Cela est concentré parmi les Noirs. S'il arrivait que nous, au SWP, nous ne soyons pas capables de trouver le chemin qui mène à cette couche, alors, nous ne serions pas capables de rien. La révolution permanente et tout le reste seraient uniquement un mensonge (9)."

Certes, les conditions de 1995 sont, à bien des égards, différentes des conditions de 1938-1939. La population noire s'est, dans des proportions importantes, déplacée des zones rurales du Sud vers les grands centres urbains, du Nord, de l'Est et même, de plus en plus, de la côte Ouest, ce qui modifie le contenu de la revendication d'autodétermination, en particulier dans sa relation avec le droit à la séparation possible sur une partie du territoire national. Autre modification d'importance : le déclin du capitalisme américain aboutit dans un même mouvement à écraser toujours davantage la population noire, mais aussi à frapper de plus en plus tous les secteurs de la classe ouvrière, y compris les secteurs autrefois les plus qualifiés. C'est d'ailleurs cet élément qui nourrit une déstabilisation profonde de la base traditionnelle de l'AFL-CIO, ainsi que les tendances qui, en son sein, mettent à l'ordre du jour la rupture avec le Parti démocrate et l'édification d'un Labor Party. Enfin, on notera que le prix payé par la population noire dans la Deuxième Guerre mondiale, puis dans les guerres de Corée et du Vietnam, prolongées sur un autre plan par les mobilisations pour les droits civiques dans les années 1960, ont abouti à démanteler en partie l'arsenal législatif raciste et aussi les formes les plus visibles et les plus brutales par lesquelles s'exprimaient naguère les préjugés de la population blanche (y compris de la classe ouvrière) à l'égard des Noirs.

Il n'en reste pas moins qu'un fossé continue de séparer, dans leur grande majorité, travailleurs noirs et blancs. Paradoxalement, les conditions de la décomposition de l'impérialisme créent, comme jamais depuis des décennies, des possibilités nouvelles pour que ce fossé soit comblé. Mais cela ne se peut qu'à la condition de combattre pour l'indépendance des organisations de classe, pour l'organisation du combat émancipateur par les travailleurs eux-mêmes. Et cette nécessité se concentre dans l'action combinée pour le Labor Party, intégrant comme une composante obligée l'organisation politique noire indépendante, en n'en excluant aucune forme, pas même la forme du parti noir, composante du Labor Party.

Il est significatif que cinq ans après sa constitution, Socialist Organizer soit parvenue au cours de son congrès à renouer le fil de cette élaboration théorique et à la mettre en rapport pratique avec le mouvement réel de la classe ouvrière. La question n'est pas simple, il ne saurait y avoir de réponse doctrinaire. Mais c'est l'essence même du trotskysme, son caractère vivant, qui s'exprime dans cette vivante discussion dont l'objet est, en établissant le lien entre le parti ouvrier et l'organisation politique des Noirs, d'unir entre eux tous les exploités, de faire en sorte qu'aux Etats-Unis mêmes, comme dans le monde entier, l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Frank Wainwright

(9) *Ibidem*.

Troisième Convention nationale de Socialist Organizer

Rapport politique

Chers camarades,

Nous tenons cette Troisième Convention nationale à huit mois environ du congrès de fondation du Labor Party. Ce n'est pas là n'importe quel événement. Comme nous le savons tous, la classe ouvrière de ce pays — qui est l'une des plus concentrées et des plus puissantes au monde — s'est vue interdire, par les dirigeants du mouvement syndical, l'organisation politique sur son propre terrain. Nous sommes aujourd'hui, en rapport avec cette question clé, à la veille d'un tournant majeur pour le mouvement ouvrier de ce pays et dans le monde entier.

Depuis la fondation de notre organisation en 1991, nous avons toujours mis au centre de notre activité politique la nécessité de construire un Labor Party appuyé sur les syndicats et ouvert à tous les opprimés, ainsi qu'une Internationale ouvrière fondée sur une véritable solidarité internationale et l'indépendance politique de la classe ouvrière. Nous nous sommes exprimés clairement et de façon conséquente pour l'action politique ouvrière indépendante, ici comme à l'étranger.

Bien que peu nombreux, nous avons joué un rôle important, par le biais de notre journal et de notre intervention organisée, pour mettre au premier plan la question du Labor Party et nous avons contribué à la décision prise par la direction du Labor Party Advocates (1) de tenir son congrès de fondation au printemps prochain.

**“NOUS AVONS CONSTRUIT
UNE ORGANISATION,
SOCIALIST ORGANIZER,
DONT NOUS POUVONS ÊTRE FIERS”**

Nous avons gagné un respect énorme de la part de militants ouvriers chez nous et dans le monde, parce que nous avons défendu sans faiblir nos principes et notre programme, et parce que notre intervention pratique dans la lutte des classes s'appuie sur notre stratégie de front unique.

Et quelles que soient nos faiblesses (...), quelles que soient nos erreurs — toutes questions que nous allons discuter ce week-end pour clarifier nos positions, afin d'avancer vers une organisation plus forte, plus cohérente, plus unie —, nous avons construit une organisation, Socialist Organizer, qui, dans la mesure où cela est autorisé légalement aux Etats-Unis, occupe la place de la section américaine de la

(1) Labor Party Advocates (LPA) pourrait se traduire par “les partisans du Labor Party”. Il s'agit d'un mouvement qui regroupe, à l'échelle nationale, des organisations syndicales et des adhérents individuels qui se prononcent pour la rupture avec le Parti démocrate (qui bénéficie traditionnellement du soutien de la direction de l'AFL-CIO) et la constitution d'un Labor Party (parti ouvrier) basé sur les syndicats. Son fondateur et principal animateur est Tony Mazzocchi, qui fut le président de la Fédération des travailleurs de la chimie, du pétrole et des industries atomiques.

IV^e Internationale et nous pouvons et devons en être tous fiers.

Il n'est rien de plus précieux que la préservation de cette organisation et l'effort collectif pour la renforcer et l'ancrer dans les luttes quotidiennes des travailleurs, en particulier en relation avec nos nouvelles tâches de construction, inconditionnellement, du Labor Party qui sera constitué en juin prochain. Camarades, nous avons là une responsabilité majeure, vis-à-vis du mouvement ouvrier international, qui est soumis au talon de fer de l'impérialisme américain, vis-à-vis de la IV^e Internationale et vis-à-vis du développement du Labor Party, en liaison avec nos tâches spécifiques de construction de la section américaine de la IV^e Internationale. C'est là l'enjeu de cette convention.

Pour aider à comprendre l'importance cruciale de nos tâches dans la toute prochaine période, il est nécessaire de revenir brièvement sur le rôle de l'impérialisme américain aujourd'hui et sur le caractère de ses attaques contre les travailleurs de ce pays et à l'étranger.

En juillet dernier, Jeffrey Garten, sous-secrétaire au Commerce, a déclaré ouvertement quels étaient les buts des Etats-Unis en mettant sur pied l'Organisation mondiale du commerce. "*Notre but essentiel n'est pas l'Organisation mondiale du commerce*", a-t-il dit, notre objectif majeur, "*c'est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen pour cette fin*". Il voulait, bien sûr, dire par là l'ouverture des marchés à l'impérialisme américain, alors même que le marché mondial se rétrécit.

Cela a conduit à des pressions accrues sur le Japon, par exemple, pour qu'il ouvre ses frontières aux importations américaines, et une pression encore plus grande sur les autres impérialismes rivaux, comme l'Angleterre, l'Allemagne et la France — qui répondent tous à cette pression en tentant de démanteler "l'Etat-providence" et de privatiser les grandes entreprises nationalisées et les services publics, avec pour résultat leur passage sous le contrôle des multinationales américaines. C'est le cas, par exemple, pour la

proposition de fusion entre Sprint, France Télécom et Deutsch Telekom. Cela a également conduit à la prolifération de prétendus traités de "libre commerce", comme l'ALENA, le traité de libre commerce Pacifique-Asie et d'autres — qui visent tous à briser les "*barrières faisant obstacle au commerce*" — c'est-à-dire les barrières douanières, les industries d'Etat et les services publics, les syndicats indépendants, les codes du travail et toute forme, aussi limitée soit-elle, de souveraineté nationale.

Mais cela signifie par-dessus tout des attaques redoublées et la destruction pure et simple de la classe ouvrière dans le monde — y compris des travailleurs de ce pays.

DU "NOUVEL ORDRE MONDIAL"...

Les experts de l'impérialisme parlent de la mise en place d'un "nouvel ordre mondial". C'est exactement l'inverse qui se produit. L'édifice entier est déstabilisé ; les convulsions monétaires se transforment en banqueroutes et faillites bancaires pures et simples ; les guerres et les prétendus conflits régionaux prolifèrent, comme le montre le document publié par la IV^e Internationale pour l'anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki.

Les médias de la classe dominante reconnaissent ouvertement que le prétendu marché commun que devait créer le traité de Maastricht en 1992 est un songe creux. Et tout en saluant les "progrès" du Mexique dans le remboursement de sa dette de 50 milliards de dollars aux banques américaines, ces mêmes médias sont obligés de reconnaître — comme le faisait hier le *San Francisco Chronicle* — que les attaques contre le système de santé mexicain, du fait du plan de remboursement de la dette, détruisent la vie de millions de gens au Mexique et créent les conditions d'un soulèvement social majeur.

La presse de ce pays explique que l'ALENA — qui était supposé créer des

emplois pour les travailleurs des Etats-Unis — a abouti à une perte de centaines de milliers d'emplois pendant ces dix-huit derniers mois. Les projections les plus récentes prévoient près d'un million d'emplois perdus d'ici à la fin de l'année, du fait de l'ALENA.

Lester Thurow, professeur d'économie bien connu au Massachusets Institute of Technology (MIT), révèle à quel point la situation des travailleurs dans ce pays s'est dégradée :

"Il n'est aucun pays où il y ait eu une redistribution aussi brutale des revenus, sans que se soit produite une révolution ou une défaite militaire suivie d'une occupation, que ces dernières décennies aux Etats-Unis" (New York Times, 3 septembre 1995).

... AUX FAILLITES ET AUX BANQUEROUTES

De même, Jim Hoagland écrit dans le *Washington Post*, du 2 septembre 1995 :

"Dans une économie mondiale où la concurrence peut surgir de n'importe où à n'importe quel moment du fait, entre autres, des différences de salaires et des progrès technologiques — la réduction des coûts, et non pas la croissance, est devenue la voie la plus aisée vers l'enrichissement.

Les entreprises, les financiers et les travailleurs d'Amérique participent à un processus de transfert des ressources, massif, mais très peu étudié, du travail (les travailleurs qui sont licenciés, mis en chômage ou leurs salaires réduits) vers le capital (les actionnaires et les patrons qui bénéficient des restructurations et des concentrations). La richesse produite par les envolées des cours de la Bourse ne surgit pas de l'air du temps. Elle vient en grande part de la destruction du travail qui est devenu trop onéreux à maintenir ou vulnérable aux changements soudains de situation."

Et Hoagland de conclure que la seule façon de contenir l'explosion sociale, c'est de promouvoir toutes les formes de gestion, de tables rondes, etc., visant à

intégrer les syndicats et à leur faire prendre la responsabilité de la destruction des droits des travailleurs. C'est là un trait marquant de l'impérialisme au niveau mondial, comme l'a bien montré le sommet social de Copenhague.

La situation au niveau mondial comme aux Etats-Unis mêmes peut être caractérisée comme marquée par une offensive sans précédent contre les droits et acquis des travailleurs. Mais les travailleurs ne se soumettent pas passivement à ces attaques. La résistance à cette offensive généralisée se développe dans le monde entier, même si son ampleur et ses rythmes sont inégaux.

Mais cette résistance elle-même se heurte aux tentatives des capitalistes et des appareils bureaucratiques qui leur servent de courroies de transmission dans le mouvement ouvrier pour faire des organisations de la classe ouvrière des rouages de l'Etat.

Tous les facteurs qui accentuent ces contradictions fournissent à la IV^e Internationale la base de son combat sur le terrain de la classe ouvrière pour l'unité et l'indépendance des organisations ouvrières.

MAIS LA CLASSE OUVRIÈRE RÉSISTE

Les travailleurs ripostent et cherchent à défendre les institutions qu'ils ont construites par leur lutte collective : syndicats, systèmes de sécurité sociale et de santé, conventions collectives, etc. Ils combattent pour défendre leurs emplois et les services publics. Et c'est ce qui a empêché les capitalistes et leurs politiciens, en dépit de la brutalité des coups portés à la classe ouvrière, d'aller jusqu'au bout de leurs tentatives de détruire les acquis de la classe ouvrière.

Les médias de la classe dominante sont obligés de reconnaître cet état de fait, qui les inquiètent grandement. L'hebdomadaire britannique *The Economist* cite les déclarations d'un représentant du gouvernement britannique, M. Pierson, qui se

lamente sur le fait que *“l’Etat-providence-dans nos deux pays (il parle ici des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne) est mal en point, mais reste debout”* (15 juillet 1995).

Dans un article révélateur, du 4 octobre dernier, l’*International Herald Tribune* rapporte un sondage du *Washington Post-ABC News* qui montre qu’

“une large majorité d’Américains se déclarent opposés au plan républicain pour modifier le système de soins, de couverture médicale des personnes âgées, et abandonner le filet de sécurité des programmes sociaux qui protègent un grand nombre d’Américains moyens et pauvres”.

Le même sondage — et je reviendrai là-dessus par la suite — souligne également que 62 % des Américains déclarent qu’ils sont prêts à soutenir la formation d’un nouveau parti.

La lutte de Decatur, la conférence pour un Labor Party de Toledo, la lutte de classe en cours à Detroit, le développement d’innombrables courants de réformes (2) au sein des syndicats de l’AFL-CIO, la recherche par certaines organisations noires, comme la Black Workers League, d’une politique indépendante ouvrière et noire, la résistance qui se développe contre les tentatives d’intégration syndicale par le biais du *jointism* (3), les manifestations de masse contre la proposition 187, la conférence ouvrière du 24 juin sur la “zone de guerre” (4) et le développement et la croissance du Labor Party Advocates lui-même, même si elle est inégale, tout cela est l’expression de ce que nous avons appelé le processus de recomposition engagé — bien que d’une façon inégale — à l’échelle mondiale, dans le cadre de cette nouvelle phase de la décomposition impérialiste.

La classe ouvrière des Etats-Unis a reçu des coups importants, mais la classe dominante a été incapable, à ce jour, de détruire les syndicats et, plus fondamentalement, de modifier les rapports de force entre les classes dans ce pays. Voilà pourquoi ils ont mis à l’ordre du jour la question du *jointism*, qui est devenu aujourd’hui pour eux une nécessité cruciale.

Cela m’amène à la question centrale de ce rapport, c’est-à-dire la fondation du Labor Party en juin prochain et nos tâches.

QUE SIGNIFIE LA FONDATION DU LABOR PARTY ?

Le projet de résolution politique se prononce inconditionnellement pour la constitution du Labor Party. Qu’est-ce que cela signifie ?

Comme conséquence d’une série de pressions contradictoires dues à la rupture de la coalition traditionnelle entre le mouvement ouvrier et le mouvement noir, d’une part, et le Parti démocrate, d’autre part, et aux attaques accrues contre l’existence même des syndicats, une aile du mouvement syndical a décidé/été forcée de lancer un appel à la fondation d’un Labor Party en juin prochain. De nombreux groupes de gauche — le SWP, SA, Labor Militant (5) — expliquent que cette initiative d’une aile de l’appareil syndical n’est qu’une tentative de bloquer le développement d’un véritable Labor Party. Ils en ont conclu que cela ne peut qu’aboutir à la constitution d’un groupe de pression sur le Parti démocrate — du fait de l’absence d’un “mouvement de masse”

(2) A l’intérieur de nombreux syndicats de l’AFL-CIO (et parmi les plus importants, ceux des camionneurs, des mineurs, de l’automobile), se sont constitués des courants qui mettent à l’ordre du jour le combat pour la démocratie syndicale.

(3) A le sens de “relier”, d’unir. C’est le terme employé aux Etats-Unis pour désigner les politiques “tripartites” visant à impliquer les organisations syndicales dans l’exécution des plans correspondant aux besoins du patronat et du gouvernement.

(4) C’est ainsi que les travailleurs américains appellent la région de l’Illinois où se trouve Decatur et où le patronat s’est lancé dans une offensive destructrice des syndicats, en licenciant responsables syndicaux et grévistes, et en embauchant — comme une loi réactionnaire les y autorise — de nouveaux travailleurs en remplacement.

(5) Le Socialist Workers Party a explicitement rompu avec le trotskysme, lui opposant le “castrisme” ; Socialist Action regroupe les militants liés au Secrétariat unifié ; Labor Militant est un groupe lié à l’organisation britannique The Militant.

venu d'en bas pour promouvoir le Labor Party. Cette analyse est unilatérale et par conséquent erronée.

Ce que ces groupes ne parviennent pas à comprendre, c'est la profondeur de la crise du système politique aux Etats-Unis aujourd'hui et la signification des taux vertigineux d'abstention, qui se retrouvent partout dans le monde. Ils ne comprennent pas que les attaques redoublées de la classe dominante ont miné les bases traditionnelles du syndicalisme américain, créant une faille de haut en bas des fédérations syndicales qui peut être utilisée et élargie par les militants de base et les mouvements pour un Labor Party.

L'intention subjective de nombre de dirigeants syndicaux du Labor Party Advocates est peut-être de construire un groupe de pression sur les démocrates. Il n'en reste pas moins qu'ils ont été contraints par la situation objective de construire un mouvement qui est ouvert à tous les syndicalistes et tous les militants du mouvement ouvrier et populaire et qui appelle à la constitution d'un Labor Party opposé aux Partis démocrate et républicain. Même si leur but était de faire pression sur les démocrates, ils ont dû appeler à rompre avec ces derniers et faire un premier pas pratique sur la voie de la rupture avec les démocrates et les républicains, en appelant à un congrès de fondation du Labor Party en juin prochain.

Les dirigeants du Labor Party Advocates aimeraient certainement restaurer la position économique et politique du mouvement ouvrier traditionnel à une époque où la classe dominante n'a guère besoin d'eux, sinon comme partenaires intégrés du *jointism* pour la destruction des syndicats. Sans aucun doute, le moyen le plus efficace pour eux de regagner leur poids politique perdu serait — c'est ainsi qu'il le considère de manière pragmatique — de mettre sur pied une organisation similaire au Labor Non Partisan League des années trente — c'est-à-dire une organisation qui, sous prétexte d'organiser une action politique ouvrière indépendante, a abouti finalement à canaliser ce mouvement vers Franklin Delano Roosevelt et le Parti démocrate. Mais dans la situation actuelle du capitalisme pourrissant, où la

destruction du mouvement syndical aux Etats-Unis est pour l'impérialisme américain une condition nécessaire préalable au redressement du taux de profit en chute libre, cette recherche d'un compromis avec les démocrates libéraux et d'un retour au New Deal (6) est de plus en plus difficile. C'est précisément là ce qui alimente le sentiment croissant à la base de la nécessité d'un troisième parti — un Labor Party. C'est cette contradiction objective, indépendante de la volonté subjective des dirigeants du Labor Party Advocates, sur laquelle nous nous appuyons. Notre point de départ n'est pas la volonté subjective de Mazzocchi, mais les besoins de la classe ouvrière dans son ensemble. Nous n'avons aucune illusion sur Mazzocchi, mais nous soutenons sans conditions ce premier pas sur la voie de la rupture avec les partis de la classe dominante qu'est la fondation d'un Labor Party.

Le *Programme de transition* définit cette méthode avec clarté dans le chapitre sur le gouvernement ouvrier et paysan. Dans le cas qui nous occupe, la question posée est celle de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier et de la formation d'un Labor Party. Mais le parallèle reste valable.

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du "gouvernement ouvrier et paysan". (...) Il est (...) impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

(6) New Deal : le "nouveau contrat". C'est ainsi que Roosevelt avait baptisé sa politique et son régime.

73 % DES AMÉRICAINS SE PRONONCENT POUR UN TROISIÈME PARTI BIEN PLUS À "GAUCHE"

Le projet de résolution (soumis par le comité directeur de Socialist Organizer) souligne le fait que notre tâche centrale aujourd'hui, c'est d'être les meilleurs constructeurs du Labor Party Advocates dans la préparation du congrès du Labor Party. Et nous ne pouvons le faire qu'en développant dans le même temps notre orientation politique indépendante dans notre journal.

L'appel de Ross Perot (7) à constituer un nouveau troisième parti, l'an prochain, indique également clairement la nécessité de concentrer notre action sur la construction du Labor Party. Perot et une aile de la classe dominante se précipitent pour remplir le vide politique existant dans ce pays, avant qu'un Labor Party ne puisse le faire. Mais comme le montre un numéro récent de *Business Week*, la classe dominante est coincée dans une contradiction politique sur cette question. D'un côté, une fraction croissante de la classe dominante regarde favorablement du côté du troisième parti de Perot, dans l'espoir de "ranimer" le processus électoral et d'endiguer la crise profonde que traverse le système politique aux Etats-Unis. Le *San Francisco Chronicle* a salué dans un éditorial la création du Parti pour l'indépendance de Perot et sa tentative de remplir le vide politique croissant par une politique "de centre gauche" — c'est-à-dire une politique bourgeoise avec plus de *jointism* et plus de démagogie. Mais, dans le même temps, comme le note le *Business Week*, l'apparition d'un troisième parti ne peut que déstabiliser encore plus le système politique.

L'autre problème pour eux, c'est que, d'après un sondage du *Times* et du *Mirror*, qui a été soigneusement enterré par la presse, la grande majorité des gens (73%) qui se déclarent en faveur d'un troisième parti ne soutiennent pas les positions politiques de Perot-Powell-Bradley, mais sont bien plus "à gauche" sur la plupart des questions sociales et

économiques (citation du *Left Business Observer*).

QUELLE PLATE-FORME POUR LE LABOR PARTY ?

Je voudrais traiter à présent quelques problèmes et questions qui ont surgi dans la discussion orale et écrite préparatoire à la convention concernant notre travail dans le Labor Party Advocates. Un camarade de la section de San Francisco a fait la proposition, il y a quelques semaines, que nous envisagions la possibilité d'organiser, avant le congrès de fondation du nouveau parti, une conférence des militants du Labor Party Advocates et des militants ouvriers, centrée sur la nécessité d'une perspective de "rupture nette". Dans sa dernière contribution au bulletin de discussion, le camarade ne reprend pas cette proposition, mais, à la place, appelle à publier une lettre, "Rupture nette", pour faire connaître nos positions à la veille du congrès.

Il est important que ce camarade ait fait ces propositions parce que cela nous permet de clarifier nos positions pour la période à venir d'ici au congrès. Après le congrès, bien sûr, les choses seront peut-être totalement différentes. Mais, pour l'instant, nous devons concentrer notre attention sur les tâches à accomplir d'ici au congrès. Prendre, aujourd'hui, une telle initiative, ou même nous concentrer sur cette question — comme d'autres, qui ne sont pas membres de Socialist Organizer, le font, sous la forme d'un bulletin de discussion qu'ils éditent — cela signifie centrer nos attaques contre la direction du Labor Party Advocates, ainsi accusée de refuser de se prononcer pour une rupture ouverte, au lieu de concentrer notre intervention sur la nécessité de développer le soutien à ce premier pas effectif qu'ils font sur la voie de la rupture en convoquant le congrès. Cela ne pourrait aboutir qu'à la division.

"Envisager" sérieusement cette proposition signifierait, entre autres, s'enquérir

(7) Ross Perot avait, sur la base d'une politique réactionnaire et démagogique, mené campagne pour la dernière élection présidentielle, où il avait obtenu le score, inattendu, de 19,8 % des suffrages exprimés.

auprès de nos contacts dans le Labor Party pour voir si ils sont intéressés par cette idée. C'est en fait ce que nous avons fait le soir de la réunion de Decatur, le 24 juin. Nous avons publié un projet d'appel, et nous n'avons eu que très peu d'écho dans le pays : 14 signataires seulement. La plupart des gens nous ont dit qu'ils étaient favorables à notre point de vue, mais ne voulaient pas se marginaliser dans le Labor Party Advocates en soutenant notre appel. Même certains qui étaient favorables à cette idée au départ ont réalisé que leur soutien à une réunion pour la "rupture nette" serait considéré comme une attaque contre Mazzocchi — et ils ont, finalement, transformé cette réunion en réunion du Labor Party Advocates de rencontre et de discussion avec Mazzocchi.

Mais nous étions encore sur la ligne que cette réunion du 24 juin était, ou devait être, une réunion pour la "rupture nette" — d'où l'affrontement déplacé que nous avons eu avec Mazzocchi et qui s'est finalement retourné contre nous politiquement. Nos contacts et sympathisants étaient fâchés contre nous ; ce n'était ni le lieu ni l'heure de ce genre de discussion, ont-ils dit avec raison. Notre erreur a été de ne pas comprendre qu'une fois que l'appel à un congrès du parti ouvrier avait été publié, il nous fallait rechercher un front unique avec Mazzocchi.

Nous avons tiré le bilan de cette erreur. Je pense que la proposition faite oralement par le camarade de la section de San Francisco d'organiser une conférence pour la "rupture nette" au printemps et sa proposition écrite de créer un bulletin pour la "rupture nette" relèvent précisément de l'erreur politique que nous avons commise à Decatur en juin dernier.

Encore un point concernant la "rupture nette". Pour nous, le fait que le Labor Party qui sera fondé en juin prochain ne peut soutenir les démocrates ou les républicains est une question de principe. Mais qu'en est-il de la question de présenter ses propres candidats ? Nous sommes, bien sûr, pour que le Labor Party présente ses propres candidats. Bien que ce soit une question essentielle, ce n'est pas une question de principe. Nous sommes cer-

tains que cette perspective rencontrera une grande audience, mais nous ne devrions pas en faire un ultimatum aujourd'hui ni même lors du congrès de fondation lui-même — même si nous devons bien sûr défendre cette orientation et cette perspective dans notre journal.

Quelle plate-forme pour le Labor Party ? C'est là aussi une question sur laquelle je pense qu'il existe une divergence politique avec le même camarade. Ce camarade a expliqué dans la discussion dans la section de San Francisco et dans sa contribution écrite que nous devrions proposer au congrès de fondation du Labor Party que sa plate-forme comprenne un appel à la nationalisation de la santé et de l'industrie automobile en particulier, sous le contrôle des ouvriers. Quel est le problème posé ? La clé, comme nous l'avons établi, c'est que le Labor Party représente les intérêts de la classe ouvrière et qu'il ait une plate-forme de lutte sur les axes définis dans le tract de *The Organizer* sorti à l'occasion de la réunion de Labor Party Advocates à Hayward et repris dans le bulletin de discussion n° 1.

Si l'on reprend les points essentiels de la plate-forme économique et sociale sortis des réunions de Labor Party Advocates de Toledo et de Hayward et de la conférence sur la "zone de guerre" du 24 juin, on s'aperçoit que la plupart d'entre eux fournissent le cadre d'une plate-forme que nous pourrions soutenir et qui est la mieux adaptée aux besoins et au niveau de conscience du mouvement de la classe ouvrière aujourd'hui. Ce n'est pas pour autant un programme minimum, comme le suggère le camarade de San Francisco. Ces axes sont centrés sur la lutte contre les privatisations, contre le *jointism*, pour une réduction du temps de travail sans réduction de salaire, pour le système de sécurité sociale payée par les patrons, le combat pour l'abrogation de toutes les lois antigèves, pour l'abrogation de l'ALENA, pour l'annulation de la prétendue dette du tiers monde, pour "l'action affirmative" (8),

(8) C'est le nom donné aux mesures prises (sous forme de quotas d'emplois réservés, de programmes de formation) pour combler les conséquences de la discrimination exercée à l'encontre de minorités, notamment la minorité noire.

pour le droit à l'avortement, pour l'égalité des droits pour les immigrés (question qui sera controversée par une aile de la bureaucratie qui soutient le Labor Party Advocates), pour le soutien aux luttes ouvrières dans le monde et à l'internationalisme véritable contre la "nouvelle économie globale", etc.

Objectivement, un tel programme serait incomplet. La satisfaction de toutes ces revendications exigera, à une autre étape, le combat pour un gouvernement des travailleurs et la transformation des relations sociales de propriété. Mais le développement du mouvement de la classe ouvrière aujourd'hui n'a pas encore mis ces revendications à l'ordre du jour. Il est parfaitement correct que nous disions dans notre journal que, parce que nous sommes pour le socialisme — c'est-à-dire pour le renversement des rapports sociaux de production et parce que nous sommes pour la nationalisation des industries sous le contrôle des travailleurs —, nous sommes, aujourd'hui, pour la construction du Labor Party. En fait c'est le passage obligé par lequel commence la lutte pour le socialisme. Et c'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour un Labor Party.

"NOUS DEVONS ÊTRE LES MEILLEURS CONSTRUCTEURS DU LABOR PARTY"

Autre chose serait de faire de l'agitation pour exiger que ces revendications soient incluses aujourd'hui dans le programme du Labor Party. Ce serait là une grave erreur. Nous n'avancions pas automatiquement à tous les instants toutes les revendications du *Programme de transition*, même celles avancées par Trotsky au cours de ses discussions avec Cannon sur le Labor Party — à une époque où il y avait une mobilisation de masse de la classe ouvrière américaine et où la question de la nationalisation de l'industrie automobile sous le contrôle des travailleurs était posée. Ce que nous défendons, c'est la méthode du *Programme de transition*.

Revenons sur la discussion qui s'est déroulée à Los Angeles sur la façon dont il nous faut éviter le double écueil du sectarisme et de l'opportunisme. Nous n'avons pas besoin d'accentuer la faiblesse du mouvement vers le Labor Party — c'est-à-dire de gens qui appellent ouvertement à une stratégie "dedans-dehors" et disent qu'ils soutiendront Clinton.

Cela pourrait attirer certains milieux vers le Labor Party Advocates, peut-être même un certain nombre de militants ouvriers, mais pour renforcer le pôle de nos adversaires politiques au sein de Labor Party Advocates. Si ces militants étaient invités à une tribune où nous pourrions débattre de leur politique, ce serait une chose, mais faire dépendre d'eux et de leur politique une réunion, c'est là desservir le combat pour un véritable Labor Party.

Oui, nous devons être les meilleurs constructeurs du Labor Party, nous battre pour que nos camarades et sympathisants soient délégués au congrès du Labor Party, et retranscrire dans notre journal toutes ces discussions sur la plate-forme, la stratégie et la tactique. Nous n'avons pas besoin d'une lettre spécifique pour la "rupture nette" publiée à part. Tous les militants qui cherchent la voie d'une rupture claire et nette avec le Parti démocrate, nous devons nous adresser à eux en développant la vente et la circulation de notre journal. *The Organizer* doit devenir le porte-parole des militants qui combattent dans le Labor Party — en particulier de ceux qui aspirent à avoir un parti qui présente ses propres candidats sur un programme de combat. Nous devons publier plus d'interviews et de débats.

Un dernier point sur ce sujet : le comité directeur propose à cette convention de voter la tenue d'une autre convention de *Socialist Organizer* l'an prochain, en été ou au début de l'automne. Nous croyons que cela est nécessaire pour deux raisons : 1) faire le bilan du congrès de fondation en juin et définir nos tâches politiques pour la période qui suit et 2) discuter à fond de toutes les questions internationales qui seront discutées au congrès mondial des sections de la IV^e Internationale en novembre 1996.

**“POUR UN LABOR PARTY,
POUR UN PARTI NOIR
COMME COMPOSANTE
DU LABOR PARTY”**

Camarades, soyons clairs sur ce point. Ce que nous défendons, c'est un parti noir, une organisation politique noire comme composante du Labor Party. S'il y a une confusion quelconque sur cette question, il faudrait peut-être modifier notre petite introduction de la page 2 de notre journal et mettre :

“Pour un parti ouvrier, pour un parti noir comme composante du Labor Party.”

Pour nous, ces deux termes sont inséparables.

Aux camarades qui sont contre cette perspective, je demande : y a-t-il oui ou non une question noire spécifique dans ce pays ? Franchement, après avoir vu les deux réactions, totalement distinctes, des Blancs et des Noirs au verdict sur O. J. Simpson, peut-on nier un seul instant les réalités et l'expérience totalement séparées qui ont abouti à ces réactions ?

Les Noirs sont le secteur le plus exploité de la classe ouvrière. Ils représentent une fraction totalement disproportionnée de la population carcérale. Ils sont victimes de brutalités policières et du racisme, qui est utilisé pour diviser la classe ouvrière en opposant les Blancs aux Noirs.

La bureaucratie syndicale est imprégnée de racisme et a rejeté, pour l'essentiel, les plus grands bastions de la classe ouvrière noire. Les Noirs se méfient de toute initiative émanant d'une quelconque aile de la bureaucratie syndicale — à juste titre. Y compris les militants noirs qui dirigent le syndicat des travailleurs unis de l'électricité et d'autres au Black Workers For Justice (9), même s'ils vont très loin dans le lien qu'ils établissent entre la question de l'action politique noire indépendante et la nécessité d'un Labor Party, y compris cette mince couche de syndicalistes noirs qui défen-

dent la nécessité pour les Noirs de rejoindre le Labor Party sont extrêmement méfiants à l'égard du Labor Party Advocates. En fait, à ce stade, il n'est pas sûr qu'ils aient vraiment rejoint le Labor Party Advocates — même s'ils appellent à rejoindre le Labor Party Advocates dans leur journal.

La raison de cette hésitation, l'un de ces militants noirs de Caroline du Nord l'a exprimée clairement : nous ne sommes pas sûrs que ce soit comme travailleurs noirs que nous ayons été invités à dîner, a-t-il dit. C'est là une réticence légitime. Ces militants veulent voir leurs revendications pleinement prises en compte et ne veulent pas être les otages noirs d'un parti qui ne les représentent pas vraiment. Ils veulent s'asseoir à table comme des égaux.

Comment devons-nous répondre ? Comment aidons-nous à construire le pont de l'unité entre travailleurs noirs et blancs, le pont de l'unité de la classe ouvrière au sein du Labor Party ?

Au niveau syndical, n'est-il pas légitime pour les travailleurs noirs d'avoir leurs propres regroupements séparés pour combattre pour leurs revendications propres et se battre pour mettre leurs membres à des positions de direction ? La lutte particulière du Black Workers For Justice pour organiser la classe ouvrière noire dans le Sud n'est-elle pas légitime ?

Sur le terrain politique, les aspirations des Noirs à construire leur propres partis et organisations politiques sont tout aussi légitimes. Si de tels partis étaient dressés contre les travailleurs blancs, contre les actions en commun unissant les travailleurs blancs et noirs contre les attaques du patronat, ce serait négatif. C'est là la conséquence de leur soutien au Parti démocrate, comme c'est le cas pour Farrakhan (10) et beaucoup d'autres. Mais nous devons comprendre que si des gens comme Farrakhan ont la latitude politique

(9) Organisation politique de militants noirs du Sud des Etats-Unis qui interviennent dans les organisations syndicales.

(10) Leader du mouvement des Musulmans noirs, qui a appelé à la “marche sur Washington”.

pour défendre cette orientation réactionnaire, c'est uniquement parce qu'il n'y a pas de Labor Party intégrant en son sein un parti noir.

Est-ce que cela signifie que tous les Noirs devrait être membres du parti noir pour avoir le droit d'adhérer au Labor Party ? Pas du tout. Tout ce que nous disons, c'est qu'il devrait y avoir une organisation politique noire spécifique au sein du Labor Party, qui s'occupe des intérêts spécifiques de la majorité des Noirs. Le Labor Party lui-même serait incomparablement renforcé s'il reconnaissait le droit à l'existence en son sein d'une expression organisée des Noirs (...).

DE LA CONSTRUCTION DU LABOR PARTY AUX ÉTATS-UNIS À LA CONSTRUCTION DE L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Notre travail de construction de l'Entente et de ses campagnes internationales a une très grande importance, non seulement pour notre travail ici, mais au niveau international. Comme nous l'avons dit à de multiples reprises par le passé, notre activité internationale ne peut et ne doit pas être un substitut à notre travail au jour le jour dans la lutte des classes de ce pays. Les deux doivent aller de pair.

C'est là tout le sens de notre campagne internationale contre la privatisation et le *jointism*. Nous avons fait le lien entre les luttes de Decatur et la lutte mondiale contre le *jointism*. Notre délégation des États-Unis à Banska Bystrica était significative, non seulement de par sa composition, mais parce qu'elle reliait le combat contre le *jointism* à la nécessité d'un Labor Party dans ce pays et de partis ouvriers indépendants partout dans le monde. De même, nous avons fait connaître le combat du SUTAUR (le syndicat des conducteurs d'autobus de Mexico, NDR) contre la privatisation au Mexique aux travailleurs, ici, qui combattent contre la destruction des syndicats et la privatisation des transports dans ce

pays. Cette dernière tournée que nous avons organisée, avec l'aide active de notre comité local de l'Entente, a été l'une des plus réussies à ce jour. L'existence d'un comité de l'Entente à San Francisco est un pas en avant important pour notre organisation.

Et c'est là un travail que nous poursuivons activement. Nous espérons, par exemple, faire venir le secrétaire général du SUTAUR au congrès de l'AFL-CIO à la fin du mois. Cela se combine avec l'important travail de suivi que nous effectuons sur la base des résolutions adoptées par la conférence ouvrière sur la "zone de guerre".

Nous avons organisé le soutien concret à la grève des ouvriers de la presse à San Francisco, et aux travailleurs du jute au Bangladesh — et nous avons aidé à amener ces travailleurs vers l'Entente, et dans le cas du Bangladesh, vers la IV^e Internationale. Nous avons établi de nouveaux liens avec des groupes comme les Black Workers For Justice (BWFJ) et associé des couches plus larges du mouvement ouvrier dans le soutien au Tribunal contre le travail des enfants en mars prochain et à la III^e Conférence pour une internationale ouvrière de novembre 1996.

Nous devrions discuter dans cette convention et dans les comités directeurs à venir de la façon spécifique dont nous pouvons faire progresser notre travail de soutien au Tribunal contre le travail des enfants. Nous devons commencer à mettre sur pied les dossiers, en ne centrant pas seulement sur le travail des enfants dans l'agriculture, mais en tenant compte du nombre croissant de programmes scolaires, de stages en entreprises, de programmes de travaux pour la jeunesse, des ateliers de vêtements clandestins qui se multiplient dans le pays.

(...) Nous devons développer notre liste de sympathisants de l'Entente et envisager, lorsque c'est possible, la possibilité de construire des comités locaux de l'Entente. Cela a très bien marché à San Francisco. Mais ce n'est peut-être pas la méthode appropriée pour les autres villes. A San Francisco, nous avons un petit noyau de trotskystes militants qui est essentiel pour faire fonctionner un comité

de l'Entente. Dans d'autres villes, Los Angeles, par exemple, cette approche de l'Entente n'est peut-être pas appropriée. Il nous faut discuter de cela plus à fond.

Ce qui est clair, c'est que nos initiatives et campagnes internationales reçoivent un large soutien et que nous pouvons utiliser cela pour établir des liens organisés durables avec toute une série de syndicalistes et militants que nous ne pourrions contacter autrement. Ce phénomène, à mon avis, sera démultiplié au fur et à mesure que nous nous enracinerons dans le Labor Party et que le Labor Party lui-même grandira et se développera.

Mais pour être vraiment capables de jouer le rôle que nous devons jouer comme pôle politique et d'organisation pour ces militants et courants qui recherchent les voies de l'action politique de classe sur une base indépendante, nous devons nous développer. Dans cette nouvelle période ouverte par la perspective de la fondation du Labor Party, les possibilités vont s'accroître comme jamais auparavant, depuis que nous avons fondé notre organisation, il y a cinq ans.

La construction de l'Entente exige que le noyau trotskyste de Socialist Organizer se renforce et se développe. Nous avons besoin de nous étoffer, maintenant, tout de suite. Y compris à San Francisco, nous devons commencer une série de conférences éducatives de Socialist Organizer visant à agréger une couche de militants de l'Entente et du Labor Party à la IV^e Internationale. Je pense que nous devons mettre sur pied une série de groupes d'études pour intégrer à notre organisation. Nous en parlons sans cesse, mais il est temps de le faire.

Dans des villes comme Los Angeles, la croissance de Socialist Organizer et son

homogénéisation politique sont un préalable pour avancer vers la constitution d'un comité de l'Entente. Mais pour d'autres villes (Kansas City, Twin Cities, Saint Louis), nous devrions réfléchir de façon particulière sur la façon dont nous allons développer le soutien à notre journal et regrouper autour de nous militants et sympathisants de manière organisée, d'une façon permanente. Nous avons parlé à une certaine époque de cercles de *The Organizer* comme forme transitoire d'organisation vers Socialist Organizer. Le comité de l'Entente paraît cependant mieux adapté à ce rôle.

Nous avons besoin d'approfondir notre arsenal théorique pour consolider notre encadrement et recruter. Voilà pourquoi la diffusion et la discussion du journal (avec notre nouvelle rubrique "socialiste"), la diffusion et la discussion de *La Vérité*, et la publication d'une revue trimestrielle à nous (nous avons choisi le nom de *Socialist Organizer Revue*, pour l'instant, mais ce nom peut se discuter) est indispensable et doit être considéré comme une priorité absolue.

CONCLUSION

Dans le cadre de ma réponse, je soumettrai au vote le projet de résolution politique, ce rapport et la conclusion.

(Nota bene : dans la forme où il a été définitivement adopté par la convention nationale de Socialist Organizer, ce rapport a fait l'objet d'un amendement important sur la question spécifique du parti noir au sein du Labor Party. Lire dans les pages suivantes la discussion et la présentation de l'amendement.)

Troisième Convention nationale de Socialist Organizer

Discussion

(extraits)

DANS QUELLES CONDITIONS LE LABOR PARTY VA-T-IL SE CONSTITUER ?

• Je suis d'accord avec ce qu'a dit le rapporteur sur le fait que *The Organizer* constitue la tribune dans laquelle nous devons faire connaître les éléments qui, à notre avis, devraient faire partie du programme d'un Labor Party. Il faut peut-être quelque chose de plus, à savoir peut-être un supplément spécial, ou un tract, ou quelque chose de ce genre, qui s'adresse à toute une couche de militants qui ne sont pas nécessairement sur le point de rejoindre notre organisation, mais qui sont intéressés par la discussion sur les points de la plate-forme que nous pourrions soumettre. Tel que je comprends le projet de résolution qui nous est soumis, il ne s'agit pas pour nous d'organiser des réunions de tendances séparées au cours du congrès de fondation du Labor Party, bien que cette question puisse venir à l'ordre du jour ultérieurement.

Parmi les critiques adressées parfois à notre orientation sur les questions du Labor Party, il y a des gens qui soulignent qu'il n'y a pas de mobilisation de masse aujourd'hui dans ce pays en faveur d'un Labor Party. Ce qui est une question de fait.

C'est un fait que le Labor Party n'est pas en train de se constituer dans le processus même d'une grève générale, comme ce fut le cas du Parti des travailleurs au Brésil, en 1981, lorsqu'il a été

constitué. Nous traversons une période de calme social relatif dans ce pays, malgré de notables exceptions. C'est un fait qu'il n'y a pas de mouvement de masse vers un Labor Party et c'est un problème pour nous. Le problème n'est pas de constituer au sein du Labor Party une tendance "socialiste" mettant en avant des propositions de programme "socialiste". Notre problème est de trouver la voie pour nous adresser aux travailleurs en partant de leur niveau de conscience d'aujourd'hui et non pas de ce que nous voudrions qu'il soit (et qu'il sera peut-être ultérieurement) afin de les gagner au Labor Party.

Il y a des organisations noires avec lesquelles nous travaillons qui ont une position très claire en faveur du Labor Party. On peut être un nationaliste noir et défendre des positions séparatistes du type "Garveyist" (1). Nous ne soutenons pas cela. Pour nous, les Noirs constituent une nation opprimée, mais avec une composante essentielle qui relève de la classe ouvrière. C'est pourquoi il est crucial pour eux d'être intégrés dans le combat pour la révolution socialiste dans ce pays, mais les organiser séparément des travailleurs blancs n'est pas la bonne voie. Dans quelques cas, on pourrait être en faveur de cela, mais, si nous soutenons le droit des Noirs à s'organiser, nous ne pouvons soutenir politiquement que des organisations

(1) Marcus Garvey (1887-1940), né à la Jamaïque, journaliste. Venu aux Etats-Unis en 1917, il fonda l'Universal Negro Improvement Association, la première organisation de masse de la population noire des Etats-Unis. Garvey avait lancé le mot d'ordre de "Retour à l'Afrique".

de travailleurs noirs qui ont une perspective de classe. Sinon, on ne les soutient pas.

ÊTRE PLEINEMENT PARTIE PRENANTE DU COMBAT POUR LE LABOR PARTY

• L'une des raisons pour lesquelles je soutiens fermement le projet de résolution qui nous est soumis sur la question du Labor Party Advocate (LPA), c'est que, exerçant des responsabilités centrales dans le comité du LPA sur ma ville, je suis amené à travailler avec des gens de toutes opinions politiques. Et le fait de devoir amener tous ces gens à travailler ensemble à la construction pratique du LPA, et cela indépendamment de l'organisation politique à laquelle j'appartiens spécifiquement, m'amène à cette conclusion : nous devons comprendre que notre tâche centrale est effectivement de gagner au LPA le plus grand nombre de gens possible dans le cadre de la préparation du congrès constitutif du Labor Party. Sur ce point, il nous faut agir comme partie prenante de la direction du LPA et non comme direction d'un mouvement "socialiste" séparé.

Sur la question noire : je partage certaines des remarques du camarade qui m'a précédé. L'appel à un parti noir comme un mot d'ordre n'est pas une bonne chose. Comme les camarades le savent, j'ai de longue date développé un point de vue différent sur le plan théorique, connu sous le nom d'"intégrationnisme révolutionnaire". Pour autant, je ne suis pas certaine que les différences qui peuvent exister entre nous sur le plan théorique sur cette question conduisent nécessairement à des conclusions pratiques différentes, du point de vue de la tactique à mettre en œuvre dans le mouvement lui-même. Mon opposition au mot d'ordre de parti noir ne signifie pas que je considère la question noire comme étant sans importance. Je pense que c'est une question importante, je reconnais que les Noirs ont, pour une large part, une culture séparée et une perspective politique distincte. Mon opposition au mot d'ordre de parti noir ne procède pas d'abord des différences théoriques, mais d'abord des conséquences pratiques. Je ne vois pas, à

l'heure actuelle, au sein de la population noire, des organisations qui posent la question du parti noir. Je ne suis pas contre l'existence d'un parti noir, et si les Noirs décidaient de constituer un tel parti nous devrions travailler avec dans le cadre de la construction du Labor Party, etc. Mais la formulation du parti noir comme composante du Labor Party semble signifier une subordination d'un parti noir à un parti de travailleurs blancs. Et je ne pense pas que cela doive être le cas. Pour moi, le Labor Party doit être un parti ouvrier multiethnique, pas un parti de travailleurs blancs. Je pense que ce serait une formulation très erronée.

UN MOMENT HISTORIQUE POUR NOTRE ORGANISATION

• C'est un congrès historique pour notre organisation, parce que nous sommes confrontés à des possibilités considérables nouvelles du point de vue de la classe ouvrière américaine. C'est la première fois depuis les années 1930 et 1940 qu'il y a de nouveau un débat au sein de la classe ouvrière américaine au sujet de la constitution d'un Labor Party. Je suis en désaccord avec ce qu'a dit le premier intervenant, selon lequel nous serions dans une période de calme relatif du point de vue de la classe ouvrière américaine. Certes, il n'y a pas un vaste mouvement révolutionnaire au sein de la classe ouvrière, mais il y a un grand nombre de discussions en son sein et, pour une bonne part, elles concernent la nécessité du Labor Party. Des milliers de travailleurs ont rejoint le LPA et les sections du LPA dans tout le pays. Regardez à Decatur, à Detroit, les travailleurs discutent d'un Labor Party parce qu'ils mesurent la faillite des Partis démocrate et républicain. Nous sommes dans une nouvelle période politique. 60 % des gens se prononcent en faveur d'un troisième parti et les travailleurs sont à la recherche d'un parti qui soit leur représentation politique. Ils ne le trouveront pas du côté de Ross Perot.

Il nous revient de définir comment, nous, organisation socialiste révolutionnaire, nous intervenons à l'intérieur de ce

mouvement pour un Labor Party et, en particulier, en rapport avec le congrès de fondation du Labor Party. C'est une question cruciale. La méthode que nous allons adopter sur cette question du Labor Party est centrale : se tromper sur cette question peut conduire aussi bien à l'isolement qu'à l'inverse, à l'adaptation aux tendances social-démocrates qui existent à l'intérieur du mouvement ouvrier. Nous devons être les meilleurs constructeurs du Labor Party Advocates, nous devons bâtir ses sections, nous devons recruter au LPA. Mais, en même temps, il existe des divergences au sein du mouvement pour un Labor Party sur le type de parti qu'il faut construire. Il nous revient de dire que nous avons un programme que nous voudrions voir un Labor Party reprendre à son compte. Par exemple, il faut bien sûr soutenir la revendication de *single payer* (c'est-à-dire d'un système de protection sociale fondé sur le seul salaire différé payé par le patron, NDT). Cela ne se discute pas. Mais nous devons dire que cela constitue une étape, un pas vers un système de santé nationalisé sous contrôle de la classe ouvrière, et le problème c'est que, cela, nous ne le disons pas dans notre journal. Et, de fait, nous nous préparons à aller au congrès du Labor Party avec comme seule position : *single payer*. Nous ne sommes pas seulement pour *single payer*. Le conseil central des syndicats de San Francisco est pour *single payer* et, au sein même de l'AFL-CIO, je pense que cette position est en passe de devenir majoritaire. Nous sommes pour plus que *single payer*. *Single payer* ne permet pas de régler l'énorme problème que constitue l'existence de véritables monopoles de l'industrie de la santé ainsi que des assurances dans ce pays.

En ce qui concerne la proposition d'une lettre à publier dans le cadre de la préparation du congrès de fondation du Labor Party, à vrai dire, je préférerais un journal très large, mais le problème c'est que notre journal n'est qu'un mensuel de huit pages. Je ne crois pas que la nécessaire discussion au congrès préparatoire du Labor Party puisse avoir lieu seulement dans le cadre de notre journal. Il faudrait augmenter le nombre de pages de *The Organizer*, faire un supplément. Mais je pense qu'il faudrait un journal séparé pour

organiser la discussion préparatoire au congrès du Labor Party, nous ne pouvons pas laisser cela à d'autres. Le rapport introductif ne traite pas comme il convient la discussion au sein du LPA. Nous avons à combattre pour la démocratie au sein du LPA. Il n'y a pas de bulletins internes de discussion. C'est un problème, comment est-ce que la discussion préparatoire au congrès aura lieu ? Le rapporteur a dit qu'il fallait s'inscrire dans une perspective de front unique. Je suis d'accord. Mais le front unique implique que nous défendions nos propres positions comme socialistes. Le front unique n'implique pas que nous nous prononcions inconditionnellement pour le Labor Party en laissant tomber notre programme.

Sur la question du parti noir : je n'ai jamais dit que je suis contre l'organisation des Noirs par eux-mêmes, contre des congrès noirs ou même contre des commissions noires à l'intérieur du mouvement pour un Labor Party. Là n'est pas le problème. La question est : devons-nous, comme organisation politique, en appeler aux Noirs pour qu'ils constituent un parti politique noir ? Je considère comme irréel de dire qu'il s'agirait d'une composante du Labor Party. Je ne suis pas d'accord avec le premier intervenant sur ce plan, car ce qu'il dit fait diversion. Je pense qu'il ne faut pas appeler les Noirs à former leur propre parti politique, car cela irait à l'encontre du Labor Party.

LES ÉTATS-UNIS, LE PAYS DE L'ABSTENTION

- Comment devons-nous agir au sein du Labor Party Advocates pour être les meilleurs constructeurs ? Nous avons une responsabilité particulière au sein du LPA, qui est celle d'assumer des tâches de direction dans les différentes villes et régions où nous sommes amenés à intervenir. En particulier, cela signifie pour moi que nous revendiquions au sein des sections du LPA le mandat d'aller prendre la parole devant les syndicats pour les gagner en tant que tels au Labor Party. Nous ne visons pas seulement le recrutement d'individus un par un, mais bien le

soutien des syndicats en tant que tels. La ville d'où je viens n'a pas particulièrement la réputation d'être "à gauche". Nous, militants de Socialist Organizer, avons été parmi les tout premiers fondateurs de la section locale du LPA et nous y constituons à présent un véritable pôle de référence. Comment cela a-t-il été possible ? Parce que nous avons mis en œuvre une orientation de rupture nette et claire (*du mouvement ouvrier avec les partis bourgeois, NDT*).

Les Etats-Unis, aujourd'hui, et cela est tout particulièrement vrai en ce qui concerne la classe ouvrière et les couches opprimées, constituent le pays de l'abstention. A chaque élection, une personne sur cinq vote. Ce qui signifie que, dans ce pays, quatre personnes sur cinq ne participent pas aux processus politiques. Nous savons tous que les processus politiques, aux Etats-Unis comme ailleurs, sont liés aux processus économiques. Cela signifie que nous devons créer une ouverture pour rendre possible la participation des gens et, si vous regardez la situation économique de ceux qui s'abstiennent, vous verrez que ce sont les secteurs qui connaissent la situation sociale la plus défavorisée et, parmi eux, de manière dominante, les Noirs et les Latinos. C'est pourquoi il leur faut une représentation politique. Et c'est pourquoi un parti noir devrait être une composante d'un Labor Party.

Dans notre section du LPA, nous avons, par un vote, estimé qu'afin de construire un Labor Party, il nous fallait prendre position sur des questions précises. Ainsi — bien que ce ne soit pas là la position adoptée nationalement par le LPA — notre section locale du LPA a décidé, au terme d'une large discussion, de présenter des candidats aux élections locales et d'apparaître ainsi comme des porte-parole pour les travailleurs pourvus d'emploi, les chômeurs, les syndiqués et ceux qui ne le sont pas. Dans notre section locale du LPA, j'ai été désignée comme celle qui va devant les syndicats pour les recruter au LPA. Ainsi, j'ai recruté pour le LPA le syndicat local des employés des services publics, le syndicat local du bâtiment et différents responsables syndicaux des deux comtés de la région. Lorsque je leur

ai parlé, je n'ai pas caché nos propres positions sur différents sujets et, d'une certaine manière, cela a aidé à les recruter. J'ai exposé quel type de programme était nécessaire. En particulier, je considère que la campagne sur *single payer* est une campagne centrale qui ouvre de larges possibilités de construction du Labor Party.

LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE NOIR

- Cela fait longtemps que je milite dans le mouvement trotskyste aux Etats-Unis et j'ai toujours été mal à l'aise avec la manière dont, à l'époque, le SWP abordait la question noire et la question du parti noir. Sur un plan théorique, il a toujours affirmé — et je pense que c'est toujours vrai — que l'appel à constituer un parti équivalait à un appel à prendre le pouvoir d'Etat. Le SWP a donc toujours dit : nous sommes pour l'indépendance politique des Noirs et, y compris, le droit de constituer un parti, et même le droit, s'ils le souhaitent, de constituer leur propre Etat sur une portion séparée des Etats-Unis. C'est un fait : il n'y a pas de groupes noirs qui posent aujourd'hui la question d'un parti noir ou le contrôle d'une portion des Etats-Unis. Je pense que notre position devrait être : c'est aux Noirs de décider eux-mêmes le type d'organisation qu'ils souhaitent et que nous devrions établir des liens vers les organisations noires qui ont une position politique indépendante ou qui, du moins, s'orientent dans ce sens.

Concernant le LPA : dans notre ville, nous sommes tellement immergés dans le travail du LPA que nous oublions de développer notre propre politique comme Socialist Organizer. L'une des manières de résoudre cela serait sans doute de développer, au sein de notre journal, l'expression de nos propres positions. Nous devrions avoir, dans chaque numéro, une rubrique spécifique indiquant les points qui, à notre avis, devraient constituer le programme du Labor Party. Ainsi, chaque mois, jusqu'à la tenue du congrès de fondation du Labor Party, n'importe quel membre du LPA pourrait ouvrir le jour-

nal, prendre connaissance de nos positions et comprendre qui nous sommes. Et donc, cela permettrait d'engager la discussion.

UNE PROFONDE VOLONTÉ DE CHANGEMENT POLITIQUE

• Je pense que la volonté de voir un changement politique radical est manifeste parmi le peuple travailleur. Je m'appuie, concernant cette question, sur notre expérience concrète au sein de notre section locale du LPA, qui couvre plusieurs comtés. Je suis frappé de la détermination des militants ouvriers et des travailleurs engagés dans le LPA. Ils veulent aller de l'avant. Travailleurs du plastique, machinistes, employés de bureau, employés des services publics, conducteurs de camions, plombiers, travailleurs agricoles : nous avons trente-huit membres dans notre section du LPA, qui couvrent plusieurs comtés et, parmi eux, le président de l'union locale des syndicats, le responsable des syndicats du bâtiment. Certains d'entre eux, qui viennent de très loin, font plus de trois heures de route à l'aller, et autant au retour, pour participer aux réunions de notre section locale du LPA. Pourquoi viennent-ils ? Parce qu'ils veulent combattre contre les coupes claires imposées par les gouvernants dans les budgets sociaux et combattre contre les privatisations et la liquidation des services publics. Et c'est pour mener ce combat qu'ils se prononcent pour des candidatures ouvrières indépendantes. Je ne crois pas que cette détermination soit propre à notre cité. Et c'est pourquoi je considère qu'il est décisif que tous les membres de notre organisation s'immergent, là où ils sont, dans le travail de construction du Labor Party.

Sur la question du parti noir, la question qui est posée est de savoir comment nous voulons contribuer à la mobilisation des Afro-Américains aux Etats-Unis. 14 % de l'usage de la drogue est le fait de Noirs aux Etats-Unis, mais 74 % de ceux qui sont en prison pour drogue sont noirs. Il y a une véritable guerre contre les Afro-Américains. N'oublions pas que, il y a vingt-deux ans, l'association des

employés noirs de Los Angeles (Black Employees Association) s'est constituée parce que les syndicats refusaient de prendre en charge les revendications des Noirs. Ceux-ci étaient soumis à la règle : derniers embauchés, premiers licenciés, et victimes de toutes sortes de discriminations. Ils étaient, et sont toujours, de véritables cibles pour le harcèlement policier. Comme opprimés, les Noirs ont besoin de leur propre expression politique. Voilà pourquoi nous devons examiner la nécessité, oui, d'un parti noir, relié à la lutte pour le Labor Party.

COMMENT MOBILISER LES TRAVAILLEURS NOIRS POUR LE LABOR PARTY ?

• Je crois que l'intervention du camarade qui a parlé en troisième manifeste une grande incompréhension de la signification de notre position en faveur d'un parti noir composante d'un Labor Party. Ce que nous disons, c'est que l'auto-organisation des travailleurs noirs est la seule manière de matérialiser la perspective dite "d'intégrationnisme révolutionnaire", c'est-à-dire qu'elle est la seule à même d'intégrer ce secteur particulier de la classe ouvrière dans la perspective d'ensemble qui est représentée par le combat pour le Labor Party. La séparation entre travailleurs noirs et blancs existe, c'est une question de fait. Et cela, les travailleurs noirs ne peuvent le résoudre qu'à travers le processus de leur propre organisation.

La ville où je milite est significative de ce point de vue. La section du LPA dont je suis membre est quasi exclusivement composée de Blancs, alors que les Noirs constituent une très forte proportion de la population. Il y a un syndicat qui, localement, a décidé de soutenir le LPA. C'est un syndicat d'employés des services publics. Ce syndicat est très largement composé de Noirs et d'hispanophones. Cependant, la direction du syndicat n'est pas parvenue à attirer au LPA la base de son syndicat. La raison en est un très grand sentiment de défiance parmi les travailleurs noirs de la région vis-à-vis des dirigeants syndicaux blancs. Et cette

défiance est fondée sur leur expérience. Ils ont le sentiment, comme le rapporteur l'a souligné, que l'appel qui leur est lancé à s'impliquer dans le Labor Party est, à bien des égards, symbolique. Cela, ils le disent ouvertement. La capacité des travailleurs noirs à s'organiser sur leur propre terrain constitue précisément le levier permettant de relier les travailleurs noirs à un mouvement vers un Labor Party. De manière comparable à l'exemple qui a été donné de la Black Employees Association de Los Angeles, on pourrait citer le cas de l'Association des travailleurs de Roxbury et des environs. Les camarades se rappellent que cette association fut une composante active de la coalition constituée à Boston contre la guerre du Golfe. Cette association s'était constituée en réaction face au refus des syndicats ouvriers, et particulièrement des syndicats ouvriers de la construction, de défendre les revendications des travailleurs noirs.

Notre appel à constituer un parti noir ne relève pas du séparatisme, il vise, au contraire, à donner les moyens aux Noirs d'agir. Plusieurs camarades ont souligné — et, sur ce point, je suis d'accord avec eux — que personne, en ce moment, ne se prononce pour un parti noir. C'est juste, et c'est pourquoi nous ne fétichissons pas un tel appel, c'est pourquoi nous n'en faisons pas la "une" de *The Organizer*.

IL Y A DANS LE PAYS L'ATTENTE D'UN TROISIÈME PARTI

● A mon sens, le Labor Party ne devrait pas se concentrer seulement sur les secteurs syndiqués, mais aussi sur les mères de famille, les chômeurs, etc. L'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés, c'est que le mot "réforme" est utilisé au lieu de "coupure", "réduction", dans les budgets sociaux. Il existe dans ce pays une véritable attente vers un troisième parti. Je pense qu'il est temps d'avoir un Labor Party fort, avec des principes forts, pour qui les gens puissent voter, ce qu'ils ne font pas pour l'instant. Il faut trouver quelque chose pour unifier les gens plutôt que les diviser, ces gens qui

sont en bas de l'échelle, il leur faut une voix. Et ces gens en bas de l'échelle ne sont pas le problème. Non, nous ne sommes pas le problème, mais nous pourrions devenir une partie de la solution.

LA QUESTION DU FRONT UNIQUE

● Depuis notre fondation, les questions politiques essentielles auxquelles nous sommes confrontés s'appellent : la question du Labor Party et celle du parti noir, la question du front unique et de l'utilisation du *Programme de transition*, la question de la transition par *Socialist Organizer* et de la IV^e Internationale. Discuter de notre rôle ne signifie pas expliquer les textes, mais essayer d'ouvrir une perspective politique pour aider la classe ouvrière à se hisser à la hauteur de ses tâches historiques. Mais cela ne peut être fait sans que la classe ouvrière ait sa propre organisation pour prétendre au pouvoir. Le Labor Party est une nécessité depuis longtemps, cela semble aujourd'hui très clair. La question du parti noir comme composante du Labor Party est très importante. Cela veut dire permettre aux travailleurs de s'installer à table d'égal à égal et de participer à la construction de ces deux composantes absolument nécessaires. Il y a une question qui est centrale : celle du rapport entre la construction de *Socialist Organizer* et la construction du Labor Party. Si nous nous dissolvons dans le mouvement pour un Labor Party, si *Socialist Organizer* comme tel se dissout, alors, c'en est fini de la transition. Mais si nous ne combattons pas pour édifier un Labor Party, je ne vois pas sur quelle base nous pourrions gagner les militants à *Socialist Organizer*. Tout le problème est donc celui de la relation entre les deux, de la transition dans la construction du parti.

QUEL TYPE DE LABOR PARTY ?

● Je voudrais, moi aussi, comme l'a fait une camarade avant moi, évoquer l'expérience qui est la mienne dans la construction d'une section locale du LPA. Nous

avons été à même, dans la ville où je milite, d'amener des militants lutte de classe au sein du LPA et, parmi eux, des jeunes syndicalistes noirs des hôpitaux et des services publics, et de nombreux responsables syndicaux. Beaucoup de gens à qui nous nous adressons nous posent la question : quel type de Labor Party voulez-vous construire ? S'agit-il d'un Labor Party dirigé par les mêmes bureaucrates que ceux qui sont à la tête des syndicats ? Beaucoup craignent que ce soit l'objectif de Mazzochi : un Labor Party contrôlé par une poignée de bureaucrates, et sans discussion préalable au congrès constitutif.

Je suis, pour ma part, fermement opposé à un Labor Party à deux niveaux. Ce qui pose tout le problème du programme. Je pense que nous devons combattre pour que le LPA adopte un programme de lutte de classe. Je voudrais que vous relisiez tous ce que Trotsky et Cannon ont écrit à propos du Labor Party, à savoir que la lutte pour le Labor Party est une lutte pour assainir le mouvement ouvrier et le débarrasser de tous les charlatans et de tous les truqueurs qui l'encombrent. En combattant pour les droits des femmes et pour les droits civiques, nous pouvons nous donner les moyens d'incorporer les femmes et les Noirs à la construction d'un Labor Party. On n'a pas besoin d'être Noir pour défendre les droits des Noirs. Nous devons mettre en avant un programme socialiste pour le LPA.

POUR UNE RUPTURE COMPLÈTE

- Si nous voulons avoir un congrès de fondation du Labor Party qui marque une complète rupture avec le Parti démocrate et le Parti républicain, nous devons avoir un programme législatif, des objectifs, et nous devons démontrer que le Parti démocrate ne peut réaliser ces objectifs pour nous. Il nous faut un programme législatif, disant ce que nous voulons comme lois, les lois que nous voulons voir abroger, pour que les syndicats puissent à nouveau gagner les grèves. Et je voudrais faire une autre proposition : nous devons être pour la libération de tous ceux qui sont emprisonnés pour des questions stric-

tement liées à la drogue, qui sont des victimes et qui, dans leur très grande majorité, sont de jeunes Noirs. Ces propositions ne peuvent être mises en œuvre par le Parti démocrate. C'est une des raisons pour lesquelles il nous faut un nouveau parti. C'est une proposition concrète et il faut s'attendre à des propositions concrètes au congrès.

UN CHANGEMENT INCROYABLE...

- Je voudrais faire un commentaire sur ce que m'a dit une employée d'une compagnie de réservation, dans un quartier conservateur du coin. Je voudrais dire cela, parce que les réactions sont incroyablement différentes de celles qui existaient il y a quelques années à Oakland. Je veux parler des réactions de la population noire, et des travailleurs en général, qui sont beaucoup plus réceptifs à l'idée d'un troisième parti. On peut parler aux gens d'un Labor Party. Ils ne pensent pas que nous sommes des fous. C'est un changement incroyable par rapport à quelques années seulement auparavant. Dans la population noire, les sondages montrent qu'il y a un sentiment général de la nécessité d'une politique indépendante, qu'il doit y avoir une entité indépendante ; nous n'utilisons peut-être pas cette formulation, mais je pense qu'il est très intéressant de voir que la population est si réceptive, de façon générale, à l'indépendance politique. La population noire, dans les années 1960, était à la traîne. L'idée d'un parti noir est aussi importante que le fait de dire que le Labor Party sera avec la population noire, soutiendra sa lutte, son indépendance politique, que nous défendons ce droit. Je crois que c'est une position historique. Sur les journaux, nous pourrions avoir quelque chose comme un *LPA Organizer*, qui soulèverait les questions que nous voulons individuellement soulever dans le LPA comme militants construisant le LPA. Sur l'Entente : la constitution d'un comité de l'Entente à San Francisco, cela semble très efficace. Il faut réfléchir, pour d'autres endroits, sinon à des sections, mais au lancement de campagnes comme Mexico et le travail des enfants ; mais je ne sais pas si les

camarades pourraient le faire ; à San Francisco, la section de l'Entente a fait un bon travail avec les caucus et les syndicalistes, il faut voir comment transcrire cela ailleurs.

UNE DISCUSSION QUI PORTE SUR LE PARTI QU'IL FAUT CONSTRUIRE

• La discussion sur le parti noir n'est pas une discussion qui ne concerne que les Noirs. C'est plutôt une discussion sur le type de parti ouvrier que nous voulons construire. Nous aidons sans condition à la construction du Labor Party, parce que c'est un premier pas en avant. Ce qui signifie, comme l'a dit le rapporteur, un certain type de front unique avec Mazzocchi et tous ceux qui construisent ce parti. Mais Socialist Organizer et la IV^e Internationale ne disparaissent pas au sein du Labor Party. Un camarade qui m'a précédé a eu raison de dire que nous devons renforcer l'expression politique de Socialist Organizer, et je pense qu'il est urgent d'écrire une brochure, du genre *Nos positions*, sur les positions politiques de Socialist Organizer concernant le Labor Party.

Pour ce qui est de la question noire, les Noirs sont les plus exploités, le cœur de la classe ouvrière, et ils ont été rejetés durant des décennies non seulement par la société bourgeoise, mais également par les dirigeants du mouvement ouvrier, des organisations ouvrières. De loin en loin, certains essaient de les séduire à des fins de manœuvres politiques, de les mettre à la remorque du Parti démocrate, comme Jessie Jackson et d'autres. Mais les Noirs sont réticents face à toutes ces manœuvres politiques, et ils ont raison. Et ils sont réticents y compris face au Labor Party, parce qu'ils ne sont pas sûrs que ce ne soit pas une nouvelle tentative de la part des libéraux blancs et des dirigeants ouvriers de s'approprier leur soutien pour des manœuvres électorales, pour faire d'eux une base de manœuvre pour des buts qui ne sont pas les leurs. Les bureaucrates ont peur de tout type d'appel à organiser les Noirs, car ils auraient beaucoup à y perdre.

Nous n'avons pas peur. Comme organisation révolutionnaire, nous n'avons rien à perdre dans tout pas en avant des Noirs vers leur auto-organisation. Nous disons que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Cela veut dire que l'émancipation des travailleurs américains ne peut être accomplie par les seuls travailleurs blancs. Un camarade qui m'a précédé a dit qu'on n'avait pas besoin d'être Noir pour défendre les intérêts des Noirs. C'est vrai. Mais dans certaines limites. Parce que la défense des intérêts ouvriers réclame la mobilisation de millions et de millions de travailleurs, et si cette mobilisation se réalise en dehors du secteur noir de la classe ouvrière, elle ne sera orientée que sur les problèmes des couches supérieures de la classe ouvrière, la couche la plus qualifiée, la plus syndicalisée, mais elle exclura les plus exploités, le secteur le plus exploité étant la classe ouvrière noire. C'est pourquoi nous disons aux Noirs, comme IV^e Internationale : organisez-vous, quelle que soit la forme que vous choisissiez, y compris en formant votre propre parti politique.

Un camarade a parlé d'autodétermination. Elle a raison, mais il ne la faut pas seulement pour le futur. Nous sommes pour l'autodétermination immédiatement, ce qui signifie le droit des Noirs à constituer leur propre parti politique. Certains vont dire : cela peut être dangereux. Bien sûr. Mais franchement, camarades, pourriez-vous imaginer un parti noir défendant véritablement les intérêts des Noirs et qui soit un parti bourgeois noir ? Laissez-moi poser la question : que signifie défendre les revendications noires ? Les revendications noires c'est le droit à un logement décent pour tous les Noirs, le droit à l'emploi pour tous les Noirs, jeunes et vieux, le droit à la santé. Pensez-vous que, dans la phase actuelle de la décomposition du capitalisme, ce programme puisse être un programme bourgeois, pourrait être réalisé dans le cadre du programme du Parti démocrate ? Non ! Un tel programme, qui est le seul type de programme noir imaginable, signifie qu'il y a un lien avec l'ensemble de la classe ouvrière !

Voilà pourquoi nous appelons, comme IV^e Internationale, à la formation d'un

parti noir, parce que nous disons aux Noirs : nous n'avons pas peur, nous comprenons que vous soyez méfiants, nous n'avons pas peur de votre auto-organisation, nous sommes pour, nous avons confiance dans la capacité de la classe ouvrière, y compris de sa composante noire, à trouver sa propre voie. Je ne suis pas Noir. Je peux, bien sûr, défendre les intérêts politiques des Noirs. Mais réaliser la libération des travailleurs, y compris des travailleurs noirs, exige la mobilisation des travailleurs eux-mêmes, incluant la mobilisation des travailleurs noirs. Et cela je ne peux le réaliser à la place des travailleurs noirs. C'est là la question.

Et sur la deuxième question : comment peut-il y avoir un parti noir à l'intérieur du parti ouvrier ? Peut-être y a-t-il une confusion lorsque nous parlons du parti ouvrier. Je ne vois pas le Labor Party comme un parti bolchevique centralisé. C'est nécessairement un parti aux structures souples. Il peut intégrer les syndicats, parce que les syndicats sont partie intégrante de la classe ouvrière. Incluant le parti noir. Et pourquoi pas les organisations de Latino-Américains, et pourquoi pas les organisations de femmes rompant avec le Parti démocrate ? Nous pouvons imaginer cela. Nous ne concevons pas le Labor Party comme un parti centralisé.

C'est une question difficile, pas simplement aux Etats-Unis, mais partout. Le front unique est la question la plus difficile pour les trotskystes depuis longtemps. Mais nous devons apprendre à faire le front unique sans aucune condition avec Mazzocchi, pour construire un Labor Party ensemble. Le front unique signifie que nous avons notre propre indépendance. Nous ne demandons pas à Mazzocchi le droit d'écrire ce que nous jugeons nécessaire d'écrire dans *The Organizer*, concernant le programme du Labor Party. Nous le ferons sur notre propre base, comme IV^e Internationale, parce que la IV^e Internationale est également une composante légitime du Labor Party.

LE PROGRAMME ET LE PARTI

• Concernant le programme du Labor Party, le programme définira le type de

parti. Un camarade qui m'a précédé a eu raison de dire que Mazzocchi veut un parti aseptisé. Comment pouvons-nous agir contre ? L'alternative qui est posée dans ce congrès est la suivante : ou bien tout remettre entre les mains de la bureaucratie, en concentrant toute notre perspective de combat contre les bureaucrates, en combattant les bureaucrates sur des points de notre programme et, ainsi, perdre à tous les coups. Ou bien aller dans nos sections locales du LPA, se battre pour construire le LPA le plus largement possible. Nous pouvons combattre les bureaucrates au sein des sections où nous sommes. Par exemple, en agissant pour que le LPA s'oriente sur les communautés opprimées pour qu'elles deviennent membres du LPA. Cela éduquerait tous les membres du LPA sur les enjeux réels du congrès du Labor Party. Voilà pourquoi nous voulons être les meilleurs constructeurs du LPA et les meilleurs préparateurs de son congrès, et voilà pourquoi cela serait une erreur sectaire d'opposer un programme socialiste.

NOTRE RESPONSABILITÉ

• Comment est-ce que nous pouvons apprécier la position politique de Mazzocchi dans la construction d'un Labor Party ? A de nombreuses reprises, Mazzocchi a dit qu'il était opposé à des sections locales du Labor Party et que, même lorsque le Labor Party sera constitué, il sera opposé à la présentation de candidats aux élections. Au cours de différentes réunions publiques, il a même dit explicitement que son modèle était le Farmer and Labor Party des années 1930, qui a constitué le cadre de la politique du New Deal. Et que, donc, son objectif était de mener une politique de pressions pour que des réformes du type New Deal des années 1930 puissent être accomplies. C'est donc une politique de pressions, une approche du genre "dedans-dehors" par rapport au Parti démocrate. Nous avons la responsabilité de poser la question d'un fonctionnement démocratique d'un Labor Party de haut en bas, de la constitution de sections locales, de la présentation de candidats et de la nécessité d'un programme.

Chaque fois que nous en avons la possibilité, il nous revient de poser ces questions dans le cadre du Labor Party et de ne pas nous situer à la traîne des courants du type New Deal ou "tiers-mondiste".

UN COMBAT UNIFIÉ DES TRAVAILLEURS CONTRE LES PRIVATISATIONS ET LE CAPITALISME

● Je souligne que les grandes luttes contre les privatisations qui ont impliqué des syndicats de masse sont celles des syndicats qui sont largement composés de militants noirs ou latinos. Si l'on examine la situation dans les grandes villes des Etats-Unis, à Los Angeles, San Francisco, Detroit, dans d'autres grandes villes des Etats-Unis, les syndicats les plus combattifs, ceux des services publics notamment, sont des syndicats qui réunissent les travailleurs noirs et les autres.

C'est le cas pour les hospitaliers de Los Angeles, les enseignants, les travailleurs du transport de cette ville. Nous serions opposés à la formation de syndicats noirs séparés. Ce serait au contraire les capitalistes qui seraient satisfaits d'une telle solution. Ce que nous voulons, c'est un combat unifié de la classe ouvrière contre le capitalisme, dans le contexte de l'action politique pour un Labor Party.

Ma position est que nous sommes pour le droit inconditionnel de toutes les minorités à s'organiser comme elles l'entendent sous les formes qu'elles estiment nécessaires. Mais c'est une autre question que de dire qu'il faut former un parti noir dans ce contexte pour constituer un Labor Party. C'est à eux de le décider, pour commencer. Politiquement, quel parti doivent-ils organiser ?

Ma position est que, aujourd'hui, un parti noir aux Etats-Unis pose des problèmes complexes. Un courant comme les Musulmans noirs attire à lui des forces militantes parce qu'il apparaît comme agissant et comme efficace. C'est ainsi qu'ils ont pris l'initiative de la marche sur Washington, à laquelle les Noirs vont massivement participer pour des motifs

anticapitalistes, mais qui se déroule sous la bannière d'un mouvement réactionnaire. Il faut être clair à ce sujet : dans le contexte politique actuel, dire aux travailleurs noirs qu'ils doivent former leur propre parti noir, c'est en fait leur dire de ne pas s'affilier au Labor Party Advocates, pour y combattre en faveur d'un programme tenant compte de leurs revendications spécifiques. Cela me paraît illogique.

(...) En ce qui concerne la préparation du congrès convoqué par le LPA pour la constitution du Labor Party, nous avons besoin d'un moyen d'expression pour organiser la discussion, d'un bulletin qui permette la discussion entre les différents courants indépendants — pas seulement le nôtre — dans le cadre de l'activité d'ensemble du LPA. Nous ne pouvons pas laisser cela à d'autres éléments que nous-mêmes. Nous avons établi un front unique avec Mazzochi sur la question du Labor Party, mais nous avons une conception très différente de ce que doit être le Labor Party. C'est pour cela que nous devons défendre notre droit à un point de vue indépendant sur cette question ; et là est, à mon sens, la faiblesse de la position défendue par le rapporteur : elle ne dit pas clairement comment nous combattons pour le programme du Labor Party.

Je suis d'accord avec le camarade disant qu'il fallait discuter sur le contenu de ce programme. Par exemple, en ce qui concerne la santé publique, nous devons appeler à la nationalisation et au contrôle ouvrier, et pas seulement nous contenter de dire que le programme du Labor Party se limite aux allocations santé pour tous (*single payer*). Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas participer pleinement aux campagnes sur ce point, mais que nous avons une position propre à affirmer là-dessus, comme sur d'autres questions, qui nécessite un moyen spécifique de discussion.

L'autre question, c'est celle de l'économie globale (mondiale) et le programme du Labor Party, car je suis d'accord avec ce qui a été dit sur le fait que la question du Labor Party est d'une importance historique pour le développement de la lutte de classe à l'échelle internationale, et pas seulement aux Etats-Unis. Il faut inviter

les militants de l'Entente internationale des travailleurs — ou, plutôt, il faut que le LPA les invite — à assister au congrès constitutif. Mazzochi, pour sa part, préférerait inviter des gens comme Blair. C'est là le type de Labor Party auquel il pense, le nôtre est bien sûr très différent. Nous voulons un Labor Party qui se situe sur le terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière. C'est pourquoi le programme de ce Labor Party doit avoir une dimension internationale, liant la défense des intérêts des travailleurs américains à la lutte internationale des travailleurs partout dans le monde.

LE DROIT DE DÉCIDER ET LE DROIT DE PROPOSER

● Un camarade a dit, en ce qui concerne le parti noir, que c'était aux Afro-Américains de décider eux-mêmes. Il confond deux choses : le droit de décider et le droit de proposer. Nous avons le droit d'avoir une opinion sur ce qui nous paraît être la meilleure solution et, bien sûr, c'est la classe qui décide. En fait, c'est là une question qui relève de discussions qui ont eu lieu de longue date au sein de notre mouvement, qui portent sur la place des mots d'ordre d'agitation, sur le fait qu'ils visent à aider à la mobilisation des travailleurs et qu'il est donc nécessaire, pour nous, de comprendre ce qui est adéquat pour aller de l'avant.

Pour ce qui est du Labor Party, c'est aussi en un sens une vieille discussion. Autrefois, on nous répondait : "*La question n'est pas à l'ordre du jour, personne n'en parle.*" On ne peut plus nous opposer cet argument, mais il ne faut pas oublier que, objectivement, le Labor Party est à l'ordre du jour depuis longtemps.

Je veux revenir sur la question de notre intervention dans la lutte des classes. Deux aspects sont ici dialectiquement liés : celui des forces dont nous disposons, de la nécessité d'atteindre ce qu'un camarade appelait une "masse critique" permettant notre intervention ; mais, par ailleurs, nous n'atteindrons pas cet objectif si nous ne commençons pas à nous enraciner dans la lutte des classes.

Il nous faut construire Socialist Organizer comme la section américaine de la IV^e Internationale. Je ne suis pas sûr que nous soyons tous d'accord sur la signification pratique de l'internationalisme, l'activité internationale étant parfois considérée comme simplement un fardeau supplémentaire.

Si nous nous concentrons sur les aspects "américains" sans saisir leurs liaisons organiques avec les développements internationaux, si nous faisons en quelque sorte ce qu'on a traditionnellement appelé dans notre mouvement du "national-trotskyisme", nous finirions par être une organisation comme les autres, avec, sans doute, de meilleures idées sur tel ou tel point. Ce serait, en fait, partir d'une conception fautive de la classe ouvrière américaine.

Les travailleurs, aux Etats-Unis, savent que les problèmes sont mondiaux, que la question de l'emploi ici est liée à ce qui se passe ailleurs, dans d'autres pays. Ils savent ce qui se cache derrière les termes de compétitivité, etc. C'est pourquoi nous devons construire la section en refusant de considérer qu'il suffit de temps en temps de participer à une conférence ou à une initiative internationale, mais qu'il nous faut en permanence introduire la dimension internationale dans notre activité et notre intervention nationale.

Une autre question est : comment construire Socialist Organizer. Un camarade a parlé de la nécessité de la formation. Certes. Mais la première question, c'est : à qui s'adresse cette formation ? Et la deuxième question : à partir de quoi, cette formation ? A partir de la nécessité de renverser le système capitaliste et de la lutte de classe elle-même.

Nous savons qu'il y a un écart entre la conscience des travailleurs et les tâches historiques qui sont les leurs. Mais cet écart ne sera pas comblé par le fait que nous expliquions qu'il y en a un. Il ne sera que concrètement dans la lutte des classes et cela signifie pour nous fournir les moyens d'organisation nous permettant de le faire.

L'IMPACT DU LABOR PARTY DANS LES PETITES VILLES

• Je veux souligner les possibilités considérables que nous offre le développement de Labor Party Advocates, l'existence de sections (*chapters*) dans les petites villes. Les possibilités y sont souvent plus importantes que dans les grands centres urbains. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il y a chez les travailleurs une attente qui explique l'accueil que reçoivent des gens nouveaux ne traînant pas avec eux l'héritage du sectarisme et du gauchisme. Il nous faut rejeter la conception fautive selon laquelle les travailleurs — et en particulier les travailleurs blancs dans ce type de villes — seraient réactionnaires. C'est là une généralisation fautive et dangereuse. C'est ainsi que, dans une ville du Montana où s'était constituée une milice réactionnaire et raciste, le conseil local des syndicats a organisé une véritable campagne qui a eu un grand impact.

Parfois, nous avons les plus grandes difficultés — c'est, par exemple, le cas à San Francisco — à constituer des unités vivantes du LPA, parce que nous avons à faire face à l'attitude passive et antidémocratique d'éléments qui sont enracinés dans le LPA depuis le début et qui ne mobilisent pas véritablement dans la voie du combat pour le Labor Party.

Je voudrais signaler l'importance de la constitution du comité de l'Entente à San Francisco, qui s'est constitué d'abord avec des militants qui faisaient partie de la délégation américaine à Banská-Bystrica. Il s'agissait de camarades qui ne partageaient pas les positions programmatiques de la IV^e Internationale, mais qui considéraient qu'une telle initiative correspondait à leur besoin de s'organiser.

Enfin, sur la question du parti noir. Premièrement, comme cela a déjà été dit, ceux d'entre nous qui appellent à "l'intégration révolutionnaire" des Noirs dans le LPA et dans le Labor Party se prononcent bien évidemment sans restriction pour leur droit à s'organiser comme ils l'entendent, et donc, éventuellement, à former un parti noir. Mais cela est différent du fait

de mettre en avant le mot d'ordre du parti noir et je ne pense pas que ma position soit contradictoire avec le fait de tenir compte de la réalité du nationalisme noir, car le point de convergence que nous pouvons établir, c'est celui du droit à l'autodétermination.

Il ne faut pas oublier que le Parti démocrate a, dans toute une série de grandes villes, une base effective dans la classe ouvrière noire, et que, très souvent, ceux qui ont une fonction dirigeante dans les organisations syndicales sont subordonnés au Parti démocrate.

NE SOUS-ESTIMONS PAS CE QUI SE PASSE DANS LES SYNDICATS...

• Il y a une différence entre le Labor Party et un parti socialiste, j'entends fondé sur un programme socialiste. Socialist Organizer est un parti d'avant-garde. L'élément clé dans la formation d'un Labor Party est résumé dans le mot d'ordre même du Labor Party Advocates : *"Les patrons ont deux partis, nous avons besoin d'au moins un parti à nous."* C'est cela qui est central. La classe ouvrière, syndicalement organisée ou non, engagée dans la production ou rejetée de celle-ci, a besoin d'une expression politique propre. Cela signifie la rupture avec le Parti démocrate et, quand on en parle aux travailleurs, ils comprennent de quoi il s'agit. Ils veulent leurs propres candidats. Beaucoup de choses ont été dites, ici, relatives à la question du programme, qui manifestent à mon avis une sous-estimation du point atteint politiquement par les travailleurs, par les syndicats et même par Mazzochi et son entourage.

Le congrès constitutif ne peut que discuter d'une plate-forme politique de mots d'ordre sur lesquels se prononceront les délégués, qu'ils soient délégués des sections du LPA, d'organisations syndicales ou d'organisations locales s'étant prononcées pour le Labor Party.

Il est intéressant de voir les sujets qui sont traités dans l'*Economist Training Manual*, distribué par le LPA. Le premier

sujet, c'est celui de la "Propriété publique, propriété ouvrière", qui pose la question de se saisir des entreprises qui auraient une attitude irresponsable par rapport au mouvement ouvrier ou par rapport à la protection de l'environnement. C'est donc le LPA lui-même qui a mis cette question à l'ordre du jour, partout où il existe, sous une forme organisée. Sont posées les questions du salaire garanti et du plein-emploi. Cette brochure a été diffusée à toutes les organisations syndicales à plus de 35 000 exemplaires.

Aussi ne faut-il pas sous-estimer ce qui se passe dans les syndicats, notamment en termes de résolutions adoptées dans les organisations syndicales. Par exemple, à Chicago, la résolution adoptée par la conférence nationale des syndicats de la construction, toute une série d'éléments qu'on y trouve, paraissent repris de notre *Programme de transition*. Pourtant, il y a une chose qui n'est pas indiquée, qui n'est pas comprise, c'est la question de la nature de classe. C'est à nous d'expliquer ce que signifie "appartenir à la classe ouvrière", de montrer comment les conflits procèdent d'une opposition entre les classes fondamentales différentes qui ne peut se résoudre par la "coopération".

Aujourd'hui, une question immédiate, centrale, est celle de la lutte contre les privatisations. A San Francisco, on se prépare à privatiser les transports municipaux : les travailleurs sont attaqués, vilipendés par la presse bourgeoise pour préparer la privatisation. C'est en intervenant sur ce terrain, pour réaliser l'unité contre les privatisations, que se développe l'action politique pour le Labor Party.

UN ÉLÉMENT DE PATERNALISME ?

● Sur la question noire, je suis, bien sûr, pour le droit de toutes les minorités à s'autodéterminer, à désigner leur propre représentation. Mais je pense qu'il y a, dans la manière dont nous discutons de cette question ici, un élément de paternalisme. Il y a, sans doute, dans la communauté noire, suffisamment de gens intelligents pour décider s'ils veulent leur propre parti ou s'ils ne le veulent pas.

Sur la question Labor Party ou parti socialiste, j'avoue que je ne vois pas clairement le problème. Car étant devenue socialiste, je ne vois pas pourquoi nous combattrions pour un Labor Party qui ne serait pas un parti socialiste.

C'est un fait qu'il n'y a pas aux Etats-Unis une véritable force de gauche constituée. Il y existe une droite, un centre, les républicains, les démocrates, mais pas de "gauche". Si la constitution d'une réelle force de gauche passe par le Labor Party, alors, je suis pleinement en faveur de cette entreprise, si c'est la seule manière d'y arriver.

Aujourd'hui, nous sommes face à une offensive qui vise à reprendre le peu de droits acquis par les minorités. Il faut combattre pour défendre ces droits et pour en gagner d'autres.

QU'EST-CE QUI EST DÉCISIF AUJOURD'HUI ?

● Nous voudrions tous un Labor Party qui soit fondé sur le programme socialiste. Le problème, c'est que, aujourd'hui, la plupart de ceux qui sont prêts à faire le pas de la constitution d'un Labor Party ne partagent pas les options d'un programme socialiste. Un authentique Labor Party, non pas immédiatement mais dans son développement, aura besoin de faire sien un programme socialiste s'il veut demeurer un Labor Party. Mais, aujourd'hui, faisons-nous une précondition de l'adoption d'un tel programme pour constituer le Labor Party ?

Le Labor Party, ce n'est pas la question de son programme — même d'un programme qui serait plus limité que celui qu'une camarade a évoqué en se référant aux documents du LPA. Ce qui compte, c'est que des syndicats qui sont liés au Parti démocrate déclarent maintenant qu'ils sont prêts à construire un Labor Party et que ce parti doit être le cadre politique commun de toutes les tendances et de tous les courants au sein du mouvement ouvrier. C'est là un premier pas décisif. Dans le cadre de ce Labor Party, Socialist Organizer combattra pour un

programme socialiste. Nous n'allons pas cesser d'être des socialistes en juin 1996, quand se constituera le Labor Party. Nous le serons au contraire de plus en plus et nous devons développer et organiser plus solidement Socialist Organizer comme un courant à l'intérieur du Labor Party.

Maintenant, pour en revenir à la question du parti noir, c'est une question concrète. Tout d'abord, il faut être clairs sur ce que nous disons, car nous avons une responsabilité particulière. Le problème n'est pas qu'individuellement nous soyons Noirs ou pas. Nous discutons avec les groupes de militants noirs comme avec différentes organisations, différents courants. Ils soulèvent des problèmes, posent des questions. Que répondons-nous précisément ? Nous ne répondons pas : aux travailleurs noirs, il faut un parti noir, mais un parti noir comme composante du Labor Party. Un camarade a fait allusion au NBIPP (National Black Independent Political Party) et à son échec. C'est là l'expérience tragique de la faillite de la direction du SWP, qui a torpillé cette tentative en l'isolant de tout lien avec le combat pour un Labor Party. C'est la preuve que le combat pour un parti noir ne peut se mener que sur le terrain du Labor Party.

Soyons concrets. Un responsable du BWJ (Black Workers for Justice) nous a demandé : *"Sommes-nous invités à nous asseoir à la table ?"* C'est-à-dire, nous, travailleurs noirs, organisés comme tels, sommes-nous invités à participer à la constitution du Labor Party ? Quelle réponse donnons-nous ? Si la réponse c'est "l'intégration révolutionnaire" dans la constitution du Labor Party, nous ferons des sermons, mais ne convaincrions personne. Ce n'est pas assez pour convaincre les travailleurs noirs, qui sont réservés et méfiants et ont de bonnes raisons de l'être.

Je pense que la réponse devrait être : vous avez une organisation qui s'appelle Black Workers for Justice. Pourquoi n'appelleriez-vous pas à une conférence politique des travailleurs noirs du Sud des Etats-Unis et ne soulèveriez-vous pas la question qu'au sein du processus de construction du Labor Party soit construit un parti politique des Noirs du Sud, qui se situerait au sein du Labor Party ?

On peut répondre : rentrez individuellement, un à un, dans le Labor Party. Je ne suis pas opposé aux adhésions individuelles, bien entendu. Mais nous savons que s'en tenir là écarterait dans les faits nombre de travailleurs noirs qui craindraient d'être simplement absorbés par le Labor Party. Alors, ne faut-il pas, en effet, faire la proposition aux responsables du BWJ de convoquer une telle conférence, de rassembler des milliers de travailleurs, de militants noirs ?

En relation avec la question du Labor Party, un problème essentiel est celui de la démocratie ouvrière. La démocratie ouvrière, c'est d'abord le respect des institutions de la classe ouvrière, de ses instances. Dans le Labor Party, ces institutions sont les sections et, aujourd'hui, celles du LPA.

Aussi, si on propose un bulletin national de discussion, cela soulève un problème, car la discussion doit d'abord commencer à l'intérieur des sections pour tous les adhérents. C'est une discussion pour tous les adhérents du LPA, pas pour des spécialistes ou une catégorie particulière, qui serait reliée par un bulletin à un réseau national.

La démocratie ouvrière veut dire que la discussion doit être organisée dans les sections. Et si nous voulons aider aux échanges politiques entre les sections et à l'échelle nationale, ce qui est nécessaire, alors nous devons le faire dans la clarté. Il n'y a que deux solutions :

— ou bien le LPA lui-même publie un tel bulletin national — et, bien sûr, nous y participons, nous n'avons pas besoin de bulletins séparés ;

— ou alors, si le LPA ne le fait pas, nous pouvons publier un bulletin spécifique au nom de Socialist Organizer. Nous annonçons : Socialist Organizer ouvre la discussion, et nous appelons tout le monde dans le LPA à participer à cette discussion. Cela serait clair. Mais l'idée d'avoir un troisième moyen d'expression qui ne serait ni Socialist Organizer, ni le bulletin officiel du LPA, conduirait à la confusion politique, car cela signifierait que nous nous prononçons pour une zone de discussion particulière avec une prétendue gauche.

LA POPULATION NOIRE EST ELLE AUSSI DIVISÉE EN CLASSES

● Je crois que c'est une erreur de considérer la population noire comme homogène. Il y a en son sein toute une série de tendances. On n'a pas encore mentionné le fait que toute une fraction de la bourgeoisie n'a pas exclu l'éventualité d'avoir un président noir en la personne de Colin Powell. Il n'est pas dément de penser qu'il pourrait être élu, soit avec l'investiture républicaine, soit comme candidat indépendant, compte tenu de la crise du système aux Etats-Unis.

Comme cela a déjà été dit, il y a d'importants secteurs de la population noire qui sont étroitement liés au Parti démocrate, à tel point que, si la candidature de Colin Powell s'imposait, on trouverait bien des Jessie Jackson pour, malgré tout, appeler à voter pour le candidat démocrate. Aussi la question de classe vient-elle au premier plan.

Je travaille quotidiennement avec des Noirs. Ils ne relèvent pas d'une essence mystérieuse. Ils sont eux aussi divisés en classes. Aussi un parti noir pourrait-il être un parti révolutionnaire ou socialiste, mais pourrait être également un parti réactionnaire conduit par un personnage comme Farrakhan, dont le programme raciste et antisémite est tel qu'un journal conservateur a pu dire : *"Je suis pleinement en accord avec la plate-forme de la marche sur Washington."*

Car c'est un programme politiquement conservateur.

La seule chose que souligne Farrakhan, c'est que les Noirs devraient s'inscrire sur les listes électorales. Ce qui veut dire, en clair, qu'il entend monnayer son influence auprès des candidats à la présidence (...). J'espère, pour répondre à ce qu'a dit une jeune camarade, que sa génération au moins verra un parti socialiste dans ce pays. Je ne veux pas passer le reste de ma vie à construire aux Etats-Unis le parti de Mitterrand ou celui de Blair, même si cela devait constituer un petit pas en avant. Je crois que les éléments socialistes doivent clairement expliquer ce qu'ils veulent, expliquer le programme sur lequel doit se

fonder le parti, même si ce n'est pas cela qui arrive aujourd'hui ou même demain.

Le développement de la crise politique peut conduire un Labor Party à adopter le programme socialiste, mais ce programme doit être présent dès maintenant dans notre presse ; car comment pourrions-nous accéder au socialisme si le parti de la classe ouvrière n'était pas fondé sur la perspective socialiste ?

Ce n'est pas le père Noël qui nous donnera le socialisme. C'est pourquoi il nous faut une expression particulière au sein du LPA, car il y a dans le LPA des militants qui peuvent se regrouper sur une orientation claire, mais qui pourtant, aujourd'hui, ne rejoindront pas les rangs de Socialist Organizer.

Les travailleurs agricoles de Beverly, qui sont des travailleurs très mal payés, qui comptent et des Noirs et des Blancs, ont comme principale animatrice de leur syndicat une femme noire qui a accepté de distribuer le matériel du LPA. Je ne lui ai pas demandé de constituer, préalablement, une organisation noire pour s'y intégrer.

POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE DANS LES ORGANISATIONS SYNDICALES

● J'ai eu l'occasion de participer à une activité particulièrement enrichissante cette année. C'est la campagne d'organisation syndicale des assistants de l'université du Kansas.

Nous avons regroupé plus de 1 000 personnes, gagné les élections professionnelles, et c'est un événement qui a eu des répercussions nationales considérables dans les universités, mais aussi plus généralement dans l'American Federation of Teachers, le syndicat des enseignants des Etats-Unis.

Nous avons organisé un comité de liaison d'assistants de douze universités sur tout le territoire des Etats-Unis et cela donne la possibilité de mettre en cause la vieille direction réactionnaire bureaucratique de cette fédération.

Nous avons aussi intégré quelques enseignants à la section du LPA de Kansas City.

Mais nous devons y mener le combat pour la démocratie ouvrière, car là aussi l'attitude de certains rappelle à ceux qui rejoignent le LPA le comportement des bureaucrates syndicaux qu'ils ont combattus.

UNE PLATE-FORME D'ACTION FACE AUX ATTAQUES

● Un camarade a cité le cas de l'intégration au LPA d'une militante noire. Qui pourrait s'opposer à une telle initiative ? Mais la vraie question est : suffit-il de nous féliciter du fait qu'ici et là des militants noirs rejoignent individuellement le combat pour le Labor Party ?

Le problème demeure celui de l'affiliation d'organisations noires au processus de construction du Labor Party. Pour pleinement développer leur propre programme, ils doivent s'associer au LPA et cela signifie construire, quel que soit le nom qu'on lui donne, une "section noire".

Car lorsqu'on parle d'organisations noires, cela signifie aussi celles qui sont sur une position de nationalisme noir. Et je considère très positive la proposition d'une conférence de délégués noirs pour assurer leur association au LPA dans la construction du Labor Party.

A l'intérieur du LPA, au cours de la préparation du congrès constitutif, nous devons concentrer notre intervention sur une plate-forme d'action contre les attaques qui visent tous les secteurs du mouvement ouvrier, notamment pour la défense des travailleurs immigrés. Ce sont là des points sur lesquels nous devons inconditionnellement combattre. Bien sûr, on dira peut-être que c'est là un programme limité. Mais il n'est pas limité si on est un travailleur immigré, il n'est pas limité si on est un travailleur noir à qui on veut arracher les maigres acquis qu'il a pu conquérir. C'est en fait un combat sur les revendications transitoires.

UN COMBAT POLITIQUE

● Sur la question de savoir si la classe ouvrière noire est "invitée à la table" de la constitution du Labor Party, la réponse, à mon avis, c'est qu'il revient aux travailleurs noirs de combattre pour un programme répondant aux besoins de leur défense et pour leur représentation dans la direction de LPA, puis du Labor Party. Et qu'ils combattent notamment pour que les syndicats qui sont majoritairement des syndicats de travailleurs noirs s'affilient au LPA.

En d'autres termes, il s'agit d'un combat politique tout autant que celui que les syndicalistes noirs doivent mener au sein de l'AFL-CIO pour y être équitablement représentés.

Une organisation comme BWJ, par exemple, doit bien sûr avoir sa place, c'est-à-dire celle d'une organisation affiliée au Labor Party, sinon celui-ci ne représentera qu'une fraction limitée de la population travailleuse de ce pays.

Nous sommes d'accord là-dessus, mais nous pensons qu'une forme spécifique, c'est-à-dire le parti noir, n'est pas une forme adéquate pour exprimer cette lutte. Je soutiens le droit des Noirs à former leur parti, mais je ne pense pas que ce soit là la solution. Aussi je fais un amendement à la résolution principale :

"Pour le droit à l'auto-organisation, pour la lutte pour l'autodétermination des travailleurs et du peuple noir, sans préciser que cela passe par un parti noir."

Je fais de cela un amendement et je propose qu'il soit intégré à la résolution (voir plus loin l'amendement n° 1, NDT).

En ce qui concerne le Labor Party, peu de temps nous sépare de la conférence, mais il me semble qu'il est nécessaire d'organiser un moyen particulier pour mener la discussion autour de la constitution du Labor Party. C'est pour cela que je suis pour publier un bulletin, une lettre d'information, fondée sur la nécessité d'une rupture claire avec le Parti démo-

crate et ouvert à tous ceux qui se rassemblent sur cet objectif.

AFFILIER LES SYNDICATS AU MOUVEMENT POUR LE LABOR PARTY

- Nous discutons de savoir qui nous devons regrouper au sein du LPA. Recruter un à un des militants est important, mais les choses ne peuvent en rester là. Par exemple, dans certaines villes, des militants qui ont des responsabilités syndicales importantes ont été gagnés au LPA. Nous devons dans ces cas-là chercher à associer l'organisation ou la section syndicale, lui demander de soutenir le LPA, faire adhérer ses membres. C'est par là que passe un développement concret du LPA.

Bien sûr, on peut recruter un à un, mais la signification du LPA, c'est d'aller vers la constitution du Labor Party. Le Labor Party doit trouver ses racines, sa base dans les organisations mêmes de la classe ouvrière, dans les syndicats, et c'est notre responsabilité que d'être les meilleurs constructeurs du LPA dans ce cadre, c'est-à-dire de le construire comme une expression de la classe ouvrière. Il s'agit d'associer autant les dirigeants que la base et la base que les dirigeants au mouvement pour le Labor Party. C'est comme cela que l'on débordera ceux qui s'opposent à la construction du Labor Party.

Sur la question du droit à la santé, le fait que ce droit soit étendu à tous est la revendication centrale et cela constitue également une rupture tant avec le Parti démocrate qu'avec le Parti républicain. En ce sens, c'est une revendication de caractère transitoire. Je crois que nous devons comprendre ce qu'est une revendication transitoire, sinon, politiquement parlant, nous resterons une formation marginale. Le rôle d'un parti d'avant-garde, c'est d'organiser et d'éduquer les travailleurs, non d'être une secte puriste en marge du mouvement réel.

Il ne faut pas confondre le résultat d'une analyse et une condition que nous imposions. Nous ne disons pas aux travailleurs noirs : vous devez construire un parti noir,

mais nous constatons que le droit du peuple noir opprimé à décider lui-même de son sort implique une expression organisée de ce droit, donc un parti.

LE SILENCE, C'EST LE PIRE PATERNALISME

- Je voudrais écarter une confusion qui pèse sur la discussion et qui a été introduite par le fait que certains camarades ont assuré que mettre en avant le mot d'ordre de parti noir était une forme de paternalisme. Si l'on acceptait cela, cela voudrait dire que nous n'aurions pas le droit de soulever ce problème. Mais alors, se prononcer pour le droit à l'autodétermination d'une minorité serait aussi avoir une attitude paternaliste à l'égard de cette minorité.

En fait, l'attitude la plus paternaliste qui soit était celle des libéraux blancs qui se contentaient d'applaudir à toutes les décisions, même les plus aventuristes, prises par certains secteurs du mouvement noir. Il faut comprendre que notre position procède d'une analyse de la question nationale et de l'oppression particulière que subit le peuple noir. En réalité, la discussion ne porte pas sur le fait de savoir si on a une attitude paternaliste ou non, elle porte sur la validité et les mots d'ordre, sur la nécessité d'appliquer dans les faits les enseignements de la lutte des classes. C'est cela qui est la tâche de l'organisation révolutionnaire, qui ne peut se développer sans y faire face. Sinon, il faudrait admettre que lorsque nous défendons des revendications dont nous disons qu'elles ont un caractère programmatique, nous nous comportons comme des paternalistes à l'égard de la classe ouvrière.

NOUS SOUDER SUR DES MOTS D'ORDRE D'ACTION

- Lorsque se tiendra la conférence constitutive du Labor Party, il faut que nous soyons soudés sur les mots d'ordre que nous mettrons en avant comme indispensables à un tel parti. Les luttes qui se

sont déroulées, notamment à Decatur, montrent à quel point la loi qui autorise l'embauche permanente de travailleurs pour remplacer les grévistes est une arme terrible contre le mouvement ouvrier tout entier. Il faut exiger l'abrogation de cette loi. Il faut qu'il soit clair que tout candidat à une élection qui ne reprendrait pas une telle exigence ne pourrait bénéficier de notre soutien. C'est une manière concrète d'incarner la rupture avec le Parti démocrate.

Un autre exemple : pouvez-vous imaginer l'impact qu'aurait dans la population et la jeunesse noires l'exigence d'une amnistie pour les milliers de jeunes prisonniers noirs, notamment condamnés en relation avec la "guerre de la drogue" et qui sont tous des victimes ? Voilà qui ouvrirait l'accès au Labor Party, pour la population noire, pour les travailleurs noirs. Et donc, lors du congrès constitutif, c'est par rapport à des propositions de ce type qu'il faudra articuler notre intervention.

Réponse du rapporteur

● Toute une série de questions essentielles ont été posées dans la discussion, notamment sur la relation entre notre combat comme socialistes, comme révolutionnaires, et le cadre dans lequel se constitue le Labor Party ; sur la signification du fait que nous n'opposons pas un programme socialiste comme une précondition à la constitution du Labor Party, que nous devons saisir des mots d'ordre qui prennent un caractère transitoire, comme le droit à la santé pour tous, tout en nous plaçant à chaque moment dans une perspective de combat pour le socialisme. Nous avons mené cette discussion à partir de notre héritage théorique et de notre expérience.

Nous faisons la différence entre l'agitation et la propagande, entre les mots d'ordre qui, à ce moment, permettent d'aider à la mobilisation de millions de travailleurs et une attitude qui nous isolerait du cours concret de constitution du Labor Party, ce qui serait le cas si nous érigeons comme préalable le programme socialiste complet que ce parti devrait adopter pour naître.

La difficulté, bien sûr, c'est que la discussion n'a pas toujours abouti à des amendements et des contre-propositions claires, et il y a une part d'imprécision sur certaines positions.

Je me suis référé dans mon rapport à des questions et des précisions autour desquelles, à mon avis, s'articule le combat pour la constitution du Labor Party et

donc les points qu'une plate-forme d'action de ce parti devrait contenir : la question du droit à la santé, celle des droits des travailleurs immigrés, qui constitue une question centrale, car c'est autour de cette question qu'on essaie de diviser la classe ouvrière en dressant les travailleurs américains contre les Latins.

Je crois qu'il y a parfois une tendance à considérer que les jeux sont faits, qu'il va se tenir une bonne conférence constitutive dans quelques mois. En réalité, le caractère de cette conférence n'est pas gagné. Il y a une bataille à mener dès maintenant et le rapport et la résolution politique dégagent les axes concrets de cette bataille. C'est une bataille qui comprend l'action constante pour élargir le LPA, assurer ses bases dans la classe ouvrière. Cela implique des conflits avec les éléments dirigeants. C'est le droit de chaque section du LPA que de présenter ses propres positions sur tel ou tel point, de rassembler autour de son action. Il y a certainement des formes extrêmement différentes par lesquelles on peut avancer vers le congrès. De ce point de vue, je crois que la discussion qui a eu lieu ici est une discussion riche, qui s'est développée dans un même cadre programmatique et qui est fondée sur l'expérience de notre lutte, cela quelles que soient les divergences et la passion avec laquelle chacun a défendu son point de vue.

Il a été souligné par le représentant de l'Internationale que cette discussion était essentielle pas seulement ici, aux Etats-

Unis, mais qu'elle avait une valeur certaine pour tous ceux qui, partout dans le monde, combattent pour des partis ouvriers indépendants, pour toutes les sections de l'Internationale. C'est pourquoi je propose que, sous une forme appropriée, mais respectant le contenu de la discussion, ces éléments soient publiés dans notre journal et, si possible, dans *La Vérité*, revue de la IV^e Internationale.

Je l'ai dit, il y a un combat à mener. Mais comment le mener ? Je pense que nous devrions avoir dans notre journal, *The Organizer*, non pas forcément une page régulière, mais des suppléments traitant des questions qui sont débattues dans le LPA, en relation avec la préparation du congrès constitutif du Labor Party. Il faudra que ces pages traduisent la réalité de la discussion dans toutes les villes où nous sommes actifs et où nous participons donc à la construction du LPA. C'est dans notre journal que nous pouvons parfaitement expliquer le lien entre notre programme révolutionnaire d'ensemble et les formes transitoires dans lesquelles il s'exprime dans la voie de la construction du Labor Party.

Nous expliquerons pourquoi nous sommes en faveur de la nationalisation et du contrôle ouvrier de l'industrie pharmaceutique et des services de santé, mais pourquoi la meilleure manière de combattre aujourd'hui pour cela, c'est de combattre inconditionnellement sur le mot d'ordre : "*Droit à la santé pour tous !*" Je suis donc en désaccord avec l'idée d'un bulletin particulier des partisans de la "rupture nette" (*clean break*), car je suis pour que les moyens de la discussion soient donnés à tous les membres du LPA au travers de leurs instances. C'est la voie la plus sûre pour nous enfermer dans un dialogue sans avenir avec des groupes sectaires et aigris par leur propre sectarisme.

A propos des comités de l'Entente, je suis parfaitement d'accord avec la camarade qui a dit que c'était un faux débat de prétendre que la mise en place de tels comités représentait une dépense de temps et d'activité qui sans cela aurait été affectés à notre propre construction. Et je crois qu'il faut insister sur le caractère positif de l'activité menée par le comité de

l'Entente de San Francisco. Les larges campagnes internationales de soutien aux travailleurs du jute au Bangladesh, aux travailleurs des transports urbains à Mexico constituent un élément de renforcement de l'Entente internationale à l'échelle mondiale et par là même renforcent les bases de notre propre travail. Je ne dis pas qu'il s'agit d'un modèle qu'il faut appliquer partout, mais, en tout état de cause, ce n'est pas contradictoire, au contraire, avec le développement de Socialist Organizer.

Je suis convaincu qu'il y a un élément de portée générale, à savoir que des militants qui ne partagent pas l'ensemble de nos positions et qui se situent sur le terrain de la politique indépendante et de l'internationalisme travaillent ouvertement avec nous, qui sommes les militants de la IV^e Internationale.

C'est un développement qui n'est pas isolé de l'ensemble de nos tâches. Si nous voulons renforcer le mouvement pour un Labor Party, mouvement dont nous sommes une composante, il nous faut renforcer Socialist Organizer.

J'en viens maintenant à la question du parti noir. Tout d'abord, cette question est liée à notre droit imprescriptible de faire dans le mouvement ouvrier, à toutes les tendances, à toutes les composantes de celui-ci, des propositions qui nous paraissent répondre aux besoins de la lutte des travailleurs.

J'ai, pour ma part, rencontré et ai discuté avec des dirigeants de BWJ. Je leur ai bien entendu demandé de s'affilier au LPA. Ils me répondaient :

"Mais qu'est-ce qu'il s'y passe ? Est-ce que les gens qui ont pris l'initiative de ce regroupement ont dans l'idée de défendre les droits des travailleurs noirs ?"

Je disais, évidemment, que pour défendre ces droits, il fallait combattre aussi à l'intérieur du LPA. Mais s'ajoute ici une autre dimension essentielle à cette discussion. Dans notre journal, l'un des militants ouvriers noirs que j'ai rencontrés en Caroline du Sud est interviewé et il dit ceci :

"Les travailleurs noirs doivent aussi se mobiliser pour le congrès de juin 1996, pour la formation d'un Labor Party aux Etats-Unis. Un parti qui affirme défendre les intérêts des travailleurs et des opprimés des Etats-Unis doit aussi se prononcer sur les revendications du pouvoir noir pour que le droit à l'autodétermination du peuple soit partie intégrante de son programme. Les chances de voir cela se réaliser sont minces, sans l'intervention organisée (je souligne organisée) des travailleurs noirs, c'est-à-dire l'implication organisée des travailleurs noirs dans le processus de constitution d'un Labor Party. Cette question se pose et ce n'est pas seulement ici qu'elle a été posée. Cette affirmation, dans ce cas, a pris la forme de la constitution d'un mouvement d'unité des travailleurs noirs. Et cela rend d'autant plus urgente la constitution d'un Congrès ouvrier noir."

● **Présentation par le rapporteur de l'enjeu du vote :**

● Le vote pour ce rapport et pour le projet de résolution qui vous est soumis signifie, comme je l'ai indiqué dans mon rapport introductif, que nous devons exprimer notre point de vue indépendant dans notre journal, dans des brochures. Cela signifie qu'à cette étape nous n'allons pas engager une campagne pour un programme "socialiste" au sein du Labor Party, et cela signifie que nous adoptons la ligne générale du projet de résolution qui vous est soumis.

● **Présentation d'un amendement sur la question noire (amendement n° 1) :**

● Il est décisif pour nous de nous orienter vers la communauté noire et les travailleurs noirs. Mais comment le faire ? Amener les travailleurs noirs et latinos à l'intérieur du processus de la lutte pour un Labor Party est une question centrale, car le Labor Party doit être à même de refléter les intérêts des travailleurs noirs et de l'ensemble des Noirs. Le sens de mon amendement est de dire : pour une mobili-

Tout cela constitue l'appel au sein du mouvement de libération noir à la formation d'une organisation politique qui participe pleinement à la constitution du Labor Party. La ligne politique que nous mettons en avant est celle de la nécessité d'une organisation politique noire comme composante à part entière du Labor Party, non que nous voulions mécaniquement l'imposer, mais elle surgit des conditions mêmes de la lutte des travailleurs noirs.

L'appel à la constitution d'un parti noir signifie que nous invitons les travailleurs noirs à s'organiser, sous la forme qu'ils estiment la meilleure, pour pleinement contribuer à la constitution du Labor Party. La question du droit à l'autodétermination inclut automatiquement ce droit à constituer un parti noir.

sation indépendante des Noirs, avec des commissions noires et des conférences noires et le droit à des organisations de défense au sein de la communauté noire. En même temps, cela est lié à notre combat pour le Labor Party en rapport avec les syndicats. La majorité des syndicats, ce sont des syndicats des services publics qui sont très largement composés de Noirs et qui sont soumis à des plans de privatisation et des coupures de budgets sociaux. Il s'agit donc de relier ces syndicats, dont les directions sont généralement composées de Noirs et de Latinos, au combat pour le Labor Party. Voilà comment, à mon avis, on peut envisager concrètement le combat pour la défense des intérêts des travailleurs noirs dans le cadre du Labor Party.

● **Présentation par le rapporteur d'un auto-amendement sur la question noire (amendement n° 2) :**

● Camarades, à la lumière de la discussion d'hier, et compte tenu de ce que la discussion sur le parti noir ne s'est sans doute pas encore développée complète-

ment au sein de notre organisation, je voudrais, tout en restant dans le cadre du rapport que j'ai présenté hier, présenter l'auto-amendement suivant au projet de résolution politique qui vous est soumis, amendement qui vaut aussi pour le rapport que j'ai présenté hier et pour la conclusion que j'ai faite. L'amendement consiste en ceci : partout où il est question d'un parti noir, le remplacer par la formule suivante : "*organisation politique noire indépendante (qui pourrait prendre la forme d'un parti noir) comme une composante du Labor Party*".

La question essentielle pour nous est d'affirmer que nous sommes pour l'organisation des Noirs par eux-mêmes, constituant leurs propres organisations politiques, dont nous estimons qu'elles devraient être partie prenante du Labor Party. Soulever cet aspect "partie prenante du Labor Party" est essentiel. Un parti peut-il être membre d'un autre parti ? Cela peut sembler bizarre. Avant qu'il y ait un Labour Party en Grande-Bretagne, personne ne pouvait imaginer, par exemple, que les syndicats seraient une composante du Labour Party. Jamais, avant cela, des syndicats n'avaient été une composante du parti ouvrier. Il n'y a jamais eu dans notre pays de Labor Party et personne ne peut dire par avance quelles en seront les formes. Mais la question essentielle est la suivante : à mes yeux — je ne peux vous l'imposer, mais c'est mon opinion — la question du parti noir est essentielle.

Quand un million de personnes s'apprentent à marcher sur Washington, indépendamment de la personnalité de Farrakhan, indépendamment du fait que la majorité d'entre eux ne sont pas d'accord avec Farrakhan, que font-ils, sinon d'affirmer la nécessité, pour les Noirs en tant que tels, qu'on ne peut pas réduire à la classe ouvrière noire, de disposer de leurs propres expressions politiques ?

Je considère que l'amendement présenté par le camarade qui m'a précédé est contradictoire avec l'orientation du rapport et de la résolution. Pourquoi ? Parce qu'il ne prend pas en compte la question noire en tant que telle, ni la question de l'organisation politique noire, qu'il réduit à la question de la classe ouvrière noire. Nous devons discuter avec les militants noirs avec qui nous sommes en contact de quelle forme serait la plus adaptée pour l'organisation politique indépendante des Noirs. Je ne crois pas qu'il soit suffisant de dire au million de Noirs qui seront dans la rue à Washington dans une semaine : nous sommes pour des commissions noires au sein du Labor Party. La question de leur organisation en tant que telle est posée. En tout état de cause, je propose que pour notre prochain congrès la question noire soit à l'ordre jour afin que la discussion puisse se poursuivre et se conclure.

Réouverture d'une discussion spécifique sur les amendements :

- S'il existe des commissions noires ou des commissions femmes dans les organisations ouvrières, je suis pour. Et je ne suis pas contre qu'il y ait de telles commissions dans le Labor Party s'ils veulent le faire. Ainsi, dans la ville où je milite, il existe des coalitions de syndicalistes noirs. La plupart d'entre eux, d'ailleurs, ne soutiennent pas le Labor Party, mais le Parti démocrate.

J'invite les camarades à relire l'histoire du mouvement communiste et du mouvement trotskyste aux Etats-Unis et les problèmes qu'il y a eu avec les fédérations de langues étrangères au sein du Parti communiste lorsqu'il s'est constitué.

Il y avait deux Partis communistes, l'un était dominé par ceux qui étaient d'origine étrangère et l'autre était dirigé par ce que Cannon appelle "la direction américaine".

Je ne veux pas voir le Labor Party confronté aux mêmes problèmes que le jeune Parti communiste confronté à ces fédérations de langues. Ces fédérations avaient du bon, car elles permettaient l'intégration des travailleurs d'origine étrangère au sein du mouvement communiste, mais elles sont devenues un obstacle. J'ai le sentiment qu'appeler à la formation d'un parti noir rend confuse la question, à l'instar de l'exemple que je viens de donner.

• J'ai toujours ressenti un certain malaise quant à la manière dont nous exprimions notre position dans le journal : une petite organisation blanche en appelant à la constitution d'un Labor Party, puis d'un parti noir. Je suis d'accord avec la formulation de l'amendement présenté par le rapporteur. J'ai en mémoire l'époque du combat pour les droits civiques avec le soulèvement des Noirs dans tout le pays : il apparaissait alors naturel que les Noirs posent la question de l'organisation politique indépendante. Mais le problème, à l'époque, c'est la manière paternaliste dont le SWP a posé le problème. Ils ont apporté un soutien inconditionnel, non critique, aux dirigeants noirs de l'époque. Cela est une erreur sérieuse. Je suis pour l'auto-organisation de la communauté noire, même si c'est une question qu'il faut aborder avec tact et prudence.

• A écouter l'amendement n° 1, il pourrait sembler qu'il n'y a pas de désaccord fondamental et qu'on est d'accord avec tout ce qui est dit. Après tout, l'amendement traite de l'auto-organisation, de l'autodéfense, de la mobilisation de la classe ouvrière noire... Que signifie-t-il en réalité ? Il est tellement général qu'il pourrait sembler ne rien signifier du tout. Mais le véritable problème, c'est qu'il est présenté comme un amendement à la résolution et qu'il est précisément tourné contre la formulation sur le parti noir. De ce point de vue, il est contradictoire et c'est pourquoi il doit être rejeté. Que signifie être pour le droit à l'auto-organisation de la classe ouvrière noire, tout en étant contre le parti noir ou contre toute forme d'organisation politique noire indépendante ?

• Une nouvelle discussion sera certainement nécessaire, car nombre de questions soulevées — incluant la révolution permanente — sont en cause, qu'il faudra discuter au prochain congrès. La question est extrêmement concrète. La question d'un parti noir est à l'ordre du jour. Cela ne relève pas d'une décision de Socialist Organizer. Que nous le voulions ou non, cette question est à l'ordre du jour. Quand un million de personnes s'apprentent à se

mobiliser dans le cadre de la manifestation du 16 octobre prochain à Washington, cela signifie que les Noirs ne reconnaissent aucune des représentations politiques existantes. Il n'est pas en notre pouvoir de modifier cela. Les Noirs pensent que personne, à ce stade, n'est en mesure de les représenter. Ont-ils raison, ont-ils tort ? Je pense qu'ils ont raison.

Bien sûr, nous préférerions que des millions de Noirs américains reconnaissent la IV^e Internationale comme leur représentation politique. Mais ce n'est pas le cas. Et je ne pense pas que ce soit le cas dans les prochaines semaines. Ont-ils raison, ont-ils tort de dire : nous ne reconnaissons pas plus les démocrates que les républicains ou encore les dirigeants des organisations syndicales et même la direction du futur Labor Party comme notre représentation politique ? Ils ont raison. Sans doute pas du point de vue de la perspective historique, mais d'une manière immédiate, ils ont raison d'exprimer leur défiance à l'égard des manœuvres, des pièges qui leur ont été tendus depuis des années et des années. Ils n'ont pas confiance. Qu'avons-nous à dire ? Supposons que nous ayons suffisamment de force pour nous adresser à ceux qui vont manifester le 16 octobre à Washington, que leur dirions-nous ? Faudrait-il leur dire : messieurs, vous devez choisir entre suivre Farrakhan ou nous suivre dans le Labor Party ? Est-ce là l'alternative qu'il faudrait poser ? Une telle politique laisserait les mains libres à Farrakhan. Le meilleur moyen de combattre Farrakhan et tous ces prétendus nationalistes noirs et petits-bourgeois réactionnaires est de les combattre sur le terrain même où ils prétendent se situer.

Il s'agit de s'adresser aux Noirs et leur dire : vous n'avez confiance dans aucune des représentations politiques existantes, et vous avez raison. Vous voulez votre propre parti, vous avez raison. Vous voulez votre propre parti noir, vous avez raison. Et nous disons : un tel parti, s'il s'agit de défendre réellement les intérêts du peuple noir, devrait être un parti combattant contre les privatisations, pour l'instauration d'un véritable système de sécurité sociale, contre les coupes effectuées dans les budgets sociaux. Et nous

disons : cela met à l'ordre du jour le lien à établir entre un tel parti et l'ensemble des opprimés, l'ensemble des exploités. Cela met à l'ordre du jour la liaison entre un tel parti noir et le Labor Party. Voilà pourquoi nous proposons qu'un tel parti noir se construise comme une composante du Labor Party. Ne pas dire ouvertement aux Noirs : vous voulez un parti noir et vous avez raison, et sur cette base discutons ; dire, au contraire : vous voulez un parti noir, nous voulons bien vous concéder des commissions noires, des commissions ouvrières noires, c'est apparaître aux yeux

• **Vote sur les amendements :**

Amendement n° 1 : repoussé.

Amendement n° 2 : intégré.

• **Vote sur la ligne générale du rapport et de la conclusion, ainsi que sur le projet de résolution politique, intégrant l'amendement n° 2 : adoptés.**

des Noirs eux-mêmes comme l'aile d'extrême gauche de tous ces libéraux en tout genre qui veulent bien tout accepter... mais surtout pas une organisation politique noire indépendante, car cela les effraie. Nous n'avons pas à avoir peur. Nous n'avons aucune garantie, un tel parti peut, bien sûr, être un parti réactionnaire. Soit dit en passant, un Labor Party, lui-même, peut très bien devenir, à bien des égards, très réactionnaire, et nous n'avons pas plus de garanties. Mais nous combattons sur ces perspectives.

1990-1995 : La guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie

Par Lucien GAUTHIER

Depuis quatre ans, se déroule au cœur de l'Europe une guerre des plus meurtrières, avec son cortège de morts et de blessés, de femmes, d'enfants et de vieillards jetés sur les routes, et d'actes barbares. 4,5 millions de "personnes déplacées" (le quart de la population !), dit-on pour décrire l'exode massif...

"Personnes déplacées" : l'expression est de sinistre mémoire. Elle a désigné, après la Deuxième Guerre mondiale, les rescapés des camps de concentration et les populations victimes de déplacements de frontières, qui erraient sur les routes de toute l'Europe à la recherche d'un nouveau foyer. "Personnes déplacées" : le terme revient sur le devant de la scène. Plus de 4 millions sur les routes de l'ex-Yougoslavie, toutes "nationalités" et "ethnies" confondues dans un même drame.

"Les guerres de la destruction de la Yougoslavie ont impliqué pour l'essentiel de brutaux déplacements de population destinés à découper, à partir des ruines d'une société à multiples composantes, des zones territoriales ethniquement pures. Dans la mesure où ce processus destructif est maintenant virtuellement terminé après l'exode serbe de Croatie de ce mois, les perspectives de paix peuvent être plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été depuis quatre ans",

écrit le correspondant à Belgrade du *New York Times*, qui ajoute :

"La dure réalité du mouvement d'ensemble des peuples, assurent des diplomates européens, constitue le fac-

teur central de la nouvelle initiative américaine, qui a conduit le secrétaire d'Etat adjoint, Richard Holbrooke, ce mardi à Belgrade, pour des discussions avec le président Milosevic."

La "dure réalité", ou l'aveu froid et cynique d'une politique mise en œuvre depuis quatre ans par les grandes puissances impérialistes. Et pourtant, depuis quatre ans, les "commentateurs" avertis, les "spécialistes" ne cessent de répéter que l'ex-Yougoslavie est le théâtre de conflits "interethniques", que les Serbes en sont les principaux responsables, eux qui se livrent à la "purification ethnique".

Depuis quatre ans, les mêmes "commentateurs" se désolent des vains efforts

de la "communauté internationale" pour aboutir à un accord que la "barbarie" de ces peuples balkaniques interdit.

Depuis quatre ans, des "intellectuels", des "démocrates" de "gauche" et "d'extrême gauche", au nom de "l'ingérence humanitaire", ne cessent d'appeler de leurs vœux une intervention militaire pour instaurer la "paix". Cette "paix", on nous la promet enfin avec le nouvel accord de cessez-le-feu d'octobre 1995 et l'ouverture de "négociations" sous l'égide des Etats-Unis d'Amérique.

Carl Bildt, le "médiateur" officiellement désigné par l'Union européenne pour la Yougoslavie, a déclaré dans une interview :

"C'est vrai, nous ne pouvons rien faire sans les Américains (...). La relation atlantique est primordiale lorsqu'on parle de sécurité et c'est une leçon qu'il faut tirer pour le futur" (La Croix, 5 octobre 1995).

En réalité, le nouveau plan de "paix" américain n'est rien d'autre que la poursuite de la partition et de la "cantonnisation" de la Yougoslavie et de la Bosnie, et la reprise des précédents plans de "paix" qui, en prétendant séparer "ethniquement" des populations imbriquées depuis des siècles sur un même territoire, alimentent et provoquent les conflits depuis quatre ans.

A l'inverse de ce qui est communément dit, ce ne sont pas les peuples qui sont responsables de la guerre : les responsables, ce sont d'abord et avant tout les grandes puissances impérialistes, avec leurs instruments, les mafias nomenklaturistes, à travers leur politique de partition et de "cantonnisation" de la Yougoslavie.

Après avoir rappelé les causes du conflit, qui résident dans la politique de remise en cause de la propriété sociale menée par le Fonds monétaire international (FMI) et les nomenklaturas, nous entendons montrer dans cet article en quoi le jeu des grandes puissances a sans cesse provoqué un regain de massacres, dont les peuples — tous les peuples — de Yougoslavie ont souffert et souffrent encore.

3 JUILLET 1941 : LA GUERRE DES PARTISANS COMMENCE. LA FÉDÉRATION YUGOSLAVE VA NAÎTRE.

Contrairement à l'idée que l'on voudrait maintenant accréditer, les peuples vivaient en paix dans la Yougoslavie moderne.

En dépit du passé et des séquelles de l'histoire, les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités s'étaient unis dans le combat contre la guerre d'extermination de Hitler, contre la colonisation sauvage et brutale.

L'armée des partisans regroupait 500 000 combattants, s'appuyant sur des millions et provenant de tous les peuples de Yougoslavie.

C'est pourquoi les tentatives de restaurer la royauté et l'Etat bourgeois, imposées par Staline et Churchill au nom de Yalta, firent long feu face à la mise en mouvement des millions de femmes et d'hommes qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n'entendaient pas en remettre les clés à ceux qu'ils venaient de chasser. La lutte unie des ouvriers et des paysans de toutes nationalités expropriait le capital et établissait la propriété sociale, fondement de la Yougoslavie moderne.

C'est donc dans des circonstances historiques données que s'est créée, contre les accords de Yalta et contre Staline, la nouvelle Yougoslavie, produit de la mobilisation ouvrière et paysanne de toutes nationalités, scellant l'unité des peuples sur la base de l'expropriation du capital (pour une présentation historique de la Yougoslavie, se reporter à *La Vérité*, n° 610, octobre 1992).

La marche à la propriété sociale, sur la base de l'abolition de la propriété privée, donnait sa base matérielle à "l'aspiration yougoslave" de différents peuples qui cherchaient à se rassembler dans un cadre de coopération fraternelle permettant de jeter les bases du règlement du problème national des Balkans, qui ne pouvait être réalisé que dans une société fondée sur l'expropriation des capitalistes.

Pour avancer dans la voie du règlement de la question nationale dans les Balkans, une telle fédération aurait dû regrouper l'ensemble des Etats de la région. C'est précisément là qu'intervient Staline et l'appareil international du Kremlin, qui vont, au compte de l'impérialisme et des accords de Yalta, interdire la constitution d'une telle fédération, qui aurait impliqué la remise en cause de l'ordre social capitaliste dans la région. On en voit l'illustration par l'écrasement de la révolution grecque par le Kremlin, en accord avec les Britanniques.

La fédération se limitant à la seule Yougoslavie, puis l'isolement de celle-ci à la suite de la rupture avec l'URSS verront la direction titiste, pour se préserver comme caste, exprimer pleinement — après avoir dû s'appuyer partiellement sur les masses en 1947-1950 — sa nature réactionnaire : parti unique, purges, répression, utilisation de la question nationale par le sommet titiste pour affirmer sa position dominante sur une bureaucratie composite et contre les masses.

En effet, à chaque étape de la montée du mouvement des masses, en 1960, en 1968, puis en 1971, Tito va utiliser la question nationale pour procéder à des purges, d'abord en s'attaquant au "nationalisme serbe" pour exclure une partie de la direction, puis, dix ans plus tard, en s'attaquant au "nationalisme croate" pour "purger" une nouvelle fois.

A chaque fois, il va user de la "question nationale" pour tenter de diviser les travailleurs. C'est ainsi que, confronté à une crise de tout l'appareil bureaucratique, qui avait franchi une nouvelle étape en 1968 sous l'effet des mobilisations de la jeunesse et des travailleurs, et alors qu'une véritable révolte, le "Printemps croate", surgissait en Croatie en 1971, Tito créa en Bosnie, en 1971, la nationalité "musulmane", identifiant une "nationalité" à une religion, imposant aux Bosniaques "ethniquement" serbo-croates par leur origine historique, "islamisés" lors de l'occupation turque, de devenir des citoyens "musulmans", et ce, dans une République où 30 % des mariages étaient mixtes !

En 1974, il établit une nouvelle Constitution fédérale, redécoupant les

compétences et les responsabilités de chaque république. Par cette tentative "bonapartiste" de rééquilibrer les rapports au sein de la bureaucratie — en sous-trayant, par exemple, le Kosovo à la Serbie et en le constituant en "territoire autonome" —, contre la volonté de certaines fractions de la bureaucratie de Serbie, il semait avec cette révision constitutionnelle de nouveaux germes de compétition "nationale" entre les républiques.

"La Constitution de 1974 amorce un transfert du centre de gravité de la vie économique et politique vers les républiques, les transformant progressivement en autant de baronnies contrôlées par les appareils communistes locaux" (J. Rupnik, *De Sarajevo à Sarajevo*, éditions Complexe).

Cette réforme remettait en cause le cadre fédéral de la Yougoslavie, en cherchant à disloquer la planification fédérale, instrument d'organisation de la propriété sociale. A travers ces mesures, la bureaucratie titiste, au nom de l'intégration au marché mondial dominé par l'impérialisme, cherchait à saper les bases de la propriété sociale sur lesquelles était fondée la Yougoslavie et, par là, faisait resurgir les questions nationales.

La véritable cause de cette politique titiste d'utilisation de la question nationale est à chercher dans le développement de plus en plus massif du mouvement des masses contre la dégradation de leurs conditions de vie et d'existence, sous l'effet des "réformes économiques du marché" mises en place par le régime de Tito qui, rappelons-le, était présenté alors par les puissances impérialistes comme le "modèle" et la "vitrine des réformes de marché" pour tout l'Est européen.

1965 : LA "DÉCENTRALISATION" CONTRE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Sous couvert "d'autogestion", la bureaucratie titiste va commencer à remettre en cause le caractère planifié de

l'économie fondée sur la propriété sociale, en "décentralisant" celle-ci au niveau de chaque république et en permettant l'ouverture aux capitaux et aux importations étrangères. En 1965, la réforme économique ouvrit la voie à la privatisation et à la pénétration de capitaux étrangers pour la formation de "joint-ventures". Les résultats ne se firent pas attendre : ralentissement de la croissance économique et des investissements, augmentation du chômage, de l'émigration (1971 : 300 000 chômeurs et près d'un million de travailleurs émigrés) ainsi que des prix.

Cette "décentralisation" représentait la première attaque importante contre le régime de la propriété sociale, disloquant le caractère fédéral de l'économie. Elle eut pour résultat que, durant la période 1970-1987, les marchés de chaque république tendirent à s'autonomiser progressivement, et enregistrèrent un taux annuel moyen de 0,73 % de réduction des échanges avec les autres républiques. La fermeture s'intensifia à partir de l'adoption de la nouvelle Constitution de 1974, qui instaura la quasi-fermeture générale des républiques avec la construction de raffineries, d'aciéries et d'autres industries de base dans toutes les républiques. La dislocation du cadre fédéral était en marche, en reliant chaque république au marché mondial dominé par l'impérialisme.

Cette nouvelle Constitution et la politique qui l'accompagne vont accroître les inégalités économiques et sociales que le développement économique d'après-guerre avait tendu à réduire sur la base de l'expropriation du capital : à la fin des années 1950, le revenu par tête d'habitant au Kosovo, territoire le plus pauvre, représentait 65 % de celui de la Slovénie, territoire le plus riche. En 1971, il tombait à 50 % et, en 1980, il n'était plus que de 15 % ! La politique des nomenklaturas mercenaires du FMI équivalait à une mise en coupe réglée des travailleurs et des peuples. Parallèlement, vouloir liquider la propriété sociale signifiait un renforcement de l'oppression nationale des peuples et des minorités nationales en cherchant à les dresser les uns contre les autres. Car en remettant en cause les acquis communs de la lutte de classe des ouvriers de toutes nationalités, fondés sur la propriété sociale, la bureaucratie titiste et l'impé-

rialisme devaient faire resurgir les questions nationales.

Dans les années 1970, 15 % de la population se situaient en dessous du seuil de pauvreté, 48 % au milieu des années 1980 et 60 % à la fin des années 1980 ! La cause ? A la fin des années 1970, conséquence de la politique procapitaliste de la bureaucratie titiste, la Yougoslavie se retrouve avec une dette de 20 milliards de dollars. Elle se voit imposer par le FMI les fameux plans d'ajustement structurel qui, dans tous les pays et sur tous les continents, ont conduit aux mêmes désastres (le service de la dette mobilisait 25 % des exportations en 1978 et 45 % en 1983).

Afin de payer les 3 à 4 milliards annuels de remboursement des intérêts de la dette et simplement la maintenir à ce montant, la bureaucratie va saigner le pays. Elle porte une série d'attaques meurtrières contre la population à travers une coupe drastique dans tous les budgets sociaux et des séries de licenciements, et ce, avec une inflation de 2 000 %.

Ces attaques contre la propriété sociale signifiaient en réalité la liquidation de branches entières de l'économie, son pillage et un retour en arrière pour toute la société, puisque, sous couvert "d'ouverture" au marché mondial, il s'agissait de briser le marché fédéral constitué entre les différentes républiques sur la base de la propriété sociale.

Dans un article de la revue grecque *Eleuherotypia* (traduit dans *Courrier international*, 4 décembre 1993), sous le titre "Pour en finir une bonne fois pour toutes avec les mythes yougoslaves", on pouvait lire :

« Le changement décisif s'est produit entre 1987 et 1989. Tout a commencé en février 1987, avec le gel anti-inflationniste et souvent la diminution des salaires sous le contrôle du FMI. A suivi, en 1988-1989, le changement radical de la législation économique (...). Ces réformes ont été décidées avec l'accord et le soutien tant des républiques du Nord que de Belgrade (...). Désormais, les entreprises auront le droit de licencier la main-d'œuvre excédentaire et les syndicats ne pourront plus influencer de l'intérieur la structure du coût des produits », avait

souligné le ministre de la Planification économique serbe, M. Tchernobernia. "Nous accordons une importance cruciale au rétablissement d'une liberté totale du marché du travail. Les salaires seront établis selon la loi de l'offre et de la demande", ajoutait M. Rancovic, professeur à l'université de Belgrade (...).

Quant aux problèmes sociaux qui risqueraient de provoquer un changement dans cette politique, le professeur Rancovic résuma ses attentes : "Nous sommes plus optimistes que jamais. Grâce à la libéralisation totale de l'économie, des capitaux venant de l'étranger et de l'intérieur vont être investis en masse. Les chômeurs seront pris en charge par la main invisible du marché." *Bientôt, la main invisible a commencé effectivement à produire ses miracles : 376 000 licenciés, restés sans emploi à la fin de 1989, et 476 000 un an plus tard... La majorité d'entre eux était issue de l'actuelle "petite Yougoslavie" (Serbie et Monténégro) : 169 000 et 199 000 respectivement, qui allaient devenir 240 000 en 1991.* »

Et les auteurs de poursuivre :

"Les événements des années 1987-1989 montrent comment fut accueillie la nouvelle politique économique par la population, qui a été appelée à payer les erreurs du passé. Le gel des salaires provoqua en mars 1987 un énorme mouvement de grèves dans les centres industriels de la Croatie. Rapidement, il gagna l'ensemble du pays, obligeant le gouvernement Milosevic à faire provisoirement marche arrière et à agiter la menace de faire usage de la violence pour ramener l'ordre. Cette confrontation entre le gouvernement et les travailleurs s'est poursuivie : 1 623 grèves (365 000 participants) en 1987, à comparer aux 174 grèves (11 000 participants) en 1982, et 1 360 grèves rien qu'au cours des neuf premiers mois de 1988..."

Les auteurs de cet article démontrent précisément que, face à la puissance du mouvement des masses, la bureaucratie devait chercher à diviser les travailleurs. Ils concluent :

"Le Parlement fédéral était devenu la cible permanente de manifestants en rage

qui allaient souvent à pied jusqu'à Belgrade. C'est la nécessité de détourner ce courant et de canaliser ce remous qui allait conduire les bureaucraties de la périphérie à miser sur la carte du nationalisme."

La mort de Tito en 1980 — la disparition du bonaparte — avait révélé au grand jour et accéléré la crise de la bureaucratie, qui tendait à se désarticuler sur des bases "nationales" (c'est-à-dire république par république), sources de son pouvoir et de ses privilèges.

Une partie de la bureaucratie fédérale, notamment en Serbie, avec l'état-major, tente alors de rééquilibrer les rapports bureaucratiques en liquidant la Constitution de 1974 et en établissant l'état d'exception au Kosovo. Ils essaient alors de maintenir l'appareil bureaucratique fédéral nécessaire à la mise en œuvre des exigences du FMI.

Mais, en 1989, une grève générale massive des mineurs (de toutes nationalités) du Kosovo est déclenchée. La population albanaise de ce territoire — dont le revenu par habitant est l'équivalent de celui du Bangladesh — se solidarise avec les mineurs. Le pouvoir fédéral lance une campagne anti-albanaise pour prétendument défendre la minorité serbe (pas un jour dans la presse sans de nouveaux meurtres et viols au Kosovo, même si les statistiques officielles de la police fédérale démontrent que le taux de criminalité au Kosovo est inférieur à celui de Belgrade) ; cette offensive provoque des réactions dans tout le pays, et l'on manifeste en Slovénie pour soutenir les Albanais du Kosovo.

1987-1990, LE TOURNANT :
« LE "NETTOYAGE ETHNIQUE" N'EST INTERVENU QU'APRÈS QUE LE FMI EUT FAIT SON TRAVAIL »

Il fallait, pour les différentes fractions bureaucratiques pro-FMI, engager une véritable guerre contre les travailleurs, dont l'unité était fondée sur la défense de la propriété sociale mise à mal par les

plans d'ajustement structurel du FMI. Chacune de ces fractions s'engagea dans le combat "national" pour dresser les peuples les uns contre les autres. Une nouvelle étape fut franchie dans ce combat des fractions bureaucratiques avec la désarticulation de l'appareil à l'occasion des "premières élections libres" en 1990. C'est l'explosion de la Ligue des communistes yougoslaves. La victoire des partis "nationalistes" en Croatie et en Slovénie, partis dirigés par deux anciens membres du bureau politique de la LCY, et celle du parti stalinien serbe rénové de Milosevic en Serbie, ouvrent la voie, de part et d'autre, aux déchaînements des surenchères "national-bureaucratiques" contre les travailleurs résistant aux plans du FMI.

Toutes les fractions bureaucratiques, devant l'effondrement du "centre" et la mobilisation des masses, cherchent directement et ouvertement à passer au service de l'impérialisme et entrent en concurrence pour cela. Tous les "nouveaux" présidents des républiques, à l'exception de la Bosnie, sont d'anciens membres du bureau politique ou du comité central ; tous les organes dirigeants de toutes les républiques, y compris la Bosnie, sont aux mains des membres de l'appareil. Il ne s'agit pas pour nous de réduire cela à une "continuité" de personnes, mais de souligner que tous poursuivent et aggravent l'offensive de liquidation de la propriété sociale ouverte par les réformes de 1965.

Pour ce faire, les différentes fractions bureaucratiques vont s'entendre pour casser la confédération syndicale fédérale de Yougoslavie et ses fédérations nationales d'industrie, pour constituer des confédérations nationales (c'est-à-dire république par république), afin de briser l'unité des travailleurs de Yougoslavie, même dans le cadre du syndicat officiel. Il faut, en effet, dresser les travailleurs les uns contre les autres en substituant aux revendications ouvrières la "revendication nationale" que chaque fraction de la bureaucratie va utiliser.

Voici ce qu'écrivait un expert américain, Criton Zoakaos, économiste de Polyconomics, une société de conseil de Morristown (New-Jersey) :

« En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre des thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Tandis que l'économie du pays se contractait du fait de ce choc, les ressources du gouvernement central déclinaient, amenant le FMI à accentuer sa pression pour obtenir une augmentation des impôts afin d'équilibrer le budget.

Cela aboutit à un nouvel effondrement du "nouveau dinar", la monnaie yougoslave naguère considérée comme forte, puisque, en 1986, elle équivalait encore à 22 dollars. Ces forces centrifuges ont commencé à déchirer la fédération, les provinces plus riches de Croatie et de Slovénie refusant de voir leurs ressources détournées vers les provinces plus pauvres.

La Yougoslavie éclata alors en morceaux, tandis que les rivalités ethniques et religieuses étaient ravivées comme moyen de prendre le contrôle d'une richesse nationale en constante diminution. Les peuples de Yougoslavie ont ainsi été ruinés. En décembre 1989, le dinar était passé de 22 dollars à 11 cents. De là, on est passé en décembre 1991 à une situation d'hyperinflation, la valeur du dinar s'effondrant alors à un demi-cent, jusqu'à représenter aujourd'hui 0,003 cent. L'hyperchômage a accompagné l'hyperinflation. »

L'auteur de cette étude montre parfaitement les mécanismes qui ont conduit de la "thérapie de choc", à la guerre :

« Quand la thérapie de choc initiale du FMI a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées et d'autres actions ouvrières. Jusqu'en 1988, il était impossible pour les journalistes en poste à Belgrade de trouver la moindre manifestation de passions ethniques... En général, les gens ne se tournent vers des solutions ethniques que lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale a été détruite. Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail. »

L'effondrement du régime apparut au grand jour. Le programme du gouvernement Markovic fut remis en cause par les républiques.

Dès décembre 1989, il perdait officiellement le contrôle de la politique salariale, décidée désormais par les républiques.

Le 31 mai 1990, la Slovénie annonçait qu'elle n'effectuerait plus de versements au "Fonds yougoslave de financement des régions sous-développées".

La Serbie réagit en frappant d'une taxe de 50 % les produits slovènes et croates.

La Croatie riposta en faisant de même pour les produits serbes.

Toutes les républiques refusèrent alors de voter le projet de budget 1991.

Et, en dépit de l'extraordinaire pression exercée par le FMI ainsi que de la volonté politique de la bureaucratie, agence du FMI, de liquider la propriété sociale, le dernier Premier ministre fédéral de la Yougoslavie, A. Markovic, dut reconnaître, à la veille de l'éclatement de la Yougoslavie, que le bilan des "réformes économiques" était une privatisation de seulement 2 % des entreprises publiques — lesquelles représentent encore plus de 90 % de l'économie. C'était l'aveu de l'échec des plans pro-FMI et l'expression de la puissance de la résistance ouvrière à travers les vagues de grèves.

Cela souligne le fait que, sous couvert de privatisation, il ne s'agissait pas de transformer l'économie, mais de liquider et de disloquer l'économie basée sur la propriété sociale.

Ce n'était pas l'ouverture de "nouveaux marchés" qui était à l'ordre du jour pour le FMI, mais une gigantesque destruction des forces productives, par le démantèlement de l'économie fédérale structurée sur la base de l'expropriation du capital et conduite à la faillite par les nomenklaturas pro-FMI.

Le FMI suspendit ses "prêts", qu'il conditionnait à la capacité du pouvoir, pour l'avenir, de mettre en œuvre les "réformes"... La guerre pouvait commencer...

25 JUIN 1991 : INDÉPENDANCE DES RÉPUBLIQUES ET INDÉPENDANCE... À L'ÉGARD DES GRANDES PUISSANCES

Le 25 juin 1991, la proclamation de l'indépendance des Républiques de Slovénie et de Croatie, décidée par les référendums respectifs du 25 décembre 1990 et du 19 mai 1991, sanctionne la désagrégation de la Yougoslavie, que la "communauté internationale" consacre en janvier 1992 par la reconnaissance diplomatique, qu'elle accorde aussi le 7 avril 1992 à la Bosnie.

Une courte guerre va d'abord opposer l'armée fédérale yougoslave aux milices slovènes (du 26 juin au 8 juillet), avec l'accord plus que tacite de la France, de la Grande-Bretagne, et surtout de J. Baker, secrétaire d'Etat américain, présent le 21 juin à Belgrade (soit cinq jours avant le déclenchement de l'offensive), qui déclare :

"Les USA ne reconnaîtront pas la Slovénie en tant qu'Etat indépendant. La crise yougoslave concerne tout le monde, car elle menace de déboucher sur des conflits internes qui déstabiliseraient toute l'Europe."

Dès les 28 et 29 juin 1991, la CEE délègue une "troïka" pour négocier la "paix". Cela aboutit à la signature des accords de Brioni, le 7 juillet 1991, qui stipulent le retrait de l'armée fédérale de Slovénie, puis de Croatie, mais imposent aux Slovènes et aux Croates le gel de leur indépendance par un moratoire de trois mois.

Les différentes nomenklaturas vont alors tenter, sur la base du premier plan de "paix", d'agir pour la défense de leurs intérêts bureaucratiques. Tandis que s'engage à Belgrade une intense campagne nationaliste serbe "anticroate", dénonçant les "Oustachis", assassins du peuple serbe, oppresseurs de la minorité serbe qui vit depuis des siècles dans la Krajina et la Slavonie orientale, territoire de la République croate, le président de la Croatie, Tudjman, fait modifier la Constitution pour retirer à la minorité

serbe (12 % de la population) le statut de "nation constitutive de la Croatie", la ramenant au statut de simple minorité.

27 AOÛT-18 NOVEMBRE 1991 : LES CENT JOURS DE VUKOVAR

A l'initiative de la CEE, une "conférence de paix en Yougoslavie" se met en place à l'automne 1991, sous la présidence du Britannique lord Carrington, ancien secrétaire général de l'OTAN. Au cours de la session du 18 octobre au 4 novembre 1991, les Douze font une proposition qui

« consistait à transformer la Yougoslavie en une "confédération de républiques souveraines et indépendantes", dotée d'une union tarifaire, d'un marché commun et d'un conseil de coopération politique et militaire. A l'intérieur des républiques, chaque communauté nationale devait, là où elle était majoritaire, disposer d'une autonomie parlementaire, judiciaire, administrative et militaire (souligné par nous).

En publiant ce plan, la Communauté européenne avait pour la première fois renoncé au maintien de l'unité fédérale yougoslave » (Hans Stark, Les Balkans, Institut français des relations internationales).

Le premier plan de "cantonisation" de la Yougoslavie — et de chacune de ses républiques — était né sous l'égide "officielle" de la CEE, mais, en fait, sur injonction américaine, comme le rapporte aujourd'hui le *New York Times*, du 11 octobre 1995, qui souligne que les dirigeants américains avaient assigné "à la Communauté européenne de mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques en Yougoslavie pour aboutir à un partage à l'amiable entre les républiques". Pour mettre en œuvre les plans de liquidation de la propriété sociale comme l'exigeait le FMI à la veille de la guerre, il fallait, face à la résistance unie des travailleurs, disloquer la Yougoslavie, organiser la partition et la "cantonisation".

Sur le terrain, d'autres vont s'en charger...

Début mai 1991, des troubles armés sérieux commencent en Krajina et en Slavonie orientale. En août, la guerre fait rage avec le déploiement de l'armée fédérale yougoslave. Le 27 août, commence le siège de Vukovar, qui sera prise le 18 novembre. La ville est un champ de ruines ; massacres et destructions de villages se succèdent. Des milices venues de Belgrade, dirigées par des mercenaires comme "Dragan" (un Australien d'origine serbe recherché par Interpol), se livrent à d'horribles exactions contre les civils croates qui fuient par centaines de milliers. La "purification ethnique" commence.

Un militant syndicaliste de Serbie témoignait alors dans *Informations ouvrières* :

"Le 6 juillet 1988, les travailleurs de cette région ont occupé le Parlement fédéral. Ce sont les travailleurs d'une grande entreprise, 60 % de Croates, 40 % de Serbes, qui ont engagé une action unie contre le Parlement, et ils n'ont accepté à aucun moment la moindre division entre nationalités. Vukovar est une ville de vieille tradition de la classe ouvrière, c'est une ville de 50 000 habitants : c'est pourquoi cette ville ne pouvait pas être divisée, pour les raisons que j'ai indiquées, et c'est pourquoi cette ville n'existe plus. Durant plus de cent jours, cette ville a été soumise à une œuvre de destruction, aux bombardements de roquettes, d'obus, etc. Les travailleurs serbes et croates ont défendu ensemble cette cité de leurs propres mains et le gouvernement croate de Tadjman n'a fait aucun effort pour aider à la défense de Vukovar. En Serbie, on estime à 86 % des forces armées ceux qui ont déserté à ce moment-là, car ils refusaient de participer à cette guerre (...).

Les médias n'ont jamais montré cette résistance à la guerre. De la même manière, aujourd'hui, les médias font mine de pleurer sur le sort de Mostar, de Sarajevo et de toute la Bosnie-Herzégovine, et font de la propagande pour l'intervention militaire et la division ethnique dans la région. Les massacres en Bosnie, les guerres en ex-Yougoslavie sont destinés à montrer au monde entier que les peuples de ce pays ne sont pas capables de vivre librement les uns à côté des autres."

Pour ce faire, milices serbes et croates rivalisent dans l'horreur contre les civils. Un rapport du 4 décembre 1991 des observateurs de la CEE, passé pratiquement sous silence, souligne que

"les populations civiles sont menacées non seulement par les combats, les bombardements et la violence des irréguliers serbes, mais aussi par la malveillance de leurs gouvernements. Le gouvernement croate, qui se refuse à abandonner ces territoires, empêche, d'une part, les civils d'évacuer les zones de combat et, d'autre part, les autorités locales de négocier avec l'armée fédérale dans le but d'éviter la destruction totale de leur région."

Une nouvelle fois, les civils font les frais des nomenklaturas pro-FMI.

**23 NOVEMBRE 1991,
CONGRÈS DE NEZAVISNOST :
"LA PLACE D'UN TRAVAILLEUR
N'EST PAS AU FRONT, MAIS À L'USINE"**

Dans le même temps, contre l'action des troupes de l'armée fédérale yougoslave en Croatie, un important mouvement contre la guerre se développe en Serbie même. Belgrade est le témoin de nombreuses manifestations contre la guerre. On compte par dizaines de milliers les jeunes qui désertent ou refusent de partir. Un bataillon entier quitte même la Croatie pour rejoindre sa caserne dans le sud de la Serbie, en précisant :

"Nous nous tenons prêts à défendre les frontières de la Serbie si celle-ci est attaquée."

Par cars entiers, des centaines de mères de soldats montent à Belgrade pour manifester au Parlement. L'une de ces manifestations fait irruption dans le Parlement. Une femme s'adresse aux députés : *"Ramenez nos fils et allez les remplacer au front !"* Cette puissance du mouvement contre la guerre permet de comprendre l'importance de la création d'une coordination contre la guerre regroupant

le groupe Gamma de Belgrade, le comité yougoslave de l'AET et le Forum de Bosnie, dont la plate-forme exigeait notamment

"la paix immédiatement, l'arrêt immédiat des actions guerrières sur tous les terrains de guerre, le retrait de tous les soldats et officiers de l'armée yougoslave dans les casernes sur le territoire de leur république d'origine".

Ce regroupement a aidé au développement du mouvement contre la guerre. Il a organisé à Sarajevo un rassemblement où sont venues des délégations de toutes les républiques.

A la tribune, Serbes et Croates, alors que les troupes de leurs républiques se battaient sur le terrain, se sont prononcés pour l'unité contre la guerre. La puissance du rejet de la guerre et de Milosevic est telle que le Parti de la renaissance serbe, deuxième groupe élu au Parlement et de tendance nationaliste serbe, publie un communiqué au lendemain de la chute de Vukovar :

"Cette guerre n'est pas la nôtre."

Les conséquences de la guerre touchent toute la population : inflation, chômage, des dizaines de milliers d'ouvriers non payés, pénuries, industries en crise... Le 23 novembre 1991, se tient le congrès constitutif du syndicat indépendant Nezavisnost (Indépendance), rassemblant 126 délégués représentant 110 000 membres, avec des fédérations de la métallurgie, des transports, des enseignants, du textile, de la chimie, de la presse...

Bien évidemment, au lendemain de la bataille de Vukovar, toute la discussion est marquée par la guerre et ses conséquences. Dans la discussion, un délégué va exprimer un sentiment partagé par tous :

"Je suis serbe. Je suis un travailleur. Comme syndicat, nous défendons les travailleurs. La place d'un travailleur n'est pas au front, mais à l'usine."

Après une discussion animée, à une écrasante majorité, le congrès adopte une

résolution contre la guerre, qui souligne notamment :

« Les membres de Nezavisnost, comme tous les citoyens de ce pays, sentent qu'ils sont en danger à cause de la guerre (...). Si la guerre continue, il n'y aura plus personne pour travailler et alors il n'y aura plus aucun sens aux grèves, aux luttes pour un meilleur salaire, pour un haut niveau de vie, pour les conventions collectives et toutes choses relevant de la vie syndicale (...). Arrêtons la guerre avant que la vie ne soit arrêtée » (23 novembre 1991).

LE 9 DÉCEMBRE 1991, LES GRANDES PUISSANCES LE DÉCIDENT : "LA FÉDÉRATION YUGOSLAVE EST EN VOIE DE DISSOLUTION"

Le mouvement contre la guerre, la constitution d'un syndicat indépendant en Serbie contre la guerre et les privatisations-liquidations se dressaient contre le pouvoir de Milosevic, contre la politique et les exigences du FMI et des grandes puissances. Cela a joué un rôle important pour freiner la barbarie.

Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères de Mitterrand, déclarait :

"La Yougoslavie constitue un test et pratiquement un laboratoire pour toute l'Europe. Ou bien le respect du droit international, ou bien la guerre civile."

Cette phrase sonna comme un avertissement aux peuples : soit l'acceptation des diktats des grandes puissances, soit la guerre. Ce furent les deux !

La CEE décide de reconnaître la Croatie et la Slovénie à la date du 15 janvier 1992. L'Allemagne, soutenue par le Vatican, qui mène campagne depuis plusieurs semaines, anticipe en annonçant sa décision le 1^{er} janvier. La France et la Grande-Bretagne "regrettent". La CEE, sous la pression de la Grèce, refuse de reconnaître la Macédoine. En revanche, elle envisage la reconnaissance de la Bosnie — qui n'en demandait pas tant —

sous prétexte que sa "reconnaissance internationale" lui épargnerait la guerre...

Chacune des puissances, dans le cadre du plan "de partage à l'amiable" de la Yougoslavie, joue ses cartes, soutenant tour à tour telle ou telle fraction de la nomenklatura ; mais, derrière ces "désaccords", il y a un objectif commun : organiser la partition de la Yougoslavie.

Pour ce faire, la CEE a désigné une commission d'arbitrage présidée par Robert Badinter. Par un avis du 9 décembre 1991, cette commission a décidé :

"La Fédération yougoslave est en voie de dissolution."

Le 11 janvier 1992, un nouvel avis de la commission répond favorablement à la demande de reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, la Bosnie étant "invitée" à organiser un référendum comme les deux autres républiques. (A ceux, notamment dans les minorités serbes, qui contestaient le caractère des frontières actuelles, en soulignant qu'il était administratif dans l'ancienne Yougoslavie et non national, la commission répondit que si les frontières entre républiques étaient changées sans l'accord de celles-ci, elles devenaient des frontières internationales, en référence à une décision de 1986 de la Cour internationale de La Haye sur les frontières du Burkina Faso.)

Pendant ce temps, l'accord de cessez-le-feu en Croatie, prévoyant l'arrêt des combats sur la base des positions actuelles et le déploiement des casques bleus dans toute la portion du territoire de la Croatie aux mains des milices serbes, se mettait en place.

Gouvernement croate et gouvernement de Serbie appelaient, depuis déjà longtemps, de leurs vœux l'intervention des troupes de l'ONU, dans l'objectif contradictoire de garantir ce qu'ils considéraient être leurs frontières. C'est cette situation qui explique en partie l'âpreté des combats qui se déroulaient en Slavonie, où chacun cherchait à établir sur le terrain de nouveaux rapports de forces avant l'arrivée des forces de l'ONU.

Dès août 1991, au début du conflit yougoslave, la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale affirmait :

« Il est d'ailleurs illustratif, de ce point de vue, de voir que l'action de tutelle de la CEE vise en fait à restaurer "l'ordre" nécessaire à la mise en œuvre des réformes, de s'opposer aux aspirations des peuples de Yougoslavie qui ouvraient alors la voie aux peuples des Balkans, d'URSS et plus généralement d'Europe. C'est là le "nouvel ordre mondial" de Bush, "l'Europe" de la CEE qui, en URSS comme dans les Balkans, n'entend pas laisser aux peuples le droit à l'autodétermination.

La IV^e Internationale, fidèle à sa conception d'une Europe des travailleurs et de la démocratie, associant tous les peuples sur une base d'égalité, dans le respect des minorités nationales, considère que la seule alternative à la barbarie dans laquelle nous entraîne le "nouvel ordre mondial" reste dans le droit des peuples à décider souverainement de leur avenir, droits des peuples slovène, croate, bosniaque, albanais, serbe, macédonien, à disposer de leur sort.

Ces droits des peuples, la défense des intérêts des travailleurs exigent de chasser la bureaucratie continuiste au service du FMI et de ses plans meurtriers. Ce n'est ni à la bureaucratie, agence de la restauration capitaliste, ni à la Communauté économique européenne ou au Fonds monétaire international, états-majors de l'impérialisme, de décider en lieu et place des peuples et des travailleurs de Yougoslavie, c'est à eux-mêmes de déterminer librement leur avenir » (8 août 1991).

Les casques bleus de l'ONU débarquent en Croatie en janvier 1992. Le martyr des populations yougoslaves peut maintenant vraiment s'aggraver. Sous la pression des grandes puissances et de l'ONU, le référendum sur l'indépendance de la Bosnie a eu lieu le 1^{er} mars 1992. Le 2 mars, sont érigées les premières barricades. Entre avril et juin, il y a déjà 7 000 morts en Bosnie ; fin juillet 1992, il y a 2,3 millions de réfugiés.

18 NOVEMBRE 1990-25 JUIN 1991 : L'«ETHNICISATION» ARTIFICIELLE DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Si les premières élections "libres" en 1990 avaient donné la victoire à Milosevic et à la Ligue des communistes en Yougoslavie, au parti nationaliste de Kuchan (ancien membre du bureau politique) en Slovénie, au parti nationaliste de Tudjman (également ancien membre du bureau politique) en Croatie, on s'attendait en Bosnie à la victoire de l'Alliance des "forces de réformes", favorable au pro-

gramme des réformes du Premier ministre yougoslave, Markovic. Or, au soir du 18 novembre 1990, les partis "nationaux" recueillaient la majorité des suffrages : 43 députés pour SDA (Parti de l'action démocratique — musulman) d'Iztebegovic, 36 pour le SDS (Parti démocratique serbe) de Karadzic et 24 pour le HDZ (Communautés démocratiques croates) et 5 députés pour les autres partis.

Vote ethnique ou prélude provoqué à la guerre ? Les premières élections "libres" avaient été "bien préparées" :

"Le système passablement alambiqué de désignation des membres de la présidence était censé empêcher l'élection de tout candidat nationaliste. Si, en effet, 7 sièges étaient répartis entre les différents groupes nationaux (2 sièges musulmans, 2 sièges serbes, 2 sièges croates, un siège pour les autres groupes nationaux), un Musulman ne pouvait, par exemple, être candidat que pour les sièges réservés aux Musulmans. Les électeurs, quelle que soit leur nationalité, pouvaient, en revanche, participer à la désignation des 7 membres de la présidence. Il était, dès lors, escompté que les voix serbes et croates empêcheraient

l'élection d'un nationaliste musulman, les voix musulmanes et croates celle d'un nationaliste serbe, etc. Face à ce piège, les trois partis nationaux ont appelé leurs électeurs à voter pour les candidats des partis nationaux dans tous les cas (X. Bougarel, sociologue, "Bosnie : anatomie d'une poudrière", *Hérodote*, 1992).

Contre les partis soutenant les plans pro-FMI du gouvernement et assurant l'héritage titiste, contre les manœuvres antidémocratiques, les Bosniaques de toutes origines sont canalisés vers un vote prétendument "ethnique". Les choses se mettent en place. La coalition des trois partis "nationaux" serbe, musulman, croate se constitue. Izetbegovic, chef du SDA (musulman) devient le président de la République, Krajisnik, chef du SDS (serbe), président du Parlement, et Peluan, du HDZ (croate), Premier ministre d'un gouvernement de coalition SDA-SDS-HDZ.

Cette coalition des trois partis "nationaux" n'a été rendue possible que grâce à un amendement constitutionnel de décembre 1990, stipulant que toute action législative nécessite au préalable l'approbation unanime des trois "communautés nationales".

Quelques mois plus tard, sous l'égide des grandes puissances, le 25 février 1991, le Parlement de Sarajevo votait le principe d'un référendum. Les députés du SDS se retirèrent du Parlement, arguant que ce vote, majoritaire en raison d'une alliance de circonstance entre les députés SDA et HDZ, était contraire à la Constitution, qui nécessitait l'accord des trois partis. Le leader du SDS, Karadzic, avait, au Parlement, qualifié ce vote "d'option pour la guerre".

Lord Carrington — alors médiateur de la CEE — déclarait, mais bien plus tard, dans une interview :

« A. Izetbegovic m'avait alerté : "Je dois demander l'indépendance de la Bosnie, disait-il. Si je ne le fais pas, j'aurai la gorge tranchée. Mais je dois vous dire qu'une telle démarche aboutira à la guerre civile." Cela dit, qui sait si cette guerre civile n'aurait pas eu lieu de toute façon » (*Le Figaro*, 13 juillet 1993).

Quel aveu, quel cynisme !

Dès juin 1991, Tudjman et Milosevic négociaient le partage de la Bosnie sous le titre — déjà — de "cantonisation", comme le prouve une note de RFE/RL Research Report (c'est-à-dire Radio Free Europe de la CIA), du 5 juillet 1991 :

"L'avenir de la Bosnie : une république souveraine ou la cantonisation."

De tout cela, ni la presse, ni les "intellectuels", ni les représentants de l'ONU ne soufflaient mot. Ils savaient, et organisèrent la "cantonisation".

18 MARS 1992 : LES GRANDES PUISSANCES INVENTENT LA "PURIFICATION ETHNIQUE"

Pour la session 1991-1992 du Parlement britannique, une note est adressée aux parlementaires sur la Bosnie-Herzégovine. Cette note, rédigée par le Balkan Research Center (dont le directeur est le prince Vladimir de Yougoslavie, par ailleurs citoyen britannique), qui dépend de l'Institut d'études stratégiques de Londres, dit, entre autres :

"L'initiative a pris place dans le cadre de la conférence de la CEE sur la Yougoslavie dirigée par lord Carrington et elle visait principalement à régler les sécessions croate et slovène. Le point de départ de l'analyse de la CEE était que la Yougoslavie était dans un processus de désintégration : ce n'était qu'à demi vrai, puisque seule la partie orientale du pays était en train de se désintégrer, tandis que la Bosnie, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine étaient en paix et qu'aucune de ces républiques ne cherchaient à constituer d'Etats séparés. Cependant, des considérations diplomatiques et politiques exigeaient que la CEE n'offre pas sa reconnaissance seulement aux républiques qui cherchaient activement cette reconnaissance — l'offre devait être faite à toutes les républiques. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, la CEE a aussi créé un état de choses particulièrement malheureux :

si vraiment la Yougoslavie se désintégraît, il n'y aurait aucune raison de croire que la Bosnie-Herzégovine, Yougoslavie en miniature, n'allait pas en faire autant, surtout après que le pays eut reçu une pareille incitation à désintégration."

Le référendum eut lieu le 1^{er} mars 1992, boycotté par les Serbes : 63,4 % des électeurs votèrent, dont 99,4 % pour l'indépendance. Au lendemain du vote, les milices de Karadzic passèrent à l'action, constituant les régions autonomes serbes de Bosnie. Du 2 mars au 6 avril, toutes les villes de Bosnie furent le théâtre d'imposantes manifestations pour l'unité des peuples et contre la guerre. Une manifestation rassemblant des centaines de milliers de Bosniaques de toutes origines (Serbes, Croates, Musulmans) eut lieu à Sarajevo contre la menace de guerre :

"Serbes, Croates, Musulmans, tous unis !"

Tel fut le lancinant mot d'ordre repris sans cesse par des centaines de milliers de voix.

Les Bosniaques de toutes origines ne voulaient ni de la guerre ni de la partition. La CEE reconnut la Bosnie le 6 avril, les Etats-Unis le 7. Elle fut admise à l'ONU le 22 mai. La guerre avait commencé.

Les députés serbes élus en 1990 quittèrent Sarajevo et proclamèrent, le 7 avril 1992, la République serbe de Bosnie-Herzégovine. La guerre débutait, la partition était en marche. Celle-ci n'était pas une invention surgie le 7 avril dans les têtes des députés serbes : ils poussèrent jusqu'au bout les accords antérieurs passés sous l'égide des grandes puissances. En effet, sous la pression de la CEE, une condition avait été mise en avant au "règlement" de la question bosniaque. Elle allait être négociée avec les trois partis "nationaux", SDA, SDS, HDZ et signée par ces trois partis, le 18 mars 1992, sous la présidence du médiateur européen, Cutilheiro. Cet accord prévoyait une réorganisation de la République de Bosnie par sa division en plusieurs "cantons ethniques" largement autonomes (police, éducation, économie, sécurité

sociale), placés chacun sous le contrôle d'une des trois "communautés nationales" et qui seraient représentés à égalité au Parlement de Sarajevo.

La "cantonisation" et la "purification ethnique" étaient en marche ; elles étaient l'invention des grandes puissances. Les milices croates, serbes et musulmanes allaient la mettre en œuvre.

MAI 1992 : LA GUERRE POUR LA "CANTONISATION" DÉCIDÉE DE LA BOSNIE COMMENCE

Après l'accord du 18 mars, il restait alors à régler une question afin de mettre en œuvre cet accord : le découpage territorial. Les députés serbes, soutenant qu'ils constituaient un peuple paysan et montagnard installé dans des régions peu peuplées et propriétaire de ces sols selon le cadastre, revendiquaient près de 70 % de la Bosnie, dont ils ne constituaient que 31 % de la population. Les revendications croates se faisaient surtout aux dépens des Musulmans, sur les territoires où ils considéraient être majoritaires. Les Musulmans, au nom de leurs 43 % de la population, même si celle-ci était pour l'essentiel concentrée dans les villes, n'acceptaient pas ce partage des territoires.

Début mai 1992, sous la direction du général Mladic, les milices serbes entreprennent de réaliser leurs objectifs sur le terrain. La guerre se développe, avec son cortège de massacres, d'horreurs, dans lesquels les milices de Karadzic excellent. A l'été 1992, les milices de Karadzic atteignent pratiquement leur objectif. Les affrontements opposent beaucoup plus les milices serbes et les milices musulmanes que les milices serbes et les milices croates. Des affrontements armés sporadiques ont même lieu entre milices croates et musulmanes. Le 3 juillet, les régions tenues par les milices croates du HVO se constituent en une "Communauté croate d'Herzégovine-Bosnie".

Dans le même temps, une autre république proclame son indépendance, à la suite du référendum du 8 septembre 1991 : la Macédoine du président Gligorov

(ancien membre du bureau politique). En revanche, celle-ci devra attendre un an et demi sa reconnaissance, devant le refus de la Grèce de voir figurer à l'ONU un pays portant le nom de Macédoine.

Un peu partout où des minorités existent, des référendums plus ou moins clandestins s'organisent. C'est le cas des Albanais du Kosovo, des Musulmans du Sandjak, en Serbie, des Albanais de Macédoine, qui proclament même un Etat d'"Illyrie". Ces référendums resteront sans effet, sauf en Macédoine, où les partis albanais entrent dans la coalition gouvernementale sous la pression américaine.

Les Etats-Unis réagissent immédiatement. Dès novembre 1992, des troupes canadiennes arrivent, puis, au printemps 1993, ce sont des soldats américains qui prennent position en Macédoine, à la frontière serbe.

« C'est un cas unique, puisque les Américains n'avaient jamais envoyé de soldats au sol dans l'ex-Yougoslavie. A noter que la présence de conseillers civils ou militaires US est aussi importante en Albanie et en Bulgarie, comme si Washington souhaitait "boucler" le cône Sud des Balkans » (C. Chiclet, *La Macédoine en 1993*, La Documentation française).

Le "cône Sud", c'est-à-dire, à la frontière de la Grèce, la Turquie, place stratégique des Etats-Unis. La raison d'un tel empressement américain ? Commentant les exercices militaires de l'OTAN dans le Péloponnèse en février 1995, sous le nom de "*Coéducation pour faire face aux tremblements de terre*", le ministre de la Défense, G. Arsenis (PASOK, "socialiste"), déclarait le 2 mars, à l'Assemblée nationale, que ceux-ci ont lieu

"dans le but que nous remplissons le rôle qui nous revient, étant donné notre position géographique et politique et notre qualité de seul Etat européen membre de l'OTAN et de l'Union européenne dans cette région".

Pour cette même raison, G. Arsenis revendique que Salonique devienne la base "*de la force multinationale de réac-*

tion rapide de l'OTAN" dans les Balkans (la Turquie, pour sa part, qui a servi de base américaine à l'OTAN durant la guerre du Golfe, est aussi candidate ; les relations conflictuelles entre ces deux pays membres de l'OTAN s'intègrent dans un cadre plus général : qui des deux sera "l'appui privilégié" de l'impérialisme américain ?). Dans la réunion des délégués permanent de l'Union européenne, G. Arsenis a soutenu que les relations de l'Union européenne et de l'OTAN sont "*la clef de la sécurité du continent européen*" et que l'Union européenne doit s'engager "*à agir en conformité avec les positions définies par l'Alliance atlantique*". La présence américaine dans le conflit yougoslave est centrale. Elle va être décisive à chaque étape.

En effet, si, en novembre 1991, Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, avait déclaré que ce qui se passait en Yougoslavie était une "*affaire intérieure*" relevant de la CEE, il allait devoir modifier son point de vue.

David Anderson, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie, avait déclaré :

"Cette terrible petite guerre laisse les Européens très inquiets, très insatisfaits, mais, malgré tout, en marge des événements, ne faisant rien et ne sachant pas quoi faire" (*Washington Post*, 17 mai 1992).

Les Etats-Unis décidaient alors de retirer le mandat à la CEE pour le confier à l'ONU.

C'est ainsi qu'après la conférence de La Haye, tenue sous l'égide de la CEE, et treize cessez-le-feu signés et non respectés, l'ONU a repris le flambeau par l'intermédiaire de Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat américain, afin d'envisager le déploiement des casques bleus. Mais, comme l'avait précisé sans ambiguïté G. Bush, alors président américain, "*ce corps devra être composé de soldats européens*". Les premiers casques bleus débarquaient en Croatie en janvier 1992. Le 30 mai, l'ONU désignait les Serbes comme "agresseurs" et imposait des sanctions contre la Serbie. Les troupes de l'ONU se déployaient alors en Bosnie.

1991-1995 : LE "DROIT D'INGÉRENCE HUMANITAIRE" AU COMPTE DE L'IMPÉRIALISME

Durant ces quatre années, les appels et les prises de position "d'intellectuels" se sont multipliées, qui prétendaient agir pour la paix et la défense du droit des peuples en réclamant l'intervention de l'ONU. Cette présence de l'ONU est réclamée par nombre "d'intellectuels" et de démocrates qui, au nom de "l'humanitaire", exigent le déploiement des troupes impérialistes. Quelques mois après l'écrasement du peuple irakien durant la guerre du Golfe, ils n'hésitèrent pas à "s'engager".

Dans un appel de "personnalités" françaises favorables à l'intervention militaire en Bosnie, on trouve, outre les inévitables Bernard-Henri Lévy et Bernard Kouchner (des "intellectuels" spécialistes de "l'humanitaire" et proches du Parti socialiste français), les signatures de Catherine Samary, "spécialiste" de la Yougoslavie, et d'Alain Krivine, tous deux dirigeants de la LCR et du Secrétariat unifié. Rien d'étonnant à cela : six mois avant la décision d'établir l'embargo, *Inprecor*, organe du Secrétariat unifié, expliquait que "la chute du régime Milosevic ne peut s'envisager que comme un résultat d'efforts combinés : un isolement politique et économique du régime de Belgrade par l'Europe tout entière, qui aurait pour but d'étayer la résistance des républiques" ; et, en mai 1992, à la veille de l'embargo contre la Serbie et du déploiement des troupes de l'ONU, ils réitérèrent, dans le même *Inprecor* :

"Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations unies."

Pour leur part, les dirigeants de l'Internationale socialiste vont, à chaque étape, soutenir les plans de "paix" présentés par les puissances impérialistes, tandis que les différents partis issus de l'appareil international du Kremlin vont, sous couvert de dénonciation de l'attitude de

l'Allemagne, de la France ou des Etats-Unis, réclamer que l'ONU soit le maître d'œuvre du plan de "paix". Les partis de l'Internationale socialiste, comme les partis communistes, étaient tous partisans de la partition de la Yougoslavie. Ils se situaient tous sur le terrain du soutien à l'ONU, qui organisait la désintégration de la Yougoslavie pour liquider la propriété sociale.

Lors de la conférence ouvrière balkanique tenue à Athènes, les 8 et 9 janvier 1994, à laquelle participaient une délégation de l'ex-Yougoslavie réunissant Serbes et Croates, des délégations de Roumanie, de Hongrie et de Grèce, un délégué de Serbie déclarait :

"Il s'agit pour eux de montrer que les peuples de l'ex-Yougoslavie ne peuvent vivre que sous la tutelle de l'impérialisme. Le rôle principal des troupes de l'ONU en Bosnie, en Croatie, n'est pas de stopper la guerre, mais de stopper la résistance des peuples de ces régions contre leur propre nomenklatura et contre la guerre. Le rôle de ces troupes est de protéger les différentes mafias et les groupes terroristes de la nomenklatura de la colère de leur propre peuple."

C'est pourquoi la conférence ouvrière balkanique adoptait un *Manifeste*, dont nous publions ci-dessous des extraits :

"Ensemble, venus des différents pays des Balkans, nous avons pendant deux jours, dans la plus large démocratie, débattu, échangé nos expériences et nos informations. Nous savons que le chemin sera difficile, mais que l'issue ne peut venir que des peuples, que des travailleurs."

En effet, qui peut régler les problèmes posés dans les Balkans ? Ce ne sont ni les gouvernements inféodés au FMI qui appliquent une politique d'attaques contre les droits et garanties de la classe ouvrière, ni les mafias-nomenklaturas, véritables mercenaires du FMI, qui organisent la guerre contre les peuples."

Qui peut unir les peuples contre la dislocation des Balkans, pour le rétablissement de la paix, sinon les ouvriers et les paysans par leur combat commun contre ces plans du FMI."

Nous constituons l'Union des travailleurs des Balkans.

C'est pourquoi, dans le respect de la physionomie de chacun, et dans la volonté de combattre pour la paix, nous avons décidé de constituer l'Union des travailleurs des Balkans. Nous avons constaté que nos problèmes sont communs. Face à l'isolement dans lequel on veut nous enfermer, contre les tentatives de nous opposer les uns aux autres, nous devons trouver la forme qui permette d'organiser notre combat uni, de débattre et d'agir.

L'Union des travailleurs des Balkans appelle à se rassembler tous ceux qui entendent agir pour que cesse la guerre dans l'ex-Yougoslavie, pour que soient écartées les menaces d'extension de la guerre dans les Balkans et dans le reste de l'Europe. Pour que l'unité des travailleurs des Balkans se réalise pour le droit à la terre, le droit au travail, pour sauver l'appareil productif de nos pays face aux privatisations-pillages du FMI. Nous nous adressons aux militants, aux organisations, aux travailleurs des Balkans pour qu'ensemble, dans le respect de la démocratie, de la liberté de discussion, nous œuvrions à construire cette Union des travailleurs des Balkans respectant les positions de chacun et agissant pour l'unité et la libération des travailleurs et des peuples.

La lutte pour la paix et la fraternité des peuples, lutte commune aux travailleurs des Balkans et d'Europe, c'est la lutte pour étendre et construire les organisations ouvrières et indépendantes. C'est là la voie pour avancer vers la constitution d'une Union libre des peuples libres des Balkans. Nous considérons que c'est aux peuples de décider librement et souverainement de leur avenir. Emancipés de la tutelle des grandes puissances et des nomenklaturistes, les peuples trouveront les moyens d'une coopération économique, sociale, culturelle et politique dans l'ensemble des Balkans."

La IV^e Internationale se situe sur ce terrain-là, celui du camp des travailleurs et des peuples, de ceux qui, comme la commission exécutive du syndicat Nezavisnost dénonçaient les conséquences de l'embargo sur le peuple serbe :

"Par ses conséquences, la résolution 757 du Conseil de sécurité de l'ONU signifie une punition contre le peuple serbe pour une chose dont il n'est pas coupable. L'Est et l'Ouest, avec l'aide de tous les gouvernements, veulent punir le peuple serbe pour la politique de la camarilla de Milosevic, politique dont les gouvernements américain et européens sont bien plus coupables que le peuple serbe" (1).

A juste titre, le syndicat ouvrier indépendant Nezavisnost souligne la responsabilité de l'ONU. Par sa politique, l'ONU orchestre l'ensemble des coups meurtriers contre les peuples, contre tous les peuples de la Yougoslavie. La décision d'envoyer les troupes vise à organiser, sous le contrôle des grandes puissances, la partition effective des peuples. Sous couvert "d'humanitaire", ce sont les troupes de l'ONU qui organisent le transfert et le

(1) La IV^e Internationale ne participe pas de la campagne internationale d'une prétendue "aide ouvrière à la Bosnie" (sic), regroupant fractions stalinienne, LCR et Secrétariat unifié, LIT moréniste et divers groupes "révolutionnaires", qui appelle à la levée de l'embargo sur les armes pour les Musulmans et à la livraison d'armes à l'armée bosniaque musulmane. En outre, cette campagne soutient l'embargo contre le peuple serbe et le désigne comme coupable, évacuant la responsabilité des puissances impérialistes dans la guerre, le rôle du FMI dans les causes de la guerre par la destruction de la propriété sociale, position qui dégage les nomenklaturas pro-FMI de toute responsabilité, pour finalement se retrouver aux côtés de l'impérialisme contre les peuples et, plus précisément, de l'impérialisme américain qui, depuis le début du conflit, agit la carotte (les négociations) et le bâton (si celles-ci n'aboutissent pas, nous armerons les Bosniaques). Ce qu'ils vont d'ailleurs faire sans avoir besoin de lever l'embargo...

La IV^e Internationale considère comme réactionnaire et pro-impérialiste la position prise par Rouge, journal de la LCR française, dans un article signé par Catherine Samary, qui, à l'occasion du nouveau "plan de paix" sous l'égide américaine, écrit en octobre 1995, en continuité avec les positions de la LCR depuis quatre ans :

"Les accords actuellement signés par toutes les parties imposent un débat spécifique. J'en ai dénoncé le caractère réactionnaire (impérialiste et entérinant les découpages ethniques), mais aussi contradictoire (la reconnaissance d'un Etat bosniaque avec toutes ces composantes), et le cessez-le-feu permet de mettre l'accent sur un processus politique. On doit s'en emparer dans toutes les parties de la Bosnie et dans les Etats voisins" (Rouge, 19 octobre 1995).

déplacement de centaines de milliers de personnes. Ce sont les troupes de l'ONU qui favorisent selon le moment telle ou telle milice dans le conflit meurtrier contre les peuples. C'est l'ONU qui organise l'embargo contre le peuple serbe, le réduisant à la misère la plus totale. Il s'agit là d'une même politique de l'ONU, qui n'a d'autre objet que de mettre en forme les décisions américaines de désintégrer la Yougoslavie. Il s'agit là d'une politique internationale qui a vu l'ONU être le maître d'œuvre de la désintégration de la Somalie, du Rwanda, qui a organisé la partition de l'Irak sur la base de l'écrasement du peuple irakien et organise l'embargo contre le peuple irakien, dans le seul but de geler la production pétrolière de ce pays pour ne pas déstabiliser les cours mondiaux.

2 JANVIER 1993 : LE NOUVEAU "PLAN DE PAIX VANCE-OWEN" ENTÉRINE LA PARTITION

Avec l'intervention de l'ONU en Bosnie, un nouveau plan va être présenté :

« Les efforts diplomatiques aboutissent, le 2 janvier 1993, à la présentation du plan Vance-Owen (œuvre de Cyrus Vance, médiateur américain désigné par l'ONU, et David Owen, médiateur représentant la CEE), qui est une nouvelle mouture de la "cantonisation". Il conserve théoriquement l'Etat bosniaque, mais, dans la pratique il le dépèce, sanctionnant ainsi la purification ethnique. La Bosnie indépendante serait divisée en dix provinces (trois pour chacun des peuples, plus une province mixte autour de Sarajevo). Les provinces auraient des pouvoirs étendus, mais pas le droit de s'associer à un autre Etat. (...). Ce compromis boiteux (est) lourd de dangers futurs ».

écrit en 1993 l'historien P. Garde, spécialiste de la Yougoslavie et partisan déclaré d'une intervention militaire. Les chefs miliciens croates et musulmans signent l'accord refusé par les miliciens serbes. Et P. Garde d'écrire :

« Cependant, une des parties se mit en devoir d'appliquer immédiatement ce plan. Il s'agit des Croates de Bosnie, dirigés par Mate Boban. Le plan leur attribuait plusieurs régions à majorité musulmane en Bosnie centrale (Traunik) et en Herzégovine centrale (Mostar). Dès le 19 janvier, le HVO de Boban prend le contrôle de Travnik. Les Musulmans résistent (...). A partir de cette date, les combats croato-musulmans demeurent plus acharnés, des Musulmans sont massacrés par des Croates à Ahmici, le 19 avril. En mai, les Croates attaquaient à Mostar et internèrent un grand nombre de Musulmans dans les camps. »

Les Etats-Unis insistent :

« Mme Albright (ambassadeur américain auprès de l'ONU) a déclaré avoir "assisté avec un certain étonnement" aux tergiversations de l'Europe face à la crise en Bosnie et a souhaité que le gouvernement américain fasse davantage pression sur les Européens pour qu'ils s'attaquent à un problème qui les concerne au premier chef » (Le Monde, 23 janvier 1993).

Pendant ce temps, on continue de mourir et de souffrir en Bosnie.

22 MAI 1993 : LE "COMPROMIS DE WASHINGTON" IMPOSÉ À L'UNION EUROPÉENNE

Le 22 mai 1993, à Washington, les "cinq grands" signent l'accord dit de "compromis de Washington", qui représente un abandon du plan, recommandant simplement que si "les parties décident d'appliquer les clauses du plan Vance-Owen, qu'elles ont mutuellement accepté, elles doivent être encouragées à le faire" et crée six "zones de sécurité" pour les Musulmans, sous protection de l'ONU. Cyrus Vance démissionne de son rôle de médiateur, laissant bien seul lord Owen, le représentant de l'Union européenne, tandis que les combats s'intensifient tout au long des mois de mai et juin, en particulier à Sarajevo et Goradze, c'est-à-dire à l'intérieur de deux "zones de sécurité".

Dans ces conditions, l'Union européenne tente, pour la mise en œuvre du plan de partition de la Bosnie, de jouer désormais la carte du rapprochement croato-serbe. Tudjman, le président croate, peut aussi manifester ouvertement sa préférence pour un accord avec Milosevic pour le partage de la Bosnie — on sait, d'ailleurs, qu'ils se sont rencontrés fréquemment, y compris à Belgrade.

Le 18 mai, les dirigeants serbes et croates se déclarent partisans d'une fédération de Bosnie-Herzégovine composée de trois républiques, serbe, croate et musulmane. Les présidents de Croatie et de Serbie, Tudjman et Milosevic, s'accordent là-dessus, le 16 juin, à la conférence de Genève ; leur accord est suivi, le 24, de celui passé entre Karadzic et Boban, chefs des milices serbes et croates de Bosnie.

Le 3 juin, une offensive des troupes musulmanes est déclenchée contre les milices croates. Elles se rendent maîtres d'une partie des territoires croates.

« Il y a eu des massacres, des destructions de maisons et de villages croates, d'églises catholiques. Des dizaines de milliers de réfugiés croates s'enfuient. Dans les zones tenues par les Croates, il y a aussi des massacres, des destructions de mosquées et de monuments. Des milliers de civils musulmans sont arrêtés et enfermés dans les camps (...). Au cours du deuxième semestre 1993, ce sont ces combats entre Musulmans et Croates qui deviennent les plus sanglants. L'ONU enregistrera des massacres réciproques ».

écrit encore P. Garde.

La guerre fait alors rage dans l'enclave de Bihac.

Sous le titre « La FORPRONU, "pom-pom-pom-pom" », *Le Monde*, du 21 mai, doit écrire :

« Pour être plus précis, à Velika Kladusa, au nord de l'enclave, un riche homme d'affaires musulman, Filoret Abdic, au passé douteux (il est au cœur du plus grand scandale financier de l'ex-Yougoslavie), a mis le feu aux poudres en proclamant, fin septembre 1993, l'autonomie de la "province de Bosnie occi-

dentale", afin de passer des "accords de paix" séparés avec les Serbes et les Croates, avec lesquels il se livre depuis le début de la guerre à un juteux trafic (...).

Mais M. Abdic aurait-il pu agir ainsi s'il n'avait été soutenu par une partie de la communauté internationale, en particulier par le médiateur européen, lord Owen, par des responsables français de la FORPRONU, et aussi par des gradés français du bataillon de Bihac, que l'homme d'affaires accueille dans ses locaux en échange de menus services et d'un loyer respectable ?

Comme le faisait remarquer le journaliste Xavier Gautier dans un livre, M. Abdic, qui s'est toujours opposé au président Alija Izetbegovic, était considéré dès le début 1993 par le général Morillon, alors commandant des "casques bleus" en Bosnie, "comme un possible représentant de la relève politique en Bosnie", une alternative à l'incommode président bosniaque. M. Abdic est surtout propulsé par lord Owen, qu'il invite régulièrement à Genève. En juin 1993, M. Owen envoie dans la poche de Bihac un de ses assistants, chargé de convaincre M. Abdic de passer à l'offensive contre le président Izetbegovic, qui refuse de négocier, ce qui n'arrange pas les affaires du diplomate anglais (...).

C'est en septembre, alors que M. Izetbegovic refuse une nouvelle fois de signer ce qu'il appelle "une capitulation", que Fikret Abdic, fâcheuse coïncidence, proclame son "autonomie", qui risque de mener au premier bain de sang entre Musulmans. Mais, à la FORPRONU, l'enthousiasme domine l'inquiétude. "L'exemple de Bihac va faire tache d'huile", se réjouissent les responsables de l'ONU à Zagreb et à Bihac, où l'on cache à peine sa sympathie pour M. Abdic. »

Le journal français *Le Monde*, que l'on peut difficilement accuser de défendre les populations yougoslaves, doit néanmoins reconnaître que les troupes de l'ONU, pour appliquer les plans des grandes puissances, doivent provoquer elles-mêmes les massacres, les conflits, dans le but de préserver les intérêts fondamentaux de l'impérialisme. La souffrance des peuples n'a aucune valeur, comparée aux exi-

gences du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

1991-1995 : POUR LE FMI, LES AFFAIRES CONTINUENT PENDANT LA GUERRE

Exagération ? Non. Alors que la guerre fait rage, le FMI propose de répartir ainsi la vieille dette de la Yougoslavie à l'égard du FMI : 36,52 % pour la Serbie, 28,49 % pour la Croatie, 16,39 % pour la Slovénie, 5,4 % pour la Macédoine et 16,39 %... pour la Bosnie !

Malgré la guerre, les affaires continuent. En effet, si la dislocation de la Yougoslavie, la partition, ont bien un sens, c'est que, pour le FMI, il s'agit de réaliser les plans de liquidation de la propriété sociale qu'il exige depuis une dizaine d'années et qu'il n'avait pas réussi jusqu'alors à faire mettre en œuvre.

Si la Serbie, du fait de l'embargo, a été expulsée de toutes les institutions internationales (y compris sportives), elle demeure néanmoins membre du FMI ! Les experts du FMI se rendent également à Belgrade pour négocier les termes du "plan de stabilisation". Dans un pays rendu exsangue en raison de l'embargo, le FMI exige encore des mesures d'austérité pour réduire les déficits publics.

L'embargo entraîne une chute du produit intérieur brut de 27 % en 1992, puis de 31 % en 1993. De 3 000 dollars en 1993, le PIB par habitant tombe à 300 dollars à la fin de 1993 ! La production industrielle a chuté de 50 %, la plupart des entreprises ne travaillant pas. Les salaires sont payés avec deux, trois, six mois de retard. C'est le règne du marché noir, où sont vendus les produits rendus introuvables en raison de l'embargo, mais en marks et aux prix allemands. En 1993, un billet de 500 milliards de dinars, émis le 23 décembre pour une valeur nominale de 50 francs français, tombe à 3 francs en cinq jours. Les prix sont affichés en "points" dans les magasins, c'est-à-dire en équivalent en marks, dont la parité avec le dinar change sept fois par jour.

Tandis que le pouvoir, au nom de la défense du peuple serbe, poursuit sa politique de terreur à l'égard des minorités croate, hongroise et albanaise de Serbie, en utilisant les milices paramilitaires d'extrême droite du Parti radical, alors allié de Milosevic, en juin 1993, 150 000 à 200 000 personnes manifestent dans les rues de Belgrade pour crier : "Démission de Milosevic !", "Elections libres !" Il y avait des cortèges d'ouvriers de Nezavisnost, un cortège de métallos, un cortège de travailleurs des transports... Ils se dressaient contre la guerre, contre le régime, pour leurs revendications. La population de Belgrade était venue pour en finir avec la guerre et le régime.

Mais avec l'appui des grandes puissances qui font pression sur les partis de l'opposition, en raison de l'embargo qui étouffe le peuple et des raids de l'OTAN qui terrorisent le peuple de Serbie, le Parti socialiste de Milosevic recueille 37 % des suffrages aux élections "libres" du 19 décembre 1993.

"Le succès est en grande partie dû au fait que les négociateurs internationaux voient désormais en Milosevic l'homme qui pourrait fléchir l'intransigeance des Serbes bosniaques, c'est-à-dire la clef de la paix en Bosnie. En laissant espérer la levée des sanctions, ils ont donné un argument électoral de premier ordre" (L'Europe centrale et orientale, La Documentation française, édition 1994).

Sous le feu des exigences du FMI, la Croatie, pays en guerre qui a vu sa production industrielle chuter de 48 %, doit mettre en œuvre un plan visant à aboutir à la réduction de l'inflation ("d'un monétarisme orthodoxe, le plan séduit le FMI, dont la Croatie est devenue membre en décembre 1992, puis de la Banque mondiale en mars 1993") (L'Europe centrale et orientale, op. cit.).

Tous les deux mois, le gouvernement annonce des hausses de prix massives, de 50 à 100 %. Le mécontentement croissant, malgré les appels à "l'effort de guerre", se traduit, le 12 mars 1993, par une grève lancée par les syndicats, qui exigent une augmentation des salaires et la démission du gouvernement impliqué dans les scan-

dales des privatisations. Ils obtiennent partiellement satisfaction.

Profitant de la "situation de guerre", le président Tudjman cherche à renforcer son pouvoir. Lui aussi gagne les élections, mais, dans certaines provinces, comme en Dalmatie et en Istrie, des revendications autonomistes se confirment. Alors que, en Croatie, le HDZ de Tudjman recueille 70 % des voix, il n'en obtient en Istrie que 15 %, contre 67 % à l'Alliance démocratique d'Istrie.

La Chambre des députés, où le HDZ obtient 85 des 138 sièges, décide de rebaptiser le dinar, et de lui donner le nom de *kuna*, monnaie médiévale croate déjà rétabli par le régime oustachi pronazi en 1941. De même, Tudjman, ancien général de partisans de Tito, dont le père et l'oncle devaient être exécutés par les Oustachis, fait revenir à Zagreb les cendres d'A. Pavelitch, le chef des Oustachis. La situation se tend pour les centaines de milliers de Serbes qui ont décidé de rester en Croatie et de devenir citoyens croates :

"Les droits de la minorité serbe ne sont plus respectés",

a lancé en août M. Djukic, président du Parti national serbe et vice-président du Parlement croate. Sous la direction de S. Mesic, l'un des fondateurs du HDZ et ancien président de la Yougoslavie, une opposition "libérale" à Tudjman se crée dans le HDZ contre les tendances autoritaires et la politique bosniaque de Tudjman de partage avec la Serbie. Les Américains ne sont pas loin.

29 JUILLET 1993 :

LE PLAN OWEN-STOTTENTBERG OFFICIALISE "L'ÉCHANGE DE POPULATIONS"

Le 29 juillet 1993, lord Owen et le diplomate norvégien Thorvald Stottentberg (successeur de C. Vance, démissionnaire comme médiateur de l'ONU) proposèrent à la conférence de Genève un

nouveau plan de "paix". La Bosnie deviendrait une union de trois républiques sans armée ; la présidence y serait tour-nante, les décisions prises par consensus. Le 20 août, les "médiateurs" soumirent à la conférence le projet de découpage associé à ce plan : aux Serbes, 52 %, aux Musulmans, 30 %, aux Croates, 18 %. Les dirigeants des milices serbes de Bosnie acceptèrent d'emblée ce plan. Les Croates bosniaques y étaient prêts, à condition que les deux autres parties fussent d'accord. Le SDA d'Izetbegovic refusa l'accord, considérant que, s'il fallait en fin de compte accepter une division tripartite, la proposition de territoire qui leur était faite ne pouvait être acceptée.

Le 20 septembre, à bord du porte-avions britannique *Invincible*, les chefs des milices serbes et croates accordèrent au chef milicien musulman une continuité territoriale et une concession du port de Ploce, mais Izetbegovic se mit alors à revendiquer les régions de Prijedor et de Sanski-Most. Neuf jours plus tard, devant la progression des forces musulmanes, les milices croates annulèrent toutes les concessions.

« La visite que M. Izetbegovic a faite au début de ce mois à Washington a marqué dans ce processus une étape décisive.(...) Le fait que Bill Clinton, lors de cette rencontre avec Izetbegovic, n'ait plus fait allusion à une éventuelle levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans, le fait qu'il ait soutenu le plan de paix en s'engageant sans conditions à envoyer des soldats américains en Bosnie pour le faire appliquer ont été accueillis avec un soulagement non dissimulé dans les capitales européennes et à Genève, où l'on s'est félicité à haute voix que Izetbegovic eût enfin compris "qu'il ne pouvait plus rien attendre de personne" » (Le Monde, 18 septembre 1993).

Cet accord procède à un véritable "dépeçage" qui, non seulement, avalise, mais organise ce que la presse et les grandes puissances dénonçaient hier hypocritement comme une "purification ethnique". En effet, l'accord précise qu'une fois les différends territoriaux réglés d'un "commun accord" entre Serbes, Croates et Musulmans, chaque république pourra "échanger des régions,

voire des populations" (*Le Monde*, 18 septembre 1993). Il s'agit là d'un plan taillant dans la chair des nations, démembrant et disloquant la population de Bosnie contre les droits les plus élémentaires des peuples. La Bosnie était, rappelons-le, un concentré des Balkans, avec une imbrication totale et complète des différentes populations croates, serbes, musulmanes, en dehors de toute répartition territoriale ; 30 % de la population étaient, de plus, issus de mariages mixtes.

La mise en place de ce que la presse appelle les trois "mini-Etats" est la constitution de "territoires" soumis au contrôle des nomenklaturas, sous le contrôle direct de l'impérialisme. C'est d'ailleurs explicitement inscrit dans l'accord, puisque la ville de Mostar est placée sous "mandat" de l'Union européenne pour deux ans et Sarajevo et sa région sous "mandat" de l'ONU. Ce contrôle et cette tutelle impérialistes sont organisés par le fait que 50 000 soldats seront déployés pour l'application du plan.

Clinton a clairement indiqué, dans ce cadre, qu'il entendait mener le jeu, en déclarant que la présence de troupes américaines était conditionnée par le fait qu'il devait s'agir "d'une force de l'OTAN et non de l'ONU".

Le secrétaire général de l'OTAN a formulé, selon le journal français *Le Figaro*, "(une) demande instruite par l'expérience somalienne d'une filière de commandement claire et unifiée" et d'une "nette démarcation des responsabilités et des compétences" (11 septembre 1993).

Le responsable du Bureau yougoslave du département d'Etat américain, G. Kenney, précisait :

"Les membres du Bureau connaissent très précisément les problèmes posés par la fin de la sécurité collective en Europe. Les nombreuses discussions avec leurs collègues européens tendent à prouver ce que leurs chefs refusent d'admettre : l'Amérique va devoir faire face à d'autres guerres en Europe, et des guerres d'une plus grande ampleur."

Et précisément, dans cette voie, l'impérialisme a besoin des débris des nomen-

klaturas, et en l'occurrence des régimes de Serbie et de Croatie, "parrains" de l'accord, comme facteurs "d'ordre" sous son contrôle. Mais le contenu de cette "paix", c'est celui des plans du FMI, du pillage, de la privatisation, de la tentative de restructuration capitaliste, qui conduit à l'explosion, au chaos et à la guerre.

Le "plan de paix" préparait inévitablement de nouveaux conflits et de nouvelles divisions.

Pendant les "négociations", la guerre reprend de plus belle, avec son cortège de massacres et de "purification ethnique". Le plan de l'ONU s'applique.

18 MARS 1994 : CRÉATION DE LA "FÉDÉRATION CROATO-MUSULMANE" PAR LES ÉTATS-UNIS

Et le 9 février 1994, l'OTAN lance un ultimatum aux milices serbes. Dans les semaines qui suivront, plusieurs bombardements de l'OTAN auront lieu sur les territoires habités par les Serbes. Les civils paieront. Les États-Unis s'engagent plus avant.

La nouvelle situation amène, sous l'égide des États-Unis, à la constitution, en dehors des structures de l'ONU, du "groupe de contact" réunissant les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui se réunit à Londres le 26 avril.

La trêve signée sera de courte durée, peu à peu les combats reprennent. D'abord dans la poche de Bihac, où les milices d'Izetbegovic attaquent celles d'Abdic, le "dissident" soutenu par les Serbes, puis un peu partout entre milices musulmanes et milices serbes. Le groupe de contact présente un "nouveau" plan : 51 % du territoire de la Bosnie pour la "Fédération croato-musulmane" et 49 % pour la "République serbe de Bosnie".

Et, en effet, sous l'égide des États-Unis, les combats entre milices croates et musulmanes vont cesser pour donner naissance à une "Fédération croato-musulmane". *Le Washington Post* écrit :

“A chaque nouveau développement militaire, la question du règlement politique en Bosnie s'aiguise. Les Etats-Unis, qui en parlent peu, se sont faits les seuls partisans d'un règlement qui contredit ceux qui ont été mis en avant par l'ONU et l'Union européenne. L'ONU et les Européens sont toujours en faveur d'une partition de la Bosnie sur les bases essentiellement ethniques délimitées par la guerre. Les Etats-Unis cherchent à préserver quelque chose de plus” (3 mars 1994).

Un article de *Monde diplomatique* (avril 1994), sous le titre “La crise yougoslave prise en main par Washington”, est particulièrement éclairant :

“M. Boutros-Ghali s'adressait à l'OTAN pour que celle-ci accepte de prendre à sa charge l'initiative qui, en principe, aurait dû être celle des Nations unies, et qu'elle autorise l'emploi de ses forces pour la faire aboutir. En réalité, et quelles qu'aient été les précautions de langage employées par la suite, l'affaire était prise en main par l'OTAN où, nul ne l'ignore, les Etats-Unis ont les coudees franches (...). C'était un dessaisissement immédiat et général des gouvernements européens.

La réussite de la démarche américaine, c'est-à-dire l'accord croato-musulman, ne fut évidemment pas obtenue sans un retournement complet de la politique menée depuis plus d'un an par le gouvernement croate. Celui-ci avait été conduit à conclure un accord général de cessez-le-feu avec le gouvernement serbe bosniaque, lequel avait à plusieurs reprises prêté main-forte aux unités croates en difficulté devant la supériorité des milices musulmanes. Zagreb et Belgrade avaient adopté la même attitude vis-à-vis des dernières propositions des médiateurs européens (...).

Nombreuses sont les raisons qui déterminèrent le retournement du gouvernement croate. Avant tout, les Etats-Unis exerçaient sur lui de formidables pressions, en même temps qu'ils multipliaient les promesses : des sanctions pourraient être décrétées contre la Croatie pour la participation de son armée aux affrontements militaires en Bosnie ; des crédits, au contraire, pourraient lui être accordés si elle souscrivait à l'accord envisagé et les institutions financières internatio-

nales en tiendraient compte ; une aide militaire directe ou indirecte lui serait accordée, et tout serait fait pour lui permettre de récupérer les Krajinas, au besoin par la force.”

Rappelons que cet article a été écrit plus d'un an avant la reprise de la Krajina par les troupes croates, en août 1995.

Sous l'égide des Etats-Unis, un cessez-le-feu fut signé le 23 février 1994 entre les milices croates et musulmanes, et, le 18 mars, Clinton recevait Tudjman et Izetbegovic à Washington, pour leur faire signer un accord constituant la “Fédération croato-musulmane”.

« L'intérêt de ces deux documents — une proposition de Constitution pour une fédération croato-musulmane et une déclaration de principe visant à relier cette fédération à la Croatie sous la forme d'une confédération — ne réside pas dans leur contenu. Il réside dans la dynamique qu'ils sont supposés enclencher (...). Dans la salle, avait pris place l'émissaire russe pour l'ex-Yougoslavie (...). Pour faire bonne mesure, on avait aussi invité les ministres des Affaires étrangères de la “troïka” de l'Union européenne, pourtant largement distancés dans ce processus » (Le Monde, 24 mars 1994).

Pour faire “bonne mesure”...

1994-1995 :
LA GUERRE S'INTENSIFIE
AVEC “LA VOLONTÉ AMÉRICAINE
DE SE BATTRE... JUSQU'AU DERNIER
SOLDAT EUROPÉEN”

“Les frappes aériennes conduites jeudi et vendredi par l'OTAN contre les cibles serbes de Bosnie n'auraient jamais eu lieu sans d'intenses pressions diplomatiques des Etats-Unis sur leurs alliés” (Le Figaro, 27 mai).

Alain Juppé reconnaît d'ailleurs lui-même ne pas avoir eu son mot à dire, même si des avions français ont pris part

aux bombardements. Mais la position américaine est claire :

“Certains pays européens pensent que les Etats-Unis devraient contribuer en troupes à un tel effort, mais l'administration Clinton a souligné avec insistance que cette option n'est pas à prendre en considération” (New York Times, 28 mai).

Une position que l'*International Herald Tribune* (30 mai) résume en parlant de *“la volonté américaine de se battre jusqu'au dernier soldat européen en Bosnie”*.

Le “groupe de contact” (Etats-Unis, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne) a décidé le 29 mai de demander à l'ONU un renforcement du dispositif militaire et une coopération plus étroite avec l'OTAN, ce qui a été fait avec l'appui des Etats-Unis, mais ceux-ci ont annoncé qu'ils n'entendaient financer en rien cette brigade d'intervention.

Le journal *Les Echos* (29 mai) soulignait :

“Qui se préoccupe du rôle de l'Union européenne occidentale (UEO), le bras armé des Quinze ? Seule l'OTAN est aux commandes. La politique étrangère et de sécurité commune prévue par Maastricht a fait faillite.”

Il ne fallait pas être grand clerc pour le prévoir. L'Union européenne n'est que l'un des instruments contre les peuples aux mains du FMI et de la Banque mondiale.

A travers cette question, c'est bien de la suprématie américaine qu'il s'agit. Le représentant américain à l'OTAN a affirmé, à propos des casques bleus retenus en “otages”, que celle-ci avait envisagé une telle escalade :

“Nous sommes conscients avec peine de leur calvaire, mais nous poursuivons des objectifs beaucoup plus vastes” (Le Monde, 29 mai).

Des “objectifs beaucoup plus vastes” ? Comme l'annonce l'*International Herald*

Tribune (30 mai), sous le titre “Des liens plus étroits avec l'Europe”, *“le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, est attendu à Madrid... Il propose l'objectif d'établir une zone de libre-échange transatlantique.”* En un mot, les Etats-Unis, dans la lignée des négociations du GATT et de l'Uruguay Round, se proposent de faire sauter toutes les barrières et toutes les protections européennes pour inonder les marchés européens.

A travers la *pax americana*, c'est la guerre, la guerre commerciale, la guerre contre les peuples, entraînant d'immenses destructions sous l'égide du FMI. Le journal *La Tribune-Desfossés* lui-même, peu suspect de radicalisme, titre : “Les Etats-Unis entraînent toute l'Europe à la baisse” (29 mai). Il est évident que, depuis le début du conflit yougoslave, les tentatives désespérées des pays de l'Union européenne — non pas pour rétablir la paix, la liberté et la démocratie, mais pour tenter de stabiliser une situation explosive au cœur de l'Europe — se sont heurtées aux exigences de l'impérialisme américain, qui a saboté systématiquement l'ensemble des plans de paix établis sous l'égide de l'Union européenne.

Lord Owen, dans une interview au *Figaro*, dénonçait *“la responsabilité américaine dans l'échec des plans de paix successifs”*. “L'OTAN aux postes de commandement”, comme le dit le journal *Les Echos*, ce n'est pas une question militaire ; l'insistance des Etats-Unis, après la chute du Mur de Berlin, à vouloir redéfinir la place et le rôle de l'OTAN a une signification politique de premier plan. La présence américaine en Europe et sa domination à travers l'OTAN ne sont rien d'autre que l'expression des prétentions américaines à dominer.

Depuis le début du conflit, les impérialismes, particulièrement l'impérialisme américain, jouent avec l'ensemble des nomenclaturas en soutenant tour à tour Bosniaques, Croates, Serbes. Ce sont les Américains qui, il y a un an, ont appelé à l'offensive des troupes musulmanes bosniaques... puis qui, devant l'échec de celles-ci, ont annoncé que les Serbes avaient gagné et que l'homme clé était Milosevic... et enfin qui, de nouveau, ont remis en selle les Musulmans.

C'est ainsi que, au sujet du renfort apporté à Milosevic contre l'opposition en Serbie par les bombardements de l'OTAN sous couverture de l'ONU, le quotidien espagnol *El Pais*, du 24 novembre, écrit :

"Les alliés occidentaux aident comme ils le peuvent l'ancien pestiféré Milosevic, qui est peut-être maintenant leur seule pièce pour modifier la situation en Bosnie. Par exemple, avec l'exquise attaque du lundi contre l'aéroport serbo-bosniaque de Ubdina, où près de 40 chasseurs-bombardiers high tech de l'OTAN ont laissé intacts la tour de contrôle et une douzaine d'avions. Ces actions (...) visent (...) à apporter de l'oxygène au président serbe converti."

MAI-JUIN 1995 :

**LA PAX AMERICANA EN MARCHÉ
ÉCRASE DES CENTAINES DE
MILLIERS DE FEMMES ET D'HOMMES**

"L'oxygène", ils vont le lui apporter : une nouvelle fois, l'armée bosniaque passe à l'offensive, à l'appel du Congrès américain, qui invite à la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie, et après que les bombardements américains eurent fait leur œuvre.

Le journal *Le Monde*, du 22 juin, écrit :

"Après un an et demi de guerre, l'armée bosniaque et le HVO (les milices croates) se sont officiellement réconciliés grâce à la naissance de la fédération croato-musulmane créée sous l'égide des Etats-Unis (...). Des conseillers américains (le général "à la retraite" John Galvin en 1994, le général "à la retraite" Sewall actuellement) aident à la création d'un état-major conjoint."

Et, dans le même temps, comme cela a été le cas à l'occasion des négociations sur les "otages", de nombreux officiels américains ont été reçus à Belgrade, qui est aujourd'hui leur interlocuteur privilégié. Les Européens, pour négocier avec Belgrade, doivent passer par les Américains et leur représentant, le ministre russe.

Le regain de guerre qui survient à ce moment-là et la nouvelle offensive des milices musulmanes sont-ils un hasard ?

Sur ce point, l'article du *Monde*, du 17 novembre, intitulé "Des armes pour les Bosniaques", mérite d'être cité :

"L'essentiel de l'armement parvenu aux Bosniaques a transité par la Croatie. Le port de Ploce, en Dalmatie, l'île de Krk, voire l'aéroport international de Zagreb, sont les lieux de transit les plus fréquemment utilisés. En 1993, à Zagreb, les douaniers croates ont découvert un stock d'armes à bord d'un Boeing 746 iranien et l'ont confisqué. "A la suite de cet épisode, se souvient Vladimir Matek, chef de cabinet du ministre croate des Affaires étrangères, plusieurs pays nous ont contactés. Ils nous ont dit clairement que, même s'ils devaient payer plus cher, ils feraient parvenir les armes aux Bosniaques, par le côté serbe". »

Et l'article du *Monde* donne les éléments suivants sur la manière dont les Etats-Unis interviennent dans le conflit :

"Ce sont également des experts américains qui auraient aidé les Bosniaques à remettre en état l'aéroport de Vosoko, en Bosnie centrale, désormais susceptible d'accueillir de nuit des avions porteurs de cargaisons clandestines. "Ces rumeurs sont vraies", confirme un officier supérieur bosniaque, en ajoutant qu'elles ne peuvent pas être officiellement reconnues vis-à-vis des Européens et de la FORPRONU. »

C'est ce même journal *Le Monde* (22 juin) qui, commentant la stratégie mise en œuvre par l'armée bosniaque musulmane, fait remarquer, citant un officiel de l'ONU, que l'offensive militaire correspond

"au plan élaboré par le groupe de contact en juillet 1994, accepté par le gouvernement bosniaque et refusé par les séparatistes serbes. Les objectifs militaires bosniaques coïncident exactement jusqu'à présent avec ces objectifs politiques (...). Aucun des deux belligérants ne peut écraser totalement l'autre (...). L'unique solution paraît de les amener à la table de négociations par la pression militaire."

Le Monde du lendemain revient à nouveau sur cette question :

« L'explication doit être cherchée dans la création en mars 1994 de la fédération croato-musulmane, et surtout chez le "parrain" de ladite fédération : Washington (...). Les Américains ne se contenteraient pas de conseiller Croates et Bosniaques sur la meilleure façon de fusionner leurs états-majors, mais surtout ne rechigneraient pas à "mettre la main à la pâte" sur le terrain, conseillers musclés et bien armés à l'appui, sans compter de substantielles fournitures d'armes. »

JUILLET-AOÛT 1995 :
NOUVELLE OFFENSIVE MILITAIRE
DÉCIDÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.
"LES ÉTATS-UNIS SONT LE LEADER
DE L'EUROPE, IL N'Y EN A PAS
D'AUTRE" (LOS ANGELES TIMES)

En juillet et en août, l'offensive des troupes croates en Krajina, puis l'offensive croato-musulmane en Bosnie centrale, décidées par les Etats-Unis, préparent la nouvelle "négociation" sur le plan de "paix", comme le confirme un communiqué de la Maison-Blanche, qui se félicite de "la dynamique existant actuellement sur le terrain". En un mot, par la combinaison de la présence des troupes de l'ONU, des offensives des uns et des autres, des guerres et des conflits meurtriers contre les peuples, l'impérialisme cherche à aboutir à ce qu'ils appellent le "plan de paix", mais qui n'est rien d'autre que ce qu'ils ont appelé eux-mêmes la "cantonnisation", c'est-à-dire, sur la base du démembrement de la Yougoslavie, le dépeçage de la Bosnie en une série de territoires placés sous le contrôle des nomenklaturas, agents de l'impérialisme, en taillant dans la chair des nations et des peuples imbriqués depuis des siècles.

"La diplomatie américaine (mise) sur Slobodan Milosevic, le président de la Serbie. Des premiers signes de la justesse du calcul américain étaient apparus mardi. Le "Parlement" de Pale s'était tout d'abord déclaré favorable au plan de paix américain. Plus, Radovan

Karadzic avait envoyé à l'ancien président Carter une lettre acceptant explicitement comme base de négociation la carte élaborée par le groupe de contact en juillet 1994 » (Le Figaro, 1^{er} septembre 1995).

Sur cette base, la nouvelle offensive militaire croato-musulmane de septembre, relayant les intenses bombardements de l'OTAN, n'a d'autre sens que de préparer les "négociations de paix" qui s'ouvrent à Washington, le 26 septembre.

Mais, comme l'écrit le *New York Times* (2 septembre),

« R. Holbrooke a suggéré que des modifications du plan de paix d'origine étaient possibles, mais en insistant sur le fait que l'on devait conserver le 51-49 %, car les Etats-Unis considéraient que "la carte de la paix doit prendre en compte les nouvelles réalités militaires" ».

En un mot, sous l'égide des Etats-Unis, les diverses mafias-nomenklaturas vont "négocier" les "ajustements" par l'échange de territoires, de populations, toujours et encore sur le dos des peuples, avec de nouveaux massacres, de nouvelles opérations militaires, de nouveaux déplacements de populations. Comme l'écrivait *Libération* (21 septembre),

« le nouveau tracé du front au nord de la Bosnie correspond toujours aux schémas de découpage du "groupe de contact". Après neuf jours de combats, les troupes croato-bosniaques se sont emparées d'environ 20 % du territoire, ce qui permet à la Fédération croato-bosniaque de contrôler désormais 50 % de la Bosnie. Avec une précision de 1 %, selon les experts américains. »

Le résultat, outre les morts et les blessés, ce sont à nouveau des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards arrachés à leur terre, à leur maison, jetés sur les routes vers l'exode. "C'est la Pax Americana", titre *Le Figaro*. *La Croix* (21 septembre) écrit :

« Le 22 juillet, quelques jours avant le début de l'offensive, l'accord d'assistan-

ce mutuelle entre Tadjman (le président croate) et Izetbegovic (le président bosnien) fut (conclu) avec la bienveillante approbation de l'ambassadeur à Zagreb, P. Galbraith. L'Américain était surnommé depuis longtemps le "vice-roi de Croatie". »

Tandis que, selon *Le Figaro*,

« le but de Milosevic serait de faire reculer (les milices serbes) jusqu'aux "frontières" du plan de partage concocté par les chancelleries occidentales » (20 septembre).

Telle est la réalité du plan de paix, de la *pax americana*. Les diverses fractions nomenklaturistes mafieuses travaillent à la mise en œuvre du plan américain. Il n'a pas fallu attendre longtemps, avec le nouveau regain de barbarie de l'été 1995, avec l'offensive des troupes croates en Krajina, puis avec l'offensive croato-musulmane en Bosnie, pour voir ce que signifient "les droits des peuples" pour l'impérialisme.

Plus de 200 000 habitants serbes de la région de la Krajina ont été jetés sur les routes à la suite de l'offensive lancée par l'armée croate ; des milliers de Croates ont été chassés à leur tour de Banja Luka, territoire contrôlé par les "Serbes bosniaques" ; puis, de nouveau, des centaines de milliers de Serbes l'ont été par l'offensive des troupes croato-musulmanes en Bosnie ; puis des dizaines de milliers de Croates fuyant la Serbie... Le *Wall Street Journal*, le 15 août, résume ainsi la situation :

"Les réfugiés, serbes, croates et musulmans, déferlent en un morne exode à travers l'ex-Yougoslavie. Ainsi est atteint l'objectif d'une guerre qui dure depuis quatre ans : le déracinement de populations entières pour créer des territoires ethniquement homogènes."

De ce cauchemar, Bill Clinton, président des Etats-Unis, a déclaré, le 10 août qu'il constituait "un moment réellement prometteur". Et son secrétaire à la Défense a dit que "s'ouvrirait une fenêtre d'opportunité".

Aujourd'hui, Clinton lève le masque. Anthony Lake, conseiller de Clinton pour la sécurité nationale, a visité les capitales européennes pour présenter un plan de dépeçage de l'ex-Yougoslavie qui, selon la formule de l'éditorialiste du *Figaro* (14 août), "entérine les déplacements massifs de populations". Et, en même temps, Washington a rappelé sans ménagement qu'il était "le joueur le plus influent dans la région", comme le soulignait l'*International Herald Tribune* au début de l'offensive croate. Le *Los Angeles Times* (2 septembre 1995) le souligne :

"Les Etats-Unis sont le leader de l'Europe, il n'y en a pas d'autre."

Au sujet du "plan de paix", un journaliste américain note cyniquement :

*"Il serait bien préférable d'avoir un Etat et une société bosniaques multiethniques, où tout le monde vivrait ensemble. Cela a existé et cela s'est appelé la Yougoslavie. Les Serbes, les Croates et les Musulmans ont contribué à disloquer cet Etat. C'est pourquoi la seule manière de stabiliser les choses aujourd'hui est de diviser la Bosnie entre eux" (Thomas L. Friedman, "Décider une partition et se donner les moyens de l'imposer", *New York Times*, 30 juillet).*

Ce qui est en cause ici pour les grandes puissances, ce n'est pas en soi la "partition" de la Bosnie, mais la dislocation de l'ancienne Fédération yougoslave et de toutes ses parties. L'ampleur des massacres programmés en Bosnie, c'est en quelque sorte la "preuve" que les Serbes et les Croates ne peuvent pas vivre ensemble, alors justifiée par toute la politique de désintégration de la Yougoslavie.

Telle est la politique internationale du FMI, de la Banque mondiale et des puissances impérialistes, qui s'est exprimée en Irak, au Rwanda, en Somalie, qui s'exprime dans l'offensive destructrice en Algérie, dans l'ex-URSS et dans de nombreux pays d'Afrique et d'ailleurs. Et les peuples, dans tout ça ? A ce propos, l'ambassadeur américain en Somalie avait tiré ce bilan de l'opération "Restaurer l'espoir" :

"Si vous croyez au principe de l'auto-détermination, alors (les Somaliens) ont le droit de ne pas avoir de gouvernement... S'ils ne veulent pas d'Etat national, c'est leur droit. Il n'y a plus de Somalie, la Somalie a disparu. Ce qui va certainement émerger ressemblera à la côte somalienne telle qu'elle existait au XIX^e siècle, c'est-à-dire une série d'Etats, cités, comptoirs..."

La partition, la "cantonisation" de la Yougoslavie, la création de ce que les grandes puissances appellent des "mini-Etats" n'ont d'autre fonction que de créer des "comptoirs" sur la base de la dislocation du pays pour liquider la propriété sociale.

SEPTEMBRE 1995 : MEETING POUR LA PAIX À BELGRADE

L'arrivée de centaines de milliers de réfugiés produit un choc dans toute la Serbie.

Le gouvernement de Milosevic tente d'interdire l'entrée de la Serbie aux réfugiés hommes en âge de combattre. Mais le refus des femmes et des enfants de franchir seuls les postes-frontières et la mobilisation en Serbie contraignent Milosevic à céder. Pour autant, il cherche à dresser les réfugiés serbes non seulement contre les minorités nationales croate, albanaise, hongroise qui vivent en Serbie, mais également contre le peuple serbe de Serbie.

Le groupe GAMA (Citoyens pour la paix) a lancé un appel, qui a très vite regroupé plus de cinquante organisations syndicales, associations culturelles, de femmes, des droits de l'homme, dans un comité pour la coordination du mouvement pour la paix et la démocratie.

Celui-ci a tenu un meeting, début septembre à Belgrade, qui a rassemblé trois cents personnes et a adopté un appel, dont nous reproduisons des extraits :

« Depuis le début de la guerre en Yougoslavie, les belligérants utilisent la tragédie des réfugiés en prenant les

familles en otages et les hommes comme chair à canon pour prolonger la guerre et les régimes de dictature. Nos "seigneurs de la guerre" s'aident mutuellement en s'offrant en cadeau des contingents de chair à canon, les réfugiés, qui sont le matériau de leur "petite monnaie".

Ce commerce monstrueux de peuples et de territoires se répète une nouvelle fois, avec le dernier exode serbe de Croatie. La mobilisation policière pour envoyer les gens à la guerre, des gens qui ont pourtant fui la guerre, est prolongée en Serbie.

Nous demandons le statut de réfugié pour tous les citoyens des républiques ex-yougoslaves qui ont fui la guerre, sur le territoire de la Serbie, jusqu'au moment où il leur sera possible de revenir librement chez eux.

Nous demandons que cesse immédiatement la mobilisation des réfugiés.

Nous demandons d'interdire l'activité des groupes paramilitaires de Karadzic et de Mladic en Serbie. Les groupes fascistes essaient d'utiliser pour leur propre compte la tragédie des réfugiés pour la purge ethnique en Serbie et tentent de les dresser contre les citoyens de Serbie, parfois avec l'aide discrète du pouvoir serbe.

Nous demandons au gouvernement serbe de respecter la loi, qui est toujours en vigueur, et d'ouvrir une procédure juridique pénale contre ces groupes et leurs partenaires dans les organes du pouvoir.

Nous appelons toutes les organisations, tous les groupes, citoyens et démocrates à s'opposer énergiquement à toutes les tentatives d'impliquer la Serbie et le Monténégro dans la guerre, et contre toute tentative de purge ethnique en Serbie et au Monténégro. »

OCTOBRE 1995 : LA GUERRE DES GRANDES PUISSANCES CONTRE LA PAIX DES PEUPLES

« Les négociations en cours à Washington au sujet de l'ex-Yougoslavie ont abouti, le 6 octobre, à un cessez-le-

feu entre forces serbes de Bosnie, forces armées croates et bosniaques, et à l'annonce de l'ouverture, le 25 octobre, de pourparlers "sur le fond". Mais s'agit-il bien de la paix ? La paix peut se répandre comme une traînée de poudre. »

C'est ainsi que l'*International Herald Tribune* conclut, le 26 septembre, un article sur ces négociations. La conjonction entre l'annonce d'une solution pacifique et la métaphore belliqueuse peut apparaître comme paradoxale. Mais, dans la phrase précédente, l'éditorialiste en explique la signification :

"L'heureux principe de la séparation ethnique forcée peut être étendu à l'infini."

En d'autres termes, la "paix" annoncée sous l'égide américaine ouvre la voie à de nouvelles partitions, à un nouveau démembrement des Balkans, porteurs de conflits encore plus dévastateurs que ceux qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie depuis 1991. C'est cette crainte qu'exprime un journal bulgare, *Kontinent*, qui note que

"les grandes puissances s'appêtent de nouveau à recouvrir de cendres clairsemées les braises non éteintes du conflit, dont le moindre souffle politique ravivera l'incendie".

Pour la *pax americana*, il a fallu des dizaines de milliers de morts, la ruine de régions entières, des milliers de réfugiés bosniaques, "musulmans", serbes, croates, qui se croisent sur les routes de la misère. Des réfugiés qui représentent près du quart de la population de l'ancienne Yougoslavie et qui ne retrouveront pas la région dont ils ont été chassés dans le cadre du "plan de partage" décidé par Washington. Pour aboutir à cette "paix", il a fallu pousser à la désintégration de la Yougoslavie en organisant la partition et la "cantonisation".

"En fin de compte, les guerres se terminent toujours", remarque cyniquement *The Economist*, du 23 septembre : *"En un*

sens, ce sont les horreurs de cette guerre qui permettent la paix." Le "nettoyage ethnique" étant largement fait, on peut envisager la "stabilisation". Le secrétaire à la Défense des Etats-Unis, William Peny, a déclaré que le contingent de l'OTAN — sous commandement américain — aurait comme tâche *"d'armer et de former l'armée bosniaque"* et qu'il resterait sur place jusqu'à ce *"qu'existe une certaine stabilité"*.

Le "découpage" étant fait par le fer et le feu, il faut, pour le préserver, armer encore plus les combattants et faire stationner dans l'ex-Yougoslavie une force d'occupation de 50 000 à 60 000 hommes.

La preuve en est donnée : depuis le début de la guerre, les grandes puissances ont versé des larmes de crocodile sur les massacres, la purification ethnique. Au nom du prétexte humanitaire, elles sont intervenues militairement en ex-Yougoslavie. Mais la preuve est aussi faite que ce sont elles qui, depuis le début du conflit, organisent et ordonnent cette guerre. Elles ont dénoncé les "conflits interethniques", mais, en réalité, c'est la politique de l'impérialisme, et notamment de l'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis, qui a décidé de la guerre contre tous les peuples de Yougoslavie, pour aller jusqu'au bout de leurs plans de liquidation de la propriété sociale.

○ N'est-ce pas lord Carrington qui déclarait dans l'interview au *Figaro*, du 13 juillet 1993 : *"Même les guerres les plus atroces ont une fin" ?*

LA PAIX DANS LES BALKANS

Une fin ? Pour notre part, nous ne voyons d'issue que dans ce que déclare ce responsable syndical mineur de Roumanie, invitant au comité préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte : la paix dans les Balkans.

« Car, nous le réaffirmons, dans le syndicat, il n'y a pas d'ethnie, mais seulement des membres. Ce qui a été réalisé en Yougoslavie par le démantèlement de la confédération syndicale sur des bases "nationales", donc sa liquidation de fait,

c'est ce qu'on voudrait bien essayer de faire ici aussi au niveau local, par des pressions qui revêtent parfois des aspects "ethniques".

Dans les régions où existe une puissante minorité hongroise, on essaie de diviser les salariés sur des critères ethniques dans le but de "yougoslavisier" petit à petit la Roumanie. Voilà pourquoi l'unité des travailleurs dans le cadre de l'indépendance de leurs organisations est essentielle pour sauvegarder la paix, là où la misère provoquée la chasse. Voilà pourquoi les travailleurs du monde entier, s'ils sont unis, représentent la seule force qui peut et veut assurer la paix.

Dans les Balkans, au cœur de l'Europe, les travailleurs ont le devoir de trouver une réponse ferme face aux plans de ceux qui veulent les dresser les uns contre les autres.

Une seule solution : la paix maintenant...

• **La paix dans les Balkans** signifie un coup d'arrêt à la politique des plans d'ajustement structurel et de privatisation du FMI, qui ont généré les causes du conflit sanglant, menant au chaos.

• **La paix dans les Balkans** signifie le retrait des troupes de l'ONU, de l'OTAN et de la FAR qui, loin d'être facteurs de paix depuis plus de trois ans, sont un facteur actif de la poursuite des hostilités.

• **La paix dans les Balkans** signifie la lutte contre les gouvernements qui soutiennent les initiatives "diplomatiques" et "humanitaires" poursuivant la guerre.

• **La paix dans les Balkans** signifie la défense des travailleurs dans l'unité, quelle que soit leur nationalité ou leur religion.

• **La paix dans les Balkans** signifie le droit des peuples des Balkans à décider de leur sort, à l'abri des institutions internationales, de leur gouvernement, des gouvernements étrangers, tous intéressés à la perpétuation des conflits opposant plus encore les travailleurs entre eux.

Au nom de l'unité des travailleurs du monde entier, quelles que soient leur nationalité, leur religion ou leurs opinions politiques, nous vous appelons à participer les 16 et 17 décembre 1995 au comité préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte.

En nous réunissant sur la base d'idées communes, nous pouvons aider à constituer le cadre de résistance aux plans destructeurs du FMI, de l'ONU, de l'OTAN et de l'Union européenne, qui ne peuvent conduire qu'au chaos et à la misère et détruire les bases mêmes de la civilisation humaine. »

Lucien Gauthier

L'ONU, dans un document publié à la veille de la tenue de son 50^e anniversaire à Copenhague, conclut :

"Une part croissante de l'aide publique est allouée aux pays en développement et par le canal des ONG, puisque celle représentait en 1985, 35 % des revenus des ONG, contre 1,3 % en 1976. Dans les pays en développement, le nombre d'ONG participent aux activités de développement a connu un accroissement spectaculaire ces dix dernières

...V a peut-être dans les Balkans... à l'heure des guerres... "démocratiques"...

...La paix dans les Balkans... la Conférence mondiale préparatoire à la III^e Conférence...

...au nom de l'unité des travailleurs... nationale... 17 décembre 1992...

...de l'Europe y appartient... l'Union européenne... le monde entier...

...la paix américaine... la somme de milliards de morts... les réfugiés...

...la guerre... se termine... la liquidation de...

...la Défense des États-Unis... l'indépendance de leurs organisations... la Conférence mondiale préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte...

...la Conférence mondiale préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte... le 13 juillet 1993 : "Même les guerres les plus atroces ont une fin" ?

LA PAIX DANS LES BALKANS

Une fin ? Pour notre part, nous voyons d'issue que dans ce que déclare le responsable syndical mineur de Roumanie, invitant au comité préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte : la paix dans les Balkans.

Ceci, nous le réaffirmons, dans le syndicat, il n'y a pas d'ethnicité, mais seulement des membres. Ce qui a été réaffirmé par le démantèlement de la confédération syndicale sur des bases nationales, dans la liquidation de...

A propos des ONG

Par Miguel CRISTOBAL

Le "sommet de la terre", le "sommet social" de Copenhague ensuite (tous deux organisés par l'ONU) et enfin le "sommet de Pékin" sur les femmes ont consacré la place nouvelle occupée par les ONG (organisations non gouvernementales). Il y a déjà 2 500 ONG, de tous les continents, accréditées auprès de l'ONU. Et on calcule qu'elles sont près de 50 000 à être accréditées auprès de l'ensemble des institutions internationales et des gouvernements, les plus connues parmi ces ONG étant les organisations "humanitaires", intervenant dans les pays en guerre.

Moins connues, mais beaucoup plus nombreuses, sont les ONG dites de "développement", s'occupant ici d'un "projet" d'éducation "alternative", là d'une "banque autogérée" par des femmes, là encore de la mise en place d'un "réseau sanitaire de base".

Cette multiplication d'ONG et de "projets" dans tous les pays et sur tous les continents a été élevée, par la presse en particulier, au rang de phénomène de société le plus marquant de cette fin de siècle et comme expression d'un renouvellement de l'esprit d'initiative des populations.

"Non gouvernementales", les ONG sont censées déjà l'être par leurs sources de financement. Qui n'a pas vu, en effet, une publicité appelant aux dons privés pour financer tel ou tel projet en Afrique ou ailleurs ? La réalité est à l'opposé de

l'image volontaire et volontariste que les ONG donnent de leurs objectifs. Pour commencer, en ce qui concerne les sources de financement des ONG, elles sont fondamentalement gouvernementales et institutionnelles, comme on peut le constater à la lecture d'un dossier consacré récemment aux ONG par l'une des publications de l'Union européenne, *Le Courrier* (juillet-août 1995).

La part de fonds publics dans le financement des ONG

"atteint les 40 % au Royaume-Uni. Mais il peut monter jusqu'à 80 %, comme c'est le cas en Italie, en Suède ou en Norvège (...). Engagées parfois dans une concurrence financière féroce, les ONG ont bien du mal à résister à l'afflux de fonds publics (...). Cela ne fait qu'accentuer des rapports de plus en plus étroits avec les organisations étatiques."

L'ONU, dans un document publié à la veille de la tenue du sommet social de Copenhague, constatait :

"Une part croissante de l'aide publique est acheminée vers les pays en développement par le canal des ONG, puisqu'elle représentait, en 1988, 35 % des revenus des ONG, contre 1,5 % en 1970. Dans les pays en développement, le nombre d'ONG participant aux activités de développement a connu un accroissement spectaculaire ces dix dernières

années. Ainsi, la Banque mondiale estime que les ONG enregistrées en Inde traitent un quart de toute l'aide extérieure, soit 520 millions de dollars par an.

Les ONG ont eu un accès de plus en plus large aux budgets de l'APD au cours des 10 ou 15 dernières années, car elles se sont vu confier de plus en plus l'exécution de programmes axés sur les travaux d'urgence financés sur fonds publics, l'atténuation de la pauvreté, l'intégration sociale et ethnique, etc.

Maintenant qu'en moyenne, 9 à 10 % de l'ensemble de l'APD sont alloués à des programmes gérés par des ONG, les donateurs bilatéraux font transiter par le canal des ONG un volume de ressources beaucoup plus important que celui acheminé par l'ensemble du système des Nations unies" (Les ONG, partenaires du développement social, document du département de l'information des Nations unies).

Un rapport de la Banque mondiale publié en 1990 estimait déjà que 5,5 milliards de dollars transitaient par les ONG. Rien que pour l'année 1992, la CEE a ouvert 37 "lignes de crédit" pour l'activité des ONG, pour un montant d'environ 1 750 millions d'écus (c'est-à-dire plus de 5 milliards de francs). A cela, il faut bien entendu additionner les "lignes de crédit" ouvertes par les gouvernements et leurs ministères spécialisés (comme le ministère de l'Action humanitaire en France, par exemple) et des autres institutions internationales.

Et c'était avant le "sommet social" de l'ONU de 1995. Aujourd'hui, le lien entre les ONG et les gouvernements a pris une autre ampleur, comme le démontre le dernier rapport de la Banque mondiale où l'on peut dire :

"Durant l'exercice 1995, 41 % des projets approuvés par la banque prévoyaient une participation des ONG. Deux tendances se sont affirmées durant l'exercice écoulé : le renforcement de la participation des ONG à un stade plus précoce du cycle du projet, en particulier pour l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités financées par la banque et une plus forte participation des ONG aux études économiques et sectorielles."

Un pourcentage qui atteint 57 % pour les projets de la Banque mondiale en Afrique et 67 % dans celui de l'Asie du Sud.

LES ONG ET LA "DIMENSION SOCIALE" DES PLANS MEURTRIERS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Les ONG sont donc devenues une composante de l'action des gouvernements et des grandes institutions financières internationales. Subordonnées financièrement à celles-ci, elles le sont aussi, bien entendu, quant aux objectifs de leur action. La place nouvelle donnée par les gouvernements et les institutions aux ONG part d'un certain nombre de principes de base.

Le premier, on l'aura déjà compris, est celui du "nécessaire désengagement des Etats" de services aussi essentiels que la santé, l'école, les services publics de base. On remarquera au passage que ce "désengagement" de l'Etat est parallèle à la façon dont les budgets nationaux sont "engagés" de façon croissante dans le "financement" des profits du secteur privé, soit par le biais de la ponction croissante des budgets pour payer des dettes fictives ou spéculatives, soit par le biais des privatisations avec ce qu'elles comportent de bradage de la propriété d'Etat.

Le deuxième principe de base qui fonde le développement des ONG est le "caractère incontournable" de "l'ajustement structurel" (c'est-à-dire des plans du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union européenne).

Dans le document préparatoire de l'ONU au sommet social, on peut lire que l'action des ONG doit partir de l'application des plans d'ajustement structurel pour — on appréciera — "atténuer leurs répercussions négatives", "réduire les effets négatifs", "prévenir ou atténuer les souffrances extrêmes".

L'action des ONG trouve sa place dans cette "logique". Elles sont le moyen de ce qu'on a baptisé l'établissement de "filets sociaux de l'ajustement", c'est-à-dire,

comme ont tenu à le souligner en particulier les représentants ouvriers à l'OIT (Organisation internationale du travail), la représentation d'une orientation barbare :

« L'idée même de "filet de sécurité" en dit long quant à la pensée actuelle en matière de politique sociale. Les filets servent à rattraper les personnes qui tombent. Un bon filet à mailles serrées capture tout le monde s'il y a chute, un mauvais laisse passer certains déshérités au travers de ses mailles. Mais l'idée même, liée aux démarches contemporaines favorables au marché en vue d'un développement et d'un redéploiement économique, est potentiellement négative vue sous l'éclairage de la pensée sociale. Le concept sous-jacent est que — à tout le moins dans le court terme non défini — les politiques axées sur le marché auront des coûts sociaux dont le gros sera supporté par les membres les plus pauvres de la société. »

C'est dire si

"cette démarche s'éloigne nettement des idées en matière de politique sociale et de protection qui, au moins dans les pays industrialisés, ont imprégné les premières décennies après la guerre. La politique sociale globale était alors fondée sur les principes de l'inclusion et de l'équité, elle visait également le plein emploi et l'universalité des prestations au titre de la Sécurité sociale" (OIT, janvier 1994).

LES ONG : UNE ENTREPRISE DÉLIBÉRÉE DE CORRUPTION

Bien entendu, il ne s'agit pas du transfert des budgets sociaux vers les ONG. Il s'agit de leur réduction, voire de leur élimination. Et de dégager des sommes qui servent surtout au développement délibéré de la corruption au service de l'acceptation des plans d'ajustement structurel.

Corruption délibérée et pratiquée en toute connaissance de cause. Ainsi, dans la revue de l'Union européenne, *Le Courrier*, déjà cité, on peut lire :

"Un groupe d'amis (généralement des intellectuels vivant en ville) se constitue en ONG, avec comme seul moyen la volonté d'être ONG ; d'où la naissance prolifique d'ONG en Afrique depuis une dizaine d'années. Rares sont celles qui développent une initiative de levée interne de fonds (...). Le développement de certaines ONG sans lien ou apport significatif avec les populations de base et ayant comme principale motivation la satisfaction de leurs propres besoins matériels fait craindre à certains observateurs l'émergence d'une administration parallèle au sein des ONG. On reconnaît, en outre, que des ONG se créent sans que leurs responsables aient la moindre idée de la manière dont fonctionne une ONG et interviennent ponctuellement selon les opportunités financières qui se présentent à elles."

La Banque mondiale est aussi parfaitement au courant des pratiques de corruption alimentées par les fonds administrés par les ONG qu'elle finance. Ainsi, concernant un projet de "reconversion" d'employés de la fonction publique au Sénégal, poussés à en partir et embauchés dans des "microprojets" à durée très déterminée, une étude de la Banque mondiale, *Adjustment in Africa World Bank Sectoral Studies*, dit que les quelques emplois "créés" ont coûté chacun la somme de 11 000 dollars (c'est-à-dire l'équivalent de dix ans de SMIC ou de trente ans de "salaire" dans le secteur informel).

Les subventions budgétaires aux ONG se font sur la base de "concours" dont l'élément central est ce qu'on appelle un "projet". Un "projet" dure en général deux ans. Pour la forme, le projet est en général "cofinancé" par l'ONG (50 %) et les fonds publics. Mais, en général, les projets présentés proposent un financement public de 70 % la première année et de 30 % la deuxième. Ainsi, les promoteurs touchent le "pactole" au début. Quant à la suite...

ONG, SYNDICATS ET "CLAUSE SOCIALE"

Le développement des ONG sert de base aux rapports de production qui

accompagnent, voire organisent la destruction de rapports fondés sur les normes consacrées dans les Codes du travail. Les ONG, on l'a vu, ce sont des "employeurs" d'entreprises dont le caractère prétendument "volontaire", "humanitaire", justifie la non-application des normes. La base de l'action des ONG est le secteur dit "informel" et la pression que les institutions financières exercent par le biais des ONG pour que les organisations syndicales adaptent leur action à la remise en cause de l'existence même d'un travail salarié régi par des normes nationales et internationales. La pression qui s'est organisée autour des organisations syndicales pour qu'elles rejoignent avec le statut d'ONG le sommet social de l'ONU avait cet objectif. Des pressions qui parfois se traduisent dans le concept d'une "nouvelle pratique syndicale".

Un exemple : on peut lire dans *Le Monde du travail libre*, revue de la CISL, de septembre 1995 :

"En l'an 2000, 90 % de la population active de l'Afrique sera active dans le secteur informel ou rural. Leur organisation assurerait la représentativité et l'avenir du syndicalisme."

C'est sûrement l'actuelle direction de la CGT (Confédération générale du travail, France) qui est allée le plus loin dans cette adaptation à la "démarche" des ONG. Dans la contribution de cette organisation au "sommet social" de l'ONU, on peut lire :

"La création de multiples ONG, si elle a pu représenter un moment pour les Etats un moyen d'évacuer leurs propres responsabilités, reflète désormais la recherche de moyens d'intervention nouveaux sur les effets de la crise et parfois sur ses causes."

Pourquoi ce qui était vrai hier concernant les ONG ne l'est plus maintenant ? Parce que, explique le mémorandum de la CGT,

"il faut non seulement prendre appui sur des principes moraux et humanitaires universels, sur les normes internationales de droit existantes, mais aussi travailler

à des approches nouvelles, différentes de celles retenues ces cinquante dernières années".

Qu'est-ce que cette "approche nouvelle" dont les ONG sont un instrument "nouveau" ? C'est celle qui aboutirait à une "Charte sociale internationale", dont la base serait la suivante :

"Il faut créer un système différencié de droits sociaux reconnus suivant les niveaux de développement. Une charte sociale ne peut pas s'aligner sur un certain nombre de droits minimaux au risque d'être soit d'une totale inefficacité, soit le moyen de faciliter un ajustement à la baisse des droits sociaux dans les pays avancés. Un alignement par le haut, brutal, aboutirait à demander un effort insoutenable aux pays les moins avancés. Il faut donc créer un système commun de normes sociales, dont le niveau ajustable serait différent suivant la zone économique à laquelle appartierait le pays concerné."

C'est-à-dire qu'il s'agit bien de la déréglimentation par rapport aux normes internationales consacrées par l'OIT et qui donnent la base à l'action des organisations syndicales dans le monde entier.

DÉVELOPPEMENT RURAL OU ANÉANTISSEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ?

Certains prétendent que la légitimité des ONG tient à leur intervention dans des secteurs où le mouvement ouvrier ne peut pas intervenir. En particulier dans les campagnes éloignées.

Des ONG, les grands médias présentent en général l'image de projets, concourant au développement de "microprojets" locaux, permettant aux paysans de mieux cultiver la terre sur la base du travail communautaire.

Organisation nouvelle du travail paysan ? Oui, sans doute. Mais dans quel sens ? Un livre à peine critique sur les ONG, *Implantation et Impact des organi-*

sations non gouvernementales (CHRD, Genève) constate, à propos de ces projets agricoles :

"Ce sont les plus petits paysans et les paysans moyens qui fournissent le travail physique, alors que les paysans aisés et les grands propriétaires y participent sous la forme d'une contrepartie monétaire dérisoire (l'équivalent du prix d'un homme-journée de travail). Le développement des infrastructures repose donc sur les épaules des plus pauvres, alors que c'est l'Etat qui est censé être responsable et qu'il prélève des taxes importantes sur les paysans. Ce principe de travail communautaire s'apparente donc à un système de taxation régressive..."

Mais, surtout, il y a les conséquences catastrophiques sur les économies locales et paysannes desdites aides "d'urgence" (confisquées en général par les mafias).

Il y a l'aide "alimentaire" d'urgence (destinée à palier pendant quelques semaines la situation de famine). Et l'aide alimentaire "non urgente", qui crée les conditions de la famine. Ainsi, une étude publiée par le secrétariat espagnol chargé des relations avec l'Union européenne, *Politique communautaire de coopération et pour le développement*, constate :

"Les produits de l'aide alimentaire avaient et ont pour origine des pays donateurs et ils sont liés à l'existence d'excédents, ce qui produit des changements dans les habitudes alimentaires des bénéficiaires avec, dans beaucoup de cas, des effets très négatifs."

Or ces effets négatifs sont d'abord et avant tout que cette "aide alimentaire" vient concurrencer la production locale (le temps que celle-ci tombe en faillite et disparaisse). L'"aide humanitaire" est donc un marché qui s'appuie sur la destruction planifiée de la production locale, facteur premier de l'apparition de situations de famine. On ne compte plus, dans le monde, les régions agricoles sinistrées par l'aide alimentaire distribuée par les ONG. Un seul exemple : Haïti et la vallée de l'Artibonite, qui produisait du riz dans des proportions largement suffisantes pour les besoins nationaux (le riz étant l'aliment de

base). Haïti a fait l'objet, tout au long des années 1980, de la "sollicitude" d'ONG distribuant gratuitement du riz étranger. Aujourd'hui, les agriculteurs producteurs de riz haïtien sont en faillite, les infrastructures tombent en ruine. Haïti est maintenant devenu importateur de riz. Mais celui-ci n'est plus gratuit : il doit être payé.

INTERVENTIONS DES ONG, DISLOCATION DES CADRES NATIONAUX ET GUERRES CIVILES

Autant, sur le terrain "social", l'intervention des ONG vise à accompagner et à mettre en place la déréglementation, autant, sur le terrain des nations, l'activité des ONG anticipe, "accompagne" et s'intègre au processus des éclatements meurtriers des nations.

Déjà, il y a quelques années, l'étude du CHRD (Genève) constatait :

"Par leur action et leur démarche de travail, les ONG ont fortement tendance à prendre en charge certaines réalisations ou services qui incombent naturellement à l'Etat. Cette attitude porte souvent les paysans à considérer les ONG comme étant l'Etat ou son remplaçant légitime. Cela représente aussi une forme de justification de l'inaction de l'Etat en matière de développement rural, voire d'une certaine désresponsabilisation de celui-ci. L'extension et la généralisation d'une telle démarche peuvent aussi déboucher sur l'existence de deux Etats parallèles ou d'un Etat dans l'Etat..."

Aujourd'hui, c'est même le *Courrier* de l'Union européenne qui doit constater que

« la prolifération des ONG a été encouragée par de nombreux donateurs du Nord afin de combler le vide créé par la compression des services sociaux, suite aux politiques d'ajustement économique. L'Etat ne garantissant plus le respect des normes de santé publique, d'éducation et de bien-être (y compris l'aide d'urgence), de multiples possibilités se sont ouvertes au secteur privé, en particulier au niveau des communautés (...).

C'est au plan local, où les ONG revendiquent un avantage comparatif par rapport aux gouvernements, que se jouent de plus en plus les chances de survie et que gravitent donc les appartenances à la société civile. La crédibilité des ONG en matière de fourniture de services, "basés sur les communautés", est souvent acquise aux dépens de la notion de légitimité du gouvernement central. Il est donc assez ironique de constater que la multiplication des conflits d'origine ethnique face aux moyens de subsistance s'explique, partiellement du moins, par le succès politique des ONG. On sait ce qu'il en a été en Somalie, où les ONG ont été jusqu'à recruter leurs propres milices locales. »

CONCLUSION

Nous pensons avoir donné quelques éléments prouvant en quoi le développement de l'action des ONG s'inscrit dans une volonté délibérée de remise en cause des

droits élémentaires des peuples et du droit des organisations syndicales à exister.

D'une position nette et claire sur cette question, il en va de l'avenir même du mouvement ouvrier.

L'impérialisme tente aujourd'hui de prendre appui dans la détresse, la misère qu'il crée lui-même pour décomposer l'ensemble des rapports issus de décennies de conquêtes arrachées par le mouvement ouvrier et de conquêtes nationales des peuples opprimés.

Mais cela, il ne peut pas le faire sans un réseau de complicités.

Les ONG, les "financements" qu'elles procurent sont au cœur de l'offensive corruptrice à laquelle le mouvement ouvrier ne peut faire face qu'au travers de la lutte permanente pour son indépendance politique et financière.

Miguel Cristobal

Le capitalisme pourrissant, ou l'importance de ne pas être un magnétophone digital

Par A. MANUEL

GARE AUX PIRATES

L'enregistrement digital de son est une technologie maîtrisée depuis de nombreuses années. Sa production ne pose aucun problème pour les ingénieurs. Cela fait des années déjà que les vieux magnétophones analogiques auraient pu être remplacés par des magnétophones digitaux. L'avantage des magnétophones digitaux, c'est de pouvoir enregistrer des cassettes de qualité équivalente à l'originale, tandis qu'avec les magnétophones analogiques, non seulement la qualité est inférieure, mais elle se détériore à chaque nouvelle copie. De plus, les coûts de production des magnétophones digitaux sont peu élevés et appelés à baisser encore, et leur technologie est parfaitement maîtrisée.

En principe, du point de vue même de la doctrine économique officielle démontrant la vitalité dont seul le capitalisme serait capable, de tels atouts devraient procurer à l'entreprise sachant développer un tel produit avant les autres un avantage inestimable, lui permettant de ramasser, au moins pendant les premières années, les profits importants acquis à l'innovateur à succès. Cela d'autant que, à l'heure actuelle, le marché de l'électronique de consommation, comme beaucoup d'autres, est un marché où les industriels se plai-

gnent de la tendance au tassement des marchés et des profits, en particulier parce que les produits comme la télévision sont devenus traditionnels. Sur un tel marché, un produit nouveau comme le magnétophone digital aurait dû réunir toutes les conditions pour un succès foudroyant.

Et pourtant, il n'en fut rien. A l'heure qu'il est, si l'on veut un magnétophone pour sa chaîne hifi, il faut toujours se contenter de l'appareil analogique. La technique digitale, certes, est arrivée sur le marché, mais elle n'en occupe que des "niches". Les produits relevant de la technique digitale (minidisc, cassette digitale, etc.) présentent un grand nombre d'incompatibilités techniques avec tous les autres et des dispositifs internes les empêchent de réaliser normalement leur fonction — la copie parfaite de son. Et, en conséquence de tout cela, ils sont, en plus, beaucoup plus chers qu'il ne le devrait.

Toutes ces incompatibilités n'ont pas été le fait de difficultés de développement ou d'une hâte excessive à accéder aux marchés. Elles ont été, en fait, créées de toutes pièces par l'industrie elle-même. Elles résultent de dures batailles juridiques et d'accords passés avec, notamment, les géants Sony et Philips. Le seul et explicite but était de restreindre l'utilité du nouveau produit.

Il n'y a à cela qu'une seule raison : si la nouvelle technologie était mise à la disposition du public telle quelle, l'industrie de l'édition de disques et de cassettes craignait de s'effondrer, le lieu de production de copies se déplaçant en quelque sorte de l'usine de disques à la maison de tout un chacun. En effet, l'avantage du magnétophone digital, c'est qu'une fois qu'un particulier en était équipé, il pouvait, avec les mêmes garanties techniques, reproduire tous les disques existants.

La valeur d'usage du nouveau produit innovateur était, certes, significative. Le coût de l'accès à des œuvres de musique (et le même principe vaut tout naturellement pour l'image...) se réduirait de beaucoup, avec un gigantesque élargissement du nombre des consommateurs potentiels.

La valeur d'usage potentielle du nouveau produit allait à l'encontre des intérêts des grandes multinationales de l'audiovisuel. La force productive de la technologie électronique, qui pouvait connaître un nouveau bond en avant avec l'apparition et la généralisation du magnétophone digital, est entrée en collision brutale avec les rapports de propriété fondés sur le régime de la propriété privée des moyens de production, en particulier dans le cadre du rapport de force établi au profit de l'industrie de l'audiovisuel (il faut savoir qu'elle est l'un des principaux exportateurs américains). Ou alors, il aurait fallu trouver un moyen pour que chaque copie potentielle réalisée par un particulier puisse être assortie d'une facture renflouant les caisses des industriels et banquiers. Mais ce moyen n'a pas été trouvé. En conséquence, "l'innovation", le "progrès" furent purement et simplement rayés de la carte par ceux-là mêmes qui, pourtant, les avaient créés.

A l'époque du capitalisme ascendant, nous avait expliqué Marx, toute marchandise étant à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, la condition pour qu'elle soit valeur d'échange était précisément qu'elle fût valeur d'usage. Il en découlait que tout élargissement du caractère de valeur d'usage des marchandises jetait les bases d'un élargissement de leur valeur d'échange (c'est la question du marché). A l'époque du capitalisme pourrissant, de

l'impérialisme sénile, on voit donc les grands groupes industriels sous la domination du capital financier faire opposition au développement des valeurs d'usage pour préserver les valeurs d'échange existantes.

REBELOTE

S'agirait-il d'un cas isolé ? Dans *Der Spiegel* (n° 46, fin 1994), on peut lire cette affirmation :

"Les studios de Hollywood craignent un boom pour les copieurs pirates de films."

Il y a là plus qu'un symbole. Voilà donc des capitalistes qui "craignent un boom", c'est-à-dire le développement de la production. En fait, la crainte des capitalistes de Hollywood concerne l'apparition, prévue pour 1995, de magnétophones-CD relativement bon marché. De tels magnétophones permettraient de copier un film enregistré digitalement en vidéo-CD sans perte de qualité et à autant d'exemplaires qu'on le voudrait. Bien évidemment, la conséquence serait un effondrement du marché de cassettes vidéo pré-enregistrées, un marché sur lequel les grandes multinationales réalisent d'énormes bénéfices avec des investissements minimes.

De nouveau, on voit là les grandes multinationales se sentir menacées par le progrès de la technique, par un développement éventuel de la force productive. Fortes de leur position inexpugnable sur les marchés, elles déclarent la guerre à un tel développement.

Cette guerre n'est d'ailleurs pas menée que sur le seul front intérieur. L'enjeu est gigantesque et il est de principe. On sait que les Etats-Unis exercent en ce moment une pression gigantesque sur la Chine, en la menaçant de guerre commerciale. Le prétexte de cette offensive guerrière est que l'industrie américaine "perd" d'énormes bénéfices au profit d'une industrie chinoise florissante de copie pirate de produits (disques, cassettes, logiciels, livres, films et vidéofilms) de

l'industrie américaine. Un organisme, sombremenent intitulé International Intellectual Property Alliance, chiffre les pertes ainsi occasionnées à un milliard de dollars en 1993. On estime, par exemple, à 75 millions le nombre de CD pirates produits annuellement.

Il faut préciser que ces produits sont vendus beaucoup moins cher que les originaux. Autrement dit : si les produits pirates étaient supprimés, cela se traduirait par une augmentation des ventes des produits originaux, dans la mesure où les consommateurs concernés sont souvent extrêmement pauvres. En d'autres termes, le capitalisme américain part en guerre contre l'expansion de la production, et il se bat de toutes ses forces pour empêcher la valeur d'usage potentielle des produits et des technologies de s'exprimer. Il va jusqu'à dépenser des sommes gigantesques dans le seul but d'empêcher la réalisation de la force productive potentielle, de supprimer la valeur d'usage des produits.

BIEN PUBLIC, PROFIT PRIVÉ

Les exemples évoqués ici appellent une réflexion. Embarrassée de devoir expliquer pourquoi le marché libre et le capital ne sont pas à même d'assurer la fourniture de certains biens et services, pourtant tout à fait indispensables (comme l'eau, l'électricité, les égouts, la construction de routes et de chemins de fer, les infrastructures en général), qui, en conséquence, doivent être pris en charge par l'Etat, la science économique officielle a créé la notion de "bien public".

Toujours selon la terminologie officielle, un "bien public" a la propriété d'être *non exclusif*. C'est-à-dire qu'il suffit qu'une personne puisse le consommer pour qu'il soit impossible d'empêcher les autres d'en consommer aussi. Par exemple, c'est le cas des programmes de télévision, que n'importe qui peut capter avec un simple récepteur dès qu'ils sont diffusés — ou encore, c'est le cas des productions audiovisuelles ou informatiques sur support digital, une fois que sont don-

nés les moyens permettant la copie virtuellement sans coût...

Mais l'utilisation d'un bien public est aussi *non rivale*. C'est-à-dire que sa consommation par une personne n'empêche pas matériellement d'autres personnes de l'utiliser à leur tour et en même temps. C'est, encore une fois, le cas d'un programme de télévision diffusé par ondes hertziennes, que tout le monde peut capter en même temps et avec la même qualité quel que soit le nombre de téléspectateurs. C'est aussi le cas des productions sur support digital facilement copiables. Et dès lors qu'un marché basé sur la facturation individuelle des consommations ne peut s'établir, le capital s'en retire.

Un autre concept de l'économie officielle est tout aussi intéressant à cet égard : celui d'*externalité*. On entend par là les coûts ou bénéfices induits par une activité donnée sur l'environnement social et qui ne sont pas supportés par leur auteur (car ils sont, encore une fois, non facturables, souvent même non mesurables avec rigueur). C'est, par exemple, le cas de la pollution causée par une industrie.

Souvent, les produits aujourd'hui considérés comme des "biens publics" ont été à l'origine créés, produits et mis en mouvement par des investisseurs privés (tels les chemins de fer, les transports publics en ville, etc.). Leur transformation en service public et en service d'Etat s'est faite sous une double pression.

D'une part, les fameuses "externalités" étaient à l'œuvre, les besoins du développement ascendant rendaient indispensable pour l'ensemble de la vie sociale, et en particulier pour la production elle-même, que soient assurés la pérennité, la continuité des services concernés. Or leur caractère privé faisait planer une menace d'interruption en cas de faillite et d'autres problèmes de caractère privé. D'autre part, très souvent, les transports bon marché, ou le coût abordable de biens essentiels tels que l'eau, etc., ont été arrachés par les travailleurs dans leur lutte économique et politique, devenant par là des éléments de salaire collectif inclus dans la valeur de la force de travail, ce

qui, bien sûr, rendait leur production d'un intérêt bien moindre, voire inexistant, pour les capitalistes.

Très tôt, donc, le régime de la propriété privée des grands moyens de production a manifesté son incapacité à satisfaire une partie importante des besoins sociaux et individuels. Or, et ce n'est pas là un mince paradoxe, il est remarquable de constater que la tendance au développement technique lui-même, dans le cadre du mode de production capitaliste, est de toujours davantage de créer des biens et des services qui tendent à avoir les caractéristiques de "bien public". Ainsi, même les produits audiovisuels, les logiciels informatiques, les télécommunications digitalisées, qui ont été évoquées précédemment, ont une tendance naturelle à se développer en produits à consommation "non exclusive" et "non rivale". Les conditions mêmes de leur production rendent immédiatement possible leur production à un coût dérisoire. Mais cette tendance, découlant du développement des sciences et des techniques, se heurte au fait que le capitalisme ne peut fonctionner comme forme d'organisation de la production sociale qu'en l'assujettissant au besoin du dégagement de la plus-value, de sa réalisation, donc au besoin du profit.

En ce sens, l'organisation économique, sociale et politique qui découle de la survie de la propriété privée des grands moyens de production s'oppose au développement des forces productives, lequel exige la socialisation de l'appropriation.

Aussi, pour défendre ce régime de la propriété privée des grands moyens de production, et donc le caractère privé de l'appropriation, de la consommation, le capitalisme dans sa phase impérialiste se voit obligé de consacrer des ressources toujours plus importantes à des tâches socialement inutiles, mais qui sont utiles pour tenter de découper, de morceler la consommation des biens, en fait pour en exclure artificiellement la masse des consommateurs.

D'un côté, cette tendance des forces productives à se socialiser de plus en plus, et donc à rendre possible que tout devienne un "bien public" ; de l'autre côté, de

plus en plus de ressources consacrées à empêcher ce processus et, pour ce faire, à s'opposer au développement des forces productives, voire de plus en plus de ressources consacrées à leur destruction. Ainsi, par exemple, on l'a vu plus haut, les exigences des Etats-Unis en ce qui concerne la Chine. Et tout cela pour pouvoir assurer la réalisation, aussi partielle soit-elle, de la valeur d'échange sur les marchés, car de cette valeur d'échange dépend la réalisation de la plus-value, qui est la source de tout profit, y compris de profit spéculatif.

Est-ce un hasard si l'essentiel des profits se font aujourd'hui dans des secteurs tels que la drogue ou, sur un plan plus officiel, des secteurs tels que l'armement et les "marchés publics" du grand génie en général ? Est-ce un hasard si le capital se retire toujours davantage des secteurs économiques essentiels à la satisfaction des besoins fondamentaux de l'humanité et prend de plus en plus une place purement parasitaire, d'oiseau rapace qui se met à l'écart pour guetter des opportunités de saigner efficacement la société ?

UN MARCHÉ PLUS VRAIMENT PARTICULIER

Un article récent de la revue *The Economist* explique froidement que l'industrie de la cocaïne est parvenue désormais à un stade de maturité qui en fait une branche économique "normale", qui applique avec succès les nouvelles méthodes de gestion : économies d'échelle, fournitures *just in time*, développement de nouveaux produits et marchés, nouvelles technologies de production... Le chiffre d'affaires de la cocaïne s'élève, annuellement, à quelque vingt milliards de dollars. Son emprise sur l'économie de la Colombie est absolue.

Toujours selon *The Economist*, ceux que le magazine appelle les entrepreneurs de la drogue du pays (qui détiendraient un tiers des terres arables de Colombie) ont rapatrié des profits d'une valeur estimée à quelque 2 milliards de dollars chaque année pendant la dernière décennie. Au

total, l'investissement annuel moyen du secteur privé "légal" dans la même période a correspondu à 2,8 milliards. Autrement dit, 45 % des investissements, sous une forme ou sous une autre, chaque année en Colombie, proviennent du secteur de la drogue.

Il n'y a pas lieu de s'étonner dès lors que, lors du krach du peso mexicain, la seule Bourse de toute l'Amérique latine qui soit restée indifférente aux contre-coups de l'effondrement de la monnaie mexicaine ait été la Bourse colombienne. Au moment même où le peso mexicain sombrait dans un trou noir, la monnaie colombienne gagnait 30 % face au dollar américain.

Il est une caractéristique particulière du marché de la drogue par rapport à d'autres marchandises : c'est un marché quasiment miraculeux. Pour utiliser le jargon des économistes bourgeois, la demande y est très peu "élastique" par rapport au prix.

Autrement dit : même si les prix montent ou même s'ils atteignent un niveau très élevé, cela n'amènera pas un consommateur de drogue à consommer moins ou à se retirer du marché. Prisonnier de la compulsion, le consommateur de drogue sacrifiera toute autre consommation pour préserver celle-là. Il surmontera toutes les barrières qui se dressent devant la consommation, y compris celles constituées par les limites de son "revenu disponible" ; il deviendra criminel, il se prostituera, il mettra tout en œuvre pour pouvoir se procurer de la drogue. En ce sens, c'est le marché idéal du capitalisme.

Le fait qu'il ait comme conséquence la décomposition sociale, la déchéance de la jeunesse, la destruction massive de la force productive humaine ne constitue, du point de vue de l'entrepreneur de la drogue ou des grandes banques qui en tirent de juteux profits à travers le blanchiment de l'argent de la drogue, qu'une "externalité", pas leur affaire. De même que la valeur d'usage de la bombe nucléaire est un détail sans importance pour les industriels de l'armement, qui réalisent d'excellents profits en la fabriquant.

LA CARIE DU CAPITALISME

Dans un jugement récent, la Cour suprême allemande a considéré que plusieurs fabricants de biberons et aliments pour bébés, parmi lesquels l'entreprise Milupa, étaient coresponsables des dégâts causés par la formation de caries des gencives de plusieurs enfants en bas âge. Il y a plusieurs années, des produits appelés "thés pour enfants" et "jus de fruits" (composés essentiellement de sucre) étaient fournis par ces entreprises sur les marchés. Ils étaient présentés comme des produits miraculeux capables de calmer le plus agité des nourrissons. Le vrai clou du "marketing" a consisté alors à y ajouter des biberons spéciaux en plastique qu'on pouvait tenir en permanence à la portée des enfants. Le succès fut garanti, les profits sans doute des plus intéressants. Mais l'autre face de l'opération devait entrer dans la littérature médicale sous le nom suggestif de "syndrome du biberon" : des dégâts catastrophiques causés aux dents et aux gencives d'au moins 200 000 enfants en bas âge, et cela uniquement en Allemagne.

La relation étroite qui doit exister entre le pourrissement des gencives et le pourrissement du capitalisme est établie dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, qui conclut ainsi un article consacré à ce sujet :

"Selon le dernier congrès des deux sociétés allemandes (c'est-à-dire celle d'ex-RDA et celle de RFA) d'odontologie pédiatrique, la carie des gencives, auparavant inconnue (en RDA), s'est propagée vertigineusement à l'Est après l'unification."

Quel est le rapport ? On retrouve le principe de l'exploitation privilégiée de marchés dits "à basse élasticité". Le sucre, on le sait, est la principale source d'énergie à la disposition des animaux en général. Il est, en plus, relativement rare dans la nature, du moins tant que n'intervient pas la transformation par l'industrie humaine. Dans le cours de l'évolution, les animaux, y compris l'homme, se sont donc dotés de mécanismes de reconnais-

sance du sucre et d'attraction vers le sucre par le goût. Aucun mécanisme, en revanche, ne s'est formé naturellement contre l'abus du sucre, sa rareté relative rendant un tel abus virtuellement impossible.

Voilà donc réunis tous les ingrédients d'un marché "non élastique". Certes, il est établi médicalement que l'abus du sucre est très préjudiciable à la santé humaine et que plusieurs maladies modernes y trouvent leur source. Mais, pour tout capitaliste conscient de ses intérêts, la tendance à la consommation de sucre, qui n'a pas de bornes naturelles, fait des sucreries un marché hautement prometteur et, en particulier, pour la partie la plus vulnérable de l'humanité, c'est-à-dire les enfants. Et peu importe que, en l'occurrence, cela corresponde à un risque de véritable empoisonnement du public. Leurs spécialistes "ès éthique" seront mobilisés pour expliquer l'importance suprême de la liberté individuelle et, donc, du libre choix fait par le marché des productions qui sont nécessaires ou pas (c'est-à-dire, et pas tout à fait dans le désordre : les armes, l'héroïne, la cocaïne, le tabac, les sucreries et d'autres choses). De leur côté, les spécialistes ès marketing se chargeront de disposer des produits dans des rayons spéciaux, juste avant les caisses des supermarchés, là où se forment les files, là où les enfants ont le temps de convaincre leurs mamans qu'il faut acheter encore une sucette.

Les résultats apparaissent dans les statistiques du produit intérieur brut (PIB) comme des surplus de la production et de ventes, et cela sur un double plan : augmentation de la production et des ventes dans l'industrie des sucreries et augmentation de la production et des ventes dans toutes les industries liées à la surconsommation de sucre, à savoir dentistes, prothèses dentaires, produits pour le traitement du diabète, de la boulimie ou de l'obésité, publicité des sucreries — et des médicaments chargés de s'y substituer ou de réparer ses effets, etc. Tout cela, donc, relève des indicateurs de "progrès". Les résultats s'expriment également dans le fait que l'industrie des biens alimentaires est aujourd'hui dominée par des groupes dont l'origine est lié aux sucreries (ou au tabac, pour des raisons similaires —

Nestlé, Jacobs-Suchard, Coca-Cola, Pepsi-Cola, Cadbury-Schweppes, Mars et autres Philip Morris). De leur côté, l'agriculture, la production des biens alimentaires "normaux", s'enfoncent dans une crise permanente et est l'objet de plans de jachère et de désertification.

DES BIENS PAR TROP PUBLICS

En fait, une tendance générale se dégage. A savoir que, à l'époque de l'impérialisme sénile, les seuls marchés qui puissent se développer de manière profitable, relativement libres de bouleversements et de chocs, sont ou bien ceux où le "risque de l'investisseur" est transféré sur l'Etat, les contribuables, ou bien ceux où la stabilité de la demande, voire son expansion, est "aidée" en quelque sorte par des mécanismes d'accoutumance, d'aliénation du consommateur.

C'est ainsi que le capital quitte les marchés couvrant les besoins humains proprement dits et se désinvestit de la production de valeurs d'usage traditionnelles, réputée peu profitable. Il se replie sur la "sous-traitance" de la production de "biens publics" par l'Etat ou sur le parasitisme des marchés captifs en rapport avec les phénomènes d'accoutumance et d'aliénation. Bref, le capital prend de moins en moins en charge les besoins de la société capitaliste elle-même, il devient, d'une certaine manière, son propre prédateur.

L'importance du rôle joué par l'Etat ne tient pas seulement, ni même essentiellement, à l'importance de ses investissements en infrastructures et autres "biens publics traditionnels". De plus en plus, cette importance est liée à la "régularité" des apports de fonds que garantit le budget, apports de fonds manipulables à souhait grâce à un système de cartellisation générale de la grande industrie et de corruption des hauts sommets de la haute fonction publique et du système politique aux plus hauts échelons. Ainsi, il a été établi récemment que toutes les grandes entreprises européennes de ciment avaient mis en place un système de répartition des marchés publics dans tous les grands pays

d'Europe pendant des décennies, avec comme conséquence un renchérissement très considérable du coût de la construction. C'est cette régularité des apports de fonds qui rend les "marchés publics" aussi attrayants, qui ouvre les plus grandes possibilités de parasitisme, c'est-à-dire de contourner le lien toujours plus gênant entre valeur d'échange et valeur d'usage, entre marché et société. On voit dans nombre de pays, en France, en Italie ou ailleurs, à quel point le système politique de la bourgeoisie est totalement gangréné, les institutions sont totalement corrompues par le financement par les grandes entreprises, notamment du bâtiment et des travaux publics. Et c'est d'ailleurs là la raison pour laquelle les "marchés publics" sont les derniers à être ouverts à la concurrence dans le fameux traité de Maastricht, car il y avait de puissants intérêts à préserver.

Mais de cela découle un effet inévitable. Le pillage de la société par le biais de l'Etat au service du capital financier aboutit au gonflement d'une dette publique croissante. La dette publique et son accroissement ininterrompu sont l'expression dernière de l'impossibilité de détacher l'économie parasitaire de sa base matérielle dans la production réelle. En clair : le capitalisme, même parvenu au stade de l'impérialisme et de l'impérialisme sénile, décomposé, ne peut s'échapper, ne peut s'émanciper de ses propres lois d'accumulation. Les capitalistes étant tout naturellement les créanciers de l'Etat, la dette de l'Etat devient l'enjeu d'une gigantesque spéculation financière, qui elle-même attire de plus en plus de capitaux ne pouvant s'investir de manière profitable dans la production réelle. Le résultat est que, sous peine de sombrer dans la banqueroute nationale et l'hyperinflation, l'enflure de la dette conduit tous les gouvernements de toutes les couleurs politiques à mettre en œuvre des politiques de réduction des dépenses publiques et, bien évidemment, pour commencer, de réduction des dépenses publiques qui correspondent aux salaires, collectif ou différé, des travailleurs.

La conséquence est alors une nouvelle stagnation de la demande solvable, voire une nouvelle réduction de la consumma-

tion, le parasitisme retrouvant les limites de l'économie réelle et se retrouvant à nouveau au bord d'un gouffre qui ne fait que s'approfondir.

NOUVELLES VALEURS : LA VALEUR DE NON-USAGE

"Sans se soucier de la sensible géographie des Alpes-Maritimes et des pré-Alpes, les politiciens ont autorisé la construction de barrages, canaux, voies rapides et zones industrielles, dont le seul but n'était souvent autre que de satisfaire leur clientèle locale. Ils pouvaient, en revanche, compter sur la gratitude des bâtisseurs se traduisant par le déboursement de considérables commissions et contributions financières aux partis."

Plus le capital s'éloigne de la production de biens correspondant aux besoins humains réels, plus il tend à créer ses propres marchés de remplacement moins "élastiques", soit plus "sûrs" (protégés autant que possible des aléas de la concurrence, des risques d'investissement — de lui-même, en somme), plus son fonctionnement entre en collision avec la société organisée. Toutes les factures correspondant aux bonnes œuvres mentionnées dans la citation ci-dessus, cela va sans dire, n'en sont pas moins ajoutées par les statisticiens aux chiffres du PIB, qui expriment, on le sait, par leur hausse soutenue, la croissance ininterrompue du niveau de vie des peuples.

En réalité, la valeur d'usage créée n'est pas vraiment nulle. Elle est négative : le but des "investissements" réalisés, rappelons-le, n'est pas, dès le début, d'obtenir un quelconque effet bénéfique pour tel ou tel propos précis, mais de mettre en marche un mécanisme permettant le transfert de fonds publics dans les caisses des capitalistes. Néanmoins, ils produisent des résultats bien visibles. En témoignent les inondations du Po (*Der Spiegel*, n° 46/94, dont est reprise la citation plus haut, leur consacre un article) survenues dans le nord de l'Italie, l'hiver dernier (vite oubliées, après celles du nord de l'Europe, dont les causes ne sont guère diffé-

rentes...), conséquence directe, selon tous les spécialistes, et du bétonnage insensé des rives et de l'abandon de l'agriculture par un nombre croissant de paysans en raison de la politique de l'Union européenne :

"Une agriculture orientée sur la culture de grande surface au Piémont avait fait en sorte que des surfaces arborisées ou haies protectrices aient disparu et que les champs en terrasse aient été nivelés" (ibidem).

Faut-il rappeler, enfin, que cette destruction massive de forces productives est, ensuite, la source fondamentale d'une nouvelle mise en valeur de capitaux par le biais des primes d'assurance (donnant naissance, encore une fois, à des marchés protégés) ? Aussi, aux Etats-Unis, on avait estimé que les derniers ouragans en Floride, et ailleurs, étaient responsables du quart de la croissance annuelle du PIB... Après tout, il n'y a pas de meilleur "boom" que celui d'un après-guerre.

LA PRIVATISATION DU BIEN PUBLIC

L'entreprise privatisée de distribution d'électricité de la ville anglaise de Newcastle, Northern Electric, est en proie à une offre publique d'achat de la part du groupe Trafalgar House, l'un des plus grands groupes anglais. But non avoué de l'opération : le rachat permettrait au groupe — qui traverse des difficultés — de réaliser une opération comptable de solde de pertes et profits économisant quelques millions en impôts à payer. Un journaliste de la télévision anglaise pose la question : d'environ deux livres au moment de la privatisation, le cours boursier des actions de la compagnie d'électricité s'est depuis établi à plus de dix livres, et conclut : est-ce de la corruption ou de l'incompétence ?

Revenons un moment en arrière. Une objection aux points précédents pourrait être celle-ci : comment concilier la tendance précédemment constatée à la socialisation de la valeur d'usage des produits (et, par conséquent, la difficulté croissante pour le capital d'en réaliser une valeur d'échange) avec la vague de privatisations

de services publics qui déferle depuis plus d'une décennie ? Les services des eaux, l'électricité, les transports publics ne redeviennent-ils pas privés les uns après les autres un peu partout dans le monde ?

La question du journaliste anglais citée du plus haut met en évidence (presque) toutes les données du problème : les services publics (ainsi que la Sécurité sociale et les pensions) cachaient des réserves gigantesques de valeur non capitalisée, alors que les capitaux investis dans la spéculation manquaient toujours plus de placements intéressants. En transformant ces réserves, par les privatisations, les fonds de pension et de semblables moyens, en des jetons disponibles sur les marchés financiers, il ne s'agit pour les gouvernements capitalistes que de satisfaire les spéculateurs assoiffés de nouveaux placements profitables.

Et il est difficile de trouver plus profitable que la mainmise sur des sociétés (quoi qu'on en fasse) dont les prix de privatisation sont deux, trois ou quatre fois inférieurs aux valeurs du marché :

"Oubliez les industries high-tech à croissance rapide. Le vieux secteur de l'électricité, où la tôle est reine et où l'on brûle le charbon, a été un des meilleurs endroits pour faire de l'argent en Grande-Bretagne ces dernières années. Depuis la privatisation, les cours des actions des principales compagnies d'électricité ont augmenté jusqu'à cinq fois plus que l'index FT-SE 100. En 1993-1994, les profits opérationnels totaux de l'industrie de l'électricité ont augmenté de 17 %, à plus de 5 milliards de livres, sur un chiffre d'affaires de 30 milliards" (The Economist, 25 février 1995, page 72).

On ne fait que gravir un nouvel échelon de la fuite en avant permanente du capitalisme devant ses lois de fer, qui menacent de l'étrangler. Certes, les nouveaux services "publics privés" commencent par être très profitables : les prix sont augmentés, les salaires se tassent (sauf pour les hauts dirigeants, qui empochent des augmentations faramineuses), les licenciements de masses se succèdent :

"Dans la période 1991-1994, selon le Centre pour l'étude des industries

réglementées, l'industrie a lâché plus de 19 % de ses effectifs" (ibidem).

Mais il suffit de regarder du côté du marché des transports aériens aux Etats-Unis, un des grands pionniers de la libéralisation, pour s'apercevoir où l'on court. Depuis des années, les compagnies aériennes privées américaines font des pertes gigantesques, l'ensemble de l'industrie n'a jamais donné des résultats positifs depuis sa libéralisation (il faut dire que la massification du transport aérien, qui s'est produite grâce à la chute générale des prix, a exigé d'énormes travaux d'infrastructure, qui restèrent, bien sûr, à la charge de l'Etat).

Un processus de concentration implacable est en train de se produire, au bout duquel ne seront restés que quelques géants. Débarrassés de la concurrence et de l'alternative (les moyens de transport alternatifs ayant presque disparu par manque de "compétitivité"), ils peuvent alors commencer leur œuvre de "rationalisation" : augmentation des prix, suppression des lignes locales et régionales non "rentables", etc.

L'absence d'alternatives aura signifié que les fameux consommateurs-rois seront, à la fin, plus mal servis qu'au début : ils paieront plus en termes réels pour le service de transport, ceux qui seront mal situés géographiquement ne seront plus desservis du tout, entraînant, par ailleurs, selon toute probabilité, une augmentation de la concentration démographique dans les villes principales et un dépérissement de la province, qu'on déplorera en bonne et due forme — encore une malencontreuse "externalité". Dans le cas de l'Europe, d'ailleurs, où périront non pas des transports régionaux, mais une grande partie des transporteurs nationaux traditionnels, ce sont des pays entiers qui seront touchés.

A moins, bien sûr, que le contrecoup des augmentations de prix et autres manœuvres de revanche des triomphateurs n'entraîne une telle dépression de la demande solvable, que les transporteurs restants n'y résistent pas eux-mêmes. Alors, une solution s'imposera tout naturellement, pour éviter une débâcle généra-

le des transports et donc de l'économie nationale : la nationalisation des pertes (le "bail-out").

Il ne s'agit pas d'imagination. Tout ça, c'est du déjà vu, notamment dans l'histoire des chemins de fer ou des banques d'épargne américaines, tout récemment.

"Le problème se pose parce que la FED (banque centrale américaine) a maintenu les taux d'intérêt à court terme à un niveau artificiellement bas au début des années 1990 afin de sauver le système bancaire américain. Cela signifierait que les banques pouvaient faire de beaux profits en empruntant à bon marché à court terme et en prêtant ensuite au gouvernement à des taux plus élevés, en achetant des obligations du Trésor à plus long terme."

Seulement, cette fois, les déficits budgétaires et la dette des Etats, qui avaient à peine été soulagés par les privatisations, dont les prix, on l'a vu plus haut, avaient représenté un pillage pur et simple de la richesse nationale au profit de la spéculation, auront nécessairement continué d'augmenter encore sous l'effet du pillage continu sur lequel repose toujours la plus grande partie de l'économie : Scylla (la faillite de l'économie privée) et Charybde (la banqueroute des trésors publics) se seront tellement rapprochés que le passage se sera refermé sur la nef ingouvernable de l'impérialisme pourrissant.

L'INTELLECT APPROPRIÉ

Le cas des magnétophones mutilés et de la guerre commerciale des Etats-Unis contre la Chine appelle une autre réflexion.

Toute l'histoire du capitalisme est l'histoire de la disparition de branches entières de production traditionnelle à la suite de l'apparition de nouveaux produits et de nouvelles branches qui rendent les premières obsolètes (il suffit de regarder la quasi-disparition récente des machines à écrire traditionnelles, détrônées par l'ordinateur devenu bon marché, et entraînant la disparition de la plupart des fabri-

cants traditionnels de machines à écrire). De même que le fait que les entreprises traditionnelles d'une branche soient écartées par d'autres plus performantes ou plus agressives n'est pas un phénomène vraiment nouveau : dans l'électronique de consommation, presque toutes les sociétés américaines et européennes ont été effacées de la carte par les grands groupes japonais. C'est, disent-ils, l'admirable monde de la concurrence libre sur le marché libre. Rien de nouveau, donc, en ce qui concerne la "concurrence déloyale" des Chinois — si ce n'est que la plupart des bénéficiaires des copieurs-pirates (en général, en réalité, des usines modernes formées par "joint-venture" entre des capitaux étrangers et la bureaucratie chinoise) rentrent dans les circuits bénéficiaires de l'Occident et y sont accaparés et recyclés par le grand capital international, notamment américain.

Récemment, pourtant, un nouveau cheval de bataille a fait son apparition sur la scène de la politique et de l'économie mondiale, et la guerre commerciale sino-américaine n'en est — à la suite, d'ailleurs, des interminables négociations du GATT — que l'illustration la plus frappante : le sujet de la "propriété intellectuelle" et des brevets.

"L'économie américaine, qui exporte toujours plus de propriété intellectuelle de films et de software informatique, ne peut pas se permettre de perdre des milliards par an en royalties" (Wirtschaftswoche, 5 janvier 1995).

L'importance de l'enjeu devient encore plus clair si l'on sait que *"plus des deux tiers de nos recettes viennent de la mise en valeur du copyright"* (Gerald Levin, chef de Time Warner, le plus grand groupe mondial des médias et de l'audiovisuel, au Spiegel, n° 9/95).

Le capital méricain gagne des milliards de dollars non pas en produisant des produits, mais en empêchant que des produits soient produits. Il s'agit ici d'un mécanisme exactement inverse de celui qui fut le propulseur du capitalisme de libre-échange, le mécanisme de la concurrence entre producteurs du même produit.

L'AVOCAT, LE VOLEUR ET LE PROPRIÉTAIRE INTELLECTUEL

Le fondateur de ce qui est actuellement la multinationale suisse Ciba-Geigy, Johann Geigy-Merian, écrivait en 1883 :

"La protection par brevet est un paradis de parasites, un obstacle au libre développement du commerce et de l'industrie (...), une cour de récréation pour avocats de brevets pillards."

De son côté, le journal financier britannique, *The Economist*, a publié, en octobre 1992, un article où était analysée la question de la croissance notoire des "activités de transaction" aux Etats-Unis, c'est-à-dire les activités "parasitaires" (terme employé par le magazine) consacrées non pas à la production de biens et services vitaux, mais à "faire fonctionner les marchés" et à "administrer un système de justice qui trace des linéaments des droits de propriété, c'est-à-dire qui définit ce qu'est-ce qui appartient à qui". En des termes plus prosaïques :

"Supposez que vous êtes un fabricant de grands ordinateurs menacé par une nouvelle loi, soutenue par l'industrie des ordinateurs personnels, qui réduirait vos bénéfices de 10 millions de dollars. Si vous êtes rationnel, vous serez prêt à dépenser jusqu'à 9 999 999 dollars pour essayer de bloquer cette loi. De même, si vous êtes un membre de l'industrie des ordinateurs personnels qui a la perspective de gagner 10 millions de dollars avec la nouvelle loi, il est probable que vous soyez prêt à déboursier à votre tour jusqu'à 9 999 999 dollars pour la promouvoir. C'est là l'avantage de l'avocat (ou du lobbyiste ou du politicien) sur le voleur : pour en combattre un, il en faut un autre."

En clair, dans le cadre de concurrence capitaliste de nos jours, un conflit sur une valeur de biens de 10 millions de dollars crée des opportunités de parasitisme pour 19 999 998 dollars... Encore une fois, il va sans dire que ces activités

"représentent des coûts de production. En tant que telles, elles sont enregistrées comme partie intégrante du produit national brut d'un pays."

Et

"la croissance des activités de transaction a été considérablement plus rapide que celle du produit restant. Cela implique que sur les quatre décennies (de 1950 à 1990), les statistiques du revenu national et du produit auront vraisemblablement exagéré l'amélioration des niveaux de vie moyens."

Encore s'agit-il là d'une définition plutôt restrictive des activités parasitaires. Il faut y ajouter les bataillons d'entreprises et de spécialistes de marketing, de publicité. Récemment, le numéro du 4 février 1995 du même magazine estimait les coûts de *"distribution — c'est-à-dire les activités destinées à faire en sorte que les gens prennent le vol de votre compagnie plutôt que celui d'une rivale"* jusqu'à 25 % des coûts des transporteurs aériens, les banquiers et assureurs, dont la fonction exclusive est de pousser les concurrents à se battre les uns contre les autres et non à produire ou distribuer une quelconque marchandise présentant une utilité sociale.

Au point qu'un commentateur, par ailleurs favorable à l'instauration du capitalisme à l'Est en arrive à écrire que

"malgré les bas niveaux de productivité de l'industrie en Europe centrale et de l'Est, le niveau de vie des travailleurs manuels qualifiés de pays comme la Tchécoslovaquie ou la RDA était relativement élevé avec l'écllosion de la crise économique des années 80. Cela, en partie, à cause du fait que les coûts généraux associés aux professionnels et aux services dans le système de planification centrale étaient assez bas en comparaison avec ceux des sociétés marchandes de l'Ouest (...). La proportion de bureaucrates de la fonction publique par tête d'habitant en Union soviétique, par exemple, était très inférieure à celle de la Grande-Bretagne en 1980" (P. Gowan, *New Left Review*, hiver 1991-1992).

Le capitalisme impérialiste est en réalité un monstre bureaucratique qui n'a rien à envier à la bureaucratie des régimes staliniens à l'est de l'Europe. Et voilà comment on peut résoudre l'énigme de la croissance du produit national et autres grandeurs statistiques des pays impérialistes, alors même que le niveau de vie des

masses se détériore sans relâche : la production d'une proportion toujours plus importante de "valeurs de non-usage" ; en d'autres termes, la destruction des forces productives sociales comme source d'accumulation du capital.

La question de la "propriété intellectuelle", barrière s'il en est à l'expansion de la production et à la libre concurrence, est toute symbolique, par la place névralgique qu'elle occupe dans la politique économique et commerciale de l'impérialisme de nos jours, d'une époque où le parasitisme trône en valeur suprême.

"THERE IS NO SUCH THING AS SOCIETY"

Les chapitres qui précèdent ne sont pas des anecdotes décousues bonnes à dénoncer les petits maux du capitalisme. A travers ces éléments, se dégagent les changements fondamentaux qui affectent le système capitaliste lui-même.

On le sait, le mode de production capitaliste s'est installé en Europe à la suite d'une longue décadence du féodalisme, elle-même alimentée par la généralisation de la production marchande.

Une telle généralisation progressive de la production marchande s'était déjà amorcée à maintes reprises à l'intérieur d'autres modes de production. L'histoire a connu de telles phases, au cours de l'empire romain, durant la période florissante de l'empire arabe, au sein de la société chinoise à plusieurs moments de son histoire, etc. Mais, dans tous ces cas, le conflit entre les classes dominantes en place et les bourgeoisies embryonnaires et ascendantes s'est à chaque fois résolu au détriment de ces dernières. Souvent, l'issue du conflit fut marquée par de longues périodes d'effondrement de l'ordre social établi, perçues par l'histoire comme des époques de régression, de chaos, voire de barbarie.

Pour des raisons qui sortent du contexte de cet article, le capitalisme a pu triompher pour la première fois dans l'Europe

occidentale du XV^e siècle au XVIII^e siècle. Quelques grands pays d'Europe occidentale et d'Amérique furent transformés en des sociétés capitalistes presque intégrales : il y eut l'exode rural, la constitution d'une classe salariée comprenant l'immense majorité de la population, d'une classe capitaliste détentrice de la presque totalité des grands moyens de production, d'une petite bourgeoisie de plus en plus urbaine, commerçante pour la plupart.

Le capital a ainsi envahi organiquement la presque totalité des secteurs productifs, en commençant par ceux liés aux biens de consommation, comme le textile, aux matières premières nécessaires à cette production, puis à la production des machines nécessaires à la production en masse, puis aux transports, au fur et à mesure de l'expansion des marchés...

Avec l'avènement de l'ère impérialiste, le marché mondial est réalisé ; le monde est partagé entre les grandes puissances selon les hiérarchies du jour (dont le changement avec le temps a, par ailleurs, produit les guerres destinées à changer les règles du partage).

Mais un premier changement se produit avec l'ère impérialiste : à l'opposé de ce qui était arrivé dans les métropoles, les colonies ne sont pas globalement "capitalisées" : le but des capitaux métropolitains étant de s'assurer l'exploitation de matières premières stratégiques et l'utilisation de main-d'œuvre bon marché, leur intérêt était de s'arranger avec les classes dominantes locales et se servir de leurs appareils de maintien de l'ordre, plutôt que de les chasser et de favoriser l'émergence de rivaux capitalistes locaux (1).

Un deuxième phénomène est à l'œuvre depuis l'avènement de l'impérialisme. Alors que la fin des possibilités d'expansion rend de plus en plus difficile le combat contre la chute tendancielle du taux de profit (2), la tendance est apparue d'utiliser l'Etat comme mécanisme direct de garantie des taux de profit de monopole. C'est ce qui explique la place prise par l'économie de l'armement et, plus généralement, des "marchés publics", de l'économie de la dette.

Et on en arrive à la période actuelle, où la décomposition générale de l'impérialisme s'exprime en ceci que, après avoir été amené à créer la "société bourgeoise" dans les métropoles, après avoir préféré se contenter d'exploiter avec le moindre coût le chaos de la décomposition des modes de production précapitalistes dans les colonies, se dressant en fait contre leur élimination, il s'en prend désormais à la société organisée dans les pays industriels eux-mêmes.

En effet, la panacée de l'économie de l'armement et des marchés publics s'effondre à son tour. Les années du grand pillage ont débouché sur un endettement extrême des Etats nationaux, entraînant des taux d'intérêt très élevés, qui rendent l'investissement dans la production de moins en moins intéressant et alimentent la spirale dette-spéculation-pillage-nouvel endettement-nouvelle spéculation... Des pays comme la Suède, l'Italie sont foudroyés par une progression de la dette qui en fait des jouets entre les mains des grands spéculateurs. En quelques années, quelques mois parfois, un appauvrissement général se produit, c'est la marche au chaos.

(1) Cela correspondait d'ailleurs à une tendance déjà présente dans l'ascension du capitalisme dans les métropoles : toujours soucieux de réduire aux maximum leurs "coûts généraux", les capitalistes avaient depuis toujours préféré s'arranger avec l'une ou l'autre fraction des classes dominantes des anciens régimes, et ce n'est souvent que forcés par des révoltes ou révolutions populaires contre la tyrannie et la misère engendrées par la décomposition sociale qu'ils se décidèrent enfin à créer de vraies sociétés bourgeoises "intégrales", à établir l'Etat bourgeois moderne des pays industrialisés. En réalité, l'idée du capitalisme comme une "société" proprement dite, où toute la société est organisée dans un même cadre cohérent, est étroitement liée à l'apparition des institutions syndicales, sociales et politiques du mouvement ouvrier, à la législation où se sont parfois cristallisées des conquêtes arrachées à la suite d'élan révolutionnaires. Dans son essence, le capitalisme est toujours resté l'exploitation de besoins sociaux pour le profit du capitaliste privé. Que cela donne ou ne donne pas une société organisée est un fait circonstanciel et contingent, lié à l'histoire concrète de la lutte de classe.

(2) Voir la discussion sur ce point dans l'article de Daniel Gluckstein, "Observations complémentaires sur l'impérialisme sénile. Réponses à quelques objections", *La Vérité*, n° 11, septembre 1994.

Le "dégraissage" des dépenses publiques (c'est-à-dire de la Sécurité sociale, de l'éducation publique universelle et de tous les éléments de salaire différé ou collectif obtenus par les travailleurs au fil d'années de combats) devient la seule voie possible pour redresser les taux de profit.

"Au cours de la décennie passée, beaucoup sont devenus blasés au sujet des déficits budgétaires. Dans un monde où le capital circule librement, il est généralement admis qu'un déficit budgétaire quel qu'il soit peut toujours être financé. Malheureusement, du moment que cela exige des taux d'intérêt réels de plus de 5 %, le solde de la dette restant dû s'en voit multiplié par un facteur double des possibilités de croissance des économies elles-mêmes. Il semble surprenant que cette arithmétique attire si peu d'attention, si l'on considère ses implications pour les taux de l'impôt, l'inflation et les taux d'intérêt futurs. L'endettement public s'accroît en ce moment si vite qu'il faut s'interroger d'où sortiront les revenus permettant, finalement, d'en assurer le service (...). Les tendances fiscales présentes laissent beaucoup d'Etats européens sans le moindre espoir réel de pouvoir tenir leurs engagements en matière de pensions à payer à l'avenir" (Financial Times, 3 novembre 1994).

C'est une nouvelle forme d'extraction de plus-value qui est ici à l'œuvre : sa création *ex nihilo* par l'expropriation après coup, le vol, en somme, de la partie différée des salaires.

En effet, la logique de la manipulation parasitaire de l'économie et de l'Etat selon les besoins de la machine de la spéculation conduit nécessairement à l'élimination de tout ce qui sert à des fins autres que l'extraction directe d'un profit privé, quelle que soit son utilité sociale ou autre. Avec la précision qui la caractérise, Margaret Thatcher le savait quand elle disait :

"There is no such thing as society."
(« Cette chose qu'on appelle "société" n'existe pas. »).

Les exemples mentionnés dans cet article sont tous révélateurs de cette nouvelle facette — ou plutôt de son éclosion comme phénomène dominant — du capi-

talisme en putréfaction : les profits dérivent non plus de l'organisation des marchés, comme du temps des chemins de fer, mais de la destruction directe des forces productives disloquant les marchés. Destruction des forces productives qui prend de multiples visages. Destruction de la principale force productive, l'homme, avec l'économie de la drogue (à ses débuts, le capitalisme a combattu l'alcoolisme, qui désorganisait la production et détruisait les producteurs ; aujourd'hui, il organise l'économie de la drogue qui détruit les producteurs) ; destruction de simples systèmes d'autopréservation matérielle de la société, souvent hérités de sociétés précédentes, comme dans le cas du "bétonnage" des fleuves, sans aucun but, si ce n'est la création de "marchés publics" artificiels pour les grands monopoles ou la spéculation immobilière, et dont la conséquence sont les inondations et les catastrophes qui se succèdent depuis quinze ans en Europe. Ou encore l'expulsion des agriculteurs, provoquant l'abandon des soins des rivières et des sols, avec le même résultat catastrophique.

De même, l'exemple des magnétophones et vidéo-CD en témoigne, les immenses ressources aujourd'hui consacrées par le capital à la création de mécanismes empêchant la réalisation de la valeur d'usage des produits découlant du tant vanté "progrès technologique" représentent une gigantesque destruction de forces productives.

En effet, la réalisation de la valeur d'usage issue du progrès technologique s'oppose à la réalisation de la plus-value produite, parce que la valeur d'usage, rejoignant en cela les besoins à satisfaire eux-mêmes, devient de plus en plus sociale et de moins en moins individuelle, alors que l'appropriation, donc la mise en valeur, reste privée. Les technologies des télécommunications et de l'informatique, qui font rage dans la presse, mais dont l'application reste piètre au vu des possibilités, rejoignent potentiellement des usages "non exclusifs" et "non rivaux", de moins en moins des usages individuels ou exclusifs. Il en découle une énorme difficulté à concevoir des mécanismes qui permettent d'empêcher son utilisation libre, non surveillable et non facturable.

La bataille qui sévit aux Etats-Unis entre utilisateurs traditionnels du réseau Internet et Etat et industrie en est une expression précise. L'année dernière, le plus célèbre des *hackers* américains (Mark Abene, dit Phiber Optik) a été jeté en prison à l'issue d'un procès ayant toutes les allures d'un procès exemplaire, dissuasif. Le *hacker* en question se contentait en fait de déjouer, par son expertise informatique, les mécanismes créés par l'industrie pour bloquer la traditionnelle liberté d'expression et de circulation sur le réseau. Le juge a expressément déclaré, dans la justification du verdict, ainsi que le raconte le magazine *Der Spiegel* (n° 4/95), que « l'activité de "hacking" représente une menace réelle pour l'apparition de l'autoroute de l'information ». En effet, selon le magazine, « l'autoroute de l'information qui est en train de naître est une affaire de milliards, et les hackers sont le virus qui empêche la machine à faire de l'argent de tourner en rond ».

La technologie de l'enregistrement digital comme les télécommunications et l'informatique en général ont la potentialité de mettre à la disposition de la société, à un coût bas, une valeur d'usage considérable.

Tout cela rend presque non négociable la tâche de la réalisation de la valeur d'échange sur le marché au profit des propriétaires privés des moyens d'une production hautement socialisée. Pour y parvenir, ceux-ci doivent absolument supprimer une partie considérable — et croissante — de la valeur d'usage réelle de la production, la "morceler" individuel-

lement, en détournant à cet effet une partie de plus en plus importante de la force productive — qui en devient donc destructive. Ils le font, soit directement, en convainquant le public de consommer ce qui ne lui convient pas, soit encore en menant des batailles économiques, politiques et juridiques — voire militaires — pour venir à bout des concurrents et consommateurs récalcitrants, au nom de la sauvegarde de la "propriété intellectuelle".

Voici donc les éléments de cette phase ultime de l'impérialisme pourrissant : concentration extrême de capitaux surabondants, manque de nouveaux marchés naturels, "individualisation" forcée de la valeur d'usage qui se socialise, Etat acheteur surendetté, pillage de la société menée en quelque sorte de son extérieur, au prix de sa désorganisation croissante, désinvestissement social.

Il en résulte un retour à l'état dans lequel l'émergence du capitalisme des décombres féodaux avait autrefois plongé la société : décomposition sociale, paupérisation absolue et générale des masses, épidémies, mouvements démographiques massifs, banditisme, importance relative du pillage comme source d'accumulation ; en un mot : la barbarie.

Seul le combat de la classe ouvrière pour établir la propriété sociale universelle est à même d'ouvrir à l'humanité un autre avenir de progrès social, de justice, de développement économique et humain.

A. Manuel

Engels, le *Manifeste communiste* et la Ligue des communistes

Par Frank ARNOLD

"Avec la condamnation des communistes de Cologne en 1852, tombe le rideau sur la première période du mouvement ouvrier indépendant allemand. Cette période est presque oubliée aujourd'hui.

Et cependant, elle durera de 1836 à 1852 et jouera, grâce à la dissémination des travailleurs allemands à l'étranger, dans tous les pays civilisés (un rôle important, NDT), mais cela n'est pas tout. Le mouvement ouvrier international d'aujourd'hui est, de fait, une continuation directe de mouvement ouvrier allemand de l'époque qui était, somme toute, le premier mouvement ouvrier international, et dont sont issus nombre de ceux qui ont joué un rôle dirigeant dans l'Association internationale des travailleurs.

Et les principes théoriques que la Ligue des communistes a inscrit sur sa bannière dans le Manifeste communiste de 1847 constituent aujourd'hui le ciment international le plus fort de l'ensemble du mouvement prolétarien d'Europe comme d'Amérique" (Friedrich Engels, Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes, Dietz-Verlag, Berlin 1974, p. 3).

C'est en ces termes qu'Engels résume, en 1885, "la jeunesse" du mouvement ouvrier révolutionnaire et qui a trouvé son

expression la plus élevée dans l'élaboration, à la veille même de la révolution de 1848, du *Manifeste communiste*, exprimant les principes du matérialisme dialectique et historique, comme base du "socialisme scientifique", devenu programme officiel de la Ligue des communistes, après un processus de discussion et de clarification qui a souvent pris la forme d'une bataille âpre contre les éléments les plus retardataires, petits-bourgeois, partisans de différentes nuances d'un "socialisme utopique".

Il est évident que l'apport d'Engels, coauteur avec Marx du *Manifeste communiste*, au mouvement ouvrier allemand ne peut être séparé du mouvement ouvrier international, dont Marx et Engels devaient justement devenir, dès sa naissance, les éléments décisifs en aidant le prolétariat à s'approprier "l'expression consciente du processus historique inconscient" (Trotsky), la théorie scientifique, donc révolutionnaire, car guide pour l'action émancipatrice :

"Le prolétariat s'empare du pouvoir public et transforme, grâce à ce pouvoir, les moyens de production de la société, qui échappent des mains de la bourgeoisie, en propriété publique (...). C'est la vocation historique du prolétariat moderne de réaliser cet acte d'émancipation du

monde. C'est la tâche de l'expression théorique du mouvement du prolétariat, du socialisme scientifique, d'en examiner les conditions historiques, et donc sa nature même et de faire prendre ainsi conscience des conditions et de la nature de sa propre action à la classe aujourd'hui opprimée, appelée à l'action" (Engels, *Socialisme utopique et Socialisme scientifique* (1880), Verlag Marxistische Blätter, Frankfurt/Main, 1971, p. 93).

Pour Marx et Engels, la théorie scientifique et la pratique révolutionnaire étaient inséparables, se réalisant dans la construction du parti du prolétariat, qui ne pouvait être que mondial.

C'est ainsi que leur "analyse scientifique de la structure économique de la société bourgeoise", l'élaboration du *Manifeste communiste*, se combine avec l'activité en direction de la Ligue des communistes et dans cette dernière, car il s'agit de "participer consciemment au processus historique révolutionnant la société qui se déroule sous nos yeux" (Karl Marx, *Herr Vogt* (1860), *Marx-Engels Werke*, tome 14, Dietz-Verlag, Berlin, 1973, p. 439).

"CONSTITUER LA CLASSE OUVRIÈRE EN CLASSE POUR SOI..."

Dans sa préface à la troisième édition allemande, en 1883, Engels résume ainsi "l'idée fondamentale continue" du *Manifeste communiste* :

"Que la production économique et l'organisation sociale de chaque époque historique qui en découle nécessairement fonde les bases de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; qu'en conséquence, toute l'histoire (depuis la disparition de la propriété collective séculaire des terres) a été l'histoire de la lutte des classes, des luttes des classes exploitées et exploiteuses, dominées et dominantes, correspondant aux différentes étapes du développement social ; que cette lutte a, par contre, maintenant atteint un degré où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se

libérer de la classe exploiteuse et oppresseuse (la bourgeoisie) sans libérer en même temps et pour toujours toute la société de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes" (Engels, préface à la troisième édition du *Manifeste communiste* (1883), Dietz Verlag, Berlin, 1973, pp. 12-13).

Le prolétariat soumis au salariat, à "l'esclavage moderne", subit l'exploitation capitaliste et cherche à survivre en commençant à s'organiser et, déjà à l'époque, quelquefois en se révoltant contre cette situation.

Mais, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, malgré ses premiers efforts d'auto-organisation, le prolétariat reste une "classe en soi", c'est-à-dire une masse exploitée, produit immédiat de l'exploitation capitaliste par le travail salarié, contraint "de se vendre au jour le jour, (...) une marchandise, un article de commerce comme un autre" (*Manifeste communiste*, Dietz-Verlag, Berlin, 1973, p. 50).

Une fois jetées les bases de la méthode du matérialisme historique, tout le travail de Marx et d'Engels se concentre pour œuvrer à la transformation du prolétariat de "classe en soi" en "classe pour soi", c'est-à-dire en classe organisée, capable d'accomplir ses tâches historiques révolutionnaires.

A l'époque de la grande Révolution française, il existait, certes, déjà l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat. Mais le développement des bases matérielles pour résoudre cette contradiction, le développement des forces productives qui devaient connaître un essor dans l'industrialisation et donc aussi dans la formation du prolétariat comme nouvelle classe sociale, n'était pas encore arrivé à maturité. C'est ce qui rendait vaines les tentatives pour dépasser le fondement bourgeois de la Révolution française.

Comme l'écrit Gérard Bloch dans sa remarquable traduction de Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, qui, d'ailleurs, par la richesse et la rigueur de ses notes et commentaires, dépasse largement le travail d'une simple "traduction" :

« Par une cruelle ironie, la fameuse maxime de Saint-Just : "Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau", s'est appliquée à Robespierre et à lui-même plus qu'à nul autre. Avec eux à sa tête, la révolution démocratique s'avança bien au-delà des limites d'une révolution bourgeoise. Le processus de la révolution permanente commencé le 14 juillet 1789 et qui avait vu successivement chaque parti renversé par un plus révolutionnaire, jusqu'ou pouvait-il aller ? (...) La bourgeoisie, en grinçant des dents, avait dû subir la dictature révolutionnaire de Robespierre, la Terreur, les concessions aux sans-culottes, (...) mobilisant les plébiens (...).

Pour se poursuivre jusqu'au bout, jusqu'à "l'émancipation humaine", comme dira Marx, il lui fallait assurer la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne socialiste. Mais cela, justement, exigeait des conditions historiques qui, pour l'essentiel, n'étaient pas réalisées. Et, contraints par une implacable fatalité à faire la révolution "à moitié", ils ont succombé » (Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction, notes et avant-propos de Gérard Bloch, Paris, 1984, p. 607).

Les conditions historiques devaient arriver à un premier mûrissement, surtout à partir des années 1830, par la constitution des premières organisations ouvrières, sous la forme de mutuelles, de syndicats, de sociétés, où l'on débattait des idées socialistes et communistes, et même d'embryons de partis en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, en Suisse, en Italie...

La Grande-Bretagne, le pays le plus avancé dans le développement du capitalisme, voit naître une première centrale syndicale (Grand National Consolidated Trade Union), qui comptera jusqu'à cinq cent mille adhérents. Des petits-bourgeois radicaux lancent en 1838 une charte du peuple, exigeant notamment le suffrage universel.

Le jeune mouvement ouvrier va s'en emparer pour développer sa propre action. De 1838 à 1848, le mouvement chartiste combinera les revendications ouvrières (la journée de dix heures) et les revendications démocratiques (le suffrage univer-

sel) dans de puissantes manifestations de masse et une pétition qui recueillera, en 1842, plus de trois millions de signatures.

C'est d'ailleurs au contact de la réalité économique et sociale de l'Angleterre, où Engels devait séjourner une première fois de 1842 à 1844, qu'il développera, dans deux livres, *Esquisse d'une critique de l'économie nationale* (1844) et le fameux *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), ses premières propres approches d'une analyse matérialiste de l'économie et de la société, un point de vue qui jettera les bases de sa future collaboration avec Marx (à partir de 1844-1845).

"*Organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique*", voilà la question centrale de ce que l'on appelle communément le *Manifeste communiste*, mais qui porte plus précisément le nom de *Manifeste du Parti communiste*.

Comme l'écrivent Marx et Engels :

"*Toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du Moyen Age ont mis des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années, grâce aux chemins de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus ferme, plus puissante*" (*Manifeste communiste*, p. 53).

Mais "*l'organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique*", la transformation de la "*classe en soi*" en "*classe pour soi*" nécessite la séparation claire et nette vis-à-vis de la bourgeoisie, l'organisation du prolétariat en "*parti distinct*" (*Manifeste communiste*, p. 57) de toutes les classes oppresseuses et exploiteuses.

Toute la période de 1830 à 1848-1849 devait être imprégnée par cette première recherche, encore embryonnaire, pour se donner des moyens d'organisation en vue de son propre combat de classe.

La révolution de juillet 1830, en France, permettra à un certain nombre de militants

ouvriers, certes limité, et influencé, entre autres, par les idées du "socialisme utopique", de comprendre la nécessité de la séparation vis-à-vis de la bourgeoisie, qui cherche à utiliser le prolétariat comme simple masse de manœuvre en vue de la réalisation de ses propres intérêts de classe.

L'expérience de l'insurrection des canuts, à Lyon, en 1831, ces ouvriers de la soie qui se révoltent contre leurs conditions de vie misérable et se rendent maîtres pendant quelques jours de cette grande ville industrielle, devait encore renforcer cette aspiration et cette recherche de l'indépendance.

La révolte des tisserands, en 1844, en Silésie (Allemagne), devait secouer tout le pays et conduire à la constitution d'une première avant-garde de militants ouvriers (dont Wilhelm Wolff, l'un des futurs proches collaborateurs d'Engels et de Marx).

Mais

"les premières tentatives du prolétariat dans une période d'agitation générale, à l'époque du bouleversement de la société féodale pour imposer directement ses propres intérêts de classe, échouent nécessairement à cause de la faible stature du prolétariat même, ainsi que de l'absence des conditions matérielles de sa libération, qui justement ne peuvent être que le produit de l'époque bourgeoise. La littérature révolutionnaire, qui accompagnait ces premiers mouvements du prolétariat, est, quant à son contenu, nécessairement réactionnaire. Elle enseigne un ascétisme général et un égalitarisme grossier" (Manifeste communiste, p. 78).

Comme l'explique Engels :

"Aux alentours de 1800, les conflits issus du nouvel ordre social n'étaient qu'en voie de formation ; cela est encore beaucoup plus valable pour les moyens de leur solution. Si les masses pauvres de Paris ont pu, pendant la Terreur, pour un moment, s'emparer du pouvoir et ont ainsi pu faire vaincre la révolution bourgeoise, même contre la bourgeoisie, ils ont ainsi uniquement apporté la preuve que leur pouvoir était impossible à la

longue dans les conditions de l'époque. Le prolétariat, qui venait seulement d'émerger de ces masses pauvres comme tronc d'une nouvelle classe, encore complètement inapte à l'action politique indépendante, se présentait comme un état opprimé, souffrant, auquel on pouvait à la limite apporter de l'aide de l'extérieur, d'en haut, car il était incapable de s'aider lui-même.

Cette situation historique déterminait aussi les fondateurs du socialisme. A ce niveau d'imaturité de la production capitaliste, à la situation immature des classes, correspondait des théories immatures.

Il fallait extraire du cerveau la solution des tâches sociales qui étaient encore cachées dans les relations économiques sous-développées. La société ne présentait que la misère ; en finir était la tâche de la raison pensante.

Il s'agissait d'inventer un nouveau système, plus parfait, de l'ordre social et de l'octroyer à la société, de l'extérieur, par la propagande, peut-être par l'exemple d'expériences édifiantes. Ces nouveaux systèmes sociaux étaient, dès le début, condamnés à l'utopie" (Engels, Socialisme utopique et socialisme scientifique, pp. 48-49).

Bien que s'appuyant sur la tendance spontanée du prolétariat à l'autodéfense, à la création dans son propre mouvement des premières institutions ouvrières (mutuelles, syndicats, associations) à l'intérieur de la société (elle-même bouleversée par la transition de la féodalité à la société bourgeoise), la transformation de la "classe en soi" en "classe pour soi" n'a rien d'automatique. Il fallait l'organisation de l'avant-garde autour d'un programme révolutionnaire, de "la fraction la plus résolue des partis ouvriers, de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres" et qui, "sur le plan de la théorie", a "sur le reste du prolétariat l'avantage de comprendre clairement les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien" (Manifeste communiste, p. 58).

"Avant de faire du socialisme une science, il fallait d'abord le mettre sur un terrain réel" (Engels, Socialisme utopique et Socialisme scientifique, p. 58) et donc

surmonter les idées des "socialistes utopiques" (Saint-Simon, Fourier, Owen, etc.) et combattre l'influence sur le jeune mouvement ouvrier de "philosophes" et "intellectuels" bourgeois et petits-bourgeois comme Proudhon et le "communiste des artisans de Weitling".

LA LIGUE DES COMMUNISTES, PREMIER EMBRYON DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL

"En France, dit le proverbe, tout finit par des chansons. Or ce fut par une association allemande de chant que commença à Paris, au lendemain de la révolution de Juillet, les développements qui allaient ouvrir la première phase du mouvement ouvrier et démocratique international" (Mehring-Bloch, p. 609).

En effet, sous l'impulsion de la révolution de juillet 1830, en France, une vague nationaliste (pour l'abolition des frontières intérieures de la Confédération germanique, divisée en trente-six Etats princiers) et libérale (pour la liberté de la presse, de réunion, etc.) parcourait l'Allemagne et a atteint son point culminant à la "fête du château de Hambach", en mai 1832.

C'est en relation avec ces événements que s'est fondée, en 1832, à Paris, une Association patriotique allemande, composée de journalistes et d'écrivains émigrés (Heinrich Heine, Ludwig Börne, etc.), ainsi que de travailleurs manuels allemands, en nombre important. Cette association allait se radicaliser et prendre le nom d'Association populaire allemande. Sous l'influence du babouvisme, elle prend, en 1834, la forme de la Ligue des bannis, affirmant la nécessité d'une république démocratique et adoptant la formule :

"Le droit à l'existence est au-dessus du droit à la propriété."

En 1836, enfin, les artisans et travailleurs se libèrent de la tutelle des intel-

lectuels bourgeois et petits-bourgeois radicaux, pour former une nouvelle organisation, qui prend le nom de Ligue des justes.

Bien qu'encore floue, la devise de Weitling pour la Ligue des justes : "*La communauté des biens est le but, l'émancipation révolutionnaire de la classe ouvrière le moyen*", dépassait les documents jusqu'alors adoptés, influencés notamment par les idées de Babeuf.

C'est surtout grâce à l'émigration allemande, qui, loin d'être réduite aux seuls exilés politiques, atteindra, entre 1830 et 1848, à peu près le chiffre d'un million et demi de travailleurs itinérants d'origine allemande, que la Ligue des justes s'est rapidement implantée en France, en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Scandinavie, en Amérique et, évidemment, en Allemagne même.

Pour la seule ville de Paris, on comptait, en 1848, la présence de soixante mille Allemands, notamment des compagnons et des artisans à la recherche d'un travail que leur pays ne pouvait plus leur offrir.

Voilà pourquoi Engels pouvait parler du mouvement ouvrier allemand comme du "*premier mouvement ouvrier international*". En effet, le retard politique et économique (aggravé par une grave crise de l'agriculture) de l'Allemagne, de 1815 à 1848, finira par placer le tout jeune mouvement ouvrier allemand et ses premières organisations à la tête du prolétariat international.

C'est en 1847 que Marx et Engels, avec leurs partisans, rejoindront la Ligue des justes, qui deviendra alors la Ligue des communistes, adoptant le *Manifeste du Parti communiste* comme plate-forme programmatique.

Comme l'écrit Jacques Grandjonc, historien du mouvement ouvrier :

"Si large que puisse être le fossé qui sépare (...) leurs conceptions idéologiques, politiques, sociales de 1832 et celles de 1847, il existe cependant une indéniable continuité entre les premiers appels babouvistes, la discussion qui a duré près de dix ans au sein de la Ligue des justes, sur la communauté des biens, et le débat prolongé et acharné dont le Manifeste communiste est sorti"

(Jacques Grandjonc, *Les Premières Ligues socialistes dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. De la Ligue des justes à la Ligue des communistes, 1836-1847*, Colloquium-Verlag, Berlin 1975, p. 81).

Cependant, de 1832 à 1847, il restait un long chemin à parcourir pour aller de la démocratie radicale à l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

La base sociale de la Ligue des justes, sa composition sociale y étaient pour quelque chose.

Comme l'explique Engels :

"Les adhérents, s'il s'agissait toutefois de travailleurs, étaient presque exclusivement, à proprement parler, des artisans. Dans les grandes métropoles elles-mêmes, l'homme qui les exploitait n'était, la plupart du temps, qu'un petit patron. Y compris l'exploitation à une grande échelle des tailleurs, ce qu'on appelle maintenant la confection, la transformation de ce métier en industrie à domicile pour le compte d'un grand capitaliste, n'existait à l'époque qu'en germe, même à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces artisans n'était lui-même qu'un petit patron ; de l'autre, ils espéraient tous arriver à s'installer finalement eux-mêmes comme petits patrons" (Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, p. 9).

En résumé, ils n'étaient plus des artisans tels que le régime féodal les avait connus (avec les corporations), mais ils n'étaient pas encore des ouvriers modernes. Ils "n'étaient qu'une annexe de la petite bourgeoisie qui était en train de se transformer en prolétariat moderne", mais "pris au piège de leurs anciens préjugés d'artisans" (Engels, *op. cit.*).

Weitling, qui jouait un rôle important au début de la Ligue, allait succomber à "cette très grosse erreur qui a ses racines dans ces conditions" (Engels, *op. cit.*). Il a fini comme un homme qui voulait "ramener le communisme au christianisme primitif", comme "le prophète pourchassé de pays en pays, qui aurait dans sa poche une recette toute prête pour réaliser le paradis sur terre et soupçonnerait

tous et chacun de vouloir la lui voler" (Engels, *op. cit.*).

Quant à Proudhon, il a trouvé un fervent défenseur en la personne de l'un des responsables de la Ligue des justes à Paris, l'Allemand Karl Grün, partisan du socialisme "vrai".

Proudhon, contre lequel Marx devait rédiger son livre *Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon* (1847), défendait l'association progressive ouvrière, grâce à laquelle une association industrielle ouvrière devait l'emporter dans la concurrence contre le capital bancaire et industriel.

Engels décida de s'installer à Paris pour pouvoir mieux combattre ces idées néfastes qui influençaient la Ligue des justes, notamment dans la capitale française. C'est dans une réunion de la Ligue, en octobre 1846, qu'il remportera sa première victoire contre Grün et les partisans de Proudhon :

"Au début, Engels a eu toute sa clique contre lui quand il a parlé de la nécessité d'une révolution violente et a affirmé que Grün et Proudhon défendaient un idéal antiproletarien et petit-bourgeois (...). Engels les a offensés quand il leur a demandé en plaisantant s'ils espéraient vraiment acheter avec leurs économies de prolétaires la France et le monde entier (...). Il a exigé un vote pour savoir si l'on se réunissait en tant que communistes ou seulement pour une simple discussion. Dans le premier cas, il faudrait faire en sorte que les attaques contre le communisme cessent, dans l'autre cas, par contre, si l'on voulait uniquement bavarder, sa présence ne serait plus nécessaire à l'avenir. Les partisans de Grün, effrayés par un tel discours, ont déclaré qu'ils se réunissaient "pour le bien-être de l'humanité" (...). Avant de pouvoir prendre définitivement position par rapport au communisme, ils devaient d'abord savoir dans le détail ce que le communisme défendait. Engels leur a donné "une définition extrêmement simple" :

"Je définis donc les buts des communistes ainsi :

1) faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux des bourgeois ;

2) atteindre cet objectif par l'abolition de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens ;

3) ne pas admettre d'autre moyen pour la réalisation de ces buts que la révolution violente, démocratique" » (Gustav Mayer, *Friedrich Engels, une biographie* (1919), Ullstein-Verlag, Frankfurt/Main 1975, pp. 251-252).

C'est Lénine qui en tirera la conclusion suivante :

"La discussion s'est terminée par le vote de la réunion qui a adopté la définition d'Engels par treize voix contre les deux voix des partisans de Grün. Ces réunions étaient fréquentées par à peu près vingt ébénistes. C'est ainsi qu'il y a soixante-sept ans, à Paris, la première pierre pour le parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne a été posée" (W. I. Lenin, *Marx, Engels, Marxismus, Verlag für fremdsprachige Literatur, Moskau, 1947, p. 53*).

Quelle attitude ont adoptée Marx et Engels vis-à-vis de la Ligue des justes ?

C'était à la fois la recherche d'une discussion de fond, d'une "critique impitoyable" (Marx, *Herr Vogt*, p. 439) et, en même temps, la recherche d'une tactique flexible et de formes transitoires pour amener une avant-garde révolutionnaire sur la base du "socialisme scientifique".

Comme l'explique Gérard Bloch, par rapport à l'attitude d'Engels dans la réunion citée plus haut, qui a une portée plus générale :

"Soit dit en passant, Engels savait, bien entendu, parfaitement que la "communauté des biens" était une forme théoriquement fautive. Mais Engels n'était pas un doctrinaire. Il s'agissait pour lui de séparer les éléments communistes de la commune des ébénistes à Paris des éléments anticommunistes qui, sous l'influence de Grün et de Proudhon, avec sa société par actions, conservaient théoriquement la propriété privée. Mis au défi de donner une définition du communisme, "je leur donnais, écrit-il, une définition d'une extrême simplicité, qui ne contenait rien qui eût pu donner lieu à des digressions ni permettre de couper au

vote que j'avais proposé" (...). Non, Engels n'était pas un doctrinaire, il ne menait pas une lutte d'idées en tant que telle » (Mehring-Bloch, *Vie de Karl Marx*, p. 645).

L'organisme transitoire pour accélérer le processus de sélection et le regroupement des meilleures forces du socialisme "vrai", des anciens partisans de Weitling, etc., Marx et Engels le créent, à partir de janvier-février 1846, avec le Comité de correspondance communiste de Bruxelles.

Pour Marx et Engels, il ne s'agissait pas d'opposer ces comités, qu'ils constituent en Allemagne, puis en Angleterre et qu'ils tentent d'implanter en France, à la Ligue des justes et aux organisations qui gravitent autour d'elle, comme les associations d'éducation pour les ouvriers, les associations démocratiques, etc.

Ils appliquaient déjà ce qu'ils devaient écrire deux ans plus tard dans le *Manifeste communiste* :

"Les communistes ne forment pas un parti distinct face aux autres partis ouvriers (...). Ils ne posent pas de principes spéciaux selon lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien (...). Sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage de comprendre clairement les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien" (p. 58).

C'est pourquoi les Comités de correspondance communiste, qui étaient obligés de travailler dans la clandestinité, n'étaient pas une organisation centralisée, mais plutôt une organisation de caractère relativement informel.

C'est une lettre de Marx et d'Engels, en mai 1846, à Proudhon, lui proposant, malgré leurs divergences politiques, de constituer ensemble des comités de correspondance communistes, qui, en dessinant les tâches de tels comités, éclaircissent cette méthode :

"Mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais ; (...) tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes qui seront opérés en Allemagne et (...) infor-

mer les Allemands en Allemagne des progrès du socialisme en France et en Angleterre. De cette manière, les différences d'opinion pourront se faire jour ; on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale" (Correspondance Marx-Engels, tome 1, p. 381).

Le refus de Proudhon sur la question de l'organisation correspondait à son passage à des positions "sur la base de ce mode de production", donc à des positions "qui ne veulent rien changer au rapport entre capital et travail salarié" (Manifeste communiste, p. 77).

"Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir, et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale" (cf. Pierre Lambert, *La Vérité*, n° 515, février 1959, p. 9).

Pour Marx et Engels, il n'était pas convenable que théorie révolutionnaire et pratique, que programme et organisation soient deux mondes à part.

Engels définit l'attitude de Marx et la sienne, une fois les bases de la théorie matérialiste de l'histoire élaborée, surtout par leur œuvre commune, *L'Idéologie allemande*, de 1845-1846.

Il fallait l'unité de leur production littéraire, de leur agitation et de leur propagande dans leur combat pour la construction de l'organisation indépendante du prolétariat :

« Nous n'avions nullement l'intention de susurrer dans de gros livres ces nouveaux résultats scientifiques, en exclusivité, aux oreilles du monde "savant". Au contraire, nous étions tous deux déjà engagés profondément dans le mouvement politique, nous comptions un certain nombre de partisans parmi les intellectuels, notamment dans l'ouest de l'Allemagne, et une abondance de contacts avec le prolétariat organisé. Il nous fallait fonder scientifiquement nos conceptions, mais il était aussi important pour nous de gagner à nos convictions le prolétariat européen, et d'abord le prolétariat allemand » (Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, pp. 11 et 12).

Cela dit, jusqu'en janvier 1847, Marx et Engels ont participé à la discussion de la Ligue des justes et de sa direction de l'extérieur.

Ils ont publié « une série de pamphlets, tantôt imprimés, tantôt lithographiés, où le mélange de socialisme et de communisme franco-anglais et de philosophie allemande, qui constituait alors la doctrine secrète de la "Ligue", était soumis à une critique impitoyable », en établissant "à leur place, que l'analyse scientifique de la structure économique de la société bourgeoise constituait l'unique fondement théorique défendable" ; et ils exposaient "sous une forme populaire, qu'il ne s'agissait pas de mettre en application un quelconque système utopique, mais de participer consciemment au processus historique révolutionnant la société qui se déroule sous nos yeux" (Marx, *Herr Vogt*, p. 439).

Mais, jusqu'en janvier 1847, ils n'étaient pas adhérents de la Ligue.

C'est à "l'efficacité" de cette activité que Marx a attribué l'envoi à Bruxelles, en janvier 1847, d'un membre de la direction de la Ligue, Joseph Moll, pour leur demander, à lui et à Engels, d'entrer dans la Ligue.

Engels explique de son côté le rapprochement des dirigeants de la Ligue à Londres (Schapper, Moll, Pfänder, Eccarius) de leurs positions :

"Depuis le transfert (de la direction de la Ligue, NDT) de Paris à Londres, un élément nouveau a été mis en évidence : progressivement, la Ligue s'est transformée d'une ligue allemande en une ligue internationale (...). Ce qui avait fait l'objet de nos critiques envers la Ligue était maintenant aussi considéré comme erroné de la part des représentants même de la Ligue ; nous-mêmes avons été sollicités pour collaborer à sa réorganisation. Aurions-nous pu refuser ?" (Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, pp. 8 et 15.)

Moll, mandaté par la direction de la Ligue, leur avait proposé enfin de rédiger un manifeste avec la "nouvelle théorie", qui sera adopté lors d'un congrès de la Ligue comme sa base programmatique.

C'est donc en janvier 1847 que Marx et Engels adhéraient à la Ligue des justes, qui, certes, était en crise, mais avait une tradition vieille de dix ans et regroupait quelques centaines de militants ouvriers à travers l'Europe, de plus en plus sensibles à leurs orientations programmatiques.

LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

"On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du Manifeste du Parti communiste ! Ce manifeste, le plus génial de tous ceux de la littérature mondiale, surprend aujourd'hui encore par sa fraîcheur. Les parties principales semblent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait vingt-neuf ans, Engels vingt-sept) ont su regarder vers l'avenir comme personne avant eux et, peut-être bien, après" (Léon Trotsky, Œuvres, septembre 1937 à décembre 1937, tome 15, p. 229).

Voilà comment Trotsky, en 1937, commence sa préface à la première édition en langue afrikaaner du *Manifeste*, publiée par les partisans de la IV^e Internationale en Afrique du Sud, où il présente "à la fois les idées du Manifeste qui ont intégralement conservé leur force jusqu'à nos jours et celles qui ont aujourd'hui besoin de modifications sérieuses ou de compléments" (Trotsky, *op.cit.*).

Depuis l'entrée de Marx et d'Engels dans la Ligue des justes, en janvier 1847, jusqu'à l'adoption et enfin la publication du *Manifeste*, au début de 1848, il aura fallu près d'un an d'une discussion acharnée pour gagner les principaux cadres de la Ligue au matérialisme historique.

En février 1847, dans une circulaire aux membres de l'organisation (*Adresse de la Halle du peuple de la Ligue des justes à la Ligue*), la direction londonienne convoque le premier congrès de la Ligue pour le 1^{er} juin 1847, dans les termes suivants :

"Nous allons visiblement vers une révolution gigantesque, qui décidera

*sans doute du sort de l'humanité pour des siècles : ce n'est pas le moment de dormir (...). L'humanité exige maintenant de chacun de ses combattants qu'il fasse son devoir (...). Les communistes ne constituent malheureusement toujours pas un parti solide (...), ils ne se joignent donc que trop souvent... à d'autres partis. Cela doit changer, nous sommes actuellement à la pointe du mouvement, nous devons donc avoir notre propre drapeau pour nous rassembler, au lieu d'errer parmi la grande armée des phlistins (...). Il nous faut établir une courte profession de foi communiste, qui sera imprimée dans toutes les langues européennes et diffusée dans tous les pays. C'est un point particulièrement important" (Friedrich Engels, *Principes du communisme*, 1847, Dietz-Verlag, Berlin, 1972, annexe, pp. 39 et 40).*

Le premier congrès qui se réunit en juin 1847, à Londres, où la Ligue disposait de ses plus grandes forces, a pu enregistrer l'implantation dans les pays suivants : Angleterre (Londres), France (Paris, Lyon, Marseille), Belgique (Bruxelles), Allemagne (quinze villes), Suède (Stockholm) et, en pleine crise à cause de la décomposition provoquée par Weitling, en Suisse et en Amérique.

Engels représentait la Ligue de Paris et Wolff celle de Bruxelles, tandis que Marx n'a pas participé au premier congrès.

Gérard Bloch en donne une explication plausible :

"Visiblement, il n'était pas sûr de ce qui sortirait du premier congrès ; son absence donnerait à Engels les coudées plus franches ; et lui n'aurait pas à entériner chaque mot du compromis qu'il faudrait sans doute conclure" (Mehring-Bloch, p. 657).

En effet, malgré les progrès réalisés, les résultats des travaux étaient limités et souvent contradictoires.

Certes, le nom de la Ligue des justes avait été changé en Ligue des communistes et, sur proposition d'Engels, l'ancienne devise : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Comme l'explique la *Circulaire du premier congrès de la Ligue des communistes*, du 9 juin 1847 :

"Combien sont-ils ceux qui veulent la justice, c'est-à-dire ce qu'ils appellent justice, sans avoir besoin d'être communistes ? Or nous ne nous distinguons pas par le fait que nous voulons la justice en général, ce que chacun peut affirmer de lui-même, mais par le fait que nous nous en prenons à l'ordre social existant et à la propriété privée, par le fait que nous voulons la communauté des biens, par le fait que nous sommes communistes" (Engels, *Principes du communisme*, annexe, p. 51).

On peut donc voir que la suppression de la "propriété privée" devait aboutir à la "communauté des biens", formule erronée et pleine d'ambiguïtés.

Le *Projet de profession de foi communiste*, adopté comme compromis par le congrès, est porteur des mêmes contradictions, si la réponse à la question 3 : *"Comment voulez-vous atteindre ce but (le communisme, NDT) ?"*, est : *"Par l'abolition de la propriété privée que remplacera la communauté des biens"* (Engels, *Principes du communisme*, annexe, p. 43).

Il y a visiblement coexistence entre les premiers éléments de la méthode du matérialisme historique et d'anciennes formules des "socialistes utopiques", ce que montre également la réponse à la question 5 : *"Quels sont les principes ?"* Réponse : *"Par exemple, tout homme cherche à être heureux. Le bonheur de chacun est inséparable du bonheur de tous (...)"* (op. cit., p. 44).

Le *Projet de statuts* de la Ligue, enfin, traduisait un pas significatif vers la transformation de la Ligue en organisation démocratiquement centralisée.

Cela dit, il suffit de lire l'article premier du projet :

"La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique",

et de faire la comparaison avec les formules du même article, adopté définitivement par le II^e Congrès de la Ligue :

"Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes ni propriété privée" (Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, annexe, p. 47).

pour avoir une idée du chemin qui restait à parcourir pour transformer pleinement la Ligue en organisation basée sur le matérialisme historique.

Il est évident que le II^e Congrès de la Ligue, convoqué pour fin novembre-début décembre 1847, à Londres, revêtait dans ces circonstances une importance majeure, décisive. Marx, convaincu que la bataille politique à livrer pouvait être gagnée, se lance lui-même dans le combat sur le terrain de l'agitation et de l'organisation.

Il organise "ses propres troupes", en renforçant considérablement la Ligue des communistes à Bruxelles, en fondant une organisation à Liège, etc.

De son côté, la direction de la Ligue écrit, le 18 octobre, au cercle de Bruxelles :

"Il est rigoureusement indispensable que le cercle de Bruxelles envoie un délégué au prochain congrès ; puisque ce qui doit s'y décider, c'est de savoir si toute la Ligue est fichue, où si la pourriture qui se manifeste en bon nombre d'endroits doit être extirpée au couteau — ce qui, à notre avis, est le seul moyen qui nous reste si nous voulons arriver à quelque chose (...). Nous aimerions beaucoup que Marx puisse venir au congrès" (*Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, tome 1, Berlin, 1970, p. 581).

Engels, à Paris, continue la bataille contre les derniers partisans des Grün-Proudhon et fait beaucoup d'efforts pour renforcer l'organisation de la Ligue. Il se fait mandater par son cercle, au mois d'octobre 1847, dans la discussion sur le

Projet de profession de foi communiste, pour rédiger un autre projet.

Ce projet, les *Principes du communisme*, joueront un rôle majeur dans l'élaboration définitive du *Manifeste*. Plus encore, la parenté avec le *Manifeste* est totale et on y trouvera des formules entières des *Principes*.

Comme l'écrit Engels à Marx, le 23 novembre 1847, donc quelques jours avant l'ouverture du II^e Congrès de la Ligue :

"Réfléchis quand même un peu à la profession de foi. Le mieux serait, je crois, de laisser tomber la formule de catéchisme et de prendre pour titre : Manifeste communiste. Comme il faut y donner, plus ou moins, des éléments historiques, la forme actuelle ne convient pas du tout (des Principes du communisme, NDT), c'est raconté de façon simple, mais la rédaction est misérable, terriblement hâtive. Je commence : qu'est-ce que le communisme ? Et puis tout de suite le prolétariat — genèse, différence par rapport aux anciens travailleurs, développement de l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie, crises, conclusions. Parmi tout cela, certaines choses secondaires, et enfin la politique de parti des communistes" (Engels, *Principes du communisme*, annexe, p. 90).

Au II^e Congrès, qui se tiendra du 29 novembre au 8 décembre 1847, à Londres, Marx et Engels et leurs partisans remporteront une victoire totale.

C'est Marx qui donnera la version définitive au *Manifeste*, qui sera publié en février 1848, au moment de l'émeute parisienne contraignant le roi Louis-Philippe à abdiquer et quelques jours avant les événements révolutionnaires de mars 1848, en Allemagne.

Cependant, Mehring a parfaitement raison de critiquer la *"modestie excessive"* (Mehring-Bloch, p. 361) d'Engels, qui, non seulement est le coauteur à part entière, avec Marx, du *Manifeste*, mais a joué un rôle d'avant-garde dans la bataille politique pour gagner la majorité de la Ligue des communistes au socialisme scientifique.

Signalons encore qu'à l'ouverture du II^e Congrès, le 29 novembre 1847, se tenait à Londres, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution polonaise du 29 novembre 1830, un meeting des "Fraternal Democrats".

Cette organisation était du même type que l'Association démocratique de Bruxelles. Toutes deux avaient été créées à l'initiative de la Ligue des communistes pour dresser la petite-bourgeoisie démocratique contre la bourgeoisie libérale.

Marx y prend la parole, ainsi qu'Engels, tous deux donnant à leurs discours, d'un bout à l'autre, un ton révolutionnaire prolétarien et donc internationaliste.

Marx parla au nom de l'Association démocratique de Bruxelles :

"L'ancienne Pologne est assurément perdue et nous serions les derniers à souhaiter sa restauration. Mais ce n'est pas seulement l'ancienne Pologne qui est perdue. L'ancienne Allemagne, l'ancienne France, l'ancienne Angleterre, toute l'ancienne société est perdue. Mais la perte de l'ancienne société n'en sera pas une pour ceux qui n'ont rien à perdre dans cette ancienne société et, dans tous les pays tels qu'ils existent actuellement, c'est là le cas pour la grande majorité (...).

La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera (...) le signal de la libération de toutes les nations opprimées. (...) Et la victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise (portera le coup décisif) pour la victoire de tous les opprimés sur les oppresseurs. Ce n'est (...) pas en Pologne, c'est en Angleterre qu'il faut libérer la Pologne. Vous, chartistes (...), abattez vos propres ennemis de l'intérieur et vous pourrez avoir alors fièrement conscience d'avoir abattu l'ancienne société toute entière" (Marx-Engels Werke, tome 4, pp. 416-417).

Et Engels proclama :

"Une nation ne peut se libérer et continuer en même temps à opprimer d'autres nations. La libération de l'Allemagne ne pourra donc pas se réaliser sans que la libération de la Pologne du joug allemand ne se réalise" (ibidem, p. 418).

L'actualité de la méthode du *Manifeste*, Marx et Engels la réaffirment eux-mêmes dans leur préface de 1872 à l'édition allemande, tout en intégrant des précisions et des compléments, surtout sur la base de l'expérience de la Commune de Paris :

« *Quels que soient les changements survenus dans les vingt-cinq dernières années, les principes généraux développés dans ce manifeste restent en substance encore vrais aujourd'hui. Quelques détails seraient, çà et là, à améliorer. L'application pratique de ces principes, comme l'explique le "manifeste" lui-même, dépendra toujours et partout des conditions historiques existantes (...). Face aux progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années qui se sont accompagnés des progrès du processus d'organisation de la classe ouvrière dans le parti, face aux expériences pratiques, d'abord de la révolution de février et plus encore de la Commune de Paris, où le prolétariat, s'emparant pour la première fois pour deux mois du pouvoir politique, le programme est aujourd'hui partiellement vieilli. La Commune a notamment apporté la preuve que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" » (lire *La Guerre civile en France*, où Marx conclut : "Elle doit la briser", NDT) (préface au *Manifeste*, 1872, pp. 9-10).*

Laissons enfin la parole à Franz Mehring qui terminera sa grande biographie, *Vie de Karl Marx*, en mars 1918, quelques mois après la révolution d'Octobre, avant la révolution des conseils ouvriers et de soldats de novembre 1918, en Allemagne, dans les termes suivants :

"Et même les prédictions du quatrième et dernier chapitre sur l'évolution des événements en Allemagne ont été vérifiées, quoique dans un autre sens que ne le pensaient leurs auteurs ; la révolution bourgeoise en Allemagne, étiolée dans l'œuf, n'a bien été qu'un prélude du puissant développement de la lutte de classe du prolétariat. Inébranlable dans ses vérités fondamentales et riches d'enseignements, même dans ses erreurs, le manifeste communiste est devenu un

document de l'histoire universelle, et l'histoire universelle retentit du cri de guerre qui le conclut : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" (Mehring-Bloch, pp. 569-570).

LA RÉVOLUTION DE 1848 : LAISSONS LA PAROLE À ENGELS

"En Allemagne, le parti communiste mène une lutte commune avec la bourgeoisie, dès que celle-ci prend une attitude révolutionnaire, contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et les conceptions petites-bourgeoises. Mais il ne cesse pas un seul instant de dégager chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme aigu qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat (...) pour qu'après le renversement des classes réactionnaires en Allemagne, commence immédiatement le combat contre la bourgeoisie même" (Manifeste, p. 82).

Quelques jours seulement séparaient la publication de ces quelques lignes du *Manifeste* et le début de la révolution de mars en Allemagne (18 mars 1848). Marx et Engels, comme la plupart des adhérents de la Ligue des communistes, se sont rendus alors en Allemagne pour intervenir dans le mouvement révolutionnaire. Mais cela n'a pas été chose simple. Il y avait certainement l'irruption des masses, mais les masses prolétariennes étaient en quelque sorte "vierges", il leur manquait l'expérience et surtout leurs organisations propres.

La Ligue des communistes sortait de sa crise, certes renforcée par l'intervention de Marx et d'Engels et dotée d'un programme prolétarien, révolutionnaire. Mais les militants de la Ligue des communistes qui rentraient dans leurs villes d'origine respectives étaient dispersés et avaient du mal à entretenir des liens d'organisation entre eux.

Comme l'écrira Engels en 1884, dans l'article "Marx et la *Nouvelle Gazette rhénane*, 1848-1849" :

"Ignorant encore son propre rôle historique, le prolétariat, dans sa grande

masse, devait d'abord jouer le rôle de l'extrême aile gauche marchante de la bourgeoisie. Les travailleurs allemands devaient en priorité arracher les droits qui leur étaient indispensables pour leur organisation indépendante comme parti de classe : liberté de la presse, d'association, de réunion — des droits que la bourgeoisie aurait dû arracher dans l'intérêt de sa propre domination, mais qu'elle déniait à présent elle-même aux travailleurs à cause de la peur que ceux-ci lui inspiraient. Les quelques centaines d'adhérents isolés de la Ligue disparaissaient dans l'énorme masse qui se mettait soudainement en marche. C'est ainsi que le prolétariat allemand est apparu, dans un premier temps, sur la scène politique, comme parti de la démocratie radicale" (Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, annexe, p. 30).

A partir de cette situation, Engels définit les tâches des révolutionnaires, la tactique et le rôle que la *Nouvelle Gazette rhénane* devait jouer :

"Par cette situation, notre drapeau était tout trouvé, quand nous avons jeté les bases pour un grand journal en Allemagne. Il ne pouvait s'agir que du drapeau de la démocratie, mais d'une démocratie qui soulignait partout dans tous les détails son caractère spécifiquement prolétarien, tout en ne pouvant pas encore l'afficher une fois pour toutes. Si telle n'avait pas été notre attitude, si nous n'avions pas décidé de prendre le mouvement par le bout le plus avancé que nous ayons trouvé, qui était vraiment prolétarien et que nous devions faire avancer encore plus, nous aurions été condamnés à prêcher le communisme dans une petite feuille de chou et à fonder, à la place d'un grand parti d'action, une petite secte" (ibidem, p. 31).

Marx et Engels prennent la direction de ce journal, la *Nouvelle Gazette rhénane*, édité à Cologne et dont le premier numéro sera publié le 1er juin 1848.

Voici comment Engels définit l'axe de leur organe d'expression :

« La démocratie petite-bourgeoise de l'époque se divisait en deux fractions : celle de l'Allemagne du Nord, qui voulait accepter un empereur démocratique prussien, et celle de l'Allemagne du Sud, qui se concentrait à l'époque presque

uniquement à Baden, qui voulait transformer l'Allemagne, à l'instar de la Suisse, en une république fédérative. Il nous fallait combattre ces deux fractions. L'intérêt du prolétariat interdisait à la fois que l'Allemagne soit "prussianisée" et que l'existence des petits Etats ne devienne éternelle. Il exigeait en définitive l'unification de l'Allemagne en une nation qui seule, débarrassée de tous les obstacles surannés et étriés, pourrait constituer le champ de bataille où le prolétariat et la bourgeoisie pourraient mesurer leurs forces » (ibidem, p. 32-33).

Le Manifeste proclamait donc une lutte commune là où "la bourgeoisie prend une attitude révolutionnaire". Mais Marx et Engels n'en ont eu guère l'occasion à cause de la lâcheté de la bourgeoisie qu'ils n'hésitaient pas à fustiger dans les termes les plus acerbes. Car le sous-titre de leur journal, "Organe de la démocratie", ne signifiait pas la subordination aux intérêts de la bourgeoisie ni à sa capitulation devant la monarchie et l'aristocratie — au contraire :

« Les conspirateurs de la cour du roi, la camarilla, l'aristocratie (...), toute la "réaction" dont le philistin s'indignait d'une façon morale, nous ne les traitons qu'avec dérision et sarcasme. Mais les nouveaux faux dieux surgissant de la révolution n'étaient pas non plus épargnés : les ministres de mars, l'Assemblée de Francfort et de Berlin et la droite comme la gauche en leur sein. Le premier numéro commençait tout de suite par un article se moquant de la futilité du Parlement de Francfort, de la vanité de ses discours pléthoriques, du superflu de ses lâches décisions. Cela nous a coûté la moitié des actionnaires (du journal, NDT) » (ibidem, p. 33).

Marx et Engels critiquaient sans cesse le "crétinisme parlementaire" des "démocrates de Sa Majesté", qui allaient préparer une véritable capitulation en proposant au roi la couronne "constitutionnelle" :

« Ces messieurs se sont fait prendre tous les moyens du pouvoir, ils les avaient en partie volontairement restitués aux gouvernements. A côté des gouvernements réactionnaires, à nouveau renfor-

cés, il existait à Berlin comme à Francfort des assemblées sans pouvoir, qui s'imaginaient, malgré tout, que leurs décisions impuissantes allaient changer le monde de fond en comble. Cette créatine illusion a atteint jusqu'à la gauche la plus radicale. Nous leur avons dit que leur victoire parlementaire coïnciderait avec leur défaite véritable. Et voilà ce qui est arrivé à Berlin comme à Francfort. Quand la "gauche" a obtenu la majorité, le gouvernement a chassé toute l'assemblée ; il le pouvait parce que l'assemblée avait perdu son propre crédit auprès du peuple » (ibidem, p. 35).

Comme nous l'avons montré, les fondateurs du socialisme scientifique, tout en faisant des blocs circonstanciels avec la petite bourgeoisie radicale, œuvraient pour "pousser en avant le segment du mouvement le plus avancé". C'était surtout en France, où, pendant les événements révolutionnaires qui parcouraient l'Europe en cette année 1848, le prolétariat s'est porté pour la première fois candidat au pouvoir.

Marx et Engels n'ont pas hésité un seul instant, même au prix de ruptures avec ceux qui avaient jusqu'alors fait bloc avec eux, à soutenir les travailleurs parisiens insurgés :

"L'insurrection des travailleurs de Paris, en juin 1848, nous a trouvés à notre place. Nous avons soutenu les insurgés sans réserve dès le premier coup de feu. Marx a rendu hommage aux vaincus après leur défaite dans l'un de ses articles les plus puissants. C'est à ce moment-là que les derniers actionnaires qui restaient nous ont quittés" (ibidem, p. 36).

La réaction relevait la tête dans toute l'Europe après cette défaite. La bourgeoisie cherchait, par les compromis les plus aberrants, à corseter le mouvement des masses et elle aidait plus précisément en Allemagne la réaction à passer à la contre-offensive. Les soulèvements de Dresde, d'Elberfeld (auquel Engels a pris part) et d'Iserlohn ont été écrasés, l'armée prussienne a occupé la Rhénanie et s'est préparée à infliger un coup fatal aux corps révolutionnaires, dans le Palatinat et dans

le Baden. C'est dans cette situation que le gouvernement a également attaqué la *Nouvelle Gazette rhénane* qui, fait extraordinaire pour un journal de l'époque, comptait près de six mille abonnés. Le 19 mai 1849, parut le dernier numéro du journal publiant l'appel "aux travailleurs de Cologne" :

"Les rédacteurs de la Nouvelle Gazette rhénane vous disent adieu et vous remercient de la coopération que vous leur avez apportée. Leur dernier mot sera toujours et partout : émancipation de la classe travailleuse !" (ibidem, p. 38).

Trente-cinq ans plus tard, Engels tirera le bilan de la révolution de 1848-1849 et de l'attitude de la bourgeoisie en ces termes :

"Avant d'avoir pu abattre définitivement ses vieux ennemis : la monarchie absolue, la propriété foncière féodale, la bureaucratie, les philistins lâches, elle (la bourgeoisie, NDT) devait déjà faire face à un nouvel ennemi : le prolétariat. Mais l'on pouvait ici tout de suite constater les répercussions de la situation économique en Allemagne, qui était loin derrière celle de la France et de l'Angleterre, et donc aussi de la situation arriérée des classes en Allemagne.

La bourgeoisie allemande, qui venait juste de créer ses premières grandes industries, n'avait ni la force, ni le courage, ni la nécessité absolue d'arracher le pouvoir direct dans l'Etat ; le prolétariat peu développé dans les mêmes proportions, grandissant dans une situation d'asservissement total d'esprit, inorganisé et même incapable de s'organiser de façon indépendante, ne possédait que le sentiment vague de son antagonisme profond avec la bourgeoisie.

Bien que dans les faits, il soit son ennemi potentiel, c'est ainsi qu'il demeurait, par ailleurs, un appendice politique de la bourgeoisie. Effrayée non pas par ce qu'était le prolétariat allemand, mais par ce qu'il menaçait de devenir et par ce qu'était déjà le prolétariat français, la bourgeoisie ne voyait sa planche de salut que dans tout compromis, même le plus lâche, avec la monarchie et l'aristocratie" (ibidem, p. 30).

On constatera qu'Engels modifie ici quelques aspects des prédictions contenues dans le *Manifeste*, en intégrant l'expérience de la révolution de 1848, surtout en ce qui concerne le rôle réactionnaire de la bourgeoisie. Cette attitude avait déjà amené Marx et Engels, dans leur circulaire de mars 1850 de la direction de la Ligue des communistes, à utiliser pour la première fois la formule de la "révolution en permanence", donnant au prolétariat et à son organisation indépendante le rôle central, dans le combat pour la démocratie.

Déjà, en 1845, à l'occasion de la célébration de la fondation de la République française, le 22 septembre 1792, Engels rédigera ces quelques lignes remarquables :

« La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme. Une autre démocratie ne peut plus exister que dans les têtes des théoriciens visionnaires (...). La démocratie est devenue principe prolétarien, principe des masses. Cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut bien être plus ou moins confuse pour les masses, mais tous sentent, au moins obscurément, que la démocratie implique l'égalité sociale des droits (...). La fraternisation entre nations enfin, elle aussi, a, aujourd'hui plus que jamais, une signification purement sociale. Les élucubrations des républiques européennes de paix éternelle sous l'égide d'une organisation politique sont devenues aussi ridicules que les phrases sur l'unification des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce (...). Aussi bien, les prolétaires sont les seuls à le pouvoir réellement ; car la bourgeoisie a dans chaque pays ses intérêts spéciaux, et, comme l'intérêt est au-dessus de tout pour elle, elle ne peut jamais transcender la nationalité ; les quelques théoriciens, avec tous leurs beaux "principes", ne peuvent arriver à rien, parce qu'ils laissent tranquillement subsister ces intérêts qui se contredisent, comme d'ailleurs tout ce qui existe : ils ne peuvent faire de ces phrases. Les prolétaires, eux, ont dans tous les pays un seul et même intérêt, un seul et même ennemi, un seul et même combat à livrer ; les prolétaires, dans leur grande masse, sont déjà, par nature, dépourvus de préjugés nationaux, et toute leur formation, tout leur mouvement, est essentiellement humanitaire, antinational. Les prolétaires, et eux seuls, peuvent anéantir la nationalité ; le

prolétariat qui s'éveille, et lui seul, peut réaliser la fraternisation des diverses nations » (Marx-Engels Werke, tome 2, pp. 613-614).

C'est Trotsky, s'appuyant sur la première formule de la "révolution en permanence" de 1850 et sur toute l'expérience du mouvement ouvrier depuis, qui apportera les compléments et corrections suivantes au *Manifeste*, qu'il exprima dans sa préface au *Manifeste* en langue afrikaaner, déjà citée :

« Pour justifier l'espoir que "la révolution bourgeoise allemande (...) ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne", le Manifeste invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne par rapport à l'Angleterre au XVI^e siècle et à la France au XVII^e, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur de ce pronostic ne consiste pas seulement dans l'erreur sur le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément que, dans la situation d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener jusqu'au bout la révolution : la grande et la moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses ; la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie. Comme l'a démontré l'évolution ultérieure en Europe et en Asie, la révolution bourgeoise, prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des défroques féodales n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable de se placer à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent (...). L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlait d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme et d'autre part de la surestimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de

1848 ne s'est pas transformée en révolution socialiste, comme le Manifeste l'avait escompté, mais ouvert par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais, au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint à son tour le frein principal de la révolution prolétarienne. Cette "dialectique", les auteurs du Manifeste ne pouvaient la prévoir eux-mêmes » (Trotsky, Œuvres, tome 15, pp. 234-236).

Après 1848-1849 et la réaction qui s'en est suivie, le mouvement ouvrier a été obligé de réorganiser ses forces, ce qui lui

permettra, plus tard, d'entrer dans une nouvelle phase de son développement.

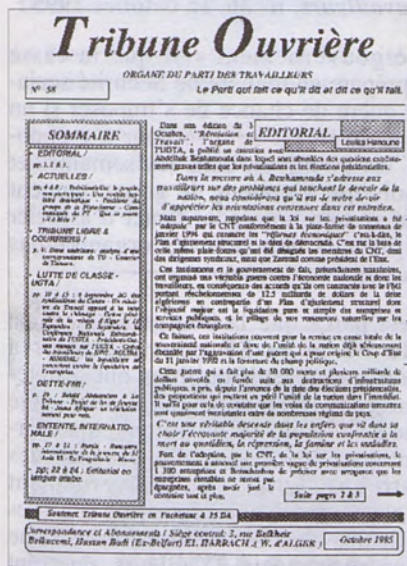
Quand, en 1864, l'Association internationale des travailleurs (AIT) fut fondée, nombreux furent les cadres de l'ancienne Ligue des communistes qui se trouvèrent, aux côtés de Marx et d'Engels, dans les rangs de la première Internationale ouvrière.

C'est ainsi qu'aboutit, avec la fondation de l'AIT, cette première période du mouvement ouvrier. La Ligue des communistes et l'activité de Marx et d'Engels en son sein ont été une pierre de touche dans la construction de l'Internationale, c'est-à-dire d'une direction révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale.

Frank Arnold

Nouvelles de l'Entente internationale

ALGÉRIE



tement structurel et le déni de démocratie. C'est sur la base de cette même plateforme qu'ont été désignés les membres du CNT, dont des dirigeants syndicaux, ainsi que Zéroual comme président de l'Etat.

Ces institutions et le gouvernement de fait, prétendument transitoires, ont organisé une véritable guerre contre l'économie nationale et donc les travailleurs, en conséquence des accords qu'ils ont contractés avec le FMI portant rééchelonnement de 12,5 milliards de dollars de la dette algérienne en contrepartie d'un plan d'ajustement structurel dont l'objectif majeur est la liquidation pure et simple des entreprises publiques et le pillage de nos ressources naturelles par les compagnies étrangères.

Ce faisant, ces institutions œuvrent pour la remise en cause totale de la souveraineté nationale et donc de l'unité de la nation, déjà sérieusement ébranlée par l'aggravation d'une guerre qui a pour origine le coup d'Etat du 11 janvier 1992 et la fermeture du champ politique.

Cette guerre, qui a fait plus de 50 000 morts et plusieurs milliards de dollars envolés en fumée suite aux destructions d'infrastructures publiques, a pris, depuis l'annonce de la date des élections présidentielles, des proportions qui mettent en péril l'unité de la nation dans l'immédiat. Il suffit pour cela de constater que les voies de communications terrestres sont

Extraits de *Tribune ouvrière*, organe du Parti des travailleurs, n° 58, octobre 1995 :

« Rappelons que la loi sur les privatisations a été "adoptée" par le CNT conformément à la plate-forme de consensus de janvier 1994, qui consacre les "réformes économiques", c'est-à-dire le plan d'ajus-

quasiment inexistantes entre de nombreuses régions du pays.

*

Le Parti des travailleurs réaffirme — et la dégradation des conditions objectives le démontre chaque jour d'une façon dramatique — que l'urgence de l'heure est le rétablissement de la paix, condition sans laquelle il est impossible que soit garantie l'expression de la souveraineté populaire, le libre choix des citoyens entre les différents programmes et la défense des entreprises et services publics contre les privatisations et le plan d'ajustement structurel.

C'est cette conviction, vérifiée par les événements, qui a amené le Parti des travailleurs à signer la plate-forme de contrat national et à tout mettre en œuvre, avec les autres signataires, pour faire aboutir la solution politique et pacifique qu'elle consacre.

C'est encore et toujours son attachement à la démocratie véritable, à l'unité de la nation qui ont amené le Parti des travailleurs, dès février 1995, à refuser responsablement de s'inscrire dans ces élections. »

BANGLADESH



Gana Maitri Dak (Le Bulletin de la classe ouvrière), journal de l'Alliance populaire ouvrière et paysanne, membre de l'Entente internationale des travailleurs (septembre 1995).

BELGIQUE



Extraits de l'éditorial de *La Tribune des travailleurs*, n° 36, 15 octobre 1995 :

«Le gouvernement sait que la casse qu'il prépare en matière de Sécurité sociale n'a guère de chance de s'imposer si un vaste mouvement se lève pour s'y opposer. C'est pourquoi, dans les semaines et les mois qui viennent, le gouvernement fédéral va tout faire pour tenter d'associer à ses plans la direction des organisations syndicales.

C'est parce que la bourgeoisie estime que le PS et le SP peuvent aider à atteindre cet objectif qu'il les ont maintenus au gouvernement fédéral, alors que rien ne les y obligeait en arithmétique parlementaire. En ce sens, la présence des ministres socialistes au gouvernement n'est aucunement une protection pour les travailleurs, mais bien l'instrument d'une trahison permanente. D'ailleurs, du point de vue du respect de l'indépendance syndicale, on peut se demander s'il est admissible que les deux plus hauts responsables de la FGTB participent chaque semaine aux bureaux du PS et du SP, où sont approuvées les mesures qu'ensuite les travailleurs doivent combattre (...).

Car ce que le gouvernement prépare à propos de la Sécurité sociale, ce n'est pas une négociation. Le rôle d'un syndicat

dans une négociation a toujours été d'obtenir une amélioration en faveur des travailleurs. Ce que le gouvernement veut obtenir des syndicats, c'est de s'associer au cadre fixé par le gouvernement. Ce cadre est clair : briser la Sécurité sociale en instaurant la sélectivité des prestations et en la fiscalisant (CSG), ainsi qu'une remise en cause fondamentale du système de pensions. Le but : une immense diminution du salaire réel par la diminution des cotisations patronales, objectif que se fixent tous les gouvernements d'Europe.

En, 1993, la résistance des travailleurs, des délégués d'entreprises, et l'expression de ce mouvement dans les centrales et régionales avaient empêché la signature du pacte et ainsi sauvé l'indépendance des syndicats.

Un même mouvement est à l'ordre du jour maintenant. Dans les usines, dans les bureaux, dans les assemblées syndicales, l'unité est possible pour dire :

- Non à la réforme de la Sécurité sociale voulue par le gouvernement !
- Non aux pertes d'emplois dans l'enseignement, à la SNCB, partout !
- Non au budget du gouvernement !"

BRESIL



Extraits de l'éditorial de *O Trabalho*, n° 381, 4 au 17 octobre 1995 :

“Comment stopper les licenciements ?

La politique d'ajustement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, en même temps qu'elle privatise, liquide des droits et provoque le chômage, prévoit des mesures compensatoires, en tentant de coopter les organisations des travailleurs, pour éviter des explosions sociales.

C'est ce que fait Fernando Henrique Cardoso (dit FHC) avec son programme Communauté solidaire (...).

Une issue positive à la crise est de défaire le gouvernement FHC, à partir d'un large mouvement qui dresse les revendications des travailleurs et du peuple : aucun licenciement, stabilité de l'emploi, 40 heures par semaine, réajustement mensuel des salaires, réforme agraire, confiscation des profits spéculatifs, arrêt du paiement de la dette extérieure.”

CANADA

Extraits de *Démocratie et socialisme*, n° 31, du 6 octobre 1995, organe du comité de l'Entente internationale des travailleurs du Canada, pour un Parti des travailleurs :

“Déclaration de Démocratie et socialisme sur le référendum du 30 octobre”

« “Acceptez-vous que le Québec devienne souverain après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995 ? Oui ou non ?” Telle est la question posée par le Premier ministre québécois, à laquelle les électeurs sont invités à répondre le 30 octobre prochain.

Répondre oui, c'est donc approuver le projet de loi sur l'avenir du Québec et l'entente signée entre le Parti québécois, le Bloc québécois et l'Action démocratique du Québec. Or le projet de loi stipule que :



— “Le Québec assume les obligations et jouit des droits énoncés dans les traités, conventions ou ententes internationales pertinents, auxquels le Canada ou le Québec est partie à la date de l’accession à la souveraineté, notamment ceux de l’Accord de libre-échange nord-américain” (article 15).

— “Le gouvernement prend les mesures nécessaires pour que le Québec continue de participer aux alliances de défense dont le Canada est membre” (article 17).

— “Les lois du Parlement du Canada et les règlements qui en découlent, applicables au Québec à la date de l’accession à la souveraineté, sont réputés être les lois et règlements du Québec” (article 18).

— “La monnaie qui a cours au Québec demeure le dollar canadien” (article 14).

Enfin, cette loi prévoit que le gouvernement du Québec proposera au gouvernement du Canada la conclusion d’un traité de partenariat économique et politique sur la base de “l’entente” conclue entre le Parti québécois, le Bloc québécois et l’Action démocratique du Québec. Le texte de cette entente précise que sera constitué par un accord entre les deux Etats (Canada et Québec) un “espace économique commun”, pour permettre leur coopération, dans le cadre de l’ALENA comme dans celui de l’OTAN (...).

Mais il demeure que l’opposition entre le “camp du non” et celui du “oui” ne procède que de désaccords sur la manière de réaménager les relations du secteur québécois de la bourgeoisie canadienne avec l’Etat canadien, dans le cadre d’une soumission accrue aux diktats de l’impérialisme américain.

Nous comprenons qu’une partie de la population charge le vote pour le “oui” de ses aspirations, pour en finir avec le statu quo, pour “que ça change”. Mais, au lendemain du 30 octobre, que le “oui” ou le “non” à une question délibérément truquée l’emporte, les mêmes mesures contre les acquis sociaux des travailleurs du Québec et du Canada, seront mises en œuvre. Pour y faire face, plus que jamais, les travailleurs auront besoin de leur indépendance de classe et de leur unité. L’expression de cette indépendance, aujourd’hui, c’est le refus de participer à la machination orchestrée par tous les représentants politiques de la bourgeoisie.

C’est le combat pour :

- une Constituante souveraine élue ;
- contre les privatisations ;
- pour une République laïque ;
- pour l’abrogation de l’ALENA ;
- pour un parti ouvrier indépendant au Québec et au Canada.”

ESPAGNE

Extraits de l’éditorial de *Debate Social*, organe ouvrier indépendant pour un Nouveau Parti socialiste, n° 148, 4 octobre 1995 :

“Les documents compromettants pour la sécurité de l’Etat”

« “De quel côté êtes-vous ?” C’est par ces mots que Felipe Gonzalez, Premier ministre du roi, répondait à la demande de Izquierda Unida et du PP, en réunion plénière du Parlement, sur les rencontres entre le président du gouvernement avec

des représentants de Conde et Perote (impliqués dans les affaires du GAL, NDT) (...). "Nous étions conscients que sont en son pouvoir des documents intéressant la sûreté de l'Etat." C'est là la justification publique des contacts gouvernement-Conde-Perote apportée par Gonzalez, mais sur lesquels il se refuse à informer les Cortés (...).

En général, on entend par Etat de droit celui où les activités publiques et privées sont régies par la loi. Rien n'est plus loin de la réalité : (...) tous sont régis par le principe de la corruption et de la spéculation, l'infraction à la loi et l'atteinte financière au bien d'autrui. Le consensus impose aux forces politiques et syndicales le bâillon qui dénie la démocratie, la liberté et la libre confrontation des avis (...).

Les documents de Perote (...) sont sans aucun doute la preuve d'activités publiques et privées plus proches de la mafia que de toute autre formation sociale connue.

Et donc, à la question : de quel côté êtes-vous ? posée à tous les citoyens, il faut répondre : du côté de la démocratie, et ni vous, ni Conde, ni Perote n'avez beaucoup à voir avec elle.

Etre du côté de la démocratie exige de chasser les mafias de l'appareil d'Etat de leurs postes de pouvoir, pour que, dans la souveraineté, s'impose la volonté démocratique de la majorité. »

FRANCE



Extraits d'Informations ouvrières, hebdomadaire du Parti des travailleurs, n° 203 (1748), du 25 octobre 1995 :

«Une lettre de maires et de conseillers municipaux»

« C'est le 18 novembre que se tiendra à Montreuil (93) la rencontre nationale des associations pour la défense de la démocratie communale. Des élus, maires, conseillers municipaux, viennent d'adresser à leurs collègues une lettre les invitant à cette réunion :

« Madame, monsieur le Maire, madame, monsieur le Conseiller municipal, cher(e) collègue,

Nous nous permettons de vous écrire pour vous informer d'une initiative prise par l'Association pour la défense de la démocratie communale, de la laïcité et de la population de Montreuil.

Dans plusieurs villes et villages de France, des associations se sont constituées, à l'occasion des dernières élections municipales, pour défendre la démocratie communale, les services publics, la laïcité et l'égalité des droits des citoyens. Elles



ont depuis décidé de maintenir leur activité. L'association de Montreuil a publiquement proposé d'organiser, si un nombre suffisant de ces associations en étaient d'accord, une rencontre pour permettre un échange et assurer une liaison.

Plus de soixante-quinze associations et plusieurs élus ayant répondu positivement à cette proposition, une rencontre nationale, à laquelle les organisateurs invitent les élus municipaux qui partagent leur point de vue, se tiendra à Montreuil, le 18 novembre.

Pour notre part, nous avons décidé de participer à cette rencontre et d'y inviter nos collègues élus.

Que constatons-nous aujourd'hui ?

Les lois de décentralisation et le désengagement de l'Etat asphyxient financièrement les communes. Les dernières mesures gouvernementales vont encore aggraver cette situation :

- blocage des dotations globales de fonctionnement (DGF) et d'équipement (DGE) ;

- suppression progressive de la compensation de la TVA, par la réduction importante du nombre des opérations y ouvrant droit, alors même que l'augmentation du taux entraîne une nouvelle perte de compensation de 0,60 % ;

- décision de supprimer la franchise postale pour les expéditions effectuées par les communes pour le compte de l'Etat à partir de 1996 ;

- décision de facturer les ordres de paiement à partir de 1997.

Les services publics indispensables à la vie de nos administrés sont constamment menacés : fermetures de classes, d'écoles, d'hôpitaux, de gares, de bureaux de poste et privatisation des services rentables, programmées par l'Europe de Maastricht. Pour achever cette liquidation, on annonce maintenant un plan de regroupement des services publics, en application de la loi Pasqua.

Les préfets, confrontés à la résistance des élus, arrêtent dans tous les départements des "schémas de la coopération intercommunale", organisant le regroupe-

ment autoritaire des communes en "communautés" ou en "pays", bafouant la souveraineté des conseils municipaux.

C'est l'existence même des communes et, avec elle, le principe républicain de l'égalité des citoyens devant la loi et les services publics, où qu'ils se trouvent sur le territoire national, qui sont ainsi remis en cause.

Nos concitoyens ne nous ont pas élus pour que nous leur fassions subir une politique contraire à leurs intérêts. Ils nous ont élus pour que nous défendions leurs droits. Comme des milliers de maires et de conseillers municipaux dans tout le pays, nous entendons rester fidèles à ce mandat.

C'est pourquoi nous appelons nos collègues à participer à cette rencontre. Nous pourrions y débattre des moyens de respecter le mandat que nous a confié la population, mettre en commun nos expériences et établir, éventuellement, une liaison permanente.

Le 18 octobre 1995

Yves Allain, maire de Saint-Michel-de-Plélan (Côtes-d'Armor) ; Edith Danry, premier adjoint de Buffon (Côte-d'Or) ; Pascale Moreau, conseillère municipale de Mainvilliers (Eure-et-Loir) ; Gérard Baudry, conseiller municipal de Saint-Calais (Sarthe) ; Francis Calderon, conseiller municipal de Lacoste (Vaucluse) ; Fernand Bal, maire de Montgirod-Centron (Savoie) ; Albert Lort, adjoint au maire de Douchapt (Dordogne) ; Jean-Claude Denis, conseiller municipal de Saint-Maur (Val-de-Marne) ; Fabienne Bouillon, conseillère municipale de Saint-Vincent (Puy-de-Dôme) ; Marie-Claude Guien, conseillère municipale de Saint-Germain (Meurthe-et-Moselle) ; Christian Moreau, maire de Dannemoine (Yonne) ; Gérard Baudoin, conseiller municipal, ancien maire de Bogny-sur-Meuse (Ardennes) ; Christian Chevalier, conseiller municipal de Nogent (Haute-Marne) ; Christine Voreux, conseillère municipale de La Riche (Indre-et-Loire) ; Gérard Trembleau, conseiller municipal de Saint-Pierre-lès-Nemours (Seine-et-Marne)". »

GRANDE-BRETAGNE

Workers' Unity
 Bulletin of the British Supporters of the International Labour Committee
 for a Workers' International

Price: 50p

OCTOBER 1995

Labour Conference must put £4.15 minimum wage in the Manifesto

The TUC Congress has just passed its motion on the minimum wage. The motion calls for a minimum wage of £4.15 per hour. This is a significant step forward for the workers of Great Britain. The motion also calls for the Labour Party to put this minimum wage in its Manifesto for the 1997 general election. This is a crucial demand, as it would ensure that the minimum wage is not just a promise but a reality for all workers.

The TUC Congress has also passed a motion on the minimum wage. This motion calls for a minimum wage of £4.15 per hour. This is a significant step forward for the workers of Great Britain. The motion also calls for the Labour Party to put this minimum wage in its Manifesto for the 1997 general election. This is a crucial demand, as it would ensure that the minimum wage is not just a promise but a reality for all workers.

The TUC Congress has also passed a motion on the minimum wage. This motion calls for a minimum wage of £4.15 per hour. This is a significant step forward for the workers of Great Britain. The motion also calls for the Labour Party to put this minimum wage in its Manifesto for the 1997 general election. This is a crucial demand, as it would ensure that the minimum wage is not just a promise but a reality for all workers.

entreprises ou des régions. En fait, ils ont proposé des négociations sur leurs propres revendications, qui sont de définir des droits différents selon l'entreprise ou la région.

La conférence des TUC a pris une position inverse !

Cela montre que la revendication d'un salaire minimum national peut unifier la force des travailleurs et de leurs organisations. Cette résolution est un engagement contraignant.

La conférence du Labour Party se tient actuellement à Brighton.

La représentation politique de la classe ouvrière britannique — le Labour Party — doit appliquer la résolution adoptée par le congrès des TUC.

Extraits de Workers'Unity, bulletin du groupe britannique de l'Alliance européenne des travailleurs, octobre 1995 :

«Les TUC ont adopté une position claire exigeant la mise en place d'un salaire minimum au niveau national.

Si, sur la base d'un compromis, aucun des chiffres avancés n'a obtenu la majorité, il est également clair que ce salaire minimum ne peut en aucun cas être inférieur à 4,15 livres l'heure, sachant que 1,3 million de travailleurs britanniques survivent avec 2,50 livres l'heure seulement et que des millions d'autres sont au chômage.

C'est là la revendication sur laquelle la grande majorité des travailleurs sont d'accord. Un salaire minimum national établirait un cadre qui ferait obstacle à la déréglementation et à la flexibilité exigées par le FMI, l'Union européenne et la Banque mondiale, reprises dans le traité de Maastricht, et mises en œuvre par le gouvernement actuel.

Avant la conférence, Tony Blair a déclaré qu'il s'opposerait à cette revendication. Lui faisant écho, les patrons ont proposé que les salaires soient fixés dans des négociations locales au niveau des

MEXIQUE

TRIBUNA LIBRE DE LOS TRABAJADORES

El Trabajo

Número 58
 del 4 al 20 de septiembre de 1995
 precio \$5.000

**1° DE SEPTIEMBRE:
 UN INFORME DIRIGIDO AL FONDO MONETARIO INTERNACIONAL**

CONTINUAR CON LA PRIVATIZACIÓN Y LA DESTRUCCIÓN DE LOS DERECHOS SOCIALES.

¿EL "DIALOGO NACIONAL" MARCO POLITICO EN EL CUAL VAN A APLICARSE LOS PLANES DEL FMI?



100 4 21 21 1995

Extraits de l'éditorial de El Trabajo, journal de l'Organisation socialiste des travailleurs, n° 58, septembre 1995 :

« Le 1er septembre, Zedillo a présenté son premier "rapport de gouvernement".

Comme nous le signalons en page 2 de ce journal, il s'agit d'une "lettre d'inten-

tion" que Zedillo adresse au Fonds monétaire international et au gouvernement de Clinton.

L'engagement de Zedillo est de mener à fond la privatisation de toutes les entreprises et des services publics, en commençant par l'IMSS, le secrétariat à la santé (via la décentralisation), le pétrole, l'éducation, les aéroports, etc.

Le compromis est d'ouvrir plus encore les portes du pays au capital spéculatif pour que celui-ci continue à absorber un pourcentage toujours plus grand de la plus-value produite par le peuple travailleur dans un processus qui, en même temps, provoque le démantèlement des capacités industrielles et agricoles du pays. Privatiser, c'est détruire l'emploi et liquider la souveraineté nationale (...).

Le régime du PRI, durant des décennies, a dénié aux paysans et aux ouvriers le droit à l'organisation indépendante. Au crépuscule de ce régime, la possibilité est soulevée d'arracher ce droit. Cependant, de nouveaux obstacles se dressent sur cette voie. Au nom de la "société civile", représentée par les organisations non gouvernementales (qui vivent des subsides des institutions internationales et des gouvernements capitalistes), on prétend de nouveau refuser aux travailleurs l'indépendance de classe et, par là, toute issue positive pour la nation mexicaine.

A la lumière des plans annoncés par Zedillo dans son rapport, il est plus que jamais nécessaire de revendiquer la nécessité de l'organisation indépendante des travailleurs, aussi bien sur le plan politique que sur le plan syndical. »

PÉROU

Extraits de l'éditorial de *El Trabajo*, organe du Parti des travailleurs, n° 134, 15 octobre 1995 :

« De retour du sommet de Pékin, Fujimori a déclaré que sa participation était inspirée par le soutien apporté par son gouvernement au développement de la femme...



C'est également ce qui aurait inspiré la loi de stérilisation adoptée par son Parlement fantoche, sous prétexte qu'il défend les pauvres...

Face à ce défenseur des pauvres, s'en est dressé un autre : la hiérarchie catholique, dont les arguments contre les méthodes anticonceptives ne peuvent être pris au sérieux par quiconque réfléchit (...).

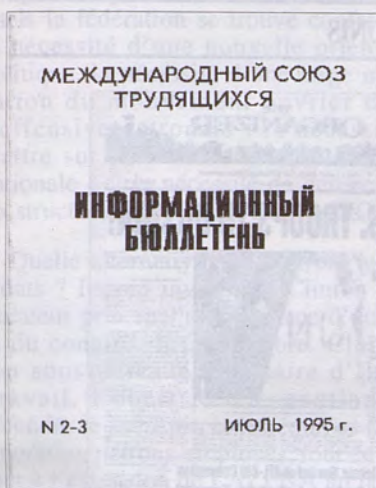
Ni la hiérarchie catholique, qui dit au peuple que ses souffrances terrestres seront compensées au ciel après la mort (...) ni la clique policière et militaire qui applique les plans du FMI ne sont les "amis des pauvres". Leur "ardente polémique" est un rideau de fumée.

Que cherchent-ils à cacher ? La sinistre comédie est un rideau de fumée pour occulter les attaques contre les femmes travailleuses contenues dans ce qu'ils appellent la "loi d'incitation à l'emploi" qui s'en prend à des droits conquis (...).

Bien sûr, il n'y a pas que cela. Il y a plus, bien plus : ils s'en prennent aux femmes avec les licenciements, à elles et à leurs compagnons, poussant leurs filles à la prostitution et leurs enfants au travail forcé (...). Et, face à ces réalités, l'élégant cardinal pontifié sur "démons et ténèbres"... De qui prétendent se moquer ces amis du FMI et des riches, champions

de l'obscurantisme le plus noir ? Que chacun juge. »

RUSSIE



Bulletin d'information russe de l'Entente internationale des travailleurs, juillet 1995.

Au sommaire :

- le compte rendu de la conférence de Banska-Bystrica par les deux délégués de Lituanie ;
- le compte rendu de la conférence ouvrière de Lituanie, Estonie, Lettonie de mars 1995 ;
- l'appel à la III^e Conférence mondiale ouverte issu de la réunion du comité préparatoire qui s'est tenue à Paris en juin 1995 ;
- le compte rendu de la conférence nationale du Comité pour l'indépendance syndicale qui a eu lieu en Roumanie le 30 avril 1995 ;
- la lettre du syndicat étudiant de Moscou Défense étudiante à l'Entente internationale des travailleurs.

SUÈDE



Le bulletin de l'Entente en Suède, de septembre 1995, comporte à son sommaire :

- l'appel à la III^e Conférence mondiale ouverte par le comité préparatoire réuni à Paris et un dossier spécial avec :
 - le relevé de décisions de cette rencontre ;
 - l'appel à la Première Conférence mondiale ouverte de Barcelone, contre la guerre et l'exploitation, du 6 janvier 1991 ;
 - le Manifeste de la II^e Conférence mondiale ouverte, à Paris, en juin 1993.
- des lettres de Lituanie, du syndicat étudiant de Russie, l'appel à la III^e Conférence mondiale ouverte du syndicat Solidarnost de Kaliningrad, l'appel de la rencontre internationale de jeunes du 31 août 1995.

SUISSE

Extraits de l'éditorial de *Journal*, revue de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, n° 108, 12 septembre 1995 :



« Augmenter les salaires réels : est-ce possible dans le cadre de la politique d'intégration à l'Union européenne ? L'ouverture des marchés publics à la concurrence, la "libéralisation" (comprenez : la privatisation et le démantèlement) des transports, des télécommunications et de l'énergie, cette politique d'alignement sur les directives européennes se traduit par des délocalisations, des licenciements, et par la baisse des salaires. Les budgets votés par les partis de la coalition ont entraîné la suppression de 16 000 postes de travail parmi le personnel de la Confédération durant la législation écoulée : l'alignement sur les normes européennes devrait entraîner des dizaines de milliers de suppressions de postes supplémentaires.

Une Suisse plus sociale ? Après la dixième révision de l'AVS, qui élève l'âge de la retraite des femmes, après la révision de l'assurance chômage qui introduit une semaine de carence pour les chômeurs, après la révision de la loi sur l'assurance qui entraîne une hausse massive des cotisations, après tant de réformes présentées comme des progrès sociaux par les partis de la coalition, la question se pose : comment, tout simplement, s'opposer au démantèlement social ?

Pour la défense des acquis et des salaires, les listes contre le démantèlement

social ne proposent pas de remède miracle. Nous appelons les travailleurs à s'organiser autour de principes simples : l'indépendance vis-à-vis du gouvernement de coalition et de sa politique d'intégration à l'Union européenne. »

ÉTATS-UNIS



Extraits *The Organizer*, journal de Socialist Organizer, n° 10, octobre 1995 :

«Le congrès de l'AFL-CIO devra débattre des questions clés auxquelles est confronté le mouvement ouvrier»

« Le congrès de l'AFL-CIO, qui se tiendra fin octobre 1995, à New York, représentera un test majeur quant à la façon dont le mouvement ouvrier organisé entend défendre ses intérêts.

Pour la première fois dans l'histoire de l'AFL-CIO, il y a crise ouverte de la direction de l'organisation. Le successeur désigné de Lane Kirkland, Tom Donahue (ancien secrétaire à la trésorerie de l'AFL-CIO) se présente à la présidence. Donahue se dit à 100 % d'accord avec toute la politique mise en œuvre par Kirkland. Et John Sweeny, président des employés de servi-

ce des Etats-Unis, se présente contre Donahue.

Derrière le tohu-bohu électoral, la véritable question qui se pose pour les travailleurs est de savoir si l'un comme l'autre de ces candidats voudra s'attacher à régler les problèmes fondamentaux auxquels la fédération se trouve confrontée : la nécessité d'une nouvelle orientation politique, la nécessité d'une large mobilisation du mouvement ouvrier contre l'offensive patronale ; la nécessité de mettre sur pied une véritable solidarité nationale ; et la nécessité de démocratiser les structures internes de l'AFL-CIO (...).

Quelle alternative nous offrent les candidats ? Ils ont invité Bill Clinton à être l'orateur principal de la séance d'ouverture du congrès, le 23 octobre. Clinton et son sous-fifre, le secrétaire d'Etat au Travail, Robert Reich, continuent à défendre le *jointism* et les équipes de collaboration patrons-employés, tout en poussant à l'extension de l'ALENA au reste de l'Amérique latine.

Les syndicalistes de Decatur ont cherché à assister au congrès pour soumettre leur cas — mais la direction de l'AFL-CIO les a fait lanterner, car elle craint le débat sur les leçons de la lutte de Decatur, qui a des implications pour tout le mouvement ouvrier.

Néanmoins, les travailleurs de Decatur ont annoncé qu'ils déposeraient au congrès de l'AFL-CIO un appel à la mobilisation ouvrière nationale contre les briseurs de syndicats. L'appel à une grève nationale de 24 heures et à un rassemblement d'un million de travailleurs à Washington représenterait une réponse nécessaire et urgente aux attaques brutales contre le mouvement ouvrier. »

NOUVELLES ADHÉSIONS À LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

Extraits du bulletin d'information de l'Entente internationale des travailleurs :

• **A Banska-Bystrica**, en Slovaquie, des délégués de 38 pays ont lancé un appel à la tenue d'une III^e Conférence mondiale ouverte.

• **Une réunion tenue à Paris** le 10 juin 1995 a publié un deuxième appel signé de :

— **Slovaquie** : Ján Kvorka, Josef Mazar, Gejza Sidelka ;

— **Roumanie** : Viorel Temelescu ;

— **Lituanie** : Kestutis Cerkasas ;

— **France** : Pierre Lambert, Daniel Gluckstein.

• **Une conférence des pays Baltes** s'est tenue les 26 et 27 mai derniers. L'appel à soutenir la III^e Conférence mondiale ouverte était alors signé par :

— **Lituanie** : Evaldas Balciunas, Kestutis Cerkasas, Rolondos Medziunas, Nigole Budcyte, Aliksas Bruzas, Elena Baranoua, Irina Barzimskiene ;

— **Lettonie** : Viltsiniu Spaidzite, Ilze Sikanoua, Zaringa Inguda, Renata Rauzenberga, Indra Kalning, Janis Lukasevics, Elena Serguieva, Astrida Savicka, Irina Szubis ;

— **Estonie** : Salme Rjabkova, Mace Habicht, Elena Kulasalu ;

— **Russie** (région de Kaliningrad) : Alexandre Jidenkov ;

— **France** : Jean-Jacques Marie, Denis Langlet.

• **Nous avons reçu, le 2 septembre**, l'adhésion de Solidarité de Kaliningrad, dans une lettre signée par son responsable, Jidenkov.

• **Depuis juillet, nous avons reçu** les adhésions suivantes d'Afrique :

— **Togo** : CSTT (Centrale syndicale des travailleurs togolais) ;

— **Bénin** : CSA (Centrale des syndicats autonomes) ;

— **Madagascar** : Centrale syndicale des travailleurs en lutte.

INFOS - INFOS - INFOS - INFOS - INFOS



• **Roumanie** : L'Association d'études sociales, qui s'est constituée en Roumanie, regroupe des militants d'origines diverses, mais qui ont en commun la volonté de défense du mouvement ouvrier, de ses principes, de ses traditions et de son indépendance. C'est pourquoi ils publient des Cahiers, qui visent à porter à la connaissance des militants et des travailleurs des documents introuvables. Ils ont programmé de publier des textes de Marx, Engels, Ralea, Mariategui. Le Cahier n° 1 publie de très larges extraits de *La Révolution trahie*, de Léon Trotsky.

• **France** : Le Courant communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, dans le respect de la conception fédéraliste des courants du Parti des travailleurs, publie tous les quinze jours la *Lettre de La Vérité*, destinée à ses abonnés. Extrait du n° 3 :

“Montrer dans les faits le lien entre la structure sociale et politique et la production”

« Nul mieux que Marx et Engels n'a défini ce qu'il faut entendre par l'analyse des conditions objectives :

“En produisant leurs moyens d'existence, écrivaient les deux fondateurs du marxisme dans *L'Idéologie allemande*, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même. Ce qu'ils sont coïncide avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production... La forme des relations des individus entre eux est conditionnée par la production. Des individus déterminés qui ont une activité productive selon un mode déterminé existent dans des rapports sociaux et politiques déterminés. Il faut que, dans chaque cas isolé, l'observation montre dans les faits le lien entre la structure sociale et politique et la production (...).

La masse des ouvriers qui ne sont qu'ouvriers (force de travail coupée du capital) suppose le marché mondial. Cette conception de l'histoire a donc pour base le développement du procès réel de la production, et cela en partant de la production matérielle de la vie immédiate (...).

— L'Etat (qui appartient aux capitalistes) n'est pas autre chose que la forme d'organisation que les bourgeoisies se donnent par nécessité pour garantir réciproquement leur propriété.



— Nous sommes arrivés aujourd'hui au point que les individus sont obligés de s'approprier la totalité des forces productives existantes (instruments de production) avant tout pour assurer leur

existence. Cette appropriation collective des moyens de production doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges. Dans l'appropriation par les prolétaires, c'est une masse d'instruments de production qui est nécessairement subordonnée à chaque individu et la propriété qui l'est à tous.

— La révolution n'est donc pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles."

Le monde roule à l'abîme sur le plan économique

"La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés" (Programme de transition).

Près de soixante ans se sont écoulés depuis l'adoption du Programme de transition. Le tableau que nous offre, en 1995, le marché libre de la propriété privée, parle de lui-même :

"En 1971, juste avant l'effondrement du système des changes fixes établi par les accords de Bretton Woods, environ 90 % des transactions sur les devises étaient destinées à financer les charges des investissements à long terme. 10 % seulement avaient un but spéculatif" (rapport du BIT).

En 1995, 98 % des transactions ont un "but spéculatif", 2 % concernent les échanges de marchandises. Au lieu de l'accumulation, se produit une diminution des richesses effectives en marchandises,

qui ne trouvent plus d'"acquéreurs" sur le marché mondial. La crise du système pourrissant de la propriété privée (capitalisme) engendre le développement du capital fictif (spéculatif) qui ne peut être investi dans le système de la production. La capacité d'absorption des marchandises sur le marché mondial se réduit toujours davantage, barrant la route aux capacités de production qui ne trouvent plus les débouchés.

Le développement des forces productives se heurte à la crise du système de la propriété privée, à la contradiction insoluble du marché mondial, qui s'avère de plus en plus impuissant à absorber les marchandises. Le développement des forces productives est remplacé par l'appauvrissement collectif au compte d'une "accumulation" monstrueuse de la spéculation.

Perspectives contradictoires

La survie du système de la propriété privée des moyens de production impose une situation mondiale où la destruction des forces productives conduit à la destruction sociale. L'éditorialiste du *Washington Post*, Jim Hoagland, est contraint d'en convenir (cité par l'*International Herald Tribune*) :

"La voie vers le profit passe trop souvent aujourd'hui, non plus par la création d'emplois humains, mais, au contraire, par leur destruction (...). La réduction des coûts et non plus la croissance est devenue la voie la plus facile vers la richesse. En Amérique, chefs d'entreprise, financiers et salariés sont partie prenante d'un transfert massif de ressources allant du travail (les salariés qui sont licenciés ou qui voient leur salaire diminué) vers le capital (les actionnaires et les chefs d'entreprise qui tirent profit des restructurations et des fermetures d'entreprises). Mais la richesse qui est ainsi créée par les chiffres records du marché boursier n'est pas faite de l'air du temps. Elle provient de la suppression du travail devenu trop cher pour être maintenu."

De cette description des mécanismes de destruction-pillage des forces productives,

l'International Herald Tribune tire cette conclusion :

"Tout cela constitue une toile de fond socialement explosive, pour de nouvelles et massives pertes d'emplois, qui ne manqueront pas de provoquer les prochaines réductions d'effectifs dans les pays développés (...)."

Pour ce qui concerne les questions abordées dans cette lettre, constatons que ce porte-parole lucide et cynique de l'impérialisme confirme l'analyse marxiste du *Programme de transition*, sous deux angles :

— d'une part, en rejetant le prolétariat du mécanisme de la production, le mode de production capitaliste pourrissant entraîne la destruction des "conditions matérielles de la production" et la destructuration du prolétariat comme travailleurs ;

— d'autre part, tous les plans du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU, de l'Union européenne (privatisations, plans d'ajustement structurel, sommet "social" de Copenhague, guerres "humanitaires") peuvent servir à tout, sauf à assurer un redressement tant soit peu durable de la production capitaliste. »

Marxisme et chaos

Par Jean-Paul KRIVINE
et Bernard ROUGÉ

Effondrement des anciennes croyances, crise des idéologies... les termes ne manquent pas pour nous expliquer que le marxisme est à ranger au rayon des accessoires périmés. La chute du mur de Berlin, qui a précipité l'effondrement des régimes staliniens aurait ainsi définitivement emporté le marxisme. Au mieux, ce dernier pourrait éventuellement réintégrer sa place comme objet d'étude pour les historiens se penchant sur une histoire révolue et cherchant à expliquer en quoi Staline était en germe dans Marx. Rien de bien nouveau en apparence, si ce n'est l'ampleur de l'offensive et son acharnement assez surprenant, s'agissant d'une théorie que l'on nous présente comme ayant définitivement failli. Un type d'argumentation à prétention théorique est actuellement en vogue et mérite qu'on s'y arrête. Le marxisme aurait été bâti sur la conception du déterminisme de la science du XIX^e siècle. Cette conception du déterminisme étant aujourd'hui remise en cause par des théories mathématiques comme celle du chaos, la prétendue faillite du marxisme se trouverait alors expliquée. L'objet de cet article est de montrer la double falsification opérée par les tenants de cette argumentation. D'une part, pour pouvoir plus facilement être abandonné, le marxisme est faussement présenté comme étant un déterminisme. D'autre part, si la conception du déterminisme laplacien du XIX^e siècle est effectivement dépassée par un certain nombre de théories récentes (dont la théorie du chaos), ce n'est certainement pas dans le sens qui nous est pré-

senté par nos nouveaux théoriciens, adeptes du chaos dans la société et promoteur d'un ordre pas si nouveau que ça.

Théorie du chaos, indécidabilité en logique, théorie de la complexité, thermodynamique et réversibilité des systèmes, théorie des catastrophes, sont invoquées, mélangeant subtilement des noms évocateurs (chaos, indécidabilité, catastrophes) et une interprétation parfois très douteuse des théories bien réelles qui sont derrière. Derrière cela, se cache une véritable offensive idéologique dont l'une des particularités est sa prétention à utiliser la science comme gage de légitimité et de sérieux. Cet échafaudage métaphysique, nous le verrons, nous ramène invariablement vers une légitimation de l'ordre établi. Pour ce faire, des théories scientifiques récentes sont déformées (ou mal comprises), pour être ensuite transposées dans le domaine social. C'est ainsi le cas de la théorie du chaos, que nous abordons de façon plus détaillée. Mais c'est aussi le cas de la théorie de l'information, avec des constructions assez douteuses faites au-dessus d'elle, telle cette notion de "bruit organisateur" ou de "hasard organisateur" (1). On devine aisément tout l'usage qui peut être fait d'un statut scientifique donné à des termes tels que "bruit", "hasard" ou "chaos", une fois ceux-ci extraits de leur contexte.

(1) Voir, par exemple, les ouvrages d'Edgar Morin ou le livre d'Henri Atlan, *Entre le cristal et la fumée*, Point/Sciences, Seuil, 1979.

CHAOS, DÉTERMINISME ET MARXISME, SELON JEAN-LUC MÉLENCHON

Le chaos est le sujet du troisième colloque "La Nuit de Ville-Evrard", qui se tient le 26 septembre 1992. Jean-Luc Mélenchon, animateur de la "gauche" du Parti socialiste, y intervient (2). S'interrogeant sur cet "élan magnifique de 1981 s'embourbant jusqu'aux essieux", le sénateur propose une explication théorique : c'est le marxisme, dont il avoue avoir été un bon "soldat de plomb", qui doit être remis en cause.

« Il y avait quelque chose de simple : l'Histoire telle que nous la connaissions était l'histoire des contradictions entre les classes sociales, un déterminisme était à l'œuvre qui nous faisait passer d'un modèle de société esclavagiste, féodal, capitaliste et ce dernier stade nourrissait en son sein une contradiction qui permettait d'accoucher d'un monde nouveau qui viendrait non pas mécaniquement (il fallait y mettre la main et mouiller sa chemise), mais qui en tout cas naîtrait et il y avait en son sein une classe à l'œuvre, la classe ouvrière. De cela se déduisait un ensemble de schémas et une morale. Un ensemble de schémas, celui de la révolution ou de la réforme tellement progressive que ça y ressemblait — c'était juste pour faire bien dans les préaux d'école et ne pas effrayer le bourgeois —, il y avait une forme d'organisation, le parti qui devait être la conscience et l'avant-garde de cette classe, il y avait une morale. Sur ce terrain, les choses devenaient un peu plus douteuses, car bien souvent cette morale finissait par une maxime fort simple et fort cruelle : "La fin justifie les moyens", puisqu'aussi bien c'était pour la cause et que demain un monde nouveau naîtrait qui absoudrait toutes ces fautes et ferait chanter le matin (...). Naturellement, ce système ne marche pas, il ne s'est vérifié que dans des circonstances exceptionnelles, tant et si bien que nous sommes transformés en bricoleurs de théorie pour expliquer pourquoi c'était dans les pays les plus arriérés que le socialisme éclatait, pourquoi invariablement il se transformait en une dictature (...). Nous avons donc besoin d'instruments théoriques pour comprendre le monde si l'on veut le changer (3). »

Ainsi le marxisme serait basé sur la notion de déterminisme. Ce terme prend ici l'acception bien précise d'inéluctabilité, pour ne pas dire de fatalisme. Certes, on rappelle qu'il faut "mouiller sa chemise", mais pour ensuite ajouter que le nouveau monde naîtra de toutes les façons. Tout le reste, la construction d'un parti, son programme et son action sont le produit de ce "déterminisme". En lieu et place d'une analyse qui nous expliquerait "ce qui ne marche pas", et pourquoi l'histoire a finalement suivi le cours qui a été le sien, on nous explique que la chute du stalinisme signifie l'échec logique du marxisme. Toutes les analyses portant sur la dégénérescence stalinienne ne sont, aux yeux de Mélenchon, qu'un "bricolage théorique", alors qu'un véritable renouveau théorique s'impose. Jean-Luc Mélenchon garde de son passé marxiste quelques formules, et comme il se fixe toujours pour objectif de changer le monde (nous verrons quel nouveau monde nous est proposé), il appelle à un grand débat théorique pour forger l'outil de ce changement. Suivons-le dans ses réflexions :

"Ce malaise trouve son origine, sinon dans notre système théorique de référence, du moins dans le modèle scientifique qui est le sien. L'idée que le capitalisme engendre le socialisme, avec la même certitude que les métamorphoses de la nature, est empruntée à un modèle de déterminisme issu d'abord du contact des pères fondateurs avec l'œuvre toute fraîche de Darwin, puis avec la physique classique. Ces modèles initiaux ont connu depuis un siècle de sérieux bouleversements. Ils sont à présent profondément remaniés par la théorie du chaos et les mathématiques des catastrophes. Leur apport conduit à devoir reformuler toute notre compréhension du déterminisme (...). On ne pourra pas rénover la maison sans consulter les plans de base des architectes qui ont aidé à la construire (4)."

(2) "La Nuit de Ville-Evrard" : Temps, Mémoires, Chaos, colloque 1990-1992, Editions Descartes et Cie, 1993, pp. 233-240.

(3) Ibid.

(4) Jean-Luc Mélenchon, A la conquête du chaos, Denoël, 1991, p. 55.

Les XVIII^e et XIX^e siècles sont des siècles où l'avancée prodigieuse des sciences semble indiquer que tout est à "portée de connaissance". Le chimiste Marcelin Berthelot évoquera le malheur pour les scientifiques d'une situation où bientôt plus rien ne serait à expliquer. Des grandes lois de la nature sont mises à jour et semblent capables de prédictions toujours plus précises. La découverte de la planète Neptune illustre cette puissance prédictive. Le Verrier — et en même temps l'Anglais Adams — appliquant les lois de la gravitation aux planètes connues déduira par le calcul la présence nécessaire d'une nouvelle planète. L'astronome allemand Galle n'aura plus qu'à pointer sa lunette dans la direction indiquée pour découvrir Neptune en 1846. La grande idée du déterminisme prend corps, associée au nom de Pierre-Simon Laplace. Le marxisme, forgé dans ce XIX^e siècle, serait ainsi frappé de ce défaut originel : le déterminisme. La suite du raisonnement de Jean-Luc Mélenchon est alors la suivante : la physique du XX^e siècle invaliderait le déterminisme et, par là même, le marxisme. Il faut donc trouver un autre cadre théorique d'où le déterminisme serait chassé. La théorie du chaos pourrait participer au renouveau théorique appelé de toutes ses forces par le sénateur de l'Essonne :

« Bref, le chaos déterministe décrit des phénomènes non linéaires (...). "La dépendance sensitive aux conditions initiales" (5) ? Mais nous passons notre vie à constater que si l'on avait tenu compte de tel ou tel paramètre qui paraissait d'abord négligeable on se serait aperçu à temps de quelle façon il pouvait devenir déterminant ensuite ! Malheureusement, nous disposons de peu d'instruments pour détecter dans le réel social ce qui est aujourd'hui la quantité négligeable qui sera demain déterminante. Cela nous conduit à quelques beaux loupés (6) ! »

Admirons au passage comment la politique menée pendant plus de dix ans par le parti dont Jean-Luc Mélenchon est un élu de longue date est justifiée. Celle-ci était juste, car inspirée par les meilleurs sentiments, mais "des quantités négligeables" sont responsables des échecs. Les mesures

étaient bonnes dans leur esprit, dans les intentions de leurs auteurs, mais comme une quantité négligeable peut tout changer et que ces quantités négligeables sont indétectables, les "beaux loupés" sont une fatalité. Jean-Luc Mélenchon ne l'invente pas, c'est "démontré" par la théorie mathématique du chaos.

LE CHAOS ÉTANT DANS L'ORDRE DES CHOSES, IL FAUDRAIT RENONCER À AGIR CONSCIEMMENT ?

Examinons le nouvel ordre qui nous est proposé par nos nouveaux théoriciens. Edgar Morin, auquel Jean-Luc Mélenchon se réfère souvent, se définit lui-même comme un théoricien de l'incertain et de la complexité. Ce sociologue très en vogue et ancien militant du Parti communiste français dans les années 1950 est sans doute celui qui exprime le mieux le contenu social des nouvelles théories qui nous sont proposées, en lieu et place d'un marxisme périmé. Nous pouvons les résumer en trois points :

— il faut renoncer à établir des lois de l'histoire, et donc une compréhension du monde pour le changer ;

— l'action consciente sur les événements est vaine, car elle aura de toute façon des conséquences imprédictibles ;

— la conclusion logique est, de fait, une apologie du libéralisme économique et de la déréglementation sociale.

Examinons sur pièce chacun de ces points. Tout d'abord, les choses seraient si complexes que plus rien ne serait prédictible :

« En ce qui concerne les lois anthroposociales, celles-ci ont beaucoup à pro-

(5) La dépendance sensitive aux conditions initiales est l'un des éléments centraux de la théorie du chaos. Nous expliquerons cela plus loin. En un mot, un système possède une dépendance sensitive aux conditions initiales si de toutes petites perturbations sur ces conditions initiales peuvent conduire à d'importantes divergences sur l'évolution du système.

(6) "La Nuit de Ville-Evrard", *op. cit.*

gresser dans la connaissance des déterminations propres à leur objet. Mais il est clair que l'idéal de la connaissance n'y est nullement de se borner à dégager des "lois de la société", mieux (pire) "de l'histoire". Ces lois sont extrêmement pauvres et comportent tant d'incertitudes que leur légalité est mythée. En fait, il s'agit d'une légalité mythée : toute prétention à promulguer des lois de la société ou de l'histoire a été et demeure le masque "scientifique" du mythe doctrinaire (7). »

Tout serait donc inattendu et l'avenir serait par essence imprédictible. La volonté d'établir des lois de l'histoire apparaît alors comme douteuse et doctrinaire. Pourtant, de la même façon que l'homme, pour agir sur la nature, cherche à comprendre cette dernière, toute action consciente pour changer la société nécessite une certaine compréhension de son fonctionnement. Or qu'est-ce donc que comprendre ou expliquer, si ce n'est établir des lois d'évolution. Mais il semble qu'Edgar Morin renonce en fait à toute action :

"Dès qu'un individu entreprend une action, quelle qu'elle soit, celle-ci commence à échapper à ses intentions (...). Tout ce qui s'est passé dans l'histoire, notamment à l'occasion de crises, sont des événements non triviaux, qui ne peuvent être prédits à l'avance (...). Tout ce qui va arriver d'important dans la politique française ou mondiale relèvera de l'inattendu (8)."

Jean-Luc Mélenchon ne va pas jusqu'au bout de cette logique. Animant un parti composé de militants, il ne peut pas dire explicitement qu'il ne faut pas agir, qu'aucune action ne doit être entreprise. Mais la conclusion est, en fin de compte, assez similaire : faisons n'importe quoi, ça n'a pas d'importance.

Ainsi, à ceux de ses militants qui se demanderaient parfois le sens de telle ou telle pétition, de telle ou telle initiative, à ceux qui se verraient interrogés par leurs collègues de travail sur le sens de la politique du Parti socialiste, l'animateur de la "gauche socialiste" leur propose... d'imiter avec leurs bras le battement des ailes d'un papillon (9) :

"Dans le chaos déterministe, il y (a) quelque chose qui (est) infiniment séduisant pour un homme comme moi, c'(est) l'idée que le battement d'une aile de papillon à Pékin (peut) changer le climat à New York. Battez des ailes gentils papillons chaque fois qu'on vous demande à quoi sert une pétition, une manifestation, une grève, une prise de parole ! Il n'y a pas d'acte humain en politique qui soit inutile (10)."

L'action consciente serait donc rendue impossible par l'imprédictabilité de tout ce que nous entreprenons. Ce n'est pas pour autant que cette nouvelle idéologie ne comporte pas un modèle de société, une "morale" sous-jacente. Edgar Morin nous éclaire sur le modèle idéal de société où le chaos, le désordre et l'instabilité formeraient les fondations.

"Le désordre constitue la réponse inévitable, nécessaire, et même souvent féconde, au caractère sclérosé, schématique, abstrait et simplificateur de l'ordre. Un problème historique global est alors posé : comment intégrer dans les entreprises les libertés et désordres qui peuvent apporter l'adaptativité et l'inventivité, mais peuvent aussi apporter la décomposition et la mort (...). Finalement, les réseaux informels, les résistances collaboratrices, les autonomies, les désordres sont des ingrédients nécessaires à la vitalité des entreprises (11)."

Et, au cas où nous n'aurions pas compris ce que sont "les ingrédients nécessaires à la vitalité des entreprises", Edgar Morin met les points sur les "i" dans un paragraphe intitulé "Il faut des solidarités vécues" :

(7) Edgar Morin, *Le Dialogue de l'ordre et du désordre*, le Débat, la Querelle du déterminisme, Gallimard, 1990, p. 97.

(8) *Ibid.*, pp. 107-109.

(9) La métaphore largement répandue pour illustrer la théorie du chaos est la suivante : "Un battement d'aile de papillon à un endroit de la planète peut provoquer un tempête de l'autre côté du globe."

(10) "La Nuit de Ville-Evrard", *op. cit.*

(11) Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, ESF, éditeur, Paris, 1990, p. 124.

"Cela peut ouvrir un monde de réflexions... Ainsi l'atomisation de notre société requiert de nouvelles solidarités spontanément vécues et pas seulement imposées par la loi, comme la Sécurité sociale (12)."

En fin de compte, des théories bien compliquées pour des conclusions bien peu originales, et que tous les gouvernements successifs depuis des décennies s'appliquent à mettre en œuvre : intégrer les syndicats pour laisser la place aux "solidarités vécues", aux réseaux informels, "dépasser" la Sécurité sociale, "imposée" par la loi, au profit de la charité et des bonnes œuvres. Non, cette idéologie n'est vraiment pas nouvelle. Ce qui change, c'est sa justification, son habillage. Tous ces "grands penseurs", adeptes de "l'incertain", se retrouvent d'accord avec la bourgeoisie pour annoncer l'effondrement de toutes les "idéologies", dont bien sûr le marxisme, avec toutes ses variantes socialistes et communistes. En fait, il n'y a plus rien à faire, si ce n'est espérer et prier... et laisser faire.

UNE CERTAINE UTILISATION DE LA THÉORIE DU CHAOS...

"La première tâche des marxistes, en ce qui concerne la science de la nature, c'est d'abord de combattre ces conclusions métaphysiques réactionnaires qu'une voix insidieuse et omniprésente, celle des rapports de production bourgeois, suggère sans cesse à l'oreille des savants de tirer de résultats de la science (13)."

Les voix de Mélenchon et de Morin invoquent la théorie du chaos. Cette dernière n'est pas seule, et, bien souvent, on assiste à un mélange, pas toujours très digeste, de plusieurs théories mal assimilées, ayant en commun, outre des termes accrocheurs (hasard, théorie des catastrophes, indécidabilité en logique, etc.), une réévaluation d'une certaine conception du déterminisme de la physique du XIX^e siècle. Les questions soulevées par la théorie du chaos concernent principalement la prédictabilité et le déterminisme.

Essayons d'en examiner les implications et montrons l'usage totalement illégitime qui en est fait par Edgar Morin ou Jean-Luc Mélenchon. Cet usage ne relève pas d'une simple métaphore, où le flou des concepts, les approximations sur la théorie et les transpositions d'un domaine dans un autre seraient acceptables. Nos auteurs ont des ambitions de théoriciens :

"La rénovation des capacités d'action de la gauche implique un retour du débat théorique. Or la réflexion dans ce domaine est à peu près totalement coupée de l'action militante. Les partis de gauche sont atteints d'une stérilité théorique quasi totale, y compris sur le terrain de l'analyse économique, alors que l'économisme règne en maître. Pourtant, les matériaux existent : scientifiques, chercheurs en sciences sociales, philosophes, produisent. Leurs travaux n'atteignent pas la sphère politique (14)."

Nous nous proposons donc de nous interroger dans deux directions : les théories physiques auxquelles il est fait référence sont-elles utilisées pour ce qu'elles disent ? La transposition respecte-t-elle les conditions qui font la validité desdites théories dans leur domaine ? Une réponse négative à l'une de ces deux questions serait suffisante pour discréditer la démarche. La métaphore, tant qu'elle reste métaphore, est légitime, bien que sans valeur scientifique. La transposition d'une théorie d'un domaine dans un autre est possible, mais c'est à ceux qui effectuent cet exercice de montrer que la démarche est légitime. D'après ce que nous avons vu ici, la preuve n'est pas vraiment au rendez-vous.

LE DÉTERMINISME EN MÉCANIQUE CLASSIQUE

Avec Newton et ses lois sur la gravitation commence une nouvelle page de

(12) *Ibid.*, p. 124.

(13) Gérard Bloch : "Notre père ADN qui êtes aux cieux", *Ecrits*, SELIO, 1995, p. 31.

(14) Jean-Luc Mélenchon, *op. cit.*

l'histoire des sciences. Pour reprendre l'expression de Galilée, le grand livre de la nature est écrit en langage mathématique, et l'humanité commence à comprendre ce langage. Les XVIII^e et XIX^e siècles verront une progression formidable de la science dans tous les domaines. La bourgeoisie ascendante s'appuiera sur la maîtrise accrue sur la nature permise par les avancées scientifiques et les réalisations technologiques qui en découlent. Elle assoira son pouvoir sur cette maîtrise et, d'une certaine manière, favorisera l'essor scientifique contre l'ordre ancien, comme en témoigne l'œuvre de la Révolution française pour la promotion de l'enseignement et la recherche scientifique.

Mais revenons à la mécanique de Newton, dans la continuité de laquelle se place la théorie du chaos. Les lois de Newton portent sur l'évolution de systèmes composés d'un ensemble de corps, par exemple le système composé de la Terre et de la Lune. Newton et tous les autres physiciens après lui vont considérer des systèmes isolés. Toutes les lois qui vont être établies portent sur ces idéalizations que sont les systèmes isolés. Un système est dit isolé s'il n'interagit pas avec un "extérieur", s'il ne communique rien à cet extérieur et n'est pas influencé par autre chose que ce qui est à l'intérieur de ce système isolé.

Dans la réalité, il ne nous est jamais possible d'isoler complètement un système pour effectuer une expérience. Cependant, à l'échelle d'un phénomène particulier, on arrive souvent à définir un système isolé, où tout ce qui est extérieur, sans être inexistant, est supposé négligeable.

Pour un système isolé, le déterminisme en mécanique peut alors être défini de manière précise : le futur du système (son évolution) dépend exclusivement de son état passé. Si l'on considère le système Terre-Lune comme un système isolé, c'est-à-dire si l'on oublie les influences des autres planètes et celle du Soleil, alors les positions exactes des deux astres peuvent se déduire de leur position présente par application des lois de Newton (15). Le futur est entièrement contenu dans l'état présent.

Cette grande idée du déterminisme en sciences est associée au mathématicien français Pierre-Simon Laplace (*Essai philosophique sur les probabilités*, 1814) qui proposera de l'étendre à l'univers pris dans son entier :

"Nous devons donc envisager l'état présent de l'univers comme l'effet de son état antérieur, et comme la cause de celui qui va suivre. Une intelligence qui pour un instant donné connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ses données à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome : rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir comme le passé serait présent à ses yeux."

Le "déterminisme laplacien" correspond, certes, à un état du développement des sciences, dans la lignée des récentes découvertes des lois de la gravitation de Newton. Mais la position de Laplace était d'abord une position philosophique et relevait en fait d'une volonté de s'affranchir de la tutelle de l'Eglise dans le domaine scientifique (Laplace est l'auteur de cette fameuse réplique à Napoléon, à qui il exposait sa théorie du mouvement des astres et qui s'étonnait de l'absence de Dieu : "Sire, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse"). Il reste qu'il s'agit d'une position avant tout philosophique et que l'enchaînement des causes et des effets transposé à la nature, comme cela le laisse supposer ici, ne laisse aucune place à l'homme. Nous verrons plus loin que telle n'était pas la position de Marx et d'Engels.

Le déterminisme en mécanique classique peut s'énoncer d'une autre façon : un même système (toujours un système isolé) placé une nouvelle fois dans les mêmes conditions sera soumis aux mêmes lois et aux mêmes forces, et donc évoluera exactement de la même façon que la fois précédente. Nous verrons plus loin que la

(15) Il faudrait en toute rigueur "idéaler" nos modèles de la Terre et de la Lune. Les effets de marée devraient, eux aussi, être pris en compte pour un calcul précis.

théorie du chaos, sans remettre en cause cette vision du déterminisme, rend vain pour certains systèmes l'idée que des conditions initiales identiques, ou même proches du point de vue de l'évolution du système, puissent être reproduites.

LA MÉCANIQUE CLASSIQUE ET LA THÉORIE DU CHAOS

La théorie du chaos se place donc dans la continuité de la mécanique classique et du déterminisme de l'évolution des systèmes isolés. Mais elle met à jour un élément qui va radicalement remettre en cause une assimilation parfois faite entre déterminisme et prédictabilité. La prédictabilité d'un système, c'est notre capacité à calculer son évolution en fonction de ses conditions initiales et des lois d'évolution que nous connaissons. Les éclipses de la Lune ou du Soleil, le passage des comètes, et plus généralement les conjonctions particulières dans le ciel, sont prédits avec une précision toujours accrue. Cela se fait par application des lois de la nature telles que nous les connaissons (ici, essentiellement les lois de la gravitation de Newton) et par une évaluation toujours plus précise des conditions initiales (la position des astres à un instant donné). C'est cela qui permet à l'homme d'envoyer des satellites dans l'espace et de poser un engin sur la Lune ou sur Mars.

Une meilleure connaissance des lois de la nature, une mesure plus précise des conditions initiales d'un système sont autant d'éléments qui devraient contribuer à une meilleure prédiction de l'évolution d'un système. C'est ce que nous avons régulièrement observé dans beaucoup de domaines des sciences de la nature, et l'objet des recherches scientifiques est pour une large part de mieux comprendre les lois de la nature, mieux connaître les systèmes observés afin de mieux prédire leurs évolutions et de mieux les maîtriser. Dès le début du siècle, Henri Poincaré avait indiqué qu'il y avait une limite à cette approche, et que la simple application des lois de Newton à un système composé de trois corps (par exemple, la

Terre, la Lune et le Soleil) conduisait à des comportements extrêmement complexes. La théorie du chaos va lever un coin du voile et révéler que les choses sont plus compliquées que le laissait croire un certain optimisme du XIX^e siècle.

La théorie du chaos met à jour un horizon de prédictabilité pour une partie des systèmes dynamiques (pas tous). Le déterminisme, nous l'avons indiqué, stipule que si un système isolé est réinitialisé avec exactement les mêmes conditions initiales, il évoluera exactement de la même manière. La théorie du chaos ne remet pas cela en cause. Mais notre intuition et notre expérience nous faisaient croire, à tort, que des conditions initiales très voisines pour un même système isolé conduiraient à des évolutions très voisines (des trajectoires très voisines). Cela n'est plus vrai pour les systèmes dits chaotiques.

Ce que va également mettre à jour la théorie du chaos, c'est qu'un comportement chaotique est possible pour des systèmes modérément complexes, et que ces derniers se rencontrent dans la nature plus souvent qu'on aurait pu le penser (mais soulignons que beaucoup de systèmes restent non chaotiques). Pour ces systèmes dits chaotiques, de toutes petites variations dans les conditions initiales peuvent très vite conduire à des évolutions totalement divergentes. Ces petites causes aux grands effets ont conduit à la métaphore du papillon, dont un simple battement d'ailes à un point de la planète va conduire à une tempête de l'autre côté de la planète, un mois après (16). C'est ce que les

(16) La prédiction météorologique constitue un exemple typique de système chaotique. C'est lui qui a été le point de départ du renouveau d'intérêt pour les systèmes à dépendance sensitive des conditions initiales (phénomène connu depuis le début du siècle — Poincaré et Hadamard). Le météorologue Lorentz (1963) a considéré un modèle d'évolution simplifié de la physique de l'atmosphère permettant de considérer les évolutions climatiques. Ce modèle, largement simplifié, montre des propriétés surprenantes. On constate ainsi qu'une perturbation du type de celle provoquée par le battement d'aile d'un papillon dans un coin du globe peut être "responsable" d'un cyclone, quelques mois plus tard, sur une autre partie de la planète. Responsable signifie que, sans ce battement d'aile, et toutes les autres conditions étant égales par ailleurs, le cyclone ne se serait pas produit (peut-être un autre se serait-il produit ailleurs, dans une zone plus ou moins proche, peut-être pas).

théoriciens appellent la dépendance sensible des conditions initiales.

Les systèmes chaotiques sont donc des systèmes déterministes, mais qui possèdent un horizon de prédictabilité. Il est en effet impossible de connaître les conditions initiales au détail près, du style "battement d'aile du papillon". Soulignons cependant que horizon de prédictabilité ne veut pas dire imprédictabilité totale. La météorologie, dont les modèles sont chaotiques, autorise une prédiction à dix ou quinze jours. Certaines planètes du système solaire ont un mouvement chaotique, mais la prévision reste possible à plusieurs millions d'années. C'est donc bien à tort qu'Edgar Morin ou Jean-Luc Mélenchon utilisent la métaphore des systèmes chaotiques pour dénier toute prétention à établir des lois d'évolution.

Le déterminisme dont il est question en physique n'a vraiment rien à voir avec celui que Jean-Luc Mélenchon utilise à propos du marxisme. La remise en cause éventuelle du déterminisme en mécanique classique n'aurait donc aucune incidence sur le marxisme... Par ailleurs, nous avons indiqué que la théorie du chaos apportait un éclairage nouveau sur la notion de prédictabilité plus que sur celle de déterminisme. La théorie du chaos, loin d'être la négation de la maîtrise de l'homme sur la nature, le renoncement de la science à comprendre, à établir des lois, est au contraire une contribution scientifique majeure.

Avec le chaos, nous avons des systèmes relativement simples et cependant irréversibles. Ils permettent d'établir une passerelle entre les systèmes stables et réversibles dans le temps de la physique classique et tout ce qui nous entoure : la chimie, nous-mêmes, notre cerveau. Tout ce qui relève de la biologie doit s'interpréter comme une histoire orientée selon le temps. L'histoire humaine en est un exemple trivial et immédiatement perçu par chacun d'entre nous. Il y a une rupture entre le passé et le futur. De plus, les chercheurs américains William Ditto et Louis Pecora indiquent, dans le numéro de *Pour la science* d'octobre 1994, dans l'article "Le chaos maîtrisé", que celui-ci est utilisé pour augmenter la puissance des lasers, synchroniser la sortie des circuits électro-

niques, commander les oscillations cardiaques, stabiliser les battements cardiaques d'animaux malades. Prochainement, les ingénieurs, indique l'article, ne fuiront plus le chaos, ils l'utiliseront.

LE MARXISME N'EST PAS UN DÉTERMINISME

Déformer le marxisme pour l'abandonner ou le combattre n'est pas nouveau. Le matérialisme historique nous est alors toujours présenté comme un pur déterminisme, un mécanisme entièrement déterminé excluant le rôle de l'homme et d'où le socialisme sortirait inéluctablement. Jacques Monod, dans son livre *Le Hasard et la Nécessité*, faisait déjà un tel amalgame : "Pour Marx, comme pour Hegel, l'histoire se déroule selon un plan immanent, nécessaire et favorable." Gérard Bloch (17), dans l'article "Notre père ADN qui êtes aux cieus", lui répond :

"Pour Marx, le ressort de l'histoire c'est l'homme vivant et agissant (...). L'histoire n'a ni plan immanent ni fatalité (...). Il n'y a pas pour les marxistes de lois éternelles, même pas sans doute pour le cosmos et bien moins encore pour l'histoire humaine."

Et il poursuit en citant Engels :

"Le déterminisme nie purement et simplement le contingent : tout est le produit d'un ensemble immuable de causes et d'effets. C'est le décret éternel de la Providence suivant saint Augustin..."

La prétendue réfutation du marxisme fondée sur la science n'est pas nouvelle et il est piquant de remarquer que les arguments sont presque toujours les mêmes. Ainsi, James Burnham, animateur avec Max Schachtman d'un courant qui allait rompre avec la IV^e Internationale, justifiait par les récentes découvertes scientifiques sa position qui allait le conduire à abandonner le marxisme en 1939 :

(17) Gérard Bloch, *op. cit.*

« J'estime que 75 % de ce qu'a écrit Engels dans ces domaines (les sciences de la nature) est confus ou dépassé par les recherches scientifiques ultérieures — en tout état de cause sans grande valeur. Il me semble (et en ma qualité de marxiste, je n'y vois rien d'étonnant) qu'Engels sur ce point était un vrai produit de sa génération, celle de Herbert Spencer et de Thomas Huxley, ces vulgarisateurs de Darwin qui pensaient qu'en procédant à une extrapolation métaphorique des hypothèses de l'évolution, ils pourraient trouver la clé des derniers mystères de l'univers (18). »

Le déterminisme se retrouve ici aussi au centre de l'argumentation qui présente le marxisme comme un fatalisme, une évolution inéluctable :

« La théorie générale marxiste de l'"histoire universelle", dans la mesure où elle a un quelconque contenu empirique, me semble réfutée par les recherches historiques et anthropologiques modernes (...). Je ne crois pas qu'il soit sans signification de dire que le "socialisme est inévitable", et faux que le "socialisme est la seule alternative au capitalisme" (...) (19). »

Léon Trotsky répondra à Schachtman et Burnham :

« Mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? Puisque la loi de la valeur ne détermine pas les prix ni "directement" ni "immédiatement", puisque les lois de la sélection naturelle ne déterminent ni "directement" ni "immédiatement" la naissance du cochon de lait ; puisque les lois de la gravitation ne déterminent ni "directement" ni "immédiatement" la chute d'un policier ivre du haut d'un escalier, alors... alors, laissons la poussière ensevelir Marx, Darwin, Newton et tous les autres amoureux d'"abstractions" sur les rayons des bibliothèques.

Ce n'est là rien d'autre qu'un enterrement solennel de la science, car le cours entier du développement de la science procède des causes "directes" et "immédiates" aux causes les plus éloignées et les plus profondes, de la multiformité et de la diversité des événements jusqu'à l'unité des forces motrices.

La loi de la valeur ne détermine pas les prix "immédiatement", et pourtant elle les détermine (...). Les formes de la propriété déterminent non point immédiatement, mais à travers leur interaction non seulement la politique mais aussi la morale. Un militant prolétarien qui tente d'ignorer la nature de classe d'un Etat finit invariablement comme le policier qui ignore les lois de la gravitation, c'est-à-dire par se casser le nez (20). »

Cette même réponse pourrait être adressée à Jean-Luc Mélenchon et Edgar Morin. Vouloir comprendre un phénomène pour agir sur lui, vouloir comprendre la nature pour la maîtriser, vouloir comprendre la société pour la changer, est synonyme de lois que l'on énonce, que l'on vérifie et que l'on affine. Certes, ces lois sont en fin de compte complexes à élaborer et ne permettent pas des prédictions complètes. Le savant allemand Robert Havemann (21), cité par Gérard Bloch, nous rappelle que les lois de la nature ne prédisent pas ce qui va se passer, mais ce qui peut se passer :

« Toutes les lois de la nature, toutes les lois de la réalité que nous découvrons nous disent seulement ce qui, dans des circonstances déterminées, est possible et ce qui, dans les mêmes circonstances, est impossible. Les lois de la nature ne nous disent pas ce qui arrive et arrivera réellement, elles nous disent seulement ce qui peut arriver. »

Ainsi, les lois de la nature délimitent plus particulièrement ce qui est possible (le plus probable). La contingence est alors la réalisation de l'un de ces possibles. Si les lois de la nature laissent à l'homme son libre arbitre, celles de la société de classes imposent, elles, à la plus grande masse de la population, des contraintes économiques proprement

(18) Lettre de James Burnham à Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, p. 325.

(19) *Ibid.*, p. 344.

(20) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, p. 208.

(21) Gérard Bloch : "Le pronostic historique de Marx : la question des forces productives", *Ecrits*, tome 2, SELIO, 1995.

insupportables et réduisent sa liberté à la portion congrue. Néanmoins, le combat pour la réalisation du socialisme fait partie de cet espace de liberté que la classe ouvrière entend utiliser afin d'éviter la barbarie à laquelle mène le système capitaliste.

LOIS DE LA NATURE, LOIS DE L'HISTOIRE ET DIALECTIQUE DES NIVEAUX

Marx expose, dans la préface du *Capital*, que sa méthode est conforme à celle des sciences de la nature, en ce sens qu'elle est rigoureusement objective. Elle prend les hommes comme ils se comportent réellement et non selon ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, elle procède des rapports entre les hommes dans la production des biens nécessaires à l'entretien de leur vie ; et, en même temps, elle n'est pas comme les sciences de la nature, car elle se situe à un autre niveau. Les lois des sociétés humaines, comme la méthode pour les découvrir, ne se réduisent pas aux lois et aux méthodes de la biologie, pas plus que celles-ci ne se réduisent à celles de la physique. Chaque niveau a une complexité propre et nécessite des méthodes propres, et Jean-Luc Mélenchon fait une confusion intéressée des niveaux. En fait, le matérialisme indique simplement que l'univers est réel, qu'il est scientifiquement connaissable et qu'il n'y a pas d'inconnaissable, même si ce qui nous est encore inconnu est inépuisable.

Dans son livre *Le Chiffre et le Songe*, J. Blamont (membre de l'Académie des sciences et inspirateur de la politique spatiale française) synthétisait le développement des sciences en deux étapes ; l'une

où les progrès ont été lents, où on ne connaissait pas la notion de force pour expliquer les changements de mouvement ; l'autre, postérieure à cette découverte majeure, où il n'a fallu qu'un siècle pour inventer la machine à vapeur et trois siècles pour que l'homme explore le système solaire.

C'est là une preuve saisissante de l'accélération des progrès scientifiques. La bourgeoisie ascendante s'est nourrie de cette évolution et, d'une certaine manière, l'a favorisée, tirant profit des retombées technologiques. La situation aujourd'hui est radicalement différente. La bourgeoisie, à l'époque de l'impérialisme sénile (*La Vérité*, n° 10, juin 1994), est un obstacle au développement de la recherche scientifique, et tout le verbiage que nous avons essayé d'analyser dans cet article arrive à point nommé pour justifier le chaos (mais, cette fois, dans son sens habituel) capitaliste. Si la science s'avère impuissante à expliquer et à maîtriser les phénomènes, il serait mal venu de reprocher à la bourgeoisie son incapacité à maîtriser quoi que ce soit et à nous offrir autre chose qu'une société où guerre, épidémies, précarité exploitation apparaissent comme des fatalités.

Dans notre univers insensible à nos joies et à nos peines, où rien n'est déterminé d'avance, tout dépend de l'activité de l'homme dominant la nécessité. Tout dépend de la capacité de la classe ouvrière, et en premier lieu de son parti, à se hisser au niveau de ses tâches historiques. La reproclamation, en 1993, de la IV^e Internationale constitue un pas dans ce sens.

**Jean-Paul Krivine
et Bernard Rougé**

Notes de lecture

La Morale et la Médecine, de Xavier Emmanuelli ⁽¹⁾, ou comment trahir Hippocrate au nom d'Hippocrate

Par Pierre RIVIÈRE

Xavier Emmanuelli est médecin. Il a été fondateur de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières ; depuis quelques mois, il est responsable du "Samu social", c'est-à-dire de ce service de soins (sous-médicalisé) réservé aux sans-logis et aux sans-droits ; depuis quelques semaines, enfin, il est, dans le gouvernement Chirac-Juppé, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire.

En 1981, il a publié un petit traité de quelque quatre-vingt-dix pages à l'usage du grand public, intitulé *La Morale et la Médecine*. Le nom d'Hippocrate y apparaît quatre fois, dont une fois dans la présentation du livre, qui figure en dernière page de couverture (2).

aux mages" évoque pour nous ces temps de la médecine préhippocratique, lorsque la discipline médicale était encore soumise aux croyances religieuses et aux charlatans ; nous avons vu (*La Vérité*, n° 12, "Actualité d'Hippocrate") comment, du point de vue même de ses historiens, l'œuvre hippocratique a constitué une rupture avec cette période.

Aussi, sommes-nous surpris, en poursuivant notre lecture de la présentation de l'ouvrage de Xavier Emmanuelli, d'y trouver ce curieux hommage au serment d'Hippocrate :

"Cependant, les techniciens gardent pour référence le serment d'Hippocrate. Chaleureuse promesse de la médecine individuelle, qui vient du temps d'avant la science et remonte à la magie."

L'œuvre des médecins hippocratiques ne saurait constituer à la fois une rupture

UNE MORALITÉ ADAPTÉE AUX BESOINS DE LA BARBARIE

"Les médecins, dit la présentation, issus des prêtres et des mages, sont souvent aujourd'hui des scientifiques, presque des ingénieurs." Autorisons-nous un premier commentaire : l'allusion aux "prêtres et

(1) Nathan, éditeur, 1981.

(2) Ce genre de présentation est, en général, rédigée par l'auteur lui-même et résume les idées essentielles de l'ouvrage.

avec les temps de la médecine préscientifique, magique et religieuse et une "chaleureuse promesse" issue de ces mêmes temps, dont nous lirons plus loin combien Xavier Emmanuelli les regrette. Pour quelles raisons, cet hommage apparent au serment d'Hippocrate falsifie-t-il les faits historiques ? Poursuivons notre lecture :

"Dès lors se posent à la médecine des questions morales nouvelles : aux alentours de la naissance, faut-il récupérer les handicapés profonds, ou s'arrêter ? Aux alentours de la mort, les réanimateurs sont des plombiers. Le corps est une machine (...). Que faire alors des comas dépassés ? Des vieillards en bout de course ?"

Se questionner sur le bien-fondé de "récupérer" les handicapés à la naissance et les "vieillards en bout de course", voici donc la nouvelle "morale" médicale du docteur Xavier Emmanuelli ; et voici pourquoi il falsifie l'histoire, essayant de présenter le serment comme "chaleureux", mais dépassé, car notre époque serait trop scientifique pour la morale hippocratique.

COMMENT FAIRE DU SERMENT D'HIPPOCRATE UN "DOGME" ?

Au chapitre de son traité intitulé "Existe-t-il une morale liée à la vie ?" (pp. 51-54), notre secrétaire d'Etat aborde de nouveau le "fameux serment d'Hippocrate", disant que, "en France, les rapports du médecin avec les malades (...) sont plus ou moins définis" par lui. Puis il poursuit :

"Bien entendu, la vie sociale actuelle ne permet pas de le suivre à la lettre et le conseil de l'Ordre des médecins est chargé de veiller sur l'éthique de la profession, agissant ici comme un guide (...), là comme juge et censeur, plutôt répressif et fortement attaché aux traditions."

Commentons : il s'agit ici d'un amalgame, puisque Xavier Emmanuelli cherche à assimiler le serment d'Hippocrate à l'action "plutôt répressi-

ve" des "juges" et des "censeurs" du conseil de l'Ordre des médecins "fortement attachés aux traditions".

Mais il s'agit aussi d'une nouvelle falsification des faits, car tous les médecins de France savent que, au contraire, pour le conseil de l'Ordre, la référence au serment d'Hippocrate est de plus en plus formelle et permissive (voir le soutien de l'Ordre aux "références médicales opposables"). Mais revenons à l'amalgame : pour notre ministre, la morale hippocratique serait donc, aujourd'hui, défendue par la lourdeur traditionaliste et répressive des notables de l'Ordre des médecins.

"Cependant, poursuit-il, il est de plus en plus discuté par une génération plus nombreuse, donc moins notable, soumise à des contraintes sociales plus fortes et confrontée à des problèmes techniques plus complexes."

Il est difficile de savoir ce qui est "de plus en plus discuté" ; la lecture rapide de ce texte laisse entendre qu'il s'agit là du serment d'Hippocrate. La relecture attentive du texte montre qu'il s'agit du conseil de l'Ordre. Telle est la méthode de l'amalgame que notre secrétaire d'Etat manie particulièrement bien. Cet amalgame a une fonction : ternir l'éclat du serment d'Hippocrate et l'opposer à la masse des jeunes médecins. Pour cela, Xavier Emmanuelli ira jusqu'à résumer le serment par cette phrase : "Toute vie humaine doit être sauvegardée quel qu'en soit le prix", phrase qui est pour notre ministre de l'humanitaire "un dogme" (pp. 53-54). Un dogme bien entendu trop rigide pour pouvoir être respecté ; et nous savons déjà combien ce dogme pèse sur la conscience humaniste du docteur Emmanuelli lorsqu'il s'agit de sauvegarder la vie des personnes lourdement handicapées ou des "vieillards en bout de course".

UNE NOSTALGIE PROFONDE DE L'OBSCURANTISME

Le chapitre intitulé "Médecine de masse" (pp. 33-35) aborde la question de la Sécurité sociale, puis en revient cette fois aux insuffisances du serment

d'Hippocrate. Mais, avant tout, l'auteur y donne cours à sa nostalgie de ces temps chaleureux d'avant la science :

« Au temps du village, chacun avait un statut et était reconnu (...). Mais il y avait aussi le statut biologique : un tel était le vieux, l'ancien, un tel était le bossu ou "celui qui tremble", un tel était l'idiot du village ou le veuf. Chacun se voyait au rythme des saisons et des récoltes. Même les mourants acquéraient un statut respectable, puisqu'ils mouraient au cours d'un rituel extériorisé, le curé traversant le village (...). Actuellement, la société industrielle ne reconnaît pas de statuts individuels, car elle ne vit que pour le collectif. Mais tous les hommes ont besoin d'une identité. Quelle qu'elle soit (...) et (ils) souffrent de ne pas être reconnus à tel point qu'ils se créent des symptômes. »

Ainsi, pour notre médecin-ministre, les malades se créent des symptômes parce qu'ils ne sont pas reconnus dans leur identité comme malade, bossu, tremblant, idiot, etc.

"Ce sont des déviants", déclare-t-il, et les médecins ont aujourd'hui pour tâche de

"les récupérer pour les assimiler à nouveau au collectif qui en devient de plus en plus contraignant (...). Ainsi est dévoyé l'humanisme médical et la morale n'y trouve pas son compte."

Et la Sécurité sociale dans tout cela ? Elle est, concède notre auteur, "une bonne institution puisqu'elle égalise devant la maladie (...). Mais (...) elle a induit chez les malades une irresponsabilité évidente, plus grave encore, le malade revendique le droit à la santé (...). Voici bien des problèmes moraux qui sont soulevés par l'homme face à sa propre collectivité", soupire le docteur Xavier Emmanuelli, qui conclut sur Hippocrate :

"L'éthique de la profession semble dans ces conditions un peu permissive, qui demande seulement de respecter le serment d'Hippocrate sur le secret médical et le libre choix du médecin."

"Seulement", déplore notre humaniste, qui suggère donc de dépasser le serment.

D'ailleurs, précise-t-il, "le secret, il n'est plus guère possible de le respecter. Quant au libre choix du médecin, il est très théorique..." Xavier Emmanuelli finit donc par dire clairement ici que le serment d'Hippocrate est pour lui complètement dépassé.

UN APÔTRE DE LA CHARITÉ HUMANITAIRE INTERNATIONALE...

Champion de la charité humanitaire internationale, notre ministre lui devait bien un chapitre. Il s'intitule "Hospitalité et hospitalisés" (pp. 19-22). Notre apôtre s'y désespère : il y a, selon lui, trop de médecins sur notre planète, trop de chirurgiens surtout :

"La chirurgie cardiaque en France a opéré quasiment toutes les malformations du cœur existant en métropole. L'énorme machinerie tourne bien. Aussi va-t-on pêcher les cardiopathies du tiers monde. Bientôt insuffisantes à leur tour puisque tout l'Occident chirurgical va jeter ses filets dans ce vivier, souvent par l'intermédiaire des bonnes œuvres, pour ramener ces petits cardiaques étrangers. On a formé trop de chirurgiens, trop de techniciens (...). La science est désincarnée et n'a pas de charge affective. La machinerie doit tourner (...). Valait-il la peine de la construire si énorme ? (...) Peut-être... mais qui va l'arrêter maintenant ?"

... QUI DÉCOUVRE LA PAROLE DE JÉSUS-CHRIST DANS LES TEXTES HIPPOCRATIQUES

Le docteur Xavier Emmanuelli a des solutions pour les épineux problèmes moraux : un chapitre entier y est consacré. Il s'intitule "Charité" (pp. 62-63) :

"Depuis que le médecin est individualisé en véritable thérapeute, cette notion de charité s'est imposée dans son rapport avec le malade. Comme il était sans grandes res-

sources, un de ses rôles principaux consistait à accompagner son frère humain à travers maux et malheurs... tendresse, compassion (...)."

Xavier Emmanuelli rejoint ici son père de gauche, Kouchner, et leur ami commun, l'abbé Pierre, mais il voudrait en plus nous faire croire qu'Hippocrate est leur ami commun :

« Hippocrate, dont une petite partie de l'œuvre est son Code de déontologie, connu seulement par le fameux serment, a, dès le Ve siècle avant Jésus-Christ, déjà conclu que les deux principales qualités exigées du médecin sont l'amour de l'homme et l'amour de l'art. Mais depuis tous les médecins ont réalisé que seul ce genre

d'échange était "porteur" entre eux et leurs malades. »

Arrêtez ! Monsieur Emmanuelli, à qui voulez-vous faire croire qu'Hippocrate nous a prescrit "d'aimer notre prochain comme nous-mêmes" ?

Votre nouvelle "morale" médicale est en complète opposition avec l'enseignement hippocratique, et l'immense majorité du corps médical, vous le savez très bien, trouve dans le serment sa référence éthique. Votre nouvelle "morale" cherche à justifier la barbarie que le FMI exige ; le serment d'Hippocrate, lui, appartient, au patrimoine de l'humanité.

Pierre Rivière

Ainsi, pour notre médecin-ministre, les malades se contentent de symptômes parce qu'ils ne sont pas reconnus dans leur être. Ils sont comme malades, bossus, tordicolis, idiot, etc. Autrement dit, ils sont malades, mais ils ne le savent pas. C'est tout le contraire de ce que dit Hippocrate : « le médecin doit reconnaître le malade dans son être ». C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes.

Et la dernière section dans tout cela, c'est que le serment d'Hippocrate est un serment qui ne concerne que le médecin et le malade. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes.

UNE NOSTALGIE HIPPOCRATIQUE
L'histoire de la médecine est une histoire de serments. Le serment d'Hippocrate est le serment qui a permis à la médecine de devenir une profession. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes.

... QUI DÉCOUVRE LA PAROLE
DE JÉSUS-CHRIST DANS LES TEXTES
HIPPOCRATIQUES
Il est évident que le médecin est un homme qui aime l'homme. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes. C'est pourquoi, pour notre médecin-ministre, les malades sont réduits à l'état de symptômes, et non à l'état de personnes.

Courrier des lecteurs

A Lucien Gauthier

Metz, le 3 octobre 1995

Cher camarade, j'ai lu avec intérêt l'article concernant le combat pour l'Internationale que tu as écrit dans la dernière *Vérité*.

Je souhaiterais que tu expliques plus précisément pourquoi tu qualifies les lois sur les assurances sociales de Bismarck comme des lois corporatistes que les sociaux-démocrates ont combattues.

Paris, le 24 octobre 1995

Cher camarade,

Avec ta lettre, nous avons là une nouvelle démonstration que les problèmes que nous abordons dans *La Vérité* sont en rapport direct avec les problèmes actuels de la lutte des classes et, en l'occurrence, le combat politique que vous menez pour la défense du régime de la Sécurité sociale en Alsace-Moselle. Qui n'est pas issu, comme tu l'écris, des lois corporatistes bismarckiennes, mais de la législation prussienne, puis allemande, et qui donc intègre toutes les victoires du mouvement ouvrier allemand dirigé par le Parti social-démocrate d'Engels et de ses compagnons.

Pourquoi qualifier de corporatistes les lois bismarckiennes sur la question de l'assurance maladie, qu'il ne faut pas

Je suis tout à fait d'accord sur l'appréciation selon laquelle Bismarck a promulgué ces lois devant la montée de la social-démocratie, et pourtant je ne vois pas en quoi elles sont corporatistes.

Cette question présente un intérêt particulier pour moi, et sans doute pour mes camarades, car nous sommes engagés depuis plusieurs années dans la défense du régime local de Sécurité sociale d'Alsace-Moselle, qui est précisément issu de ces lois.

Amitiés militantes.

confondre avec les acquis qui ont été conquis par le prolétariat allemand et son parti à la fin du régime de Bismarck et après sa chute ? Chute de Bismarck qui, rappelons-le, a été précisément le produit de l'incapacité de celui-ci, devant la montée de la social-démocratie allemande, à imposer le corporatisme, c'est-à-dire l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat.

Au contraire, dans le combat contre la politique de l'"Etat national allemand", la social-démocratie s'est construite comme un parti de masse, sur le terrain de l'indépendance de classe, et a connu un développement sans précédent, comme je le signalais dans mon article (page 36).

Pour te répondre plus précisément, je citerai un extrait d'un ouvrage de Frank Mehring qui n'existe malheureusement pas en français, *Histoire de la social-démocratie allemande* :

« Cet usage arbitraire et versatile (de la loi antisocialiste, NDT) exaspéra les ouvriers bien davantage encore que des persécutions, même brutales, mais perpétrées de manière conséquente. "Chez un adversaire impitoyable, on peut, disaient-ils, respecter au moins la loyauté. Mais quand l'adversaire ne cherche pas à nous anéantir mais à nous corrompre, quand il nous prive de nos droits et livre nos familles à la misère — non pas parce que nos objectifs lui paraissent immoraux et pernicieux, mais parce que nous ne nous laissons pas corrompre —, cela n'attise pas simplement notre haine, mais nous y joignons le mépris : nous méprisons Bismarck et sa suite, nous le méprisons dans sa dureté, et encore plus dans sa mansuétude." C'était devenu une des formules préférées dans les tracts sociaux-démocrates : sa carotte, nous la méprisons ; son bâton, nous le brisons (...).

Ces lois (de "réforme sociale" : assurance maladie, assurance accident, adoptées par le Reichstag sous la pression de Bismarck, NDT) n'avaient, dans le principe, rien à voir avec des réformes sociales. Elles ne relevaient pas non plus d'un problème concernant la question ouvrière moderne, mais se situaient sur le terrain de l'assistance aux pauvres, qui a existé bien avant l'industrie moderne et existera tant qu'il y aura des sociétés divisées en classes, produisant des pauvres. Présenter d'éventuelles améliorations de l'assistance aux pauvres comme des "réformes sociales" relève d'un double jeu qui avait déjà été caractérisé comme tel depuis longtemps, y compris dans le camp bourgeois. Dix ans auparavant, Albert Lange avait écrit : "Toute mesure politique qui tend à maintenir ou à renforcer la dépendance ou la subordination morale des ouvriers vis-à-vis des classes supérieures en échange de petites améliorations matérielles de leur situation est à rejeter." Or, ce qu'Albert Lange caractérisait comme "à rejeter absolument", c'est précisément ce à quoi tendaient la loi sur l'assurance maladie et la loi sur l'assurance accident. Ce n'étaient pas des lois "sociales", mais des lois de mendicité, en ce sens qu'elles voulaient remettre la classe ouvrière sous le joug du capital, contre la vague promesse de préserver les ouvriers malades ou accidentés de la mendicité. Toute illusion des ouvriers allemands à ce sujet était levée depuis longtemps et les prédictions des députés sociaux-démocrates, pour qui ces lois et d'autres du même genre n'auraient pas la

moindre influence sur le mouvement ouvrier révolutionnaire, se sont depuis lors vérifiées dans l'expérience faite en moins d'une génération.

Mais cela n'excluait pas une collaboration pratique dans la mesure où l'assistance aux pauvres sur le terrain de la société bourgeoise peut être plus ou moins bien organisée. Le groupe parlementaire social-démocrate s'est placé sur ce terrain, en demandant que l'assurance accident soit l'affaire des patrons qui n'avaient pas à puiser pour cela dans les caisses de l'Etat ni dans les poches des ouvriers, mais que l'assurance maladie soit l'affaire des ouvriers qui ne prétendaient pas à des aumônes de l'Etat ou des patrons, mais réclamaient ce qui va de soi pour toutes les autres classes de la société : la gestion autonome de leur caisse maladie (souligné par nous). Aussi claire que fût l'argumentation des orateurs sociaux-démocrates, qui avaient en la matière une compétence bien supérieure à celle des orateurs tant des partis bourgeois que du gouvernement, leurs propositions furent quand même rejetées.

Pour les classes dirigeantes, l'amélioration de l'assistance aux pauvres n'était pas un but, mais un moyen. Il s'agissait d'une opération de façade qui devait semer des illusions chez les ouvriers quant à leurs intérêts prolétariens de classe et qu'il fallait, en plus, si possible, leur faire payer (...).

Il (Bismarck) réprima les faibles tentatives d'inspection des usines par des fonctionnaires d'Etat, partout où il le put, il fit avorter toute une série de timides prescriptions concernant la sécurité qui avaient été élaborées par une commission d'experts, jetant ainsi une lumière on ne peut plus claire sur la véritable nature de la "réforme sociale" officielle. Le gouvernement et la majorité bourgeoise du Reichstag couplèrent tout à fait improprement l'assurance maladie et l'assurance accident pour bricoler une monstrueuse organisation bureaucratique-bourgeoise où les fonctionnaires et les patrons avaient beaucoup à dire et les ouvriers fort peu. Depuis qu'existait la question ouvrière moderne, "l'organisation corporative" au sens d'une réforme sociale avait toujours et partout été tenue pour une organisation de la classe ouvrière. Bismarck a fait date en découvrant dans le capital exploiteur les "forces réelles de la vie nationale" avec ses "fondements moraux" (dont avait si

solemnellement parlé le message impérial), en lui procurant une nouvelle organisation sous la protection de la bureaucratie.

Si les députés sociaux-démocrates s'étaient laissé abuser, ils auraient trahi pour quelques deniers les droits inaliénables du prolétariat. Ils votèrent aussi bien contre la loi sur l'assurance maladie que contre celle sur l'assurance accident et les tentatives répétées de Bis-marck pour les prendre à ce piège n'ont jamais convaincu fusse un seul ouvrier.»

Je pense que ces lignes sont éclairantes et particulièrement actuelles face à l'offensive généralisée internationale pour remettre en cause la protection sociale et réduire l'ensemble des dispositifs existants à un retour à la mendicité que dénonçaient Mehring et le Parti social-démocrate d'Allemagne.

Amicalement,

Lucien Gauthier

Chers camarades,

Lecteur attentif de *La Vérité*, il me semble nécessaire de signaler mon désaccord avec une formulation tirée de l'article de Jean-Manuel Warnet, dans le précédent numéro. A propos de la réfutation de la thèse selon laquelle il faudrait "*changer l'homme avant de transformer le monde*", l'auteur de l'article, pour insister sur le caractère réactionnaire de toute entreprise de "conscientisation", ajoute :

"Il faut donc leur inculquer les idées du bien, des droits de l'homme et de la démocratie, qui servent étrangement les idées de la classe dominante et, au besoin, les lui faire entrer dans la tête à coups de bombes de l'ONU." (La Vérité, n° 15, page 48. NB : c'est moi qui souligne.)

Cette phrase me semble procéder d'une vision réductrice et dangereuse des idées des droits de l'homme et de démocratie, parce que non dialectique. Faudrait-il rejeter tout combat en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, sous prétexte que ces idées sont des idées bourgeoises, c'est-à-dire qui ont pris naissance historiquement dans le cadre du combat de la bourgeoisie pour son émancipation ? Aujourd'hui, la fonction de ces revendica-

tions **n'est-elle que** d'exprimer et de servir les intérêts de l'impérialisme, comme le suggère l'emploi de l'adverbe "*étrangement*" dans la citation ci-dessus ? Le considérer serait, à mon sens, faire preuve d'une pensée pour laquelle "*le positif et le négatif s'excluent absolument*" (F. Engels, *Anti-Dühring*, cité par J.-M. Schiappa, p. 146).

Certes, Marx a critiqué les différentes déclarations des droits de l'homme comme étant de l'ordre de la mystification idéologique. Mais, si nous nous en tenions aux conclusions que suggère la phrase de Jean-Manuel Warnet, nous gommerions l'importance du combat de Marx et d'Engels pour les droits ouvriers et la démocratie.

En outre, faut-il rappeler que les revendications de liberté d'opinion, de presse, d'expression, de conscience, etc., ont marqué des moments importants, tant dans des périodes révolutionnaires, comme au Portugal en 1974, que dans des situations plus larvées, telles que les pays dits de l'Est en ont connues dans les années 1970 contre la bureaucratie stalinienne ? Faut-il rappeler également que la plate-forme politique du Parti des travailleurs met en son centre la lutte pour la démocratie ? L'enjeu de la discussion est donc bien d'apprécier la nature et la place des revendications transitoires dans le mouvement

de la classe ouvrière pour son émancipation et dans la construction du Parti des travailleurs.

Pour éclairer la discussion, il n'est pas inutile de revenir rapidement sur la signification et les fondements de la critique des droits de l'homme énoncée par Marx dès 1844 dans *La Question juive* (pp. 37 et 39, etc., 10/18, 1968). Il s'agit d'une critique qui porte sur le contenu même des différents articles, et qui récuse toute notion de droit. Et ce dernier aspect n'est pas opposable à la nécessité de combattre pour les droits ouvriers et la démocratie. En ce qui concerne le contenu, Marx met en évidence le caractère mystificateur des déclarations des droits de l'homme, y compris de la plus radicale, c'est-à-dire celle de 1793. Et cela pour deux raisons.

La première, c'est qu'il s'agit d'abord d'une déclaration, c'est-à-dire d'un acte politique qui institue la politique comme telle, et qui établit une séparation illusoire entre l'Etat et la société civile. En effet, l'Etat y apparaît comme établissant une communauté imaginaire de citoyens qui cache la réalité de la société civile, terrain des intérêts privés contradictoires et de la lutte des classes.

La deuxième raison réside dans le fait que les droits de l'homme parlent de l'homme et non des hommes concrets, historiquement déterminés. De même, le droit a pour objet non les individus concrets, mais l'individu métaphysique, doué d'une volonté pure, et dont les **droits naturels** doivent être garantis.

Mais tout cela a pour fonction de masquer le fait que les différents articles de la déclaration définissent non les droits de "l'homme" en général, mais les droits de la personne privée, c'est-à-dire du bourgeois replié dans son égoïsme. Donc les déclarations des droits de l'homme ont un caractère idéologique au sens propre, car elles expriment et masquent en même temps les intérêts de la classe dominante, en les présentant comme des idées universelles.

Cependant, il ne faut pas omettre le deuxième aspect de la critique de Marx :

"L'émancipation politique n'est pas l'émancipation humaine."

Autrement dit, Marx reproche également aux différentes déclarations des droits de l'homme de limiter l'émancipation à la sphère du droit, ce qu'Engels exprimera d'une autre manière :

"La revendication de l'égalité ne se limitait plus aux droits politiques, elle devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus : ce n'était plus les privilèges de classe qu'on devait supprimer, mais les différences de classes elles-mêmes (...). Les revendications bourgeoises d'égalité sont accompagnées de revendications prolétariennes d'égalité."

Ainsi, le contenu même de ce que la bourgeoisie entendait par liberté, égalité, etc., change quand "ces idées" sont reprises en charge par la classe ouvrière.

"Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social."

Il ne s'agit pas tant de réaliser les droits de l'homme que d'opérer leur dépassement à travers le mouvement concret de la classe ouvrière, qui les charge d'un nouveau contenu. Il s'agit donc de passer de l'égalité en droit à l'égalité effectivement réalisée "dans le domaine économique et social".

De même, en ce qui concerne la revendication de la "démocratie", celle-ci peut être définie a priori, mais c'est "au peuple d'en définir lui-même la forme et le contenu". Et les marxistes savent que le mouvement de l'histoire conduit nécessairement à la réalisation de ce que Marx appelait "la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat", à savoir l'Etat-Commune.

Ainsi, revendiquer les droits et la démocratie ne signifie pas que l'on s'arrête à ce que la lutte des classes permet d'arracher à la bourgeoisie dans le cadre de sa domination, mais constitue une étape nécessaire pour en finir avec cette domination elle-même, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Les

idées de liberté, d'égalité, de démocratie, parce qu'elles se chargent d'un nouveau contenu de classe quand elles deviennent les revendications de la classe ouvrière, sont le moteur du mouvement qui crée les conditions de leur dépassement. On ne peut donc se contenter de les réduire au caractère idéologique qu'elles possèdent lorsqu'elles sont avancées et défendues par la classe dominante. Au contraire,

elles gardent toute leur actualité et efficacité dans la période de l'impérialisme sénile. C'est bien parce que les prolétaires n'ont qu'à perdre leurs chaînes que la classe ouvrière est la seule dépositaire de "l'universel", c'est-à-dire des intérêts généraux de toute l'humanité.

Pascal Clesse

LA VÉRITÉ

Bulletin d'abonnement
Un an 4 numéros : 150 francs

Nom prénom

Adresse

Code postal Ville

Complément d'adresse

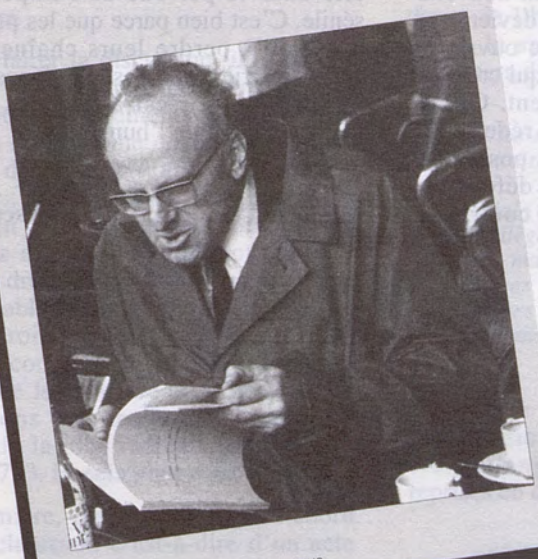
Chèques à l'ordre de APLO à envoyer à :
La Vérité (Administration, service abonnements),
87, rue du Laboure - Saint-Denis, 75010 Paris.

1891

GÉRARD BLOCH

ÉCRITS

VOLUME 2



SELIO

Prix : 70 F

**Le tome 2 des *Ecrits* de Gérard Bloch
est toujours disponible à la SELIO**

LA VERITE

Bulletin d'abonnement
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

.....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin,
Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont,
Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa,
Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X